
3 1761 05318391 9

G. Q. G., SECTEUR 1

DU MÊME AUTEUR :

La 2e Bataille de la *Marne* *(La Renaissance du Livre).*

La Vérité sur l'Affaire Nivelle *(La Renaissance du Livre).*

JEAN DE PIERREFEU

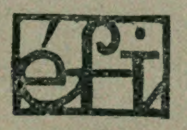
G. Q. G.

SECTEUR 1

TROIS ANS AU GRAND QUARTIER GÉNÉRAL
PAR LE RÉDACTEUR DU " COMMUNIQUÉ "

TOME PREMIER

L'ÉTAT-MAJOR DE LA VICTOIRE
LE CRÉPUSCULE DE JOFFRE
LA TRAGIQUE AVENTURE DE NIVELLE

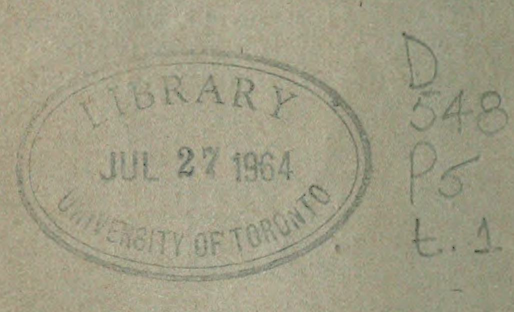


PARIS
L'ÉDITION FRANÇAISE ILLUSTRÉE
30, Rue de Provence, 30

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE :

40 exemplaires sur papier hollande Van Gelder Zonen, d'Amsterdam, numérotés de 1 à 40. (Huit de ces exemplaires — les nos 1 à 8 — n'ont pas été mis dans le commerce.)

60 exemplaires sur papier pur fil Lafuma, numérotés de 41 à 100. (Six de ces exemplaires — les nos 60 à 65 — n'ont pas été mis dans le commerce.)



A GEORGES DE MANTEYER,

affectueusement.

Vous vous êtes intéressé, mon cher Georges, au sous-officier d'infanterie blessé, versé dans l'auxiliaire qui attendait, en 1915, *dans un dépôt de l'intérieur, qu'on utilisât mieux ses facultés. Grâce à vous, j'ai trouvé mon emploi au Grand Quartier Général. Si j'ai pu raconter ce que j'ai vu, c'est donc à vous que je le dois. Ce livre vous appartient. Permettez-moi de vous l'offrir avec toute l'admiration et le respect que j'ai pour votre haut esprit et votre noble cœur.*

J. de P.

AVANT-PROPOS

Cet ouvrage est le compte rendu loyal des observations que j'ai pu faire au Grand Quartier Général au cours des trois années que j'y ai passées comme rédacteur du communiqué officiel. Bien qu'il n'y ait aucune indiscrétion de ma part à peindre les milieux du haut commandement dont je ne viole aucun secret, je me serais sans doute abstenu d'initier le public à la vie intime des grands chefs et de l'Etat-Major si, dès la cessation des hostilités, certains généraux des plus notoires n'avaient eux-mêmes, pour des raisons personnelles, conduit leurs lecteurs dans les coulisses de la guerre. On ne pourra m'en vouloir de les imiter dans un dessein purement littéraire.

En écrivant ces pages, je n'ai, — ai-je besoin de le dire ? — obéi à aucun sentiment bas de rancune ou d'ambition déçue. J'ai toujours trouvé au G. Q. G., parmi mes chefs et mes camarades, le plus aimable accueil, la plus cordiale indulgence. Sous le trait piquant, derrière l'anecdote cueillie sur le vif et quelquefois plaisante, je pense qu'ils sauront discerner la profonde sympathie et souvent l'admiration qui m'animaient tandis que j'écrivais ces notes.

J'ai tenté de rassembler, à la manière de Taine, une collection de petits faits exacts et d'en tirer impartialement des réflexions d'ordre général qui n'engagent que moi. Si je n'ai pas su résister au plaisir de donner à certaines scènes le tour pittoresque et le mouvement de la vie qu'elles avaient quand elles se déroulèrent sous mes yeux, au risque de déclasser une œuvre qui rentre, en somme, dans le genre historique et, par instants, de choir dans l'essai satirique ou même dans la fantaisie, je les prie de m'excuser. Il y a dans tout critique, comme dans tout historien, un romancier manqué qui essaye de prendre sa revanche comme ces vieux chevaux de fardier qui, se souvenant dans les brancards qu'ils ont été pur sang, caracolent et tendent l'encolure.

Ma préoccupation essentielle est de ne pas être jugé sur des citations incomplètes tirées du livre dans un dessein plus ou moins avoué. Comme tous les ouvrages d'observation, celui-ci n'obéit qu'à la vérité, l'approbation s'y trouve à côté de la critique. Seule la lecture de l'ensemble peut donner une idée précise de ma pensée. Je supplie les lecteurs de ne se fier qu'à leur jugement pour se former une opinion à mon sujet.

JEAN DE PIERREFEU.

G. Q. G., SECTEUR 1

PREMIÈRE PARTIE

L'ÉTAT-MAJOR DE LA VICTOIRE

I

CHANTILLY ! CINQ MINUTES D'ARRÊT

Le Grand Quartier Général ! Ce que ce nom glorieux pouvait représenter il était difficile de se l'imaginer quand on n'était qu'un simple sous-officier d'infanterie. Mal instruit de la hiérarchie militaire, déjà frappé de terreur, d'humilité et d'amnésie devant la toute puissante personne d'un colonel, le réserviste de 1914 et de 1915 n'arrivait pas à démêler quel genre d'autorité incarnait un général en chef. C'était trop loin, trop haut, cela se fondait dans les nuages, comme Dieu le Père. D'après d'anciens tableaux de bataille, on se figurait un groupe d'officiers, tout chamarrés d'or, caracolant autour d'un auguste personnage au visage impassible qui donnait des ordres.

Cependant, si confuse que fût la vision de cet empyrée, la notion de son pouvoir surhumain se fai-

sait sentir jusqu'aux derniers échelons. Du jour où le fourrier de la compagnie avait lancé d'une voix revêche, mais nuancée de respect, les mots fatidiques : Un tel, désigné pour le G. Q. G. », l'élu se sentait, comme Moïse descendant du Nébo, environné d'un mystérieux prestige.

Conduit devant son capitaine, il est l'objet de soins attentifs : « A-t-il tous ses papiers ? Qu'on change sa capote, ce pantalon est mal ajusté, renouvelez son équipement. » Et il ajoute avec un sourire déférent : « On va vous faire beau, mon ami, pour aller là-bas. »

Les sous-officiers du bureau, pleins de zèle, s'empressent et se montrent particulièrement affables. Au départ, l'un d'eux, prenant à part l'élu, glisse dans son oreille : « Dis donc, vieux, si tu vois quelque chose pour moi, *là-bas*, ne m'oublie pas. »

Là-bas ? L'élu tremble devant l'inconnu.

A partir de maintenant, une voie triomphale semble s'ouvrir devant lui. Déjà il n'appartient plus au commun des mortels; on ne sait quelle ordination lui a été soudain conférée.

La feuille de route porte le nom de la régulatrice la plus proche, avec ces mots : « A diriger sur le G. Q. G. »

Premier arrêt. Le commissaire de la régulatrice, accablé de besogne, se débat dans un flot de permissionnaires qui cherchent à s'orienter et envoie promener tout son monde. Mais l'élu lui tend sa feuille. Il y jette les yeux et son irritation tombe devant les trois lettres fatidiques.

Deuxième feuille de route, à destination d'une autre

régulatrice. Inutile de chercher à savoir vers quel pays on vous expédie : « Je l'ignore, répond l'officier à toute demande, et si vous le savez, oubliez-le. »

En 1915, nul n'ignorait, du moins à l'intérieur, que le G. Q. G. fût à Chantilly. Plusieurs journaux, malgré la censure, avaient réussi à l'imprimer. Pourtant la consigne de silence restait formelle et jamais secret de polichinelle ne fut mieux gardé !

Arrivé au Bourget, un coin du voile se déchirait. Entre tous les commissaires de gare, celui du Bourget avait seul, apparemment, le droit d'écrire en toutes lettres le nom redouté de Chantilly.

Tant de mystère, la gravité subite des physionomies devant l'évocation du Grand Quartier Général, le prestige même qui s'attache à cette ville élégante, dont le nom rappelle les splendeurs d'une résidence princière, tout cela ne manquait pas d'impressionner le voyageur.

L'arrivée à Chantilly, enfin, mettait le comble à son émotion.

De même que les demeures royales avancent leur tapis au delà du péristyle, pour accentuer la solennité de l'accueil, le Grand Quartier Général détachait jusqu'au quai d'arrivée un élément de l'État-Major. Trois officiers au collet timbré de foudres, au képi entouré de satin blanc, spécialement affectés au service du G. Q. G., dont ils suivaient tous les déplacements, faisaient, pour ainsi dire, les honneurs de la gare. Jamais maîtres de cérémonies, chargés d'introduire les ambassadeurs, n'apportèrent dans leurs fonctions plus de dignité et de courtoisie. Étroitement gantés, la poitrine ceinte du baudrier,

impeccables de tenue et de ton, ils se tenaient sur le seuil de la ville illustre, examinant d'un œil perspicace tous les voyageurs. On les devinait chargés d'opérer, avec discrétion, un tri préliminaire entre les élus et les profanes. Munis d'ordres sévères, ils écartaient impitoyablement quiconque ne montrait pas patte blanche. Un piquet de gendarmes renforcés d'agents de la sûreté en civil, filtraient les arrivants. Fût-il général, tout officier non porteur d'un laissez-passer ou d'une lettre d'audience ne pouvait pénétrer.

Montrait-on un ordre qui légitimait la présence en ce lieu, l'accueil devenait charmant. Quel que fût le grade de celui qui arrivait, les commissaires de gare s'ingéniaient à le piloter. L'esprit de corps, ou plutôt l'esprit de caste, leur imposait la même correction à l'égard de tous les ressortissants du G. Q. G. Tout de suite, il devenait visible que vous cessiez d'être un atome dans la foule. La sélection qui avait joué, par le fait même de votre désignation, vous accordait des droits. Vous apparteniez à l'élite. Lieutenant ou sergent, vous étiez, sans doute, ce qu'il y avait de mieux dans ce genre. Sans quoi, vous aurait-on choisi ? A peine entré dans la lumière du soleil un rayon de sa gloire s'accrochait à vous. Placé sous le signe des foudres de l'État-Major, le plus humble participait à son pouvoir redoutable.

C'est dans ces conditions que le 23 novembre 1915 l'auteur de ces lignes, débarquant à Chantilly, eut l'impression qu'il allait appartenir à une grande maison.

A ce moment, un officier au képi garni de feuilles de chêne arrivait en gare pour prendre le train de Paris, qui était sur son départ.

Cet officier général appartient sûrement à l'État-Major. Le Commissaire de service s'élance au-devant de lui. On devine qu'il s'informe de sa santé. Il l'escorte jusqu'au train, choisit un compartiment, dispose sur la banquette le léger bagage dont il s'est emparé et, durant que le train demeure immobile, soutient la conversation avec esprit. Un coup de sifflet; le train s'ébranle. Salut réglementaire du Commissaire, geste amical du voyageur :

« Tous mes respects, mon général, bon voyage. »

L'auteur de ces lignes perd la notion des temps. Un instant, il se voit en pensée parmi les gens du prince de Condé ou du duc d'Aumale. Tout à l'heure, sans doute, il va voir la Cour; peut-être assistera-t-il au retour d'une chasse au cerf à laquelle participera le roi. Mais non, nous sommes en 1915, en pleine guerre, c'est une hallucination.

* * *

A la sortie de la gare, des autos aux phares allumés ronflent furieusement. L'une d'elles portera mes bagages. Un planton va m'accompagner jusqu'au quartier général.

La nuit d'hiver est tombée. Il a plu et de grandes flaques boueuses brillent par places. Nous longeons un bois dénudé, dans une avenue sombre, puis voici la façade illuminée de l'Hôtel du Grand Condé. Nous sommes arrivés. Une légère déception. Le G. Q. G. n'est donc pas installé au château? Je voyais si bien le pont-levis s'abaissant, les voûtes d'entrée pleines

d'estafettes dont les chevaux frappent le pavé d'un pied impatient.

Au lieu de ce décor guerrier, l'Hôtel du Grand Condé, qui me rappelle les retours du Grand Prix de Diane, tout un monde d'hommes en smoking et de femmes élégantes dînant autour de petites tables, dans la grande salle à manger vitrée, l'orchestre des tziganes au fond. Voici, à gauche de la grille, le bar américain. Tiens ! il y a encore l'écriteau « American drinks ». C'est justement là que le planton me conduit. Va-t-on m'offrir un coktail avant d'entrer en fonctions ? Mais il n'y a plus de comptoir d'acajou, plus de hauts tabourets dans le bar américain du Grand Condé. Derrière des tables en bois blanc, recouvertes de drap vert, des secrétaires écrivent ou tapent à la machine. Des gendarmes vont et viennent. L'un d'eux téléphone. On l'entend dire d'une voix respectueuse :

— Bien, mon colonel... Oui, mon colonel... Une grande limousine chez vous, demain matin, à sept heures... Compris, mon colonel... Tous mes respects, mon colonel.

Je tends ma feuille de route à l'un des gendarmes venu au-devant de moi. Après une brève attente, je suis introduit dans un bureau. Un capitaine de gendarmerie, très brun, affable, se lève de son fauteuil et me tend la main :

— Enchanté de vous voir, mon cher camarade.

Son cher camarade ! Qu'est-ce que ça signifie, je suis sergent-major ? Où suis-je ? Ce ton d'extrême familiarité succédant à ces formules de respect, inusitées dans la troupe et fort peu dans la vie civile, me plongent dans la stupéfaction.

Le mystère s'explique. Il paraît que je suis nommé sous-lieutenant. Je l'ignorais. D'un coup de téléphone, on prévient mon chef de service de mon arrivée et l'on me conduit aussitôt dans le sanctuaire où je pénètre en tremblant.

* * *

L'Hôtel du Grand Condé transformé en G. Q. G. a fort bon air. Dès le seuil, deux gendarmes casqués, sanglés du baudrier, montent la garde. Dans le hall, un groupe de plantons se tient autour d'une table ronde. Tous se lèvent comme un seul homme au passage d'un officier et saluent d'un même geste. Devant la cage de l'ascenseur, un gendarme en bleu horizon attend le bon plaisir de ceux qui veulent emprunter son véhicule. Partout des tapis épais feutrent les pas.

Au premier étage, des plantons encore. Mon guide me remet entre les mains de l'un d'eux qui m'ouvre une porte, à laquelle il a préalablement frappé. Sur cette porte, j'entrevois une pancarte avec ces mots : *Section d'Information*. Grâce à Dieu, je connais les deux hommes aimables qui occupent cette chambre.

L'un, le capitaine Gabriel Puaux, diplomate de carrière, transformé en officier d'État-Major, était présentement chef de ce service, qu'il devait quitter bientôt, rappelé par le quai d'Orsay. L'autre, le sous-lieutenant Maurice Pernot, correspondant du *Journal des Débats*, à Rome et à Vienne, appelé à prendre sa succession.

Après les premières effusions, ils constatèrent l'un et l'autre, avec désappointement, que je portais encore sur les manches les galons de sergent-major.

— Eh quoi ! on ne vous a donc pas avisé que vous étiez nommé sous-lieutenant ?

— Mais non, c'est la première nouvelle.

— Ah ! c'est ennuyeux, très ennuyeux ! Vous ne pouvez pas paraître dans cette tenue à la table du 3e bureau. Ce serait un scandale. Songez qu'il n'y a là que des officiers supérieurs. Un sous-officier parmi eux, cela ne s'est jamais vu. Comment faire !

Le capitaine Puaux eut une inspiration subite. Prenant des ciseaux sur sa table, il me les tendit :

— Défaites vos galons, votre costume est assez élégant. On n'y regardera pas de si près. Et puis, je vous annoncerai comme sous-lieutenant. Mais, demain à la première heure, ne manquez pas de courir chez un tailleur pour vous faire mettre les insignes de votre grade, commander un uniforme, acheter un képi. Dépêchez-vous, l'heure du dîner approche.

J'enlevai ma tunique et nous engageâmes la conversation sur les obligations qui m'attendaient, tandis qu'en bras de chemise, avec une maladresse rare, je m'escrimais des ciseaux sur les manches séditieuses.

J'appris ainsi que la Section d'Information avait l'honneur d'être rattachée au 3e bureau ou bureau des opérations. Le ton de voix de mon chef m'en apprit plus sur l'importance de ce 3e bureau, dont j'entendais le nom pour la première fois, que toutes les explications. J'eus l'impression que j'allais m'asseoir à la même table que les demi-dieux de la guerre, qui sur les cartes traçaient la marche des opérations.

Ce qui m'épouvanta plus encore, c'est qu'il m'annonça qu'après le dîner, je serais présenté au général Pellé, major général. Que voulait-on faire de moi ?

L'explication ne tarda guère.

— Vous allez être chargé du Communiqué officiel.

La foudre tombant à mes pieds ne m'aurait pas produit plus d'émoi. Les phrases que toute la France lisait dans les journaux avec une avidité sans pareille, ces phrases qu'on affichait sur les transparents des grands journaux, tandis que la foule se bousculait pour mieux voir, c'est à moi qu'allait incomber le soin de les rédiger ! Mais, ce n'était donc pas Joffre qui les écrivait ? Peut-être les composait-il lui-même, et serais-je seulement chargé d'écrire sous sa dictée ?

J'interroge avidement.

— Pas du tout, Joffre ne s'en mêle que pour examiner la rédaction, quand elle est achevée. Mais vous verrez, je vous montrerai demain matin. Par exemple, demain soir, vous vous débrouillerez tout seul, car je pars en mission. Six heures et demie, c'est l'heure, allons dîner.

* * *

Nous entrons dans une villa, en face du Grand Condé, de l'autre côté de l'avenue. Dans le vestibule, sur un portemanteau, j'aperçois une dizaine de képis couverts de galons. Des éclats de voix viennent jusqu'à moi. J'entends : « C'est un camarade de promotion, nous étions ensemble à l'École de guerre,

en 1900. Il n'a pas perdu son temps, vous voyez, puisqu'il est lieutenant-colonel. »

Derrière mon cicérone, j'entre dans une salle à manger confortable; de vieux meubles, des faïences au mur; au centre, une grande table couverte d'argenterie. Groupés près de la cheminée, des officiers abondamment décorés. On me présente. J'entends ces mots colonel... colonel... commandant... commandant... colonel... commandant... commandant... commandant... les noms m'échappent. Le titre couvre tout et cet énoncé pompeux me rend de plus en plus confus. On me désigne une place, à côté de mon cicérone. Un autre officier entre : « C'est le lieutenant-colonel Renouard, sous-chef du 3e bureau, président de table, » me glisse à l'oreille mon guide. Il serre des mains, m'inspecte d'un seul coup d'œil, vif, bienveillant à la fois et malicieux, tandis qu'on me présente à lui. Il s'assied et tout le monde l'imite.

Quelle fortune m'est échue! Hier, sous-officier, voyageant en deuxième classe, me voici aujourd'hui assis dans le plus brillant milieu d'officiers qui se puisse concevoir. Là-bas, dans la boue des tranchées, des centaines de mille hommes veillent en face de l'ennemi, prêts à obéir aux ordres que transmettent les chefs, ignorant ce qui va se produire l'instant d'après, humbles rouages d'une volonté toute-puissante. Et ceux qui sont là, devant moi, ce sont précisément ceux qui d'un trait de plume mettent les armées en marche, ordonnent la bataille et l'assaut, maîtres de la vie et de la mort des combattants.

Je mange en silence. La cuisine est excellente. Deux soldats en veste blanche font le service, avec la dis-

crétion des maîtres d'hôtel de profession. Pour m'occuper, je compte les galons des manches qui s'appuient légèrement sur la nappe. Cinquante-deux, sans compter le mien que je n'ai pas encore.

Cependant, la conversation est devenue générale. J'espère apprendre d'importants secrets sur la marche de la guerre, savoir quels coups décisifs on ménage à l'ennemi. Bien des fois, j'ai entendu des ministres discourir dans l'intimité et aborder sans mystère les questions de gouvernement les plus délicates pour le plus grand plaisir de l'entourage. Ici, rien de pareil. Les bouches sont cousues. Pas un mot qui puisse rappeler qu'on est au milieu de la plus terrible guerre. Tous ces officiers sont d'une gaîté extrême. Ils plaisantent à la manière des collégiens qui se moquent des professeurs. Ils racontent de bonnes histoires sur les généraux qu'ils ont approchés. L'un d'eux, officier de liaison, est revenu le soir même du quartier général de Foch. Il fait une imitation du général. La main gauche dans l'entournure du gilet, il coupe l'air de sa main droite : « Vous saisissez, je pousse ici, je pousse là, j'enfonce, je culbute. » La main décrit les mouvements, semble s'insinuer entre des troupes, puis le poing fermé cogne sur l'ennemi en déroute. La voix brève, saccadée par moments, devient bredouillante à d'autres. Il lève le menton, soulève d'une chiquenaude la visière du képi. Puis, se renversant sur le dossier de son siège, il tire des bouffées d'un cigare imaginaire, qu'il se passe ensuite sous le nez pour en savourer l'odeur; enfin, après avoir essayé à plusieurs reprises d'allumer le cigare à distance, comme un presbyte lit, il le pose à cheval sur son

verre. Des rires éclatent. On s'extasie sur la ressemblance des gestes et de la voix. « C'est un type épatant », conclut un officier qui, vraisemblablement, parle du général et non de celui qui l'imite. Et le voilà parti dans une autre histoire. Foch, quand il dirigeait l'École de guerre, avait coutume, le dimanche, de recevoir la visite de ses collaborateurs. Un jour, l'un d'eux étant venu en civil, avait posé en entrant le superbe chapeau haut de forme dont il était coiffé sur la cheminée. Or, tandis qu'il se promenait de long en large tout en palabrant selon sa coutume, Foch constate que son éternel cigare est éteint. Il déchire un journal qui lui tombe sous la main, en tortille un lambeau, l'approche du feu, allume son cigare, puis d'un geste machinal jette dans le chapeau le chiffon de papier enflammé à la grande terreur de son malheureux subordonné qui, cependant, n'ose bouger de son siège.

A ce récit, la gaîté redoubla. Chacun avait dans son sac une histoire à raconter sur le général Foch dont les distractions, les manies, les façons originales sont célèbres dans toute l'armée.

Mais à propos de je ne sais quelle péripétie de sa carrière, on en vint à parler d'avancement. Placée sur ce terrain, la conversation devient passionnée. Jusqu'au dessert, il ne fut plus question que de promotions, d'annuités, de mutations. Avec une mémoire surprenante, ces hommes disaient la date d'entrée à l'École de guerre d'une infinité d'officiers, le temps qu'ils avaient passé dans chaque grade, leurs chances d'avancement. La plupart avaient l'air de connaître par cœur l'annuaire de l'armée. La boutade d'Edmond

About, dans *l'Homme à l'oreille cassée*, était toujours vraie.

En sortant de table, je ne savais rien de plus, sinon que l'officier du 3e bureau est préoccupé de sa carrière, comme probablement les officiers de tous les bureaux. Mais au bout de trois quarts d'heure, je n'avais pas la prétention de connaître les hommes éminents, parmi lesquels j'étais appelé à vivre.

* * *

La première impression que laisse le général Pellé, major général des armées françaises, est celle d'un homme souriant, fin, extrêmement affable. Rien de militaire ne se dégage de sa personne. Malgré son uniforme kaki, il évoque plutôt un diplomate de l'ancien régime. Aucun désir d'en imposer par sa froideur, nul souci de déshabiller du regard le nouveau venu ; mais, au contraire, un soin visible de paraître bienveillant. « Comme je suis heureux de vous voir », semble-t-il dire de tout son corps penché. En deux secondes, vous n'êtes plus un subordonné qu'on présente et qui, un peu pâle, se demande quelle impression va laisser son premier abord, mais un visiteur qu'on remercie de sa gentillesse, un collaborateur qui a bien voulu mettre sa compétence spéciale au service de l'État-Major. « Vous êtes journaliste, me dit le général, critique littéraire plutôt ? Vous n'avez jamais fait de politique ? C'est parfait. Ici, nous avons horreur de la politique. Tardieu en faisait, malheureusement, ou pour mieux dire, il en avait fait. Mais

ça suffisait pour le rendre suspect. Il était député, cela suscitait les jalousies de ses collègues. A Paris, on s'obstine à nous croire préoccupés de politique. On affirme que nous ne disons pas la vérité, que nous travestissons les événements au mieux de nos intérêts. Vous verrez par vous-même ce qui en est. Vous avez l'habitude du public. Vous lui direz tout ce qui se passe, dans le communiqué, avec les nuances, les ménagements qu'il faut avoir pour ce grand enfant sensible qu'est le peuple français. L'essentiel est d'être clair, de ne laisser paraître aucune ambiguïté, aucune réticence. Ah ! la presse a un bien grand rôle à jouer. C'est elle qui doit donner confiance au pays. »

J'invoque mon inexpérience, je demande l'indulgence pour ce travail que je vais entreprendre et qui est lettre close pour moi, je ne peux garantir qu'une chose, ma bonne volonté absolue et mon ardent désir de bien remplir ma tâche. Le général me rassure. Je vous guiderai, me dit-il, les premiers jours nous ferons le communiqué ensemble. Vous verrez, ça ira très vite. Et puis, c'est bien souvent la même chose.

Il est onze heures du soir. Je quitte le bureau du général. Dans le petit salon attenant à son cabinet, plusieurs officiers supérieurs, les bras chargés de papiers, attendent leur tour d'être introduits. Ils regardent curieusement ce personnage sans grade apparent, qui vient d'être reçu et qui se faufile timide et rouge parmi eux, vers la porte de sortie.

II

L'ENNUI DES SOMMETS

L'impression dominante qui se dégage de Chantilly, après une semaine de séjour, c'est *l'ennui, l'ennui officiel*, le plus morne de tous. Tous les visages sont graves, les physionomies fermées. Ce n'est jamais dans les yeux que se regardent les officiers; c'est sur la manche. D'un léger coup d'œil qui vous révèle le grade dépend l'attitude à tenir. Pour un sous-lieutenant, la chose est assez simple en apparence. Dans un G. Q. G., il risque fort de heurter à chaque seconde des supérieurs. Il suffit d'adopter invariablement, du lever au coucher du soleil, la position du respect pour être sûr de ne commettre aucune erreur réglementaire, au risque de s'attirer le mépris d'un automobiliste que vous aurez pris pour un officier.

Mais ne pas commettre d'erreur, c'est l'enfance de l'art. Ce n'est pas ainsi qu'on s'acquiert la sympathie et qu'on attire sur soi le jugement qui vous stabilise dans la maison. Si le règlement suffit à guider les actes des mortels dans les sphères moins élevées, il y a ici mille nuances, d'une complexité infinie, qui échappent à toute loi écrite et qu'il faut saisir. Le délai qu'on vous accorde est court. Au bout d'une semaine, si l'on dit de vous d'un petit ton léger, en

haussant le menton : « Qui est-ce ? » la chose est grave. On vous a remarqué sans plus, et mieux aurait valu rester inaperçu.

Évitez l'excès des marques de respect, fuyez les façons roides et mécaniques de la troupe, officiers subalternes que votre étoile pousse au G. Q. G. Rien n'est plus mal vu. Rien ne choque davantage que cette position du soldat devant son supérieur, à quatre pas, les bras pendants, la tête haute, le regard fixe, ou le salut déployé qui fauche l'air, la main violemment ramenée dans le rang. Ce sont là des manières vulgaires. Comme disait Voltaire de la religion : c'est pour le peuple. Si infime que soit votre grade, du moment que vous êtes officier de l'État-Major, vous êtes du même monde que vos chefs les plus éminents. En vous y recevant, l'on vous a conféré une certaine égalité sociale. Ayez cette aisance qui montre qu'avec la conscience de votre infériorité vous avez celle de votre qualité. On vous en saura gré. Mais il faut encore distinguer. Ce je ne sais quoi de facile et de libre qu'il convient d'avoir dans les rapports d'inférieur à supérieur varie avec la hiérarchie des bureaux.

La hiérarchie des bureaux est d'une complication merveilleuse. La science nous apprend que les organismes très évolués sont en même temps les plus différenciés. Le G. Q. G. est, à ce point de vue, assurément le dernier terme d'évolution de la société. Un fossé, peu profond il est vrai, sépare le cabinet du 3e bureau, mais un abîme sépare le 3e bureau du 2e et du 1er. Cependant, les quatre réunis forment une élite à laquelle n'appartient ni le courrier, ni le chiffre,

ni la cartographie, ni le S. R., ni le commandement, ni la D. A. tout entière.

A côté de ces distinctions générales, il y a les distinctions de personnes. Un commandant breveté mérite plus de considération qu'un colonel qui ne l'est pas. Un officier des armes combattantes prend le pas sur un assimilé, interprète, officier d'administration, intendant, service de santé. Si, parmi les assimilés, le médecin jouit de faveurs exceptionnelles, l'officier d'administration est tenu de montrer en toutes circonstances une grande humilité.

Inutile de dire que toutes ces nuances n'empêchent pas la grande distinction, celle qui est à la base de l'organisme et qui en constitue la note fondamentale, de jouer dans toute sa rigueur, à savoir, la distinction entre officiers de carrière et officiers de complément. Un officier d'administration, ancien sous-officier rengagé, si humble soit-il, a des droits à l'avancement et aux récompenses auxquels l'officier de complément ne peut prétendre.

L'officier de complément peut s'attirer la sympathie, la considération, surtout en raison de sa situation dans la vie civile, mais c'est une idée bien ancrée dans une cervelle militaire qu'il n'est jamais à l'armée qu'un amateur.

Tout l'art consiste donc à jouer savamment sur ce clavier hiérarchique. Un chef d'escadron breveté ne vous pardonnera jamais de nommer en sa présence un officier d'administration à quatre galons, mon commandant, titre qui lui est exclusivement réservé. Dans ce cas, affectez un petit air cérémonieux et gai pour dire à ce dernier : « Comment allez-vous, Mon-

sieur l'officier d'administration principal ? » Comme si, justement, la peine que vous prenez d'énoncer ce titre si long était de votre part une marque de respect. Mais si ledit officier d'administration est en présence d'un de ses collègues de grade inférieur, appelez-le : « Mon commandant », tandis que vous appellerez l'autre : « Monsieur un tel. » Il sera très sensible à l'énoncé de ce titre, auquel il n'a pas droit mais qui le remplit d'orgueil et qu'il usurpe le plus souvent.

Enfin, comme difficulté suprême, il y a celle qui consiste à distinguer le grade de la fonction. Ce lieutenant-colonel est simplement officier d'un bureau, mais celui-ci est chef de service. Chaque jour, il se rend auprès du major-général, tandis que l'autre n'a l'honneur d'approcher un si grand chef qu'en de rares circonstances. Ce troisième, chef de service également, est en rapport direct avec le général en chef lui-même; suprême orgueil, il est admis à sa table ! Vous devinez qu'il est impossible de ne pas mettre dans votre attitude toutes les nuances que comportent des attributions aussi variées. Bien plus, ce simple lieutenant, qui passe à travers les couloirs d'un air affairé, pourquoi soulève-t-il la déférence affectueuse de ces officiers supérieurs qui attendent un carton sous le bras? Parce qu'il est l'officier d'ordonnance du général en chef. Quoique lieutenant, il est de cent coudées supérieur à son grade.

En résumé, plus votre fonction vous amène à approcher les grands, plus la considération dont vous jouissez augmente. Il n'y a pas cinq pour cent des officiers d'un Grand Quartier Général qui connaissent le généralissime, si ce n'est de vue. La grande

majorité ont pu passer des années dans les bureaux sans qu'il leur adresse la parole. De là, le prestige qui s'attache à quiconque fait partie de la maison du Grand Chef, porte-fanion, planton, cuisinier, ordonnance.

Il est facile de comprendre quelle épouvante ressent le nouveau venu lorsqu'il perçoit toutes ces difficultés accumulées autour de lui et que, les ignorant presque toutes, il ne sait à qui s'adresser pour se renseigner. Son premier mouvement est de manifester une confiance excessive aux subalternes, de se jeter dans les bras d'un planton ou d'un secrétaire complaisant en qui il espère du secours. Et c'est le premier écueil. De telles familiarités sont jugées d'un œil sévère. Jamais un officier du G. Q. G. ne doit se montrer dans la compagnie d'un simple soldat ou d'un sous-officier, sous peine d'être soupçonné de ne pas savoir garder son rang.

Assurément, tous les officiers nouveaux venus ne sont pas placés dans des conditions d'isolement aussi absolues que je le fus en arrivant. Attachés au Courrier ou au Chiffre, ils font partie d'une équipe. L'équipe travaille ensemble, prend ses repas ensemble, sort ensemble aux heures de liberté. Il se forme ainsi des petits groupes qui se suffisent à eux-mêmes et s'efforcent de combattre l'ennui. Mais ceci à part, il n'existait au G. Q. G. aucune vie collective. Un cercle n'y a jamais été constitué alors que les officiers allemands ont toujours disposé d'un « Kasino ». En dehors des repas, le local où se tient la popote n'est pas fréquenté. Les officiers y arrivent, en sortant du bureau, à 11 heures ou midi. On ne s'y attarde point.

A la dernière bouchée, le président de table se lève et tout le monde le suit. Les uns rentrent directement à leur bureau; les autres font un tour dans la forêt, à pied ou à cheval, car la seule distraction permise c'est le cheval, encore n'est-elle pas à la disposition des lieutenants d'infanterie qui ne sont pas montés. Il est toutefois bien vu de faire du cheval. En hiver, après cinq heures, toute sortie est impossible, l'État-Major travaille jusqu'au dîner. Après dîner, le seul refuge est encore le bureau, jusqu'à dix heures en moyenne. Ceux que guette l'insomnie s'en vont plus tard. Un certain nombre prennent le service de nuit. Ceux qui sont libres rejoignent leur chambre. La vie recommence le lendemain sur le même modèle.

Bref, l'aspect général du G. Q. G. est celui d'un couvent, sans les effusions intimes de la chapelle et le repos moral que donne la pratique des devoirs religieux. Il serait plus juste de le comparer à un pensionnat où les récréations en commun seraient suspendues et dont tous les élèves ne connaîtraient que l'étude, le réfectoire et le dortoir. Il en résulte une application morne, un automatisme sans joie. Une atmosphère de contrainte pèse sur toute la maison. La seule préoccupation reste pour les officiers de carrière l'exercice de leurs fonctions d'où dépend l'avancement. De là, une terrible émulation de travail de bureaux à bureaux qui se traduit par un amoncellement croissant de papiers.

On ne concevrait point qu'un officier pût être assis devant sa table sans faire autre chose que des notes, des rapports, des états, des circulaires. Et comme il ne saurait se tenir nulle part ailleurs que dans

son bureau, il est contraint de trouver du travail. D'où, aucune différence entre le travail utile et celui qui ne l'est point.

En France, le loisir n'a jamais trouvé droit de cité. Il est considéré comme un exercice de la paresse. L'activité de jeu elle-même participe de cette suspicion. Alors que les États-Majors anglais pratiquaient le tennis, le jeu de paume, le bridge, qu'ils donnaient des réceptions où le contact avait lieu entre les officiers, nos États-Majors et surtout le G. Q. G. ont totalement ignoré l'art de se détendre.

Oh ! les premiers jours de ma présence au G. Q. G. ont-ils été assez mornes, assez nostalgiques. Seul dans la Section d'Information qui n'est encore qu'à l'état embryonnaire, les deux autres officiers étant en mission, je me sens abandonné des dieux et des hommes. Le communiqué, malgré la période calme que nous traversons, m'offre deux fois par jour un problème ardu à résoudre. Les comptes rendus d'armées que m'apporte un planton à onze heures du matin et à neuf heures du soir accumulent les difficultés à plaisir. Il y a là dix feuilles sur lesquelles un officier du 3e bureau a noté, au fur et à mesure qu'on les lui passait par téléphone de chaque Q. G., les événements de la nuit et du jour. Des noms inconnus surgissent devant mes yeux, que je dois retrouver sur la carte. Lintrey est-il en Woëvre ou en Lorraine ? Le ban de Sapt est-il dans les Vosges où en Alsace ? Ne vais-je pas mettre en Artois ce secteur qui est peut-être bien en Picardie ? Je feuillette fébrilement le dictionnaire des communes qui devient mon conseiller intime. Et puis, comment distinguer quelles zones bombardées

méritent d'être signalées au milieu de cette énumération fastidieuse de bombardements qui se répartissent sur tout le front. Ici, tirs de représailles, là tirs sur les arrières et sur les pistes, ailleurs sur les deux lignes; harcèlements par obus de gros calibre; plus loin, canonnade intermittente, concentration de feux sur tel ou tel point, activité moyenne d'artillerie, de mitrailleuses, de minenwerfers, grosse activité, grande activité, forte activité, activité habituelle. Mais ces activités ont duré une demi-heure, une heure, deux heures. Certaines armées poussent le scrupule jusqu'à donner le calibre des obus tombés.

Pour mon premier communiqué, j'ai tenté de voir le major-général, mais l'officier d'ordonnance m'a barré la route. Le général est en conférence. Je n'ai pas le temps d'attendre qu'il ait fini. Il est vingt et une heures. Déjà le Ministère de la Guerre s'impatiente et réclame le communiqué pour le passer à la presse. Tant pis, marchons tout seul. J'ai de mon mieux résumé en une trentaine de lignes tous ces bombardements, en variant les formules pour éviter la monotonie. Après une demi-heure de travail qui m'a mis la sueur au front, j'ai remis mon papier à l'officier d'ordonnance qui l'a porté chez le major-général. Deux secondes après, il m'a rendu ma feuille. D'un grand trait de plume le général avait supprimé mon œuvre et de sa propre main écrit ces quelques mots qui m'ont couvert de confusion : « Rien à signaler sur l'ensemble du front. » La leçon ne sera pas perdue. Je sais maintenant ce qu'on appelle voir les événements de haut.

III

COUP D'ŒIL SUR L'HOTEL DU GRAND CONDÉ

C'est en novembre 1914, que le G. Q. G. s'installa à Chantilly. Nul séjour ne lui convenait mieux. Il semble que ce pays soit par nature approprié à de telles destinations. Les souvenirs du grand Condé et du duc d'Aumale qu'on y rencontre à chaque pas, le silence qui y plane, le décor plein de noblesse et jusqu'à l'esprit des habitants inclinés au respect de la grandeur, soumis sans effort à la discipline et à la discrétion qu'exige la présence d'une autorité, tout s'accorde à faire de Chantilly le siège d'un pouvoir souverain. Or, à notre époque de démocratie, le Grand Quartier Général n'est-il pas le seul vestige d'une autorité qui ne doit aucun compte à ses sujets ?

Le G. Q. G. a eu beau se déplacer fréquemment au cours de cette guerre, s'établir tour à tour, au gré des événements, à Châtillon-sur-Seine, à Vitry-le-François, à Romilly, à Beauvais, à Compiègne, à Provins, à Metz même, c'est Chantilly, où il a résidé pendant plus d'un an, qui restera dans l'esprit du public le lieu du haut commandement. Les visiteurs, qui, partis des quatre coins du monde, accompliront pendant des années le pèlerinage de la grande guerre, ne manque-

ront pas d'y venir évoquer l'image des chefs illustres qui s'y sont succédé.

La petite ville apprit avec un frémissement d'orgueil et de reconnaissance, qu'elle était choisie pour abriter le sauveur de la France. Un fait témoigne de la ferveur des habitants : une jeune dame, romantiquement drapée dans une cape espagnole, armée d'un fouet et suivie d'un grand lévrier, se précipita au-devant du général, quelques jours après son arrivée, et lui baisa la main avec une telle violence d'enthousiasme que l'escorte du général crut tout d'abord à un attentat. Ce n'était qu'un symbole de l'extraordinaire admiration que la ville allait vouer à son nouveau souverain. Et, de fait, toute la population se fût mise à la rue pour offrir le logis au vainqueur de la Marne et à ses officiers. On n'eut pas besoin de ce sacrifice. Chantilly regorgeait de villas désertées par leurs propriétaires qui avaient fui la menace de l'invasion.

Le G. Q. G. s'installa dans l'hôtel du Grand Condé. Du coup, l'affreux caravansérail qui déshonore la pelouse de sa masse de briques roses du plus pur style boche, retrouva grâce aux yeux des habitants. On avait d'abord songé à affecter à cet emploi le gracieux château de Chantilly, qui mire ses tourelles et ses clochetons dans l'étang aux carpes. La simplicité républicaine du généralissime s'offusqua de ce palais historique. D'ailleurs, la disposition des pièces de l'hôtel se prêtait mieux à la répartition des bureaux, de même que sa situation sur la route de Paris à Creil, le rendait plus facilement accessible.

Les officiers du G. Q. G., réduits jusque-là à tra-

vailler à l'étroit dans la salle d'école et la mairie de Romilly, furent charmés du confort moderne qui régnait dans l'hôtel.

Quoique imposant déjà par le nombre, l'État-Major trouva à se loger tout entier dans le vaste bâtiment. Seule la D. A. (direction de l'arrière), par modestie comme on le crut d'abord, par fierté, comme on s'en aperçut par la suite, fit bande à part et alla porter ses pénates dans les locaux de l'école des filles, rue d'Aumale.

L'entrée de l'hôtel ne manque pas de grandeur. La grande grille donne accès sur une cour d'honneur qui se change, à droite de la façade, en un petit parc très touffu dont les arbres se mêlent aux futaies de la forêt.

A gauche de la grille, dans un bâtiment élevé d'un rez-de-chaussée se trouve le *Commandement.*

Le Commandement a une tâche très délicate à remplir dans un Grand Quartier Général. Cet organisme, dirigé par un lieutenant-colonel auquel sont adjoints un commandant, deux capitaines, deux lieutenants, et qui dispose d'un nombre considérable de plantons, d'ordonnances et de gendarmes, est à la fois chargé de l'installation des bureaux et des logements, de la surveillance et du service d'ordre. Nul étranger ne peut pénétrer au G. Q. G. sans passer par le commandement. La municipalité reçoit de lui les consignes de police. Aussi, les habitants de Chantilly furent-ils tout de suite priés de se munir de sauf-conduits spéciaux pour se promener dans leur forêt et de ne plus circuler dans les rues entre huit heures du soir et six heures du matin. Une dame que les dou-

leurs de l'enfantement prirent au milieu de la nuit, envoya sa bonne demander au Commandement l'autorisation d'accoucher à une heure aussi indue. Après vérification, un gendarme fut commis pour accompagner la sage-femme. Grandeurs et servitudes des résidences royales ! Elles furent toujours supportées de bon cœur par les habitants de Chantilly.

Dans l'hôtel, les bureaux se répartissent les divers étages selon les règles de la hiérarchie.

Pendant assez longtemps, tout cet ensemble de pièces bien meublées fut pour moi assez mystérieux. Une visite rapide d'introduction, accomplie derrière mon chef de service, de bas en haut de la maison, n'avait laissé dans mon esprit que le souvenir d'une série de chambres feutrées de tapis, ornées de grands rideaux, dans lesquelles travaillaient, seuls ou plusieurs, des officiers de tout grade avec cependant une prédominance certaine d'officiers supérieurs. A l'exception des lits, dont je m'aperçus plus tard qu'un seul subsistait par étage dans de petits cabinets destinés à l'officier de nuit, le mobilier de l'hôtel était resté en place. Les grandes armoires anglaises à trois portes renfermaient les registres et les archives; les petits bonheurs du jour en acajou, les commodes, les coiffeuses même, sortis de chez Maple, avaient été conservés comme meubles de bureaux, ainsi que les larges fauteuils en cuir et, dans de rares pièces, à l'usage des grands personnages, les chaises longues.

Comme on manquait de tables à écrire, on avait mis à contribution celles du restaurant d'été, qui sont vertes, dépouillées de leurs nappes. De plus, grâce au Génie, le mobilier prit un certain cachet

militaire, celui-ci ayant réparti un peu partout des casiers et des tables pliantes fabriqués dans ses ateliers.

Attenante à chaque appartement, une salle de bain des plus modernes. En jetant furtivement un coup d'œil dans quelques-unes, je vis que, contrairement aux usages des troupes en campagne, qui transforment volontiers un salon en cuisine et un bûcher en salle à manger, elles n'avaient pas été détournées de leur destination. Au portemanteau un peignoir, une éponge dans la conque en treillis accrochée au bord de la baignoire, un savon dans la coupe du lavabo et, sur la tablette de verre, parfois un flacon d'eau de Cologne.

La légende n'était pas fausse, on se baignait au G. Q. G. ! J'appris, qu'après un temps d'hésitation venant de ce que le bain d'État-Major n'était prévu dans aucun règlement, on usait largement de cette commodité. Mais cette décision d'un esprit éclairé avait causé d'innombrables ennuis. De cette pratique d'hygiène fort innocente naquit, en effet, la légende du luxe effréné déployé par le Quartier Général et des bains parfumés que les officiers s'y donnaient. Voilà une légende qui n'aurait pris ni en Angleterre, ni en Amérique. Mais, la France reste le pays où la propreté fait scandale.

Inutile de dire que l'électricité régnait en maîtresse dans l'hôtel. Partout des ampoules contournées, à verre dépoli et même, comme plafonniers, ces sortes de larges plateaux en verre laiteux qui ne laissent filtrer qu'une lumière discrète. Pourtant sur les tables, des lampes à pied, à abat-jour de carton vert, d'un modèle réglementaire et d'origine administrative, se

mêlaient à d'autres en cuivre ciselé, coiffées de chapeaux gracieux, qui provenaient de la maison.

Fait curieux, qui s'expliquait parce que l'hôtel attirait surtout une clientèle d'été, le chauffage central ne rayonnait pas au-dessus du deuxième étage. Et cela avait suffi d'abord. Le troisième fut considéré quelque temps comme un grenier. Mais peu après mon arrivée, le quatrième et même le cinquième furent aménagés en bureaux sous la poussée d'extension de plus en plus grande du G. Q. G. Les toits et les mansardes, dès le premier jour, avaient été occupés par une équipe de mitrailleurs contre avions chargée d'écarter les menaces de danger qui pouvaient surgir du ciel. Nul ne sut jamais au juste ce qui se passait dans ces combles. Combien de modestes personnalités militaires devaient y mener une vie paisible autant que retirée !

Pour suppléer à l'absence de chauffage central dans les étages disgraciés, on usait de poêles à pétrole d'un modèle classique, dont le classissisme s'accommodait de la puanteur. Car, aucune de ces pièces spacieuses ne possédait de cheminée, sauf celles qui, à droite et à gauche de l'hôtel, s'appuyaient sur les murs maîtres.

Les frais de chauffage, tant à la vapeur qu'au pétrole, les frais d'eau chaude, et comme j'appris peu à peu, tous les achats de papier à gribouiller étaient supportés à frais communs par le général en chef, son major et ses aides-majors généraux qui, pour ce fait, touchaient des frais de service. Quand le général Joffre traversa sa grande crise d'économie, dans la deuxième année de son règne, on réduisit les frais

d'eau chaude en supprimant d'abord totalement les bains; puis, à la suite d'habiles manœuvres du général Pellé, qui étant un homme particulièrement soigné de sa personne admettait très bien que les autres le fussent de la leur, on les rétablit deux fois par semaine. Cette suppression s'expliquait, d'ailleurs, car le général en chef et la plupart des gens en vue possédaient en ville des logements avec salles de bain. Il n'en était pas de même de leurs subordonnés. Ce qui m'étonne davantage, c'est que le désir de ne pas gaspiller inconsidérément les frais de service n'ait pas été assez fort pour réduire dans de notables proportions la fureur paperassière du G. Q. G. En prévoyant cette mesure dans l'organisation des quartiers généraux, le Gouvernement s'est montré habile. Mais là, l'honneur de la maison était engagé, d'autant qu'on ne saurait user de trop de papier « pour se couvrir ».

IV

LES BUREAUX DU G. Q. G.

Le G. Q. G. se précise à mes yeux. Cette masse confuse d'officiers parqués dans des bureaux, prend maintenant une signification, une figure. J'entrevois le plan d'ensemble. C'est une grande usine organisée pour le travail spécial qu'est la guerre moderne. Peu à peu, les rouages m'apparaissent qui s'engrènent les uns dans les autres, je distingue les bielles, les courroies de transmission, le moteur.

Au sommet, le général en chef, dispensateur de l'énergie. Au-dessous, les bureaux et services. Ceux-ci, d'une part, apportent sous une forme assimilable au général en chef tous les éléments de connaissance dont il a besoin pour asseoir son action sur des réalités; d'autre part, ils transmettent à la troupe l'impulsion du chef. C'est un double courant, un mouvement de va et vient qui ne s'arrête jamais. La division des bureaux correspond aux modalités de ce travail.

Le 3e bureau, sur les données du 2e, chargé de découvrir les intentions de l'ennemi, établit les plans d'opération. Le 1er bureau assure la mise en état des effectifs et l'armement nécessaires; il fournit l'instrument dont le 3e bureau a besoin pour réaliser ses projets.

Mais cette troupe, il s'agit de la nourrir, de l'habiller, de la soigner, de l'approvisionner en matériel de toute sorte, de la transporter d'un point du front à l'autre au gré des nécessités militaires : *la Direction de l'arrière* (D. A.), groupe les services qui concourent à cette tâche.

Pour que la machine ne fonctionne pas au hasard, tous les organes doivent être dans une dépendance absolue. Ainsi, c'est du plan d'opération conçu par le 3e bureau, que vont dépendre les mesures prises par la D. A. De même, le 3e bureau ne peut établir son plan qu'en fonction des ressources que le 1er bureau met à sa disposition. On comprend, du premier coup, le danger des cloisons étanches et du manque de liaison entre les divers organes.

Tel est le schéma général d'organisation d'un G. Q. G. En outre, branchés sur chacun des principaux éléments de la machine, de petits organismes fonctionnent, en apparence indépendants, mais étroitement soudés à l'ensemble, chacun d'eux apportant sa contribution au travail commun. Le service téléphonique et télégraphique, le S. R., la Section de Presse, la Direction de l'Aviation, le Service Colombophile, la D. C. A., les Centres d'Instructions, le Service géographique, le Trésor et Poste, la T. S. F., le S. R. A., l'A. L. G. P., le S. R. A. C., le Service des Décorations, la Justice militaire, le Chiffre, le Courrier, le Commandement....., etc...

Pour un Français des classes libérales, c'est-à-dire qui ignore les organisations privées, industrielles et commerciales, et qui n'a cessé depuis son jeune âge d'entendre railler l'administration civile et militaire

de son pays, ses lenteurs et son incurie, c'est une révélation que d'apercevoir entre les mains de l'armée une puissante méthode de travail.

Si le désordre régnait au début, comme on s'est plu à le dire, il apparaissait bien, en novembre 1915, que l'instrument était au point.

Et cet instrument n'avait pas été forgé de la veille, assurément. Une masse d'officiers spécialisés s'appliquaient aux besognes infiniment différenciées de cette organisation. Les éléments civils étaient venus se ranger, selon leurs aptitudes, dans ces cadres tout faits. Du moins au G. Q. G., à part de négligeables exceptions, il semblait que le recrutement fût conforme à la logique et au bon sens. A la Direction des Transports Militaires aux Armées (D. T. M. A.) on voyait des ingénieurs; à la D. S. A. (direction du Service automobile), c'étaient des spécialistes de l'automobile; les professeurs d'allemand abondaient au 2e bureau; un juriste présidait à la justice militaire; des fonctionnaires de la Cour des Comptes et des P. T. T. au Trésor et Poste.

Pendant les années de guerre qui suivirent, on ne cessa d'apporter des améliorations destinées à accroître le rendement de la machine. Sous ce rapport, la France a tout appris à ses alliés et, si paradoxal que cela paraisse, elle a été le grand professeur d'organisation militaire de l'Entente.

Mais, partout où sont employés des hommes, il faut s'attendre à trouver l'incohérence à côté de l'ordre, la mesquinerie à côté de la bonne volonté, la routine près de l'initiative.

LE COURRIER

Au rez-de-chaussée de l'hôtel, se trouvait le Courrier. C'est un service utile, mais qui ne jouit que d'un médiocre prestige. Les vastes salles lui conviennent. Là, les officiers blessés qu'on y envoie travaillent nuit et jour, assis ou debout, groupés en équipes, comme des facteurs. Besogne fastidieuse ! Nul papier n'arrive au G. Q. G. qui ne soit ouvert et enregistré par le Courrier; nul papier n'en sort qui ne reçoive de lui son numéro d'ordre. La guerre se prolongeant, les papiers s'accrurent dans des proportions formidables; vers le milieu de 1917, on enregistrait chaque mois 60.000 pièces à l'entrée et 70.000 à la sortie. Le chiffre des sorties pour l'honneur d'un État-Major se doit en effet d'être supérieur à celui des entrées. Les *arrivées* sont distribuées aux services compétents, les *sorties* sont mises en route sur leur destination. Des officiers sont, à tour de rôle, chargés de convoyer le courrier des armées. Ils reviennent riches de nouvelles, porteurs des bruits vrais ou faux qui circulent sur le front. Ils sont la gazette parlée des États-Majors. Tout leur passant par les mains, ils sont à même de tout savoir, bien qu'en réalité ils n'aient pas à connaître la teneur des documents. Mais avec l'habitude, il suffit d'un coup d'œil rapide pour éplucher une pièce; il est vrai qu'avec l'habitude la curiosité s'émousse et qu'à la longue l'officier du courrier classe, enregistre et distribue les « papiers » avec la même indifférence que s'il

maniait des feuillets blancs. Du temps qu'il lui faut pour devenir un automate on peut juger de son degré de résistance au milieu.

Pour ma part, j'ai toujours eu une sympathie très vive pour ces camarades qui accomplissent une besogne qu'on croirait ingrate, mais qui, cependant, a le pouvoir de développer l'imagination. Quand ils venaient, de temps en temps, nous rendre visite, c'étaient d'infinies déductions sur la signification de tel ou tel ordre qui leur était passé par les mains.

— Mon vieux, à partir d'aujourd'hui, les lettres de la 4e et de la 5e armée sont retenues, donc il se prépare quelque chose dans ce coin.

Ceci, c'était l'enfance de l'art. Mais combien d'opérations de l'esprit, plus audacieuses, ne tentions-nous pas ? Souvent la succession des ordres et des contre-ordres, provoquée par le changement de position de la question qui préoccupait alors le commandement, brouillait notre sagacité. Je mets en fait que l'incohérence est la meilleure défense de l'État-Major contre l'indiscrétion. On est mal venu de la blâmer.

Cette répartition des papiers dans les services et dans les bureaux, qui incombait au Courrier, constitue le plus clair de la science d'État-Major. Mais le Courrier la fait d'une façon assez grossière. Le fignolage, chaque bureau se charge de le réaliser selon le degré d'expérience, d'instruction ou de volonté de repos de ses membres. Dans ce tri au second degré, l'opération s'appelle *attribution*. Un homme intelligent, qui reçoit une pièce, est toujours capable, bien qu'en apparence elle soit destinée au bureau auquel il appartient, de l'attribuer à un

autre. J'ai vu tel chef de service trouver le matin sur sa table cent papiers. Dès qu'il arrivait, il jetait un coup d'œil goguenard sur ce monceau qui lui prédisait un dur travail. Le temps d'allumer une pipe et de chausser ses bésicles de corne, et il était à l'ouvrage. A neuf heures, montre en main, il ne restait plus devant lui qu'une dizaine de rapports qu'il avait bien voulu garder par devers lui.

Tout le reste, par la simple apposition d'un cachet, d'une date et d'une signature était attribué aux autres bureaux ou services du G. Q. G. qui acceptaient d'y donner suite; à moins que, par une opération semblable, ils n'en fissent retour à l'envoyeur ou transmission à un plus compétent bureau. Certains papiers, dépourvus de chance, se sont ainsi promenés pendant plusieurs mois. Le plus souvent, l'impossibilité où l'on se trouvait de les remettre *at the right man*, provenait de ce qu'ils n'avaient pas été établis dans les formes. Un officier, vraiment d'État-Major, sait donner à son envoi une telle précision qu'il est impossible de se tromper, fût-on le meilleur élève d'Escobar ou de Sanchez. Mais la présence d'officiers de complément dans les formations d'État-Major a introduit le règne de l'imprécision en cette matière et les erreurs qui en découlent.

Le Courrier disposait d'un automobile qui, partant de bonne heure du G. Q. G., chargé de dossiers de l'État-Major à destination de Paris, rentrait dans l'après-midi, muni des envois du Gouvernement au G. Q. G. Un officier de service, pris parmi ceux du commandement ou du bataillon de garde, accompagnait

chaque fois les colis. Une place restant libre à côté du convoyeur, elle était fort recherchée de ceux qu'une affaire urgente appelait pour quelques heures seulement dans la capitale. Cette tolérance, même aux jours difficiles où l'autorité se faisait tatillonne, n'a jamais été supprimée.

LE MAJOR-GÉNÉRAL

Le premier étage de l'Hôtel du Grand Condé, noble entre tous, était réservé aux personnages de marque : major et aide-major généraux, 3e bureau.

Le cabinet du général Joffre fut aménagé à son arrivée, en 1914, au fond du couloir du premier, à droite, sur le derrière de l'Hôtel. On pénétrait dans une chambre où se tenaient ses officiers d'ordonnance; de là on passait chez lui. La pièce qui lui était consacrée était assez exiguë et donnait sur le petit parc de l'Hôtel. On y voyait de l'unique fenêtre un coin de la forêt et un large espace de pelouse. La table de travail était placée devant la cheminée et quand on entrait, on voyait d'abord le large dos du général. D'après ce que j'en ai appris, il se tournait rarement vers le visiteur, bien que son fauteuil fût à pivot et parlait droit devant lui, tandis que son interlocuteur, cloué par le respect, se tenait à sa hauteur et le contemplait de profil. D'ailleurs, le généralissime renonça très vite à venir chaque jour au G. Q. G. où il était une proie trop facile pour les importuns. Il transporta son cabinet dans la villa Poiret où il habitait, boulevard d'Aumale, en face de la pelouse, à cent mètres

à peine du Quartier Général, et on ne le revit plus dans les bureaux.

Le général Pellé, quand il fut nommé major-général après le général Belin, prit sa place. La pièce revêtit, grâce à ce nouveau locataire, un aspect plus gai. La cheminée s'ornait de deux bustes de « poilus » modelés par Hoffbauer, de ces fausses silhouettes de soldats casqués, imaginées par le camouflage et que l'on plaçait derrière les créneaux pour tromper l'ennemi en 1915; des livres, des journaux, des revues anglaises, allemandes, espagnoles, car le général parlait plusieurs langues, des illustrés amùsants, *l'Illustration*, égayèrent les dossiers. Cet aimable mélange contrastait avec le vide sinistre qui régnait sur cette table où, du temps du général Joffre, on ne vit jamais aucun papier inutile. Un jour, le major-général accrocha au mur, avec une joie de collectionneur, l'esquisse originale du fameux dessin de Forain : *la Borne*, dont on avait jeté des réductions dans les tranchées ennemies de Verdun pour mettre sous les yeux des *feldgrau* un témoignage ironique de leur échec.

Le général Pellé était, en effet, l'intelligence la plus souple, la plus fine et la plus éclectique qui se puisse voir. Nulle chose au monde ne lui était indifférente. Il avait sur tout des vues justes et pénétrantes. Sa prodigieuse mémoire lui rendait constamment présentes à l'esprit toutes les questions. Recevant trente personnes chaque jour, il n'avait jamais à se faire rappeler le sujet dont elles venaient l'entretenir. D'une humeur égale et charmante, d'une politesse raffinée d'homme d'ancien régime, il avait l'art de paraître s'intéresser aux

affaires les plus ingrates qu'on lui soumettait. Bâillait-il, il avait une façon si gracieuse d'étouffer son bâillement en inclinant légèrement la tête que l'on avait l'impression d'obtenir de sa part un surcroît d'attention. Infatigable, il se mettait au travail à sept heures et demie et se couchait le plus souvent à deux heures du matin, goûtant à peine un court repos d'une demi-heure, au début de l'après-midi, étendu sur une chaise longue dans son cabinet. Il prenait un bain dans la petite salle attenante à son bureau, avant d'aller se coucher et il n'était pas rare qu'à ce moment même on vînt encore solliciter des signatures à travers la porte.

Sur le même palier que le major-général, mais côté cour, logeait, d'une part, le service de la presse, et, d'autre part, les officiers de liaison de la présidence de la République, le colonel Pénelon et son adjoint, le commandant Herbillon. La présence du service de la presse, appelé plus communément section d'information, ne laissait pas d'être anormale en un lieu aussi recherché que le premier étage. On ne se cachait pas d'en faire la remarque dans les bureaux moins favorisés. En fait, c'est au prestige personnel du capitaine-député André Tardieu, son fondateur, qu'elle avait dû d'être placée si près du soleil. Lorsque le général de Castelnau fut nommé, en 1916, chef d'État-Major général, la section d'information lui céda la place et monta au quatrième vers des régions plus appropriées au caractère modeste de ses fonctions. N'empêche, cette fréquentation du pouvoir avait consolidé son existence. La section d'information continua à jouir de la bienveillante

attention des grands chefs; elle fut même, par la suite, rattachée au cabinet du généralissime.

LE 3e BUREAU

Au bout du couloir du premier étage, à gauche, siégeait le bureau des opérations ou 3e bureau. Entre tous les gendarmes qui faisaient l'office de plantons au G. Q. G., ceux du 3e bureau étaient particulièrement bien stylés. C'étaient des cerbères incorruptibles. Des pancartes clouées sur tous les murs du corridor leur rappelaient constamment leur consigne au cas où ils auraient eu la velléité de l'oublier : « Défense d'entrer. » « Entrée interdite à tout officier n'appartenant pas au 3e bureau. » « Pour voir un officier du 3e bureau, s'adresser au planton. »

Trois pièces sur le devant et trois sur le derrière leur étaient réservées.

Sur le devant travaillaient les officiers de liaison aux armées. Sortes de *missi dominici* tout-puissants, ceux-ci allaient se rendre compte sur place, au nom du généralissime, de la bonne exécution des ordres. Bien qu'ils n'eussent la plupart que le grade de commandant ou de lieutenant-colonel, ils étaient très redoutés des généraux de corps d'armée et d'armée. On savait que de la bonne ou de la mauvaise impression du délégué dépendrait l'opinion du généralissime. Combien de mises à pied et combien de promotions de choix ont eu pour raison le rapport rédigé sur telle opération par l'officier de liaison. Il est hors de doute que tous prenaient leur tâche à cœur et n'avaient d'autre souci que

le bien du pays. Leur jeune âge, le feu de leurs convictions, la certitude de n'être pas astreints à l'obéissance hiérarchique ne pouvait qu'accroître leur liberté d'esprit. Mais, par contre, on les accusait d'être étroitement asservis à la doctrine officielle, de se borner à visiter les États-Majors et non la troupe, et de mettre au service d'une expérience limitée une intransigeance plus appuyée sur la théorie que sur la pratique. L'éternel conflit entre les bureaux et les exécutants prenait, à leur sujet, son maximum d'acuité.

Le chef, le sous-chef et les officiers qui formaient le personnel sédentaire du 3e bureau logeaient sur le côté de la pelouse.

Le colonel Gamelin était alors chef du 3e bureau. De petite taille, les cheveux blonds bien peignés, séparés en deux par une raie toujours nette, le visage rose et poupin, il paraissait tout jeune, à première vue, bien qu'à mon estimation il eût environ quarante-cinq années. Son prestige était grand au G. Q. G. *Persona gratissima* auprès du général Joffre, dont il partageait la table, il passait pour avoir sur le grand chef une puissante influence. Breveté de l'École de guerre, un des plus distingués de sa promotion, on vantait ses talents de stratège. Certains même lui attribuaient l'honneur d'avoir participé au plan de la bataille de la Marne, encore qu'à cette époque, il ne fût qu'officier du cabinet de Joffre. Le premier chef du 3e bureau du G. Q. G. avait été, en effet, le colonel Pont. Le colonel Gamelin était d'une extrême simplicité et usait sans ostentation de la confiance mêlée d'affection que lui témoignait le généralissime. Parlant peu, d'une voix douce, il se révélait surtout prodigieusement

habile et bon dialecticien. Il défendait ses conceptions avec plus de souplesse que de chaleur et cherchait moins à entraîner son auditoire qu'à le convaincre.

Cette manière plaisait fort au général Joffre qui détestait les grands éclats de voix et l'excès de la conviction. Le plus souvent, les avis du colonel Gamelin prédominaient; si bien que lorsqu'on voulait obtenir l'adhésion du grand chef, c'est d'abord le colonel Gamelin qu'il fallait gagner, car lui seul était capable de décider Joffre à changer de sentiment.

Le colonel Gamelin était jeune commandant avant la guerre; il fut nommé colonel au début de 1916, lorsqu'il quitta le G. Q. G., et général dans les derniers mois de la même année. Il a, comme exécutant, montré les qualités les plus précieuses de sang-froid et de décision. C'est un fait qu'il convient de mettre en lumière, la plupart de ces grands personnages d'État-Major n'ont pas trahi l'espérance qu'on mettait en eux, quand ils prirent un commandement d'unités.

Commandant d'avant-guerre également, le lieutenant-colonel Renouard, sous-chef du 3e bureau, faisait avec son chef un contraste frappant. Plus véhément, le verbe clair, incisif, il était animé d'une volonté communicative qui s'exprimait en phrases sobres et imagées. A l'École de guerre, il avait attiré l'attention de ses condisciples par son talent, son ambition et son autorité. On racontait, qu'étant élève de cette école, il exprimait la conviction formelle qu'il commanderait un jour en chef. Il ne s'est guère trompé. Quoique la destinée ne lui ait pas permis

d'obtenir le titre, on peut dire qu'il en a eu, à maintes reprises, le pouvoir. Mais j'aurai l'occasion de parler longuement de lui.

Dans le bureau attenant à celui du chef, deux ou trois officiers constituaient le secrétariat du 3e bureau. Ils transmettaient les ordres, les enregistraient, tenaient les archives, mettaient à jour le tableau des divisions et cent autres détails qui faisaient d'eux la mémoire du bureau.

Le commandant Fessard, par la vertu de son intelligence pénétrante y régnait en maître. Fin et caustique, d'une ironie nuancée qui savait devenir cruelle et bonhomme tour à tour, cet officier n'ignorait rien de ce qui se faisait en matière d'opérations. Il s'était constitué le conservateur de la pure doctrine d'État-Major, et son autorité sur ses camarades était visible et non contestée. Sous sa coupe, on plaçait des officiers plus jeunes, qui sortant de la troupe gravement blessés étaient affectés au 3e bureau. Le commandant Fessard prenait un plaisir secret à les martyriser, à leur infliger dans leur intérêt, j'en suis sûr, des piqûres d'amour-propre cuisantes. Mais, avec la science d'un éducateur religieux, il les a admirablement dressés.

Enfin, le capitaine Faure, un artilleur minuscule, mais, disait-on, consommé, tenait à jour, entre autres travaux, l'historique du G. Q. G. Jeune, affable et gai, il semblait aussi peu du 3e bureau que possible, du moins en apparence. Volontiers, il discutait sur les problèmes militaires, étant de ces hommes que leur métier passionne au-dessus de tout. L'historique qu'il rédigeait, au dire de l'historien Louis Madelin, qui eut souvent l'occasion de le consulter, constitue

un document capital pour tous ceux qui voudront écrire l'histoire de la guerre. On ne s'explique pas, dans ces conditions, que le général Pétain, après le départ du commandant Faure, qui survint en mai ou juin 1917, n'ait pas jugé utile de le faire continuer. Madelin, esprit orthodoxe et loyal, n'avait pas sans doute, touchant ce travail, la même appréciation que le général Pétain, lequel estimait que l'ensemble des ordres et des dépêches suffirait à fournir de matériaux les historiens futurs. J'imagine que dans son travail, le commandant Faure, n'avait pas su oublier suffisamment qu'il appartenait à l'État-Major dont il relatait l'œuvre. Mais, ce ne sont là que des suppositions.

En dépit de l'isolement dans lequel semblaient se complaire les officiers du 3e bureau, ils étaient plus accueillants qu'ils ne voulaient le paraître. En réalité, ils se gardaient surtout contre les indiscrets, les curieux qui, les soirs d'opérations arrivaient en foule aux nouvelles. Ceci mis à part, la conversation dans ce coin du premier étage y était plus animé et plus vivante que partout ailleurs. Le soir au retour de la popote, quand le communiqué annonçait « rien à signaler sur l'ensemble du front », le cercle se formait et la discussion y prenait un tour varié, sans aucune gêne. On y plaisantait même avec un abandon et des éclats de gaîté qui auraient étonné ceux qui voyaient ces officiers si graves dans leurs fonctions.

Il y avait là, assurément, les cerveaux les plus lucides de l'État-Major. Beaucoup étaient sortis premiers de l'Ecole de guerre. Peut-être pas tous, mais il en est de cette école comme du Conservatoire dont chaque élu se dit premier prix.

PSYCHOLOGIE DU « BREVETÉ »

En dépit d'un demi-siècle de démocratie, qui a réussi à abaisser le niveau social de la France et à niveler les classes, il reste vraiment debout et intacte, nourrissant ses préjugés propres, douée d'une mentalité spéciale, *une caste militaire.* Et pourquoi d'ailleurs n'y en aurait-il pas ? Quel mal voit-on, à ce que, dans l'ensemble du pays, des catégories de citoyens s'opposent les unes aux autres par les croyances, l'éducation, les traditions ? Le patriotisme est assez puissant pour réunir en faisceau, aux heures de péril, ces énergies différenciées et, en temps normal, antagonistes.

En fait, ce que l'on appelle la caste militaire ne se confond pas exactement avec le corps des officiers. Parmi eux, il existe un élément pur de tout alliage, qui a su réagir avec vigueur et conserver son intégrité morale : c'est le corps des Brevetés. L'officier breveté est presque toujours du type dit réactionnaire. Il a pour toutes les formes du progrès un éloignement instinctif et une crainte profonde des opinions avancées. Sa mentalité rappelle celle des gens qu'en province on désigne sous l'épithète de « bien pensants ». Car le breveté, à vrai dire, est plus provincial que parisien. Souci du décorum, appréciation rigoureuse des mœurs, honnêteté foncière, goût de l'épargne, respect des usages, absence de curiosité pour tout ce qui n'est pas sa carrière, ignorance des idées d'autrui, il résume en lui les fortes qualités et

l'étroitesse d'esprit de la province traditionaliste. Incapable de se détourner de ses propres préoccupations, il dédaigne en bloc tout ce qui n'appartient pas à son milieu. Assurément, beaucoup d'officiers partagent cet état d'esprit qui est proprement conservateur, sans posséder le diplôme de l'École de guerre. Mais le fait d'être breveté renforce ce caractère exclusiviste, parce que le breveté joint au mépris de l'élément civil, le dédain du militaire non breveté.

Il existe véritablement cet orgueil du breveté. Il a beaucoup de rapport avec celui du Normalien. C'est, en somme, un orgueil de mandarin. Le ton de hauteur que beaucoup d'entre eux adoptent est, à la lettre, incroyable. Je sais bien, il y a là, comme ailleurs, des exceptions et pour ma part, j'en ai rencontré plus qu'aucun autre, mais de l'avis même des militaires, la remarque vaut pour un grand nombre d'entre eux. Ce qui est étrange, c'est de voir dans un milieu qui méprise par ailleurs la pensée pour la plus grande gloire de l'action, la suprématie que s'arrogent ceux qui sont les intellectuels de l'armée. Admirons qu'une élite aussi attachée à ses prérogatives ait pu se constituer sans que la naissance, les relations ou la fortune aient contribué à la former, mais bien uniquement la valeur intellectuelle, puisqu'en somme, c'est par le concours de l'École de guerre qu'elle se recrute. C'est là une victoire de l'esprit démocratique, la revanche du clerc sur le guerrier, qui a pris des formes assez inattendues.

Que le breveté tienne le plus clair de son prestige du diplôme qui le place dans une aristocratie, il n'en faut pas douter. Dans aucune autre carrière, la réus-

site n'est autant proportionnée au succès des études. L'officier sorti premier de l'École de guerre conserve sur ses collègues moins bien placés, une avance qu'il a de grandes chances de ne jamais perdre, quand même ceux-ci auraient-ils deux fois plus d'années de campagne à leur actif.

* * *

Mais de même qu'il existe dans le temple un saint des saints, de même que les princes du sang s'élèvent au-dessus de la noblesse, il s'est opéré parmi les brevetés une sélection d'un ordre rigoureux, dont le terme dernier est l'officier du 3e bureau. D'après mes propres observations, j'ai discerné, à maintes reprises, que dans la période de l'histoire où nous vivons, il ne peut y avoir pour un militaire de plus grand sujet de fierté et d'ambition plus haute, que d'être à la fois officier de chasseurs à pied, breveté et membre du 3e bureau. Ce qui tendrait à faire croire que la longue suprématie du cavalier est maintenant chose périmée. Le nombre des cavaliers passés au cours de cette guerre dans l'arme des chasseurs en est la preuve certaine.

Il est évident qu'une grâce spéciale s'attache à la fonction d'officier du 3e bureau. La joie qu'ils éprouvent d'en être apparaît malgré eux dans des détails infimes, par le ton de la voix, un optimisme que rien ne peut ébranler, une exagération de confiance et de cran dans les moments les plus critiques, enfin un certain air de condescendance à l'égard des autres

services du G. Q. G. où abondent cependant les brevetés. La différence se voyait à l'œil nu chez tous les jeunes officiers qui, moins assouplis par la vie et par la succession de la bonne et de la mauvaise fortune inhérente au métier militaire, ne savaient pas dissimuler suffisamment leur satisfaction.

Comment cette aristocratie avait-elle pu se constituer parmi les brevetés qui forment déjà une élite dans l'armée ? Quel pouvoir présidait à cette discrimination des officiers issus de l'École de guerre ? Qui décidait que ceux-ci s'occuperaient d'opérations et ceux-là de renseignements ou de matériel ? Était-ce d'après leur rang de sortie de l'École ? d'après leurs aptitudes naturelles ? leurs notes dans les formations où ils avaient passé ? Cela est assez complexe à discerner. Il est possible également que le hasard y fût pour quelque chose. Sous bien des rapports l'armée, comme les carrières civiles, est soumise à la loi des relations. Par exemple, certaines promotions de l'École de guerre ont été appelées à jouer un rôle brillant grâce à l'entregent des chefs de file, à leur esprit de camaraderie, tandis que d'autres, moins favorisées par la fortune, se sont dispersées et ont végété dans des emplois effacés.

Pendant les trois premières années de la guerre, le 3e bureau du G. Q. G. a présenté évidemment tous les caractères d'un cénacle. Imbus des mêmes admirations, animés des mêmes antipathies, ils pensaient de même et admettaient difficilement qu'en matière militaire on pût formuler un autre avis que le leur. Cette intransigeance de doctrinaire, l'âpreté qu'ils mettaient à faire sentir leur autorité, la garde jalouse

qu'ils montaient autour du généralissime leur ont valu le surnom de Jeunes-Turcs.

On leur a reproché — à tort ou à raison — de pratiquer à l'égard des commandants d'unités la politique du succès et d'encourager la surenchère du « cran » et de l'audace. Et il peut être exact qu'ils taxaient trop souvent de mollesse ou d'incapacité ceux qui attiraient leur attention sur les difficultés matérielles d'une opération, qui se montraient soucieux d'épargner des fatigues excessives à leurs hommes et qui méprisaient les victoires inutiles. Or, il a bien fallu voir, par la suite, que ni le cran, ni l'audace ne suffisaient à détruire les fils de fer. Pour vouloir châtier sur-le-champ les fautes commises au début de la campagne, ils ont voué à l'inactivité des hommes de mérite qui eussent peut-être racheté leurs erreurs. Mais quoi, dans l'immense péril des premiers jours, il fallait faire preuve d'énergie, de brutalité même, il fallait chasser les incapables et les mauvais esprits. La postérité seule pourra dire jusqu'à quel point ils ont dépassé la mesure et frappé à faux. Pourtant, il est à remarquer que les plus connus d'entre ceux qui furent ainsi mis au repos n'ont pas toujours respecté, dans leur fureur d'être à l'écart, la magnifique tradition de silence qui fut celle de l'armée française. Ceux-là étaient peut-être des cerveaux remarquables, mais non de grands caractères. On ne conçoit pas un chef digne de ce nom, qui ait l'un sans l'autre. Cela seul suffirait, à mon sens, à justifier la mesure qui les a atteints.

Ce serait faire preuve de courte vue que blâmer sans discernement, ni réserve, cette mentalité de

l'École de guerre qui se traduisait, chez les brevetés, par une affectation d'esprit offensif, un excès de confiance dans la valeur du facteur moral, au détriment même de l'élément matériel, bref, ce qu'on appelle, en argot militaire : *le cran.* Si l'on examine les faits de haut, on constate que l'École de guerre a propagé un enseignement à tendance optimiste, qu'elle a constamment mis en valeur l'efficacité de l'énergie et de la volonté; donc, la noblesse, la dignité et la liberté de la personne humaine en face des forces fatales du monde. Et cela, aussitôt après la guerre de 1870, au moment précis où la littérature, la philosophie, l'École normale même, s'engouaient pour le pessimisme et les théories déterministes, au moment où il était de mode de vanter Schopenhauer et de faire parade d'un aristocratique dégoût de vivre. Rendons cette justice à l'École de guerre qu'elle a prêché une doctrine de confiance, alors nécessaire, pour fortifier les courages abattus après la défaite.

On peut se demander également, à quelle source cet enseignement a été puisé ? Certes, le mérite en revient aux hommes d'élite qui ont assumé la tâche de direction de cette école. Mais eux-mêmes, n'est-ce pas dans l'atmosphère des Institutions religieuses, de la rue des Postes notamment, dont ils sortaient pour la plupart, qu'ils ont puisé cette vieille doctrine française de la supériorité du moral sur le physique, cette prédominance de la liberté dans l'homme, lequel est capable par sa vertu et son courage de s'élever au-dessus des misères humaines ?

Il est curieux de le constater et juste de le dire.

* * *

Mais si la valeur morale des officiers, et particulièrement des brevetés, doit être placée très haut, il n'en est pas de même de leur valeur intellectuelle. La baisse de la culture qu'on doit déjà déplorer dans l'ensemble du peuple français se fait plus fortement sentir encore chez les militaires. Spécialistes, ils restent assez indifférents aux manifestations de l'activité intellectuelle, en dehors de leur spécialité. L'art et la littérature, particulièrement, leur sont, pour une immense majorité, lettre close. Quand ils s'adonnent, — ce qui est assez fréquent, — aux études sociales ou aux questions philosophiques on est choqué du primarisme de leurs conceptions. L'absence d'idées générales, chez eux, est surprenante comme la faiblesse de leur esprit critique; volontiers, ils s'en tiennent aux premiers éléments tels qu'ils leur restent dans la mémoire, extraits des manuels de classe qu'ils ont eu entre les mains avant le baccalauréat. C'est dire qu'ils n'ont pas continué à s'instruire, faute de temps ou faute de goût.

* * *

Pour en finir avec la psychologie de nos brevetés, on peut dire qu'à l'exception de ceux qui avaient été attachés à des cabinets politiques, tous au G. Q. G. avaient la sainte répulsion des parlementaires. Les uns se bornaient à les railler, d'autres entraient en fureur et

les accusaient des pires forfaits. J'ai tout lieu de croire que c'était plus une mode qu'un sentiment réel. Car par un simple effet de la bonne éducation et de la discipline, ils se montraient très aimables à l'égard des représentants de la nation lorsqu'il s'en trouvait parmi eux. Quelques-uns même, disait-on, allaient plus loin, et c'étaient les ambitieux. J'en ai connu un exemple qui est significatif. Un officier du 3e bureau, particulièrement acharné contre tout ce qui de près ou de loin appartenait au pouvoir civil, ayant pris le commandement du bataillon de chasseurs à pied auquel avait appartenu le Président de la République, imagina, après une attaque, de rendre compte à M. Poincaré de la brillante attitude de cette unité. Cette marque de courtisanerie déplut fort au Président, paraît-il, mais quelle admirable présence d'esprit révèle une démarche pareille, qui fut imaginée en pleine bataille, au moment où tant d'autres préoccupations requièrent un chef ! Le 3e bureau qui connut le fait, s'en montra violemment irrité et ne le pardonna point au camarade trop habile.

En réalité, cette affectation d'antiparlementarisme n'est pas l'apanage du G. Q. G. Il suffit de lire les journaux pour voir qu'il est à la mode depuis quelques années de ne pas ménager aux membres du Parlement les quolibets, sinon les injures. Lecteurs des journaux conservateurs, les officiers d'État-Major ont pu fort bien puiser dans ces feuilles l'habitude de crier « haro » sur le parlementaire, comme une grande partie des Français.

C'est à la popote surtout que cet état d'esprit se donnait libre cours. Là, avec la liberté que compor-

tait les repas, on assistait à de plaisantes diatribes. Quelques jours après mon arrivée, j'assistais à la table du 3e bureau à une scène assez comique. La présence du colonel Buat, ancien chez de cabinet de M. Millerand, venu au G. Q. G. pour prendre le contact avant d'aller commander une brigade, fournit l'occasion d'une de ces sorties. Le lieutenant-colonel Renouard, esprit mordant et caustique, et qui maniait supérieurement l'ironie, l'entreprit sur le chapitre de ses relations politiques avec le dessein bien arrêté de le « faire monter à l'arbre ». Il le félicita d'aller se retremper dans la troupe après des fréquentations aussi impures. Le colonel Buat, un peu offensé de ce ton, se mit à vanter courageusement les services rendus à la défense nationale par l'élément civil. Il loua même l'attitude patriotique des socialistes au début de la guerre et déclara qu'il fallait leur en montrer une certaine reconnaissance. Ce fut un tollé formidable, moitié joué, moitié sincère dont il me parut bien que le colonel Buat se montrait légèrement ému. Le fait est que les jours suivants, il laissa entendre qu'il respirait enfin un air plus pur et qu'il retrouvait parmi ses camarades son esprit sain et lucide de militaire. Si bien qu'après son départ, le lieutenant-colonel Renouard en vantant l'intelligence hors de pair du colonel Buat, disait avec satisfaction que son séjour au G. Q. G. lui avait fait du bien et l'avait débarrassé des miasmes parlementaires.

J'ai dit qu'il restait toujours je ne sais quoi d'étonnamment jeune dans le caractère de l'officier de carrière; il en reste encore davantage dans le breveté qui a, à son actif, quelques années d'étude de plus

que le Saint-Cyrien. Et cela est assez sympathique. Leur gaîté bruyante, leur propension à la plaisanterie gauloise quand ils se retrouvent en corps à l'occasion d'un anniversaire, leur absence de complication en ce qui touche les choses du sentiment ont toujours provoqué mon étonnement. Vous voyait-on causer avec une dame, c'était un concert d'allusions gaillardes sur les bonnes fortunes qu'on vous soupçonnait. Beaucoup, qui ont mené une jeunesse studieuse et se sont mariés de bonne heure, ont une conception simpliste de la vie. Ils croient volontiers qu'une actrice mène une vie de fête perpétuelle. Sous ce rapport, ils sont fortement imprégnés d'esprit bourgeois. Un officier, qui s'était rendu à plusieurs reprises à la Comédie-Française pour organiser, avec M. Émile Fabre, les tournées du « Théâtre au Front », fut l'objet pendant plusieurs mois de mille plaisanteries sur les aubaines que ces visites devaient lui valoir.

Quoi de plus jeune également, que cette crainte enfantine et touchante du supérieur. Des brevetés qui voient venir de loin leur chef rectifient la tenue, arborent une gravité de visage et d'allure qui n'est pas sans faire sourire. S'ils ont été vus en train de plaisanter, ce sont des suppositions sans fin sur ce que le chef doit penser. Le supérieur a-t-il le dos tourné, c'est une explosion de gamineries, des bourrades joyeuses, un semblant de chahut, même chez des hommes qui ont parfois dépassé la quarantaine. Et remarquez que, le plus souvent, le chef est très familier avec ses sous-ordres dont il partage la vie et les repas, dans cette étroite existence d'État-Major où l'on vit les uns sur les autres. Mais les habitudes

de l'École persistent bien au delà de la maturité. Dès que le général Joffre s'absentait pour deux jours, le major général et son officier d'ordonnance, un ou deux adjoints généraux en profitaient pour risquer une petite fugue de nuit à Paris, bien innocente certes, si l'on songe au travail formidable et à la servitude auxquels ils étaient astreints. Le général Pellé eut, d'ailleurs, la désagréable surprise de voir dans *le New-York Herald*, le lendemain d'une de ces escapades, son nom sur la liste des voyageurs descendus au Grand Hôtel, mésaventure qui mit en joie pendant plusieurs jours les officiers du cabinet et du 3e bureau.

Le meilleur moyen d'être bien vu à l'État-Major, c'était de se montrer aux heures de détente un joyeux garçon et de mêler sa voix à ce concert de malédictions antiparlementaires. André Tardieu, qui est souvent un étudiant déchaîné, s'acquit une popularité prodigieuse par ses plaisanteries. Les caricatures vraiment drôles qu'il croquait d'un crayon spirituel, les vers humoristiques qu'il composait et qui circulèrent dans la maison longtemps après son départ, réjouissaient le 3e bureau et le cabinet du général Joffre. Bien entendu, il ne commit pas l'imprudence d'épargner ses collègues du Palais-Bourbon, ce qui lui valut une réputation d'esprit libre.

* * *

Pour bien saisir ce particularisme du breveté, sans risquer de verser dans l'injustice, il faut nous mettre en présence de l'état d'esprit qui régnait en France à leur égard.

On a remarqué le caractère en quelque sorte mystique que la plupart des gens attachent à la fonction d'officier. J'ai été du nombre. Mis en présence d'un officier supérieur, breveté de l'École de guerre, nous avons toujours eu cette persuasion que les questions militaires étaient seules susceptibles d'être réglées par lui, ce qui est d'abord une preuve de bon sens.

A cela s'ajoute cette idée que nous, civils, nous ne comprenons pas ces questions, que nous n'y pouvons rien comprendre et que nous ne devons pas chercher à les approfondir, sous peine de commettre un crime de lèse-confiance. Ne jamais discuter l'opinion d'un militaire en matière militaire, c'est le premier point du *Credo* d'un patriote français ; avoir conscience de l'impossibilité où nous sommes de discuter avec lui, c'est le deuxième point. M. Millerand, par exemple, pendant tout le temps qu'il a été ministre de la Guerre, s'est conformé à ce principe. De là, à nous irriter contre ceux qui s'y essayent et de les traiter de mauvais Français, il n'y a qu'un pas.

Et pourtant, nous n'aurons aucun scrupule à donner notre point de vue littéraire en face d'un littérateur; nous soutiendrons notre avis en art, en histoire, en politique, en religion, même en face d'un peintre, d'un agrégé, d'un député, d'un prêtre. Mais pour la plupart d'entre nous, un militaire, quel qu'il soit, n'est pas seulement un homme qui a appris dans les manuels et au cours d'exercices pratiques un métier, c'est un homme prédestiné, qui a reçu un don en partage, un voyant à qui sont révélées des lumières d'un certain ordre, lesquelles échappent aux profanes. De quel bon général ne dit-on pas, en effet, qu'il a un talent mili-

taire, à défaut du génie ! Et cette idée, si ancrée dans nos esprits, est cause qu'avant la guerre, aucun peuple ne faisait aussi peu d'efforts que le nôtre pour s'initier aux problèmes militaires, dont il était particulièrement ignorant; et qu'aujourd'hui encore, peu de gens sont aussi incapables que les Français d'y appliquer leur bon sens naturel. Si bien qu'on pourra soutenir dans ce domaine, la plus forte hérésie en regard de la chose la plus juste, sans que le public soit à même de donner raison au sage contre le sot ou le fourbe.

Et cependant, par une sorte de paradoxe constant, dont est seule à bénéficier cette élite militaire créée par le diplôme, alors que la tendance des esprits modernes va de plus en plus à négliger le prestige du parchemin pour réserver l'admiration à l'empirique aux qualités brillantes, moins savant que bien doué, nous ne cessons pas d'accorder le don à tout breveté qui n'a été réellement déclaré tel qu'après une longue veillée d'études et un nombre satisfaisant de boules blanches. C'est le plus bizarre de ces héritages de sentiments et d'idées, que tout Français porte en lui en naissant.

LES AIDES-MAJORS GÉNÉRAUX

Les cabinets des deux aides-majors généraux qui n'étaient séparés que par une étroite antichambre, se trouvaient également au premier étage, en face de l'escalier. Le colonel Pont, quand il fut nommé aide-major chargé des opérations, c'est-à-dire très peu de temps après mon arrivée, s'installa dans l'un. Le

général Janin occupa l'autre, après un assez long séjour au deuxième étage. Le colonel Claudel, en 1916, prit la place du général Pont qui allait assumer un commandement.

A cette époque, on créa trois autres aides-majors généraux : l'un, qui centralisait les services de renseignements (2e bureau, S. R., contrôle postal, etc...), fut le colonel Dupont; l'autre, le colonel Poindron, groupait sous son autorité le 1er bureau, le personnel, les Décorations, le Service courant, etc...; la troisième de ces dignités alla tout naturellement au chef de la Direction de l'arrière, à ce moment colonel Ragueneau. Comme on le voit, les aides-majors généraux représentent devant le général en chef les cinq corps principaux de la machine. Celui-ci peut jouer sans effort excessif sur ce clavier réduit qui met en branle les organes vitaux, lesquels entraînent dans leur mouvement les éléments qui leur sont étroitement rattachés. Cette centralisation permet, en outre, à ces organes d'accorder leur rythme de marche. Plus tard, une répartition plus adéquate aux nécessités de la guerre sera entreprise sous Pétain. On installera un organe essentiel, jusque-là jugé d'importance secondaire, et qui commandera à toute une série d'éléments dispersés dans l'ensemble : *La liaison*.

Le général Pont, un artilleur, portait de grosses moustaches et un vaste lorgnon. Il cachait sous une apparence rude un cœur excellent et criait avec une grosse voix des paroles pleines de bonhomie. Nul n'était plus consciencieux; il lisait une par une toutes les pièces qu'on lui soumettait et ne signait qu'à bon escient. Il portait une attention extrême au Commu-

niqué, que le major général l'avait chargé de surveiller pendant une période où il était lui-même très occupé. Cet homme excellent s'astreignait à lire tous les comptes rendus d'armée et à les comparer, feuille par feuille, pour voir si l'interprétation que j'en donnais était juste. Bien des nuances de ce communiqué qui fut une sorte de langage convenu entre l'armée et la nation et qui cherchait à satisfaire l'amour de la vérité, inhérent aux Français et l'amour-propre national, furent approuvées par lui. Il était extrêmement loyal et respectueux des consignes gouvernementales. C'est ainsi qu'un jour, vers le mois de janvier ou février 1916, s'apercevant que je signalais dans le post-scriptum consacré à l'aviation le bombardement d'une des gares situées au nord de notre front de la Woëvre, il en fut assez ému. Se tournant vers le général Janin, qui se trouvait là, il lui dit : « Mais il me semble que nous avons l'ordre de ne pas faire de bombardements par là. Ces « monstres » d'aviateurs sont incorrigibles; il faudra leur renouveler la consigne. » Et comme sans doute, l'utilité de cette consigne lui échappait quelque peu, il ajouta, en haussant les épaules : « Il paraît que ça ennuie la Compagnie de l'Est. » Plus tard, en lisant les débats de la Chambre au sujet de Briey, je me suis demandé si cela n'avait pas un rapport quelconque avec les faits signalés par les interpellateurs.

J'eus maints rapports également avec le général Janin, notamment pendant la période de Verdun. Très souvent, il m'accompagnait chez le général en chef à l'heure du Communiqué et ne ces ait de plaisanter pendant tout le parcours.

Grand, haut en couleur, les cheveux drus poivre et sel, il était d'une jovialité toujours égale et pratiquait avec ravissement le calembour et la citation. Érudit et passionné de philologie, il se disait capable, à l'instar du docteur mosaïque d'Anatole France, d'insulter son prochain en vingt-trois langues. Sa philosophie lui dictait de ne s'étonner de rien; aussi quand il voyait M. Joseph Reinach qui venait souvent rendre visite au général Joffre, il disait avec un bon sourire et d'un air sentencieux : « Qui l'eût cru ? » Le sort de la maison de famille qu'il possédait à Pont-à-Mousson et dont il déplorait la ruine ne parvenait pas à l'attrister. Cet honnête homme partit comme chef de la mission française en Russie; il emportait dans ses malles de nombreux jouets, des films cinématographiques et la collection des *Mystères de New-York* qu'on lui avait demandée par dépêche chiffrée pour le tsarevitch. Plus tard, les *Mystères de New-York* continuant à paraître, il devait envoyer plusieurs fois des télégrammes pressants pour réclamer la suite. Aussi s'était-il attiré la sympathie de l'enfant impérial qui l'appelait « l'oncle Janin ».

V

ENCORE LES BUREAUX

LE Ier BUREAU ET LE PERSONNEL

Le 1er et le 2e bureau occupaient le deuxième étage de l'hôtel du Grand-Condé.

Le 1er bureau, qui s'occupe de toutes les questions concernant le matériel, est resté pendant quatre ans sous la haute direction du colonel, puis général Poindron, un sapeur silencieux, à l'aspect taciturne et doux, préoccupé de responsabilité et toujours à la tâche. Ce travail sans gloire, mais fort utile, ne prédispose pas à la gaieté. Les officiers du 1er bureau restent généralement peu connus de leurs collègues de l'État-Major. Enfoncés dans leurs comptes de munitions, de canons, de rondins, de fils barbelés, ils passent des jours ingrats à aligner des colonnes de chiffres et à remplir des états.

Mais, auprès des officiers du Personnel qui se rattachent également au 1er bureau, ils pouvaient paraître frivoles.

Ceux-ci, en effet, arboraient le plus maussade des visages. Le salut souriant d'un camarade rencontré dans l'ascenseur les remplissait de crainte et de soupçon. N'allait-il pas, celui-là, se targuer d'un accueil cordial pour solliciter un tour de faveur dans son

avancement? Frappait-on à leur porte pour demander un simple renseignement, l'on voyait l'angoisse apparaître derrière le visage renfrogné. C'est un terrible carcan à porter que la passion de l'incorruptibilité et les officiers du Personnel sont ravagés par cette passion. Dans les couloirs de la Chambre, dans les journaux, dans la troupe même, ne disait-on pas que le favoritisme du G. Q. G. créait des abus scandaleux? Il fallait détruire cette légende. La moindre bienveillance montrée à celui-ci n'allait-elle pas être signalée à des parlementaires qui poseraient une question écrite au ministre ou, — perspective plus affreuse encore, — déposeraient une interpellation ?

Et puis, comment ne pas s'assombrir quand on a sous les yeux, le spectacle perpétuel de l'ambition déchaînée. Partout, sur chaque coin de table, s'étalent des monceaux de demandes, de recommandations, de réclamations, témoignages affligeants de l'*avancite*, cette terrible maladie de l'armée. Chaque place vacante est sollicitée par vingt personnes à la fois. Il faut éplucher les états de service, calculer les annuités, comparer les mérites et décider en fermant l'oreille et le cœur à la camaraderie et à la protection. Et, malgré tout, l'on sait que pour un candidat choisi, cent autres seront mécontents.

Mais, c'est aux époques des promotions que les solliciteurs se font plus pressants. Malgré les consignes rigoureuses données aux commissaires de gare qui ne doivent laisser débarquer à Chantilly, sous aucun prétexte, les officiers étrangers au G. Q. G. non munis d'une convocation, des malins arrivaient à se faufiler jusqu'à ce deuxième étage si redouté et si désiré.

Comme par hasard, des généraux, quelques-uns bien vieux cependant, mais non désabusés, poussaient une visite et formulaient leurs désirs.

L'accueil n'était pas toujours tendre. Il était quelquefois glacial. Tel divisionnaire venu en contrebande, confiant dans la vertu de ses étoiles, s'en retournait l'oreille basse. Nulle âme charitable ne l'invitait à la fortune du pot. Et, en dépit de ses feuilles de chêne, le malheureux, s'il ne voulait pas mourir de faim, était réduit à s'attabler dans un bistro en face de la gare, en attendant l'heure du train de Paris, parmi les automobilistes et les secrétaires gênés par cette présence. Ceux-là s'étaient heurtés à Fouquier-Tinville que rien ne pouvait attendrir.

D'une façon générale, le Grand Quartier ne se signalait pas par son hospitalité. En dehors des cas d'avancement, il arrivait que des officiers pensant, par une visite, régler rapidement telle question concernant leur unité, profitaient d'une occasion pour se rendre à Chantilly. A moins qu'ils ne fussent dans les bonnes grâces de la maison, ils avaient rarement sujets d'être satisfaits. Je ne sais quelle raison amena ainsi à Chantilly le général Mangin, dans l'hiver de 1915-1916. Mais à ma grande stupeur, comme je déjeunais, ce jour-là, avec un ami de passage dans l'unique *bistro* qui existât à cette époque, je vis entrer le général qui demanda à déjeuner. C'est une chose incroyable qu'un homme de cette valeur et de ce renom n'ait pas été disputé par toutes les popotes, si par hasard le général en chef avait oublié de l'inviter. Mais je crois bien que le général Mangin, comme tous les généraux à forte personnalité, a

connu des hauts et des bas accentués dans l'opinion du G. Q. G. Et, à ce moment, il ne devait pas être en odeur de sainteté.

Fouquier-Tinville, c'était le lieutenant-colonel Bel, chef du bureau du Personnel. Pauvre colonel Bel qui jouissiez de ce féroce surnom, malgré les haines qui se sont accrochées à vous pendant des années et se manifestaient parfois avec une violence inouïe à la tribune de la Chambre où des députés, périodiquement, demandaient votre tête, ceux qui vous ont connu savent avec quelle conscience rigide, quel mépris de l'intrigue et du piston, quel inflexible souci de l'intérêt général vous accomplissiez vos ingrates fonctions ! Le colonel Bel, tué glorieusement en Italie, à la tête du groupe de chasseurs à pied qu'il commandait et dont il était adoré, a été une des plus curieuses figures du Grand Quartier Général.

Son aspect, il est vrai, ne prédisposait guère en sa faveur. Petit, brun, le visage fermé, l'œil clignotant et dur derrière un lorgnon qu'il rajustait fréquemment, l'allure furtive et inquiète, il semait la terreur sur son passage. Porteur de gros dossiers, il avait toujours l'air de revenir d'une exécution. Et de fait, il était impitoyable. Il était responsable, disait-on, de la mise à pied de cent quarante-sept généraux. Le généralissime, qui l'avait connu avant la guerre, lui témoignait une confiance illimitée. Personne n'assistait à leurs entrevues quotidiennes. C'était là, en tête à tête, que le colonel Bel prononçait ses réquisitoires, étalait les pièces du procès. Souvent il arrachait la sentence. Il faisait partie de l'entourage immédiat du grand chef et mangeait à sa table. Aucun aide-major,

aucun major-général n'osaient lui résister. Combien de fois a-t-il refusé tout net à tel gros bonnet de l'armée ou de la politique l'avancement d'un officier non qualifié pour cette faveur.

Bien plus, il lui arrivait de résister aux volontés du général Joffre. Une fois, voulant être agréable à un parlementaire, le général ordonna à son chef du personnel d'établir, pour un officier qu'on lui avait recommandé, une proposition au grade supérieur. Le lieutenant-colonel Bel se garda bien de l'établir. Le général revenant à la charge, il fit observer que ce choix avait peu de raison d'être. Finalement, il établit la proposition mais refusa de la signer. Ce fut le général qui, en définitive, se vit contraint d'y mettre sa signature.

Doué d'une mémoire exceptionnelle, il connaissait par cœur l'annuaire de l'armée française. Interrogé au hasard sur n'importe quel chef de bataillon, il était capable d'énoncer ses prénoms, son âge, son ancienneté, ses notes, le nombre de ses enfants, etc.

Mais ses ennemis l'accusaient de mettre surtout sa sévérité au service du 3e bureau et d'être l'exécuteur des hautes œuvres des Jeunes-Turcs.

Sorti de ses attributions, le colonel Bel paraissait transformé. Il faisait montre dans ses propos et dans ses gestes d'une cocasserie qui excitait d'autant plus le rire qu'elle contrastait avec le ton d'austérité qu'il y apportait. Il devenait alors le centre des brocards et des plaisanteries dont les officiers du cabinet étaient volontiers prodigues. Le jeu consistait à l'accuser d'indulgence et de frivolité, à lui attribuer mille bonnes fortunes et à croire qu'il lisait assidûment la

Vie Parisienne. Ces scènes joviales avaient lieu généralement le matin, entre onze heures et demie et midi, à la villa du général en chef pendant les cinq ou dix minutes qui précédaient le déjeuner.

A part ces courts instants de détente, le colonel Bel travaillait douze heures par jour et ne quittait jamais son bureau avant minuit.

LE 2me BUREAU

Comme Janus, l'État-Major possède deux visages. L'un, en pleine clarté, offert à l'admiration de la foule, face éclatante et fière dont le regard d'aigle défie l'ennemi, est proprement le visage du 3e bureau. Mais, tourné vers la méditation, la bouche cousue par le secret, le front incliné sous le poids des documents le visage d'ombre symbolise le 2e bureau.

Au demeurant, cette allégorie a l'avantage d'indiquer dans quelle étroite dépendance les deux organes principaux du G. Q. G. sont vis-à-vis l'un de l'autre. En effet, comment établir un plan d'opérations si l'on ne connaît les forces adverses, leur capacité offensive ou défensive, les intentions du commandement ennemi? Tout cela, c'est le bureau des renseignements qui doit le fournir. Par une ironie singulière, ces collaborateurs de tous les instants ne sont pas toujours d'accord.

Installé au deuxième étage de l'Hôtel du Grand Condé, à Chantilly, le 2e bureau ne voyait que rarement venir à lui, en consultation, les officiers du 3e. Les choses se passent ainsi depuis les temps les plus

reculés. Est-ce que les guerriers troyens allaient rendre visite à Cassandre qui tenait bureau de renseignements? Croyaient-ils un mot de ce qu'elle annonçait ? Cassandre, soucieuse de sa fonction, allait criant ses prophéties devant les tentes d'Hector et de Priam, et il fallait bien qu'ils apprissent le sort qui les attendait. Libre à eux, ensuite, de ne prendre aucune disposition. Ainsi le 2e bureau rédigeait chaque jour ses bulletins à l'usage du 3e; ainsi le colonel Dupont, chef du bureau des renseignements, tirait des interrogatoires de prisonniers, du déchiffrement des lettres, du travail de ses agents, des conjectures ingénieuses sur les desseins probables de l'ennemi. Non pas, certes, que bulletins, annexes et travaux divers du 2e bureau ne fussent pas lus avec attention par les officiers du 3e. Au contraire, dès que le planton avait apporté les dites feuilles, qui furent d'abord dactylographiées et ensuite imprimées, on se les disputait. Toute la journée, elles passaient de main en main, car dans ce lieu où lire est un acte considéré comme frivole, il était bien agréable de disposer d'une lecture licite et le plus souvent intéressante. Mais, en dehors des renseignements, toutes conjectures soulevaient une certaine incrédulité au premier étage.

Et, pourtant, si un homme méritait d'être cru, c'était bien le colonel Dupont. Disons tout de suite que ce manque de confiance n'atteignait en rien sa personne : c'était une incrédulité de tradition qui visait uniquement l'institution du 2e bureau. Celui-ci, en effet, passe pour être facilement impressionnable. Déclaré ignorant de l'art militaire, qui n'est pas de

son ressort, il est soupçonné d'attacher un prix excessif aux renseignements « de source sûre », même si ces renseignements sont en désaccord avec les lois de la stratégie.

Le colonel Dupont avait une façon curieuse de s'exprimer. Il disait, par exemple : « J'ai depuis trois jours une nouvelle division de la garde en ligne dans la région de Montfaucon. » Cela voulait dire que les Allemands avaient renforcé leur front d'une division nouvelle. Comme les habitants des antipodes, il vivait en sens inverse du commun des Français. Il se souciait peu de ce qui se passait dans notre armée; par contre, il ignorait fort peu de chose de ce qui se tramait de l'autre côté. Sous le large front de cet homme grand et d'épaules puissantes, l'ordre de bataille allemand se déroulait avec précision dans tous ses détails. Il parlait en marchant à grands pas, dans son cabinet de travail, l'air inspiré, tirant de fortes bouffées de sa pipe. Ses yeux vagues, derrière le lorgnon, paraissaient voir au delà de l'espace. Il connaissait la marche des unités ennemies, il décrivait l'itinéraire qu'elles avaient suivi, nommait les haltes, disait le nom des officiers allemands et le numéro des bataillons, comme si, de Chantilly, il avait pu lire sur la patte d'épaule des feldgrau. Cuvier, avec un os, reconstituait un monstre antédiluvien, le colonel Dupont, avec une patte d'épaule, découvrait le mécanisme d'une offensive ennemie. C'est, en effet, la spécialité du 2e bureau de collectionner pour les besoins de son œuvre, les souvenirs du champ de bataille. Les Américains qui achetaient à prix d'or, les casques, les boutons, les coutelas d'assaut boches,

ne se doutaient point que, lorsque le colonel Dupont était embarrassé pour identifier telle unité nouvellement arrivée dans un secteur, il allait en grande pompe au 3e bureau, demander qu'on voulût bien lui accorder un coup de main plus ou moins profond dans les lignes adverses, à dessein de lui chercher un stock de ces objets et, par surcroît, si c'était possible, des papiers et des prisonniers. Tant que l'opération n'était pas exécutée, le colonel Dupont et ses adjoints ne vivaient plus. Ils se pendaient incessamment au téléphone de l'État-Major intéressé à l'affaire. Bien entendu, ils avaient déjà établi par d'autres moyens, qu'un mathématicien ou une somnambule eussent revendiqués tour à tour, des pronostics au sujet de l'unité en question et ils avaient hâte de savoir si leur flair ne les avaient pas trompés.

Parfois, au coup de téléphone, un officier de complément de l'armée, naïf et mal informé des usages du 2e bureau, disait d'un ton joyeux : — Le coup de main a parfaitement réussi, sans pertes, nous avons pénétré dans la deuxième ligne allemande et détruit 3 abris bétonnés. — Ça m'est égal, répondait le demandeur. Avez-vous des prisonniers ? — Non, pas de prisonniers. — Comment, pas de prisonniers, c'est inconcevable, pas même un ? — Rien. — Ah ! elle est jolie votre opération, il faudra la recommencer, mon ami. Et puis, vous ferez bien de dire à vos hommes qu'il vaudrait mieux rapporter l'abri bétonné que de le détruire.

Mais quand il y avait des prisonniers, la joie du 2e bureau débordait. En toute hâte, l'interprète de la division qui les avait capturés devait leur faire

subir un interrogatoire serré. Les réponses transmises aussitôt au G. Q. G. n'étaient jamais assez précises. On établissait un questionnaire pour l'interprète qui recommençait. Parfois même, un officier du G. Q. G. partait en diligence pour compléter l'interrogatoire. Si, par malheur, on n'avait sous la main qu'un seul prisonnier, on imagine aisément quelle importance il prenait : — Qu'a dit le prisonnier?... — Le prisonnier sait-il ceci? sait-il cela? Dialogues qui se terminaient souvent pas ces mots furieux : — Le prisonnier est une gourde. Allez en chercher un autre.

En fait, nul ne contestait les dons remarquables du colonel Dupont, qui est connu dans toutes les armées du monde comme une des plus hautes autorités en matière de 2e bureau. Les Anglais lui ont voué une grande reconnaissance, car il fut pour eux un initiateur sagace et modeste. Un gros ouvrage composé par le 2e bureau britannique porte sur sa page de garde une dédicace au colonel Dupont qui fait le plus grand honneur à nos alliés.

Il était impossible, au reste, de rêver un chef de 2e bureau qui fût moins conforme au type qu'on se fait de ce genre d'homme. Chez lui, pas la moindre fiche, aucune manie paperassière, des méthodes souples et audacieuses. Ce polytechnicien, camarade de promotion de Marcel Prévost, était, avant tout, un artiste. Ses dons d'intuition tenaient du prodige. Ce qu'il ne trouvait pas, au moyen de renseignements, il le devinait et se trompait rarement.

Jamais il ne consultait un dossier pour répondre à une demande. Il portait l'énorme bagage de ses connaissances dans sa forte tête grisonnante. Sa

mémoire était si rapide qu'il lui suffisait d'une lecture pour emmagasiner de façon indélébile le contenu d'un volume. On le voyait rester quelquefois trente minutes debout à parcourir un ouvrage pêché sur un coin de table au hasard d'une visite dans un bureau. Quand on entrait dans son cabinet de travail on le trouvait immanquablement occupé à lire des romans. Les œuvres d'Alexandre Dumas père, surtout, faisaient ses délices. Il tenait ainsi en haleine son imagination habile aux recoupements et luttait contre la tendance à systématiser qui est un des travers de sa profession.

* * *

Pourtant, le colonel Dupont n'était pas une exception dans son service, où abondaient les têtes intelligentes. Les officiers du 2e bureau se divisent généralement en deux catégories : les imaginatifs et les nomenclateurs. Les premiers sont communicatifs et optimistes; ils dépassent constamment le rôle qui leur est assigné en ce qu'ils se plaisent à tirer des conséquences stratégiques des renseignements qu'ils découvrent, — chose qui agace au suprême degré le bureau des opérations. En outre, ils ont le souci d'éclairer l'opinion publique et entretiennent de bons rapports avec le service de la presse. Sujets à se tromper quelquefois, ils ont souvent des vues justes. En février 1917, ils annonçaient que les Allemands préparaient un vaste repli et ils prêchaient l'offensive immédiate. Il n'est pas sûr, d'ailleurs, que cette attitude n'ait pas décidé le 3e bureau à croire le contraire.

Les nomenclateurs sont froids et taciturnes. Le dépouillement des documents ennemis les absorbe au point de leur faire perdre le goût de la parole. Ils connaissent les faits et gestes des unités allemandes dans les moindres détails, le nombre des rations distribuées et leur poids, l'âge des soldats, le nom des officiers, etc... D'humbles fantassins ennemis qui écrivaient leurs impressions de guerre sur leur carnet leur ont procuré des émotions bien douces. Une petite ligne en patois poméranien, déchiffrée au bas d'une page, a éclairé tout à coup un ensemble de faits demeurés jusqu'alors obscurs. A de tels moments, le visage de l'officier du 2e bureau brille d'une joie mystique. Et, de fait, ils sont les Bénédictins de l'armée. Ils ont mené à bonne fin, pendant cette guerre, un immense ouvrage qui mérite l'admiration unanime : c'est l'histoire au jour le jour des divisions allemandes, dont aucun allié ne possède l'équivalent.

Dès que les opérations commencent, le désaccord amical qui règne entre le bureau des renseignements et celui des opérations cesse comme par enchantement. Alors, ce que le 2e bureau annonce devient article de foi. Avec une noble émulation, tous les deux ne songent plus qu'à établir le chiffre des pertes de l'ennemi et l'usure de ses divisions. Les méthodes employées à cet effet sont variables; la meilleure est celle qui attribue les plus lourdes pertes à l'adversaire. Sur ce terrain, les nomenclateurs prennent de l'imagination et les imaginatifs se révèlent calculateurs. Ils arrivent ainsi à des précisions remarquables, qui ne laissent pas de leur ménager quelques désil-

lusions, tout le jeu de l'ennemi consistant à amener sur le point du front menacé une dizaine de divisions de réserve, alors qu'au 2e bureau on affirme, avec preuves à l'appui, qu'il n'en a plus que deux à sa disposition. Ce sont là des écarts qui n'ont pas de grandes conséquences, et nul n'a jamais songé à faire un grief de ces variations de comptabilité.

* * *

Une des tâches les plus délicates incombant au 2e bureau consistait à entretenir les bons rapports avec les missions alliées attachées au Grand Quartier Général. Anglais, Russes, Italiens, Belges, Serbes, Portugais, Roumains, Japonais gravitaient, à Chantilly, autour du colonel Dupont et de ses adjoints, dont la plupart connaissaient plusieurs langues étrangères. L'utilité du tempérament imaginatif chez un officier du 2e bureau apparaissait à cette occasion. Loin de leurs pays respectifs, quelquefois accablés par les malheurs de leur patrie, nos alliés trouvaient un grand réconfort à fréquenter ces camarades optimistes. On se figure sans peine quel soulagement ce peut être qu'un calcul de pertes dans une guerre longue dont nul ne prévoit la fin. « Dans six mois l'Allemagne n'aura plus de troupes à nous opposer. » Cette phrase fatidique redonnait du cœur aux plus affaissés. Et avec quelle espérance l'on contractait un nouveau bail de six mois quand le délai était expiré !

LES MISSIONS ALLIÉES

Les missions alliées travaillaient, groupées par nations, devant de petits bureaux, dans le grand salon du rez-de-chaussée, à côté du Courrier.

Quand on entrait, vers onze heures du matin, dans la vaste pièce, on avait l'impression de regarder une de ces photographies officielles qui représentent un Congrès des nations. Et si la pose nonchalante de quelque Russe, allongé dans un fauteuil, n'avait juré avec la solennité d'attitude de ces sortes de cérémonies, l'illusion eût été complète. Les Anglais transférèrent plus tard leur bureau en ville et ils ne vinrent plus que rarement dans le salon des Alliés. Les plus assidus étaient, sans conteste, les Japonais. Les deux ou trois petits officiers de cette mission, avec leur sourire éternel, leurs yeux rusés, parcouraient fréquemment les bureaux, avides de se renseigner sur les opérations, de connaître tous les perfectionnements apportés à la tactique et à l'armement. On les voyait chaque jour couvrir de leur fine écriture hermétique d'innombrables feuillets mystérieux qu'ils envoyaient dans leur pays. Et l'on pouvait affirmer que ces pages n'étaient pas perdues. Là-bas, dans les casernes du Nippon, les minuscules soldats jaunes bénéficiaient de l'expérience si chèrement acquise par leurs camarades d'Occident. Hors du bureau, ils étaient appréciés en ville, dont ils connaissaient la chronique secrète.

Les Russes, toujours habillés avec recherche, une

profusion d'aiguillettes et de plaques sur leurs tuniques, arrivaient aux environs du déjeuner, précédés par le tintement martial de leurs éperons à molettes. Cérémonieux et graves, ils disaient des choses gaies dans les bureaux du T. O. E., où ils étaient particulièrement assidus. Le colonel Ignatieff, un colosse à mine magnifique, racontait ses randonnées à Paris où il filait presque chaque soir en auto à des vitesses folles pour des liaisons qui n'avaient rien de triste et dont le souvenir le faisait rire aux éclats. Mais, sous cette apparence de joyeux vivant, c'était un homme très avisé, d'une intelligence retorse, qui, tout en rendant les plus grands services à son pays, sut se montrer un véritable ami de la France. Il eut un temps, comme adjoint, le colonel Krivenko, un Russe nerveux et inquiétant, dont les bottes en peau de gant faisaient l'admiration des bureaux et qu'on disait singulièrement averti des choses militaires. Le capitaine Semianoff, correspondant de la *Novoie Vremia*, fréquentait la Section d'Information où il offrait avec une générosité cérémonieuse des cigarettes d'un tabac blond et parfumé qui prédisposaient à la paresse. Dans cette mission, fort abondante en officiers, l'on comptait encore les lieutenants Gilinski, Isvolski et l'aimable interprète Martin, frère de Géniat. Nos amis russes avaient installé leur Quartier Général dans la villa de Marcel Boulenger, le romancier de Chantilly, dont le salon, pendant tout notre séjour, fut le rendez-vous des missions alliées et un véritable centre de propagande française.

Les officiers de la mission anglaise donnaient une haute idée de l'armée britannique. La légende accré-

ditée chez nous de la raideur anglo-saxonne, apparaissait vraiment absurde en présence de ces gentlemen, si admirablement vêtus d'uniformes à la fois flottants et ajustés, et dont l'esprit de la même coupe révélait un mélange de finesse et d'ironie, la tenue, un composé de correction et d'aisance. Ils menaient la vie de château, jouaient à la paume et au tennis, montaient à cheval, donnaient des réceptions à leurs camarades français, tout en travaillant ferme. Le colonel Clive, l'Anglais le moins Anglais qu'il fût possible de voir, de l'aveu unanime, était un officier de grand talent et parlait un français dont la pureté eût fait envie à bien des raffinés de chez nous. Pendant toute la guerre, il a été la cheville ouvrière de la collaboration franco-britannique sur les champs de bataille.

Il offrait avec son chef, le général Yard-Buller, un contraste saisissant. Celui-ci s'était réservé pour lui seul le type classique de l'Anglais jovial, haut en couleur, le gentleman-farmer qu'on voit dans les gravures de rendez-vous de chasse, entouré de chiens et tirant d'un pâté en croûte une tranche formidable, qu'une pinte d'ale fait glisser. Rien de plus réjouissant que de l'entendre lancer des saillies étonnamment britanniques avec un accent qu'on eût dit imité. Il élevait toute une collection de chiens de race, entre autres trois petits cockers, aux oreilles traînantes et frisées. Un jour, les montrant à un de ses amis de passage, il avait dit : « Je vous présente mes enfants, tous gâçons comme moa. »

La mission italienne, à cette époque, se composait du général di Braganze, du colonel d'Alberti, du commandant Ruspoli et d'un lieutenant au nom fran-

çais, Blanc, un Savoyard, sans doute, resté de l'autre côté des monts. Dans leurs beaux uniformes gris-perle, ils étaient bien séduisants. La finesse italienne, quand on causait avec eux, ne semblait pas un vain mot.

La plus estimée de toutes les missions et dont les officiers étaient vraiment chez eux à l'État-Major, c'était, sans contredit, la mission belge, dont le chef fut le colonel Meskark.

Les Roumains, quand ils arrivèrent à Chantilly, dans l'automne de 1916, firent sensation avec leurs chevaux magnifiques, leurs costumes étincelants, le plumet de leur casquette et la pâleur roumaine de leur teint.

Il y avait aussi les Serbes. Peu communicatifs, ils vivaient à l'écart, enfoncés dans leur rêve de revanche. Ils se dressaient comme le remords du G. Q. G. et comme tel ils venaient d'un ton sombre réclamer avec insistance, pour leur patrie, ces secours qu'on leur donnait si largement, mais si tardivement.

Loger toutes ces missions, chacune jalouse de ses prérogatives, n'était pas le moindre souci du commandement. On ne s'imagine pas à quel point une cheminée qui tire mal ou une tapisserie déchirée peut compromettre la bonne harmonie d'une coalition. Dans cet art difficile de contenter tout le monde, le lieutenant Lescot, grand chef des logis, était passé maître. Aussi, en récompense de sa bonne grâce et de son dévouement inlassable, a-t-il accroché, tour à tour, sur sa poitrine, tous les ordres étrangers dont disposaient les missions. Sous ce rapport, il n'avait qu'un rival, le lieutenant popotier du 2e bureau qui a, certainement, à l'heure actuelle sur sa tunique, autant de « bananes » qu'il

en a fait servir dans ses desserts aux officiers alliés.

A ce propos, il est plaisant de constater avec quelle innocente ardeur l'on recherchait les décorations de nos amis et alliés. Le G. Q. G. n'a rien à envier aux messieurs de la carrière. A chaque promotion, à l'occasion des fêtes ou anniversaires, un contingent d'ordres était remis au major général pour être attribués aux divers bureaux en dehors de ceux dont les missions désignaient directement les titulaires. On assistait à une compétition aussi ouverte qu'acharnée. Les bureaux puissants raflaient tout et les autres de protester. Que de croix avec glaives, d'aigles et d'étoiles, de cravates et de sous-ventrières, se superposaient sur les mêmes personnes ! J'ai entendu des officiers, par ailleurs d'une discrétion parfaite, récriminer âprement parce qu'un camarade avait obtenu quelque chose et eux rien. Il est bien regrettable que les souverains indigènes de nos colonies ou protectorats n'aient jamais songé à envoyer des missions au G. Q. G., cela aurait augmenté le contingent des distinctions et aurait fait bien des heureux. Voilà une chose à laquelle il faudra songer pour la prochaine guerre.

Les Alliés mangeaient à la popote du 2e bureau, qui était bien l'assemblage le plus pittoresque que l'on pût rêver. Les usages et les rites des nations étrangères se juxtaposaient à table, de façon parfois ahurissante. L'on eût pu dire de la politesse, comme Pascal de la raison : « Vérité en deçà des monts, *erreur* au delà. » L'on trouvait là de terribles narrateurs d'histoires drôles. C'était un feu roulant de plaisanteries, un perpétuel « balançage », comme on dit dans l'armée, dont s'égayaient fort nos alliés. Le colonel

Linart, réputé pour ses histoires, était capable d'en raconter cent à la suite avec une science de l'enchaînement vraiment stupéfiante. Plus tard, il trouva un redoutable concurrent dans le lieutenant-colonel de Cointet, un autre artilleur. On dit que de dépit le lieutenant-colonel Linart demanda à partir. La difficulté était d'amuser tout le monde à la fois, car l'humour fait son œuvre dans les cerveaux étrangers avec une vitesse inégale. Le rire des Japonais, par exemple, n'éclatait qu'après une réflexion approfondie, et bien des fois l'on devait fournir des éclaircissements supplémentaires qui redoublaient la gaieté. Tous les propos concernant le service étaient rigoureusement bannis. Et ce n'était pas la moindre originalité de la table que de ne pas y entendre discourir sur l'avancement et les promotions.

VI
TOUJOURS LES BUREAUX

LE S. R.

Sous la dépendance du colonel Dupont, chef du 2e bureau, se trouvait également le S. R. proprement dit. Ce S. R., bien qu'il monopolisât à son profit le nom de Service de Renseignements, n'était qu'un élément du grand organisme chargé d'éclairer le commandement sur les agissements de l'ennemi au dedans et au dehors et dont l'ensemble ressortissait au 2e bureau. D'abord logé à l'étroit au troisième étage du Grand Condé, le S. R. fut bientôt contraint d'émigrer au quatrième à mesure qu'il prenait plus d'extension. Le lieutenant-colonel Zoppf présidait à ses destinées. Froid et silencieux, véritable statue du mystère, le colonel Zoppf passait pour un esprit subtil, mais enclin au romanesque. L'on disait qu'il correspondait avec des espions et des espionnes et que rien de ce qui se passait dans les coulisses de la guerre ne lui était étranger. Peut-être exagérait-on. Au vrai, toute une partie de sa tâche restait dans l'ombre et échappait au regard des mortels.

Ce qu'on savait de lui, c'est qu'il s'intéressait particulièrement à une certaine catégorie de pigeons voyageurs lâchés par des agents français qu'on dépo-

sait par avions en territoire ennemi. On savait également qu'il lisait ou faisait lire avec intérêt certaines lettres venant du front et d'autres qui y allaient; qu'il faisait saisir les feuilles subversives et scrutait les annonces des journaux, auxquelles il ne dédaignait pas de répondre quand il les jugeait de nature à l'intéresser.

Son pouvoir s'étendait à un groupe de gens en civil qui apportaient une note particulière dans la maison : les messieurs de la *Sûreté*, ainsi nommait-on cette fraction de son personnel.

Parmi eux, le plus élevé en autorité, adjoint au colonel Zoppf, portait le titre de *conseiller technique pour le maintien de l'ordre aux armées*. A Chantilly, ce personnage n'était autre que l'excellent M. Sebille. Avec le rang de général, il avait droit à un uniforme brodé de palmes, rappelant celui des intendants et des sous-préfets.

Le reste du personnel arborait un costume qui avait la prétention de ne pas attirer les regards. Culotte de cheval, molletières de cuir, veste de chasse, feutre mou ou casquette, le tout couleur marron clair, tels, en un mot, qu'auraient été, assurément, des entraîneurs de Chantilly représentés sur une scène de music-hall. Le malheur, c'est qu'à Chantilly, on n'a jamais vu d'entraîneurs habillés de façon aussi réglementaire, si bien que, dès leur arrivée, l'incognito des messieurs de la police fut percé à jour.

Deux d'entre eux assumaient la tâche délicate d'escorter à distance respectueuse le général Joffre à chaque fois qu'il se risquait dehors.

Une partie de la Sûreté consacrait ses veilles à con-

server intacte la réputation morale du Grand Quartier. Les consignes les plus sévères existaient sur ce chapitre. Quel musicien ignorant d'opérette fait chanter à un chœur de militaires le refrain bien connu : « Vive le vin, l'amour et le tabac ! » Dans la guerre moderne, en ce qui concerne du moins les États-Majors, l'amour est de trop. Le breveté est chaste comme une vestale. La vue d'un jupon suspect bouleversait le colonel Loreau, chef du commandement, qui lançait à sa poursuite ses plus fins limiers.

Postée nuit et jour à la gare, une équipe de la Sûreté sondait les visages et les cœurs des voyageuses. Toute inconnue élégante et jolie était immanquablement soupçonnée d'entretenir commerce amoureux avec un officier de l'État-Major et subissait un interrogatoire des plus pressants. Il eût fallu se déguiser en fée Carabosse pour pouvoir franchir sans encombre le cordon sanitaire que la prévoyance du commandement avait établi entre le G. Q. G. et le sexe faible.

Disons à la louange des messieurs chargés de ce service qu'ils y déployaient infiniment de tact. Somme toute, ils eurent rarement l'occasion d'exercer leur sévérité, quoi qu'en aient dit les journalistes toujours portés à exagérer et à jouer du scandale. Quelques flirts en forêt avec des promeneuses peu farouches des environs qui parvenaient à tourner les sentinelles, un échange de sourires avec les jolies personnes de Chantilly à la sortie de la messe, à cela se résumaient les écarts du G. Q. G. Au fond, chacun était trop soucieux de représenter dignement le grand organe militaire dont il était un élément pour se compromettre le moins du monde.

Malgré tout, la vanité masculine, en cette matière, est telle, que même dans l'intérieur de la maison les bruits les plus fantaisistes couraient sur les bonnes fortunes des uns et des autres. Tel colonel à barbe rousse passait pour un Don Juan. Tel autre avait inspiré une vive passion à une dame du commerce. Un troisième, enfin, au dire du guetteur qui des toits du Grand Condé surveillait l'horizon, la lunette à l'œil, renouvelait à son profit « l'après-midi d'un Faune ». Car, les gothas étant rares à cette époque, le guetteur utilisait les loisirs de sa garde à fouiller de la jumelle les buissons de la forêt.

Chose étrange qui montre bien le caractère artificiel de ces légendes, les officiers supérieurs bénéficiaient beaucoup plus que les sous-lieutenants de cette réputation galante. Ce qui tendrait à faire croire que ces propos n'étaient qu'une manière de flatterie des subordonnés à l'égard de leurs supérieurs.

Au fond, le colonel Loreau n'avait d'inquiétude réelle qu'au sujet de messieurs les automobilistes. Il les soupçonnait des pires méfaits, sur la foi de vagues rumeurs. Les automobilistes de Chantilly ont été célèbres en leur temps. On ne sait pourquoi le patriotisme des parlementaires s'était alarmé de la présence au G. Q. G. d'une douzaine de fils de famille, que leur passé de sportsmen avait spécialisés dans la conduite des autos de grande liaison. Connaissant admirablement les routes de France, ils étaient de précieux conducteurs. Le malheur, c'est que deux ou trois d'entre eux sous l'effet de la solitude conçurent des passions violentes qui furent partagées. La joie qu'ils en éprouvèrent se traduisant par des libations au

champagne, le bruit des bouchons s'entendit jusqu'au Palais-Bourbon. On en conclut de ce côté de la Seine que seul le bruit du canon pouvait faire oublier ces peccadilles. Un beau matin, des chauffeurs de taxis venus de Guéret, de Quimper ou de Riom remplacèrent les princes du volant, au grand dam des officiers de liaison qui subirent ce jour-là et les jours suivants de considérables retards.

LA CARTOGRAPHIE

Au troisième, la cartographie tenait ses assises dans deux pièces médiocres vraiment disproportionnées avec l'échelle des cartes qu'on employait à cette époque, car le *Plan directeur* au vingt millième battait son plein.

Au début de la guerre, la carte d'État-Major au quatre-vingt millième semblait suffisante aux officiers. Mais cette carte, qui était jusqu'alors le dernier mot de la minutie, parut avec la guerre de tranchées une grossière et lointaine reproduction du terrain. Les deux armées placées pendant de longs mois en face l'une de l'autre, nez à nez, pourrait-on dire, conçurent une nouvelle notion de l'espace. Il en sortit une cartographie de fourmis.

A Chantilly, l'on put voir ce spectacle d'officiers d'État-Major, gens qui par définition ont la notion des ensembles, appliqués à étudier le terrain mètre par mètre. On a dit que cette guerre était une guerre de capitaines — le mot, d'ailleurs, est du général Joffre — et rien n'est plus vrai. On aurait pu dire

avec plus de raison encore que c'était une guerre de myopes. Jamais les renseignements dont on disposait n'étaient assez précis et le terrain réservait toujours des surprises. Ici, c'était un réseau de fil de fer qui arrêtait les troupes, là une mitrailleuse inaperçue bloquait l'attaque.

De jour en jour, les cartes devenaient plus complètes. Il fallait, pour prendre ses dispositions, tenir compte non seulement des accidents naturels du sol, mais des défenses artificielles. On en vint vite à travailler sur des plans directeurs au vingt millième, puis au dix millième. Il devint possible de suivre littéralement sur le papier le chemin parcouru par une compagnie au cours d'une action. Le moindre bouquet d'arbres, le plus mince filet d'eau, la plus chétive taupinière parurent assez importants pour être soigneusement relevés, de même que chaque trou creusé par l'ennemi, chaque boyau, tout emplacement de mitrailleuse. Des arbres isolés même reçurent un état civil.

L'imagination des cartographes fut mise à rude épreuve pour arriver à donner des noms à cette infinité de repères.

Tous les vocabulaires ont été mis à contribution pour ces baptêmes pittoresques. Tantôt le nom choisi rappelait la forme de l'accident du sol qu'il désignait : de là, les bois en T, en V, en U, les bois carré, rond, sabot, rabot; de là, le Casque, le Téton, le Bouclier, la Main, le Trident, le Peigne, etc.; tantôt il évoquait des traditions de corps, des particularités régionales, un chef aimé, la petite patrie, des souvenirs historiques. Nul ne saura jamais quel topographe nomma

la tranchée des Walkyries, la clairière des Almées, le ravin de la Mort, le bois des Odalisques et des milliers d'autres qui eurent leur heure de tragique célébrité.

Ce cadastre guerrier, qui donnait au moindre lambeau du sol de France une valeur incomparable, était en perpétuelle évolution. Chaque soir, pendant les attaques, le service cartographique du G. Q. G. recevait les renseignements des armées. Quelques heures après, il apportait des exemplaires du plan mis à jour au général en chef et au bureau des opérations. Tous les mois, parfois tous les quinze jours, le service géographique de l'Armée éditait des plans directeurs revus, corrigés, et considérablement enrichis. On prit même l'habitude de distribuer aux troupes un croquis de la position qu'elles devaient prendre.

Une foule d'autres cartes étaient également en usage : les canevas de tir qui permettaient aux artilleurs de tirer à coup sûr en consultant un simple chiffre, les topos de transports, de réseaux routiers, les croquis d'ordre de bataille, etc.

Et quel formidable travail pour dresser et mettre au point toutes ces planches ! Des observateurs terrestres, en avions, en saucisses appliquaient incessamment leur attention à cette besogne. Là où l'œil demeurait impuissant à discerner le détail, la photographie aérienne entrait en jeu. Le front entier a été mis en clichés des milliers de fois.

Mais rien n'était plus saisissant que la vue des plans directeurs où se dessinaient en bleu le lacis inextricable des défenses ennemies, en rouge les défenses de la ligne française. Ces dernières, d'ailleurs,

n'existaient que sur un petit nombre d'exemplaires tenus rigoureusement secrets. L'on suivait sur ces tracés avec une véritable épouvante, le gigantesque travail de taupe des combattants; l'on mesurait les sacrifices que devait coûter la conquête de ces lignes successives. En Champagne, en Artois, sur la Somme, c'était une toile d'araignée dont chaque fil, dont chaque maille recélait la mort, et qui s'étendait sur une profondeur de quinze à vingt kilomètres. Au cours des grandes offensives, l'on voyait à vue d'œil des tranchées nouvelles surgir derrière les tranchées déjà prises. Le soir de Bouchavesnes, par exemple, le terrain apparut libre d'obstacles devant nous sur plusieurs kilomètres. Etait-ce enfin la trouée tant désirée? Mais, le lendemain, le cartographe, avec tristesse, notait au crayon bleu des défenses hâtivement creusées par l'ennemi pendant la nuit, que les observateurs aériens venaient de signaler.

L'on comprend que ce grossissement des obstacles sur les plans directeurs ait contribué à créer une mentalité spéciale au commandement. A une si large échelle, le moindre succès devenait une victoire. On se réjouissait vivement de la prise d'un fortin ou d'ouvrages médiocres comme le Bonnet d Evêque. Les opérations de l'Hartmannswillerkopf en janvier 1916, qui ont occupé le G. Q. G. pendant tout un mois, se déroulèrent sur un front de trois kilomètres La superstition du terrain, la plus dangereuse pou un chef, fut portée ainsi à son comble. Quand on avait enlevé quelques centaines de mètres, au prix de pertes énormes, en quoi avait-on avancé la solution de la guerre?

Cette vision de myope, elle s'imposait au commandement, même dans les opérations à large envergure. Il fallait d'aussi minutieuses précautions pour attaquer un front de vingt kilomètres qu'une tranchée de cent mètres. Dès lors ce n'était pas assez de six mois pour mener à bien les travaux et les études préparatoires.

Et voici, tout à coup, qu'en 1917 une sorte de miracle se produisit. Par un effort de volonté, le général Nivelle arracha son regard de ces détails et résolut d'embrasser les opérations d'un coup d'œil d'ensemble. Ce n'est plus par bonds de cinq cents mètres qu'il voulait avancer, mais par dizaines de kilomètres. Faisant abstraction des milliers de mitrailleuses embusquées à tous les creux du terrain, il voulait ressusciter la manœuvre, la guerre de mouvements, la stratégie enfin. Le succès, hélas ! ne couronna point ses efforts. Pour ce changement à vue, il eût fallu bien des conditions qui n'étaient pas remplies.

Mais quelque chose venait de changer dans la marche de la guerre. Au 21 mars 1918, les Allemands reprenaient à leur compte le rêve du général Nivelle.

Désormais les plans directeurs avaient vécu. Les cartographes abandonnèrent leur travail de Pénélope. Où aurait-on pris le temps de relever, comme autrefois, les minimes accidents du sol? Le quatre-vingt millième parut suffisant de nouveau pour suivre les opérations qui se précipitaient. Bien mieux, un moment vint où l'on ne vit plus que la carte au deux cent millième sur la table des chefs. L'État-Major, guéri de sa myopie, était sur le point de devenir presbyte, telle-

ment les fronts d'attaque s'élargissaient. En dernier ressort, le général Pétain ne disposait plus que d'une carte d'ensemble où, parmi les débris de la ligne Hindenburg, on voyait nos troupes franchir chaque jour des rivières, enlever des villes, menacer les voies de communications de l'ennemi. La géographie naturelle que connurent les conquérants de toutes les époques reprit son harmonieuse perspective. Mais ces plans dignes du G. Q. G., les cartographes n'eurent point à les établir à Chantilly; c'est à Provins que leur furent réservés cette joie et cet honneur.

L'AVIATION

L'aviation logeait au troisième étage. On reconnaissait les membres de ce service important qui n'a fait que s'accroître non pas seulement aux ailes brodées sur leurs tuniques dont le col était rabattu comme celles en usage chez les Britanniques, mais à quelque chose de plus libre, de moins guindé dans la tenue. Beaucoup de jeunes gens parmi eux, tous bons camarades, et d'esprit civil. La Presse a toujours entretenu avec eux des relations des plus cordiales. Ils n'étaient pas hostiles au principe de faire de la publicité aux combattants. Toutefois, ils blâmaient les excès de certains « as » qui n'attendaient même pas que le G. Q. G. ait annoncé leurs victoires pour les signaler aux journaux. Le colonel Barès les dirigeait à cette époque et j'ai vu peu d'hommes comprendre aussi bien la psychologie de la troupe qu'il avait sous ses ordres. C'est grâce à lui que la mention au communiqué du nom des

aviateurs fut admise. La règle fut adoptée à propos de Guynemer et continua depuis, avec quelques restrictions vers 1918. Le colonel Barès aimé des uns, était fort combattu par les autres. On livrait de terribles assauts contre lui au ministère, je ne sais plus trop sous quel ministre. J'ai toujours vu, d'ailleurs, cet état d'esprit régner pour l'aviation, quel qu'en fût le chef. On sentait que des personnalités étrangères à l'armée faisaient l'opinion dans cet ordre de choses, en vue d'on ne sait quel intérêt.

C'est ainsi qu'au départ du colonel Barès, le colonel du Peuty qui le remplaçait fut ardemment combattu. Peu patient de sa nature, il ne voulut pas subir la cabale de Paris. Il rejoignit aussitôt la troupe et fut malheureusement tué peu après.

Le colonel du Peuty était un homme d'une droiture et d'une loyauté absolues : il était peu fait pour les intrigues.

LE CHIFFRE

Le Chiffre, composé en grande partie d'officiers de complément, ne s'arrêtait ni jour ni nuit de traduire en langage clair des dépêches chiffrées, ou de transcrire en caractères obscurs les ordres, sur papier rose, que lui passait le commandement. Dirigés par une sorte de sorcier qui avait l'esprit et le nom d'un sorcier, le commandant Givierge, les officiers du Chiffre arboraient un visage fermé et sans joie. Peu de bureaux, d'ailleurs, offraient un tel ensemble d'hommes intelligents et cultivés. On déplorait de les voir appliqués à une besogne machinale, qu'on aurait pu confier à

des individus moins complets. Mais, en vertu de la méconnaissance des capacités, on ne manquait pas de placer dans ce service des agrégés des lettres, d'histoire ou de philosophie.

SERVICE DIVERS

Sur le même palier que le Chiffre, se tenaient deux services importants, le T. O. E. et la Section d'Information. Leur rôle a été si étroitement mêlé à la politique générale de la guerre que force m'est de leur consacrer des chapitres à part.

J'aurai tout dit quand je vous aurai conduit en haut du Grand Condé où, dans un petit bureau empli de doux roucoulements, un officier, le lieutenant, Leroy-Behague, menait une pastorale existence. Chef du service colombophile, il n'avait qu'une passion au monde : les pigeons voyageurs. On lui doit une organisation de ce service qu'il sera difficile de surpasser et un petit manuel du colombophile aux armées empli d'une naïveté touchante où se révèle une belle âme.

Que citer encore? Le Service des décorations, où trente secrétaires, bientôt remplacés par des jeunes filles, tapaient sans arrêt des motifs de citations; le Service télégraphique et téléphonique composé de spécialistes, tous ayant au moins le grade d'adjudant et de quelques demoiselles sans grade, mais d'une amabilité surprenante dans ce genre de fonctions. Dans la rue du Connétable, les deux énormes voitures du service télégraphique, annexées au bureau de poste local, provoquaient l'étonnement des passants.

LA D. A.

Bien que retirés dans un local à part et de relations ingrates, les officiers de la D. A. méritent d'être présentés. Ils étaient quarante environ et ils formaient vraiment une Académie. On saisit difficilement pourquoi ils arboraient une gravité et une dignité non pareilles. Je pense que chez ces hommes, essentiellement bureaucrates, le tempérament breveté s'épanouissait dans toute sa force. Ils présidaient aux ravitaillements, aux transports, aux coopératives; ils dirigeaient les industries militaires : scieries, carrières, métallurgie. C'est à eux que la troupe doit cette orange et ce cigare individuels qu'on distribuait les jours de fête.

Mais, parmi eux, il en est dont on ne louera jamais assez le travail acharné et l'initiative intelligente, ce sont les officiers de la Direction des Transports et du Service automobile. Au reste, l'amabilité et l'obligeance de ces derniers ne faisaient pas de doute. Sous les ordres du colonel Ragueneau, ils ont réalisé ces chefs-d'œuvre de concentration rapides, la course à la mer et Verdun. Plus tard, sous le colonel Payot ils pareront aux terribles difficultés de la campagne de France. Ils ont gagné la victoire, ma foi, autant que le 3e bureau.

VII

LE CABINET DU GÉNÉRAL JOFFRE

Le cabinet du général Joffre, c'était le temple secret où l'on ne pénétrait qu'en tremblant. Bien peu y furent admis. Tous les matins, à huit heures, les chefs de service s'y réunissaient pour le rapport quotidien que le général présidait de sa silencieuse majesté.

La villa Poiret, boulevard d'Aumale, donnait accès, par une grille, sur un large vestibule où deux plantons, médaillés militaires, se tenaient en permanence. Un couloir spacieux, formant hall, allait tout droit jusqu'à l'escalier qui montait aux étages. A gauche, s'ouvraient des pièces successives qui se commandaient en même temps les unes les autres : le cabinet des officiers d'ordonnance, la salle à manger, un petit salon, puis le cabinet du général.

On entrait toujours chez les officiers d'ordonnance. De chaque côté de la fenêtre, se faisant vis-à-vis, assis devant deux bureaux, le commandant de Galbert et le commandant Thouzelier, l'un sérieux, l'autre enjoué. Ces deux hommes avaient voué à leur chef une fidélité à toute épreuve.

Le commandant de Galbert jouissait d'un solide crédit auprès du général, dont il était un collaborateur d'avant-guerre. Le 3e bureau, qui lui témoignait une

grande confiance mêlée de respect, s'appuyait sur lui pour que, dans l'application du commandement, les grands principes fussent toujours respectés. C'était un beau caractère, un peu fier et hautain, mais nourri de la plus haute morale militaire. Naturellement il tendait aux sentiments nobles. Il rédigeait les ordres du jour du général en chef où se révélait sa connaissance de la littérature napoléonienne. Il fut parmi les plus combattus d'entre les Jeunes-Turcs et l'on n'eut de cesse qu'il partît. On le redoutait comme une force traditionnelle, incapable de composer. Il a été tué sur le champ de bataille de la Somme et sa mort causa une profonde tristesse au général Joffre.

C'est à l'occasion de son départ que fut adressé, par un audacieux, au général en chef lui-même, le mot fameux : « On vous enlève vos meilleurs soutiens pour mieux vous frapper vous-même. »

De la personne du commandant Thouzelier émanait la courtoisie par un effet naturel de sa physionomie souriante, façonnée, aurait-on dit, pour l'accueil. Il était né officier d'ordonnance, c'est-à-dire, à la fois maître des cérémonies, chef du protocole, intendant des menus travaux — car il ne saurait être question ici de plaisirs, fussent-ils menus. Grâce à cette bonne humeur constante il supportait sans fatigue ni mélancolie les pénibles devoirs de son esclavage doré. Le général Joffre qui lui témoignait un attachement affectueux ne manquait pas de le tyranniser pour s'entretenir la main. Le commandant Thouzelier, aidé en cela par le général Pellé, supportait sans faiblir le contre-coup de la mauvaise humeur du

grand chef chaque fois que les événements ne tournaient pas à sa satisfaction.

Pour les familiers de la maison, il répondait au diminutif de Toutou et je l'ai entendu rarement appelé d'un autre nom au 3e bureau où il venait fréquemment, toujours chargé de boîtes de bonbons, de cigares ou autres douceurs de ce genre qu'il offrait à ses camarades. Car les cadeaux arrivaient en si grand nombre à l'adresse du généralissime que force lui était d'en laisser une part à ses collaborateurs. Pendant deux ans, le monde entier a rendu au vainqueur de la Marne un culte presque divin. Le vaguemestre pliait littéralement sous le poids des boîtes, des paquets et des lettres que des inconnus lui envoyaient avec le témoignage frénétique de leur admiration. Je pense qu'en dehors du général Joffre, nul chef, dans cette guerre, n'a pu se faire une telle idée de la gloire. On envoyait des caisses de bonbons, venues de tous les grands confiseurs du monde, des caisses de champagne, des vins fins de tous les crus, des fruits, du gibier, des objets d'art ou d'utilité, des vêtements, des articles de fumeur, des encriers, des presse-papiers. Chaque région envoyait sa spécialité. Le peintre envoyait son tableau, le sculpteur sa statuette, la bonne vieille un cache-nez ou des chaussettes, le berger, dans sa cabane, sculptait une pipe à son intention. Tous les fabricants de la terre ennemie de l'Allemagne lui expédiaient leurs produits. la Havane ses cigares, le Portugal son Porto. J'ai vu un coiffeur qui n'avait rien trouvé de mieux que de faire le portrait du général avec les cheveux des êtres qui lui étaient chers; un calligraphe eut la même idée, mais les traits du

visage étaient réalisés par des milliers de petites phrases en caractères minuscules qui chantaient la louange du général. Quant aux lettres, il y en avait de toutes les écritures, de toutes les provenances, écrites dans tous les jargons, lettres attendries, reconnaissantes, débordantes d'amour, imprégnées d'adoration. On l'appelait Sauveur du monde, Père de la patrie, Exécuteur des œuvres de Dieu, Bienfaiteur de l'humanité, etc... Et cela, non pas seulement des Français, mais des Américains, des Argentins, des Australiens, etc... etc... Des milliers de petits enfants prenaient la plume en cachette de leurs parents, et lui écrivaient pour lui dire leur amour : la plupart le nommaient Notre Père. Et c'était d'une grandeur émouvante, ces effusions, ces adorations, soupirs de délivrance qui s'échappaient de milliers de poitrines devant la barbarie vaincue. Pour tous ces petits cœurs naïfs, Joffre apparaissait comme saint Georges terrassant le dragon. Il a assurément incarné dans la conscience de l'humanité la victoire du bien sur le mal, de la lumière sur les ténèbres.

Les aliénés, les simples, les demi-fous et les fous, dans leur nuit cérébrale, se tournaient vers lui comme vers la raison. J'ai lu la lettre d'un habitant de Sydney qui suppliait le général de le délivrer de ses ennemis; un autre, un Néo-Zélandais, le priait d'envoyer quelques soldats chez un monsieur qui lui devait dix livres et ne voulait pas les lui rendre.

Enfin, des centaines de jeunes filles, domptant la timidité de leur sexe, demandaient à s'engager, à l'insu de leur famille; d'autres ne désiraient que le servir.

Le général en chef, sans qu'il en parût rien sur sa figure impassible, humait cet encens avec délice. Il s'enfermait des heures entières pour parcourir ces lettres. Il regardait tous les cadeaux et en emportait une large part. Ses officiers pliaient sous le poids des accusés de réception et des lettres de remerciements à écrire que le général signait régulièrement. Quelquefois, il jetait ses yeux sur la réponse et, la jugeant insuffisante, la faisait recommencer.

Nul n'était plus volontaire que lui, moins maniable. D'une autorité jalouse et presque despotique, il se plaignait sans cesse d'être mal servi. On a prétendu, dans certains milieux politiques, qu'il était dominé par son entourage. Je ne connais rien qui soit plus faux. Maître, il l'était incontestablement et ils étaient rares ceux qui ne tremblaient pas devant lui. Il ne supportait pas cinq minutes de retard à table. Aussi aux approches des repas, ses familiers abandonnaient tout précipitamment et couraient vers la villa. Il foudroyait du regard l'imprudent qui s'était mis en retard et lui gardait rancune jusqu'à la fin du dîner. Il mangeait silencieusement, de très bon appétit, appréciant les plats en gourmet qu'il était. Il se plaignait toujours d'être mis au secret par son entourage. Un jour, un officier parla du dernier numéro de *l'Illustration*; le général, qui ne l'avait pas vu, se mit en colère et cria qu'on lui cachait tout. Il disait souvent de lui, d'un ton plaintif, en passant sa main sur sa forte tête : « Pauvre Joffre. » Ce geste et ce mot lui étaient familiers quand il ne voulait pas accorder quelque chose qu'on lui demandait. Il tournait ensuite le dos et il n'y avait pas à y revenir. Quand

il était de bonne humeur, il donnait une bourrade amicale à son officier d'ordonnance en disant : « Sacré Thouzelier ! »

Très sensible à la première impression que lui donnait la vue des personnes, il s'y tenait strictement, Il détestait ceux qui parlaient trop, d'un timbre élevé, avec trop de hardiesse; il aimait voir aux gens en sa présence un air modeste. Mais il détestait le bafouillage et l'excès de timidité. Ses jugements étaient sans appels. Un matin, au rapport, un colonel nouveau venu, placé du jour au lendemain à la tête du service du T. O. E., mit une certaine hésitation à lui montrer sur la carte, Monastir. Il se débarrassa de lui immédiatement. En revanche, il aimait encore moins ces tons d'avocat qui semblent avoir la prétention de vous convaincre. Son autorité était trop jalouse pour qu'il ne prît pas ombrage de quelqu'un qui aurait voulu trop ouvertement le faire changer d'idée. Et sans doute pensait-il, comme Talleyrand, que l'excès de zèle est un défaut. Aussi, pour lui faire adopter une mesure dont il n'entrevoyait pas la nécessité, était-il nécessaire de prendre d'infinies précautions. La vie du général Pellé se passait à ces négociations perpétuelles. Chose étrange, celui-ci, en dépit de son tact exquis, subissait souvent le contre-coup de l'humeur du général : « Pellé s'est encore fait attraper ce matin », disaient les familiers à la sortie du rapport. Et j'imagine que Joffre, tout en appréciant comme il convenait la haute valeur de son major-général, se défendait mal, en présence de la finesse empreinte sur son visage, d'une certaine défiance à son égard.

Défiance bien injustifiée, d'ailleurs, car le général

Pellé était le plus dévoué et le moins ambitieux des hommes. Le jeu le passionnait et il apportait toute sa passion à le bien mener. Les avantages qu'il aurait pu en retirer lui étaient indifférents. Quand il fut nommé major-général, Joffre voulut le promouvoir automatiquement divisionnaire, grade qui correspondait à sa charge. Le général Pellé refusa, disant qu'il était brigadier de trop fraîche date et qu'il ne fallait pas donner l'exemple du favoritisme. Joffre, non convaincu, haussa les épaules et lui remit la nomination signée en lui disant de faire ce qu'il voudrait. Le général Pellé, qui n'avait qu'à la transmettre au ministère, la déchira et la jeta au panier.

Je ne suis pas sûr que le général Joffre lui ait su beaucoup de gré de ce désintéressement. Ce trait devait paraître, à un homme positif et de si ferme bon sens que le général en chef, un geste de poète et il appréciait peu la poésie. Il admettait fort bien, au contraire, les ambitions de ses collaborateurs.

Entre autres besognes, le commandant Thouzelier avait celle de tenir les comptes à jour. Ce n'était pas une petite affaire. Le général, très simple, détestait la prodigalité. Chaque mois, quand le commandant lui présentait la note à payer, il gémissait sur le coulage et demandait qu'on réduisît la dépense. Les frais de papier, dont il fournissait pour la plus grande part le G. Q. G., étaient énormes, il est vrai. Aussi la qualité en devint-elle par économie de plus en plus mauvaise. A côté des admirables vergés employés par l'État-Major anglais, nos feuilles faisaient triste mine. Je ne serais pas étonné que les archives de cette guerre tombassent vite en poussière.

La simplicité de manières du général en chef dépasse tout ce qu'on peut imaginer. Un jour, le duc de Connaught vint à Chantilly pour remettre des décorations à un certain nombre d'officiers. Le commandant de Galbert demanda au général Joffre s'il fallait inviter à déjeuner le duc : « Pensez-vous que ça lui fera plaisir ? » répondit Joffre. Et puis, il ajouta : « Y a-t-il un assez bon déjeuner ? » Il fit venir son cuisinier et sur l'assurance de celui-ci que tout était prévu, il consentit à l'invitation. Au moment de passer à table, il se tourna vers le duc et lui dit avec la plus grande cordialité : « Monseigneur, mettez-vous où vous voudrez. »

Il posait volontiers devant les photographes dont il était la proie. Son entourage, quand il trouvait la chose ennuyeuse, lui disait que c'était nécessaire pour sa popularité, et il ne lui déplaisait pas d'être populaire. Ses officiers d'ordonnance, en effet, surveillaient de très près la propagande qu'on faisait pour leur chef. Un jour, un grand illustré était venu le photographier dans son bureau, ce bureau nu, bourgeois, devant cette table de travail sans papiers, à laquelle il se mettait pour signer. On s'aperçut, tout à coup, qu'il n'y avait pas de cartes aux murs. Or, dans l'idée populaire, on ne conçoit pas un général sans cartes, aussi, on en disposa immédiatement un certain nombre pour les besoins du cliché, qu'on enleva aussitôt après.

Malgré son goût de la popularité, le général Joffre n'aimait pas le tapage. Par prudence, je crois; il savait combien le pouvoir civil, les parlementaires, étaient prompts à s'alarmer de la trop grande popularité d'un militaire. Il refusa de laisser paraître un article

rédigé par un officier de la Section d'Information, intitulé : « La garde du généralissime. » L'écrivain décorait de ce nom le régiment d'élite qui, tous les mois, venait à Chantilly au repos, pour assurer le service d'ordre. Ce mot de « garde » lui parut trop prétorien.

Il avait la science innée des hommes politiques. André Tardieu disait qu'il était né député et aurait parfaitement su manœuvrer dans les couloirs de la Chambre. D'ailleurs, excellent républicain, il respectait les représentants du peuple, et ce mot pour lui avait toute sa valeur. Il n'aimait pas qu'on raillât les parlementaires en sa présence. En 1915, le jour du Vendredi-Saint, il s'aperçut, tout à coup, que le maigre régnait à sa table. Il entra dans une violente colère et ordonna, séance tenante, qu'on joignît du gras au menu, en disant : « Je suis un général républicain. » Ce qui ne l'empêchait pas d'avoir pour les idées de ses officiers la plus large tolérance.

Quand certains hommes politiques entreprirent de faire campagne contre lui, ils trouvèrent à qui parler. L'esprit toujours en éveil contre les trahisons possibles, il était parfaitement au courant de ce qui se tramait. Bourru, silencieux, c'était une forteresse close de toutes parts. Il ne s'ouvrait jamais entièrement à ses collaborateurs. Bien plus, si ceux-ci, emportés par leur zèle, lui montraient le danger qui le menaçait, il feignait de ne pas les croire, mais il veillait au grain. En réalité, il opérait seul, se chargeant de briser les cabales par une série de silences incompréhensifs, de refus têtus, non motivés, formulés sans colère. Il se mettait en boule, à la lettre. Le plus habile négociateur, en face de ce rocher, s'en allait désespéré.

Sa force, son autorité incontestable, venait de la grande confiance qu'il avait en lui. Il a toujours cru que la victoire était imminente et cette idée qu'il savait communiquer d'un ton tranquille aux gouvernants les tenaient sous son emprise. Le colonel Pénelon, en novembre 1914, vint lui proposer je ne sais quel projet de casque ou de bouclier pour les troupes : « Mon ami, lui dit-il, nous n'aurons pas le temps de les fabriquer, je tordrai les Boches avant deux mois. » Il accompagnait ce mot d'un geste terrible.

* * *

Eut-il vraiment la conception de la guerre moderne, se plia-t-il de bonne heure aux nécessités de cette lutte où le matériel devait jouer un si grand rôle, lui qui avait à son actif le plan d'offensive de 1914? C'est ce qu'il est bien difficile de dire. Joffre gardait, en toutes choses, un tel mutisme que nul ne peut affirmer qu'il pensait exactement de telle ou telle manière. Voici, à ce propos, une anecdote authentique qui montre la difficulté qu'il y avait à se rendre compte de ses intentions véritables. Elle a pour héros le lieutenant-colonel Carence. Cet officier était alors chef du Bureau d'Informations du ministère et venait toutes les semaines au G. Q. G. en liaison.

Le lieutenant-colonel Carence passe à coup sûr pour un des officiers les plus avertis de l'armée française, en matière d'artillerie. D'une indépendance d'esprit que rien n'arrête quand l'intérêt de son arme, à qui il a voué un culte exclusif, est en jeu, il était fort redouté au Grand Quartier. Ses relations dans le

monde politique dont il n'a jamais usé pour son avancement, par-dessus tout sa causticité, son ironie frondeuse, son esprit critique, faisaient de lui le plus original breveté qu'il fût permis de voir. Dès l'École de guerre, il avait passé pour un tempérament paradoxal. Sur ces questions d'artillerie, il était entré à plusieurs reprises en lutte avec le 3e bureau de Joffre. Promoteur de l'artillerie lourde, bien avant 1914, il avait été au ministère de la Guerre l'âme de la campagne en faveur des fabrications intensives de matériel. Un jour, dans les premiers mois de 1915, désolé de voir que le G. Q. G. ne prêtait pas une attention suffisante à ces problèmes, il demanda un entretien à Joffre.

Celui-ci, qui le connaissait de longue date et lui témoignait de la sympathie, l'amena dans le jardin de sa villa à Chantilly, sous la gloriette où il aimait à se reposer après le déjeuner. « Je t'écoute, Carence, lui dit-il, parle. » Avec chaleur, le lieutenant-colonel Carence avait alors plaidé la cause de l'artillerie lourde, affirmant que seuls les gros projectiles étaient à même de détruire le mur d'acier contre lequel se briserait l'infanterie tant que le canon ne lui aurait pas ouvert la voie. Joffre l'écouta toute une demi-heure sans rien dire. Quand le colonel eut tourné et retourné ses arguments sous toutes ses formes, il se tut à son tour. Alors, le grand-père, se levant, donna sur le dos du colonel une tape amicale et dit : « Ce sacré Carence, il a toujours beaucoup aimé l'artillerie. C'est très bien, ça. » Et il le congédia.

DEUXIÈME PARTIE

LE CRÉPUSCULE DE JOFFRE

I

L'EXPÉRIENCE DU " VIEIL HARMAND "

C'est avec l'attaque de l'Hartmannswillerkopf à la fin de 1915 que commença réellement mon apprentissage. Le jour où la bataille s'engagea, je fus mandé par le lieutenant-colonel Gamelin. Le chef du 3e bureau se promenait dans son cabinet en se frottant les mains. Son œil animé, son visage coloré disaient sa joie. En effet, le succès, aux premières nouvelles, avait confirmé ses espérances. Nous étions maîtres du vieil Harmand dont la renommée était mondiale. On signalait un millier de prisonniers. Cette conquête devait être particulièrement sensible aux Allemands qui avaient toujours mis un grand orgueil à nous disputer cette position. Il fallait donner au public l'impression d'un beau succès, sans pour cela que la louange fût disproportionnée à l'affaire. D'autant qu'il se présentait dans tout cela un point noir. Sur la droite de l'attaque,

un bataillon français, par suite d'une mauvaise interprétation des ordres qu'il avait reçus, s'était laissé encercler. On espérait le dégager. Mais le terrain était difficile; il restait peu d'espoir. On comptait perdre quatre ou cinq cents prisonniers, en la circonstance.

Pour me faire comprendre la manœuvre, le lieutenant-colonel Gamelin, avec bienveillance m'avait amené devant sa carte et me montrait l'itinéraire que les troupes auraient dû suivre et la faute qu'elles avaient commise. Ce qui me frappa alors, c'est l'extraordinaire minutie de cette guerre. Qu'un Grand Quartier Général qui commandait à trois millions d'hommes échelonnés sur un front immense, crût devoir donner ses soins à des attaques aussi minimes, cela renversait toutes mes idées du commandement. On ne s'imagine pas à quels détails descendait l'attention du Grand Quartier. Ici, il fallait s'avancer de cent cinquante mètres, puis tourner à droite. Plus loin, les hommes devaient attendre que leurs camarades de gauche fussent à leur hauteur pour poursuivre leur marche. Le champ de l'attaque n'englobait pas plus de trois kilomètres de front sur trois ou quatre cents mètres de profondeur. Le succès total eût permis d'occuper des crêtes qui n'eussent pas manqué de rester constamment sous le feu de l'ennemi. L'intention du commandement était d'ailleurs de s'en tenir là. Il ne fallait pas voir dans l'opération une préface à des conquêtes plus importantes. On se demande dès lors, pourquoi on jugeait bon de rechercher avec tant de persévérance, un résultat aussi minime.

L'affaire n'avait pas donné tout ce qu'on attendait d'elle, parce qu'un des bataillons en poussant un peu

au delà des limites qui lui étaient fixées, s'était trop enfoncé dans les bois où il avait été pris comme dans une nasse. Ainsi, pour une erreur d'une centaine de mètres, le succès avait été compromis. Il était visible que les officiers de l'État-Major prenaient à ces combinaisons un intérêt passionné. Jamais la fameuse comparaison avec le jeu d'échec ne me parut plus exacte.

Avec une habileté consommée, le lieutenant-colonel Gamelin m'apprit à mettre en valeur dans le communiqué les côtés brillants de l'attaque, tout en gardant la modération voulue et sans offenser la vérité. Ce fut pour moi une bonne leçon.

Les jours suivants, les Allemands contre-attaquèrent. Nous dûmes céder peu à peu nos gains. Finalement, ce fut une opération blanche. Le chiffre des prisonniers faits de part et d'autre se balançait, avec un léger avantage pour nous.

Pendant tout le temps que dura cette mauvaise période, le chef du 3e bureau me donna des instructions précises. Il était sans doute l'auteur de la manœuvre tant il mettait de cœur à suivre cette affaire, passant par des alternatives d'espoir et d'ennui. J'admirais en cette occasion son ingéniosité à présenter les faits et le véritable talent de rédaction qu'il déployait. Il me parut que l'art de rédiger était une qualité essentielle pour un officier d'État-Major. Plus tard, en d'autres circonstances, je connus que l'éloquence constituait le second des dons qu'il fallait posséder pour réussir dans cette carrière.

L'attaque de l'Hartmannswillerkopf réalisait le type même de la guerre d'usure, telle qu'on la prati-

quait en 1915. Il semble bien qu'on y cherchait plus des enseignements que des résultats.

Le colonel Gamelin porta le poids de ce demi-échec. De Paris vinrent les critiques. On réclama avec insistance le dossier de l'Hartmann. Sans doute, l'opinion publique et le Parlement commençaient à se lasser de la guerre d'usure. Le colonel Gamelin devança les mécontentements, il demanda et obtint une brigade de chasseurs à pied dans cette même Alsace qui venait de lui être défavorable.

Le jour de son départ, il fit une visite à la Section d'Information, sous couleur de prendre congé. Dans sa conversation, il prit soin de réfuter le reproche que l'on adressait à l'État-Major d'ignorer les difficultés auxquelles se heurtaient les combattants et de faire la guerre sur le papier. Par les rapports qu'il recevait, les inspections des officiers de liaison, qui donc était plus au courant que l'État-Major? Il pensait qu'il n'était pas inutile, devant des journalistes, de justifier la conduite des bureaux. J'ai toujours été frappé de l'admirable esprit de solidarité qui unissait entre eux les officiers du général Joffre. Chez aucun d'eux, on n'aurait pu trouver un adepte de la maxime : après moi le déluge.

A Compiègne, lorsque la nomination du général Pétain provoqua l'exode des Jeunes-Turcs notoires, un de ceux qui s'en allaient vint me trouver, comme j'étais seul de service au bureau. Il me demanda à consulter les registres pour voir s'il ne restait aucune pièce importante des règnes précédents. Il jugeait inutile de laisser subsister dans un État-Major qui n'avait plus la même direction, des papiers d'un

certain ordre et son intention, au cas où il en eût trouvé, était, disait-il, de les envoyer aux Archives.

Le lieutenant-colonel Renouard succéda comme chef du 3e bureau au colonel Gamelin. Comme lui, il était officier de chasseurs à pied. Tout le désignait à cette fonction, son autorité et son talent, qu'il prenait à cœur de déployer par une émulation visible, du vivant même de son prédécesseur. C'était un homme dans la force de l'âge, d'une intelligence vive et brillante, plein de feu et de mordant, avec un curieux penchant à parsemer son discours de traits spirituels et de pointes; ce qui donnait à sa parole une certaine préciosité assez surprenante chez un militaire dont l'esprit de décision était, par ailleurs, bien connu. Peu d'hommes avaient autant que lui le courage de leurs convictions. C'est une qualité qui n'est pas commune dans l'armée. Aucune peur des responsabilités et comme on dit, de l'estomac. Ses subordonnés, toujours sûrs d'être couverts par lui, donnaient sous ses ordres un rendement maximum. Le même homme qui avait en temps normal l'abord assez fier, la raillerie prompte et acerbe et qui ne brillait point par la patience prenait sur lui, dès que la situation devenait critique, de se montrer aimable, d'humeur égale et plein de mansuétude.

Voilà encore un des traits de caractère du breveté de bonne roche, ce pouvoir sur soi-même, ce don de masquer ses impressions. En cela l'éducation militaire rappelle de très près l'éducation religieuse. Jamais, quelque tragique que soit la situation, un officier du 3e bureau, digne de ce nom, n'avouera que l'événement est grave. Enfermé dans son secret, il fait

bonne figure, car il doit donner l'exemple du sang-froid. Avec ceux qui ne sont pas de son bord, il ne se laisse pas aller à son angoisse comme le font la plupart des hommes qui en éprouvent un certain soulagement. Il ne manquait pourtant pas de brevetés au 1er et au 2e bureaux, et dans bien d'autres services. Ceux-là, je les ai entendus exprimer parfois leur inquiétude, sans ménagement. Les mêmes n'eussent rien dit s'ils avaient appartenu au 3e bureau. C'est un des exemples les plus curieux de l'esprit de corps et de la force d'âme que communiquent une tradition orgueilleuse et la conscience de sa supériorité. Il est vrai que cette maîtrise de soi, ils ne l'appliquaient strictement qu'au point de vue militaire. Pour le reste, opinion politique, soucis de carrière, ambition, ils se montraient aussi sensibles que le commun des mortels.

II

JOFFRE ET CASTELNAU

L'affaire de l'Hartmann avait soulevé la colère des milieux politiques contre le G. Q. G. La fin de 1915 et le début de la nouvelle année ne s'annonçaient pas favorables à l'État-Major. Aux déceptions militaires s'ajoutaient des ennuis intérieurs. La campagne menée contre le général Joffre et le G. Q. G. par certains parlementaires, se faisait plus agressive. Si ignorant que je pouvais l'être de ces raisons d'inquiétude, je ne fus pas long à m'apercevoir que l'on vivait à Chantilly dans l'irritation et comme en état d'alerte perpétuelle. Plusieurs fois, j'entendis murmurer que le général Joffre allait à Paris pour se défendre contre les attaques dont il était l'objet et pour résister aux empiétements du pouvoir civil. Le général Pellé, à plusieurs reprises, fit en riant allusion aux menaces qui s'amoncelaient et parlait de faire ses malles. Il ne se montrait jamais plus gai que dans ces moments de crise.

Au retour du général en chef, on chuchotait qu'il avait encore capitulé devant la cabale du Parlement et de la Commission de l'Armée du Sénat où Clemenceau, Doumer et Jeanneney livraient contre lui un rude combat. On disait qu'il se laissait entamer peu à peu, qu'il ne savait pas résister aux parlementaires.

Parfois, on essayait de le faire revenir sur ses « faiblesses ». Un complot s'organisait autour de lui. Ses officiers d'ordonnance dûment stylés par leurs camarades, profitaient des promenades qu'ils faisaient en sa compagnie pour éveiller son attention sur les dangers de céder trop de ses prérogatives. Il avait déjà accepté le contrôle ministériel, ce qui attirait mille ennuis, allait-il maintenant se laisser arracher la nomination des officiers généraux comme le ministre de la Guerre en manifestait l'intention? Le généralissime aux premiers mots envoyait promener l'indiscret : « Vous, foutez-moi la paix, » disait-il d'un ton bourru. Mais, assez souvent, les arguments portaient; il faisait rédiger une lettre dans laquelle il soulevait de nouvelles objections pour ne pas accepter ce qu'il avait virtuellement promis. Ces lettres, quand on les lui présentait, il se refusait à les signer. Et le major général se chargeait de les endosser par ordre, ce qui lui valait un surcroît d'inimitiés.

Ce petit jeu de résistances n'échappait pas aux ennemis de Paris. Les membres influents du G. Q. G. se savaient directement menacés. Dans les couloirs de la Chambre on nommait par leur nom les Jeunes-Turcs. Les officiers de liaison du 3e bureau qui avaient parfois fait sentir rudement aux généraux des corps de troupes le poids de l'autorité suprême s'étaient attiré des haines très vives aux armées. Beaucoup de chefs ont su conserver le contact avec Paris pendant leur séjour au front. Ils n'étaient pas rares, en effet, les généraux qui disposaient d'un émissaire ou d'un ami chargés de faire savoir en haut lieu leurs doléances et leurs griefs. Les députés qui avaient

séjourné dans les États-Majors recevaient des lettres où toutes ces plaintes étaient exposées. A leur tour, ils en saisissaient le ministre. M. Millerand resta toujours sourd à ces récriminations. Mais le général Gallieni entendait voir clair dans les abus qu'on signalait. Néanmoins, l'appui de M. Briand ne fit jamais défaut sinon à l'État-Major, du moins au généralissime.

Le dépouillement de la presse que j'avais dans mes attributions me donnait l'occasion de prendre connaissance des articles de *l'Homme enchaîné*, qui soutenait énergiquement les diatribes de M. Accambray à la tribune de la Chambre. Je laisse à penser l'accueil qu'on faisait à ces articles.

Le général Verraux, dans *l'Œuvre* nouvellement fondée, ne ménageait pas non plus ses critiques. Fréquemment, en ma qualité de journaliste, on m'interrogeait sur Téry. Comment, disait-on, laisse-t-il Verraux raconter de pareilles infamies sur l'armée? On se souvenait avec sympathie du Téry d'autrefois, qui avait fait de si belles campagnes contre les Juifs, et raillait cruellement les parlementaires : « Ne peut-on lui faire savoir qu'il fait fausse route en employant Verraux ? » Certains demandaient même que le nouveau journaliste fût mis en prison. Car, en face des attaques de presse, ces hommes si parfaitement maîtres d'eux-mêmes et qui sans broncher supportaient les plus rudes coups de l'ennemi, perdaient tout sang-froid et toute mesure.

Le bruit se répandit même un moment, avec persistance, que le général Joffre allait être placé à la tête d'un Conseil supérieur interallié et qu'il allait quitter le

commandement des armées du Nord et du Nord-Est. Mais en réalité, son pouvoir avait grandi encore puisque, par le décret du 3 décembre, on plaça sous son autorité les troupes françaises du front extérieur. Sur ces entrefaites, le général de Castelnau fut nommé chef d'Etat-Major général des armées.

Le clan des Jeunes-Turcs se montra fort mécontent de cette nomination.

Le général de Castelnau s'installa au premier étage, en face de l'appartement du général Pellé, dans les pièces occupées par la Section d'Information et les officiers de liaison de la présidence de la République. Nul n'attirait plus la sympathie que le général de Castelnau. Petit, trapu, jovial, la parole alerte et bienveillante, il réalisait par son allure martiale et sa moustache blanche le type du troupier français. Tout de suite, il fut adoré par ce que le G. Q. G. comptait d'éléments désintéressés. Quand il entrait dans l'hôtel, en frappant le pavé de sa canne, jetant à droite et à gauche des regards d'une vivacité et d'une malice juvéniles, tous ceux qui étaient dans ses parages se rapprochaient instinctivement de lui, tant on avait plaisir à le voir. Il avait l'art d'éclairer d'un mot aimable les physionomies des gens qu'il rencontrait sur son passage et qui, du premier coup, lui étaient acquis. Ce petit homme, si alerte et si robuste, respirait l'honnêteté et la confiance.

Mais il ne semble pas que tant de qualités aient trouvé grâce, à ce moment, devant les personnages importants du G. Q. G. Une lutte sourde s'engagea entre eux et le cabinet du général. Quand un chef arrive dans un nouvel État-Major, il devrait toujours

y venir seul, avec un officier d'ordonnance au plus. Dès qu'il amène avec lui son cabinet, il est rare que des froissements ne se produisent pas entre l'État-Major et les nouveaux venus qui, ayant l'habitude de travailler avec leur chef, ont tendance à évincer les autres.

Le général de Castelnau avait auprès de lui le commandant de Bary et le commandant Camus. L'un, Alsacien de vieille souche, gentilhomme verrier des plus dignes, était un ancien officier démissionnaire. Grand, un peu lourd, il paraissait aussi timide que robuste. Fait curieux et qui montrait combien l'esprit du général de Castelnau restait libéral en dépit de sa profonde piété, le commandant de Bary était protestant. En revanche, le commandant Camus s'avérait libre penseur, d'opinion avancée et, prétendait-on, était affilié à la franc-maçonnerie. Un troisième officier, qu'on voyait rarement dans les bureaux, jouait le rôle de popotier, le sous-lieutenant Laguionie, directeur des magasins du Printemps. Enfin un quatrième personnage complétait l'entourage : le père Pierre de Castelnau, jésuite, neveu du général, son secrétaire et son chapelain. Taillé en force, le visage plein et coloré, encadré par une barbe noire fournie, il cachait, sous l'apparence d'un bon vivant, une profonde finesse.

Le cabinet flaira immédiatement l'hostilité de l'État-Major, et, avec ce dévouement souvent excessif des subordonnés pour leur patron, il entreprit de résister à la camarilla Jeune-Turque. Dans les rivalités qui éclatèrent au cours de cette longue campagne entre hauts personnages, il est rare que la responsabi-

lité n'en incombe pas d'abord à l'entourage. Une des formes de l'ambition, en effet, consiste pour un subalterne à vouloir pousser énergiquement son chef aux honneurs.

C'était le cas du commandant Camus, dont l'ambition fort vive et l'esprit audacieux se discernaient au premier coup d'œil. D'intelligence très ouverte, fort compétent dans l'art de la fortification en sa qualité de sapeur, il était l'apôtre de l'organisation perfectionnée du front. Il ne cessait de réclamer l'installation de tranchées nouvelles pour arrêter sûrement l'ennemi dont il prévoyait les prochaines offensives. Râblé, plutôt gros, le verbe haut et le tempérament violent, il se répandait en critiques acerbes contre le 3e bureau qu'il accusait ouvertement d'incapacité. Son effort de dénigrement ne se bornait pas seulement à catéchiser l'Hôtel du Grand Condé. Chaque fois qu'il allait à Paris, il déversait ses griefs dans le sein d'hommes politiques, toujours heureux de voir blâmer l'État-Major. Son plus ferme appui, en la circonstance, il le trouva en la personne de M. Franklin-Bouillon. De son côté, le père Pierre donnait satisfaction à son tempérament combatif et au dévouement naturel qu'il portait à son oncle — car, chez lui l'ambition n'était qu'une ambition de famille — en dirigeant les charges à fond de train, un peu désordonnées, du commandant Camus. En réalité, le père Pierre avait la passion de la politique. Il aimait à s'informer des opinions des parlementaires, non pas certes du point de vue religieux, car il était fort libéral mais, pour lui, le problème se bornait à savoir s'ils étaient acquis ou non au général. Son ambition était

également de pouvoir nouer des relations avec la presse. Il eût aimé disposer d'organes dévoués à la fortune de son oncle. *L'Echo de Paris,* dont le directeur, M. Henri Simond, était un des fidèles du général de Castelnau, ne lui ménageait pas son appui.

Le général de Castelnau avait été nommé chef d'État-Major général avec, assurément, promesse de succession. Tout de suite, flairant le danger, Joffre s'était ingénié à écarter le péril; d'abord en exigeant que le général de Castelnau ne fût pas investi par un décret, ce qui eût contribué à le rendre indépendant du généralissime, mais par une simple lettre de service émanant de lui, ce qui faisait de Castelnau le subordonné et non l'*ad latus* du commandant en chef; pour le reste, l'entourage de Joffre se chargeait de décourager le général de Castelnau en faisant preuve de mauvaise volonté.

On feignit de l'ignorer, on continua à travailler comme s'il n'était pas là, on ne lui communiquait les dossiers que de façon intermittente. Les premiers temps, il fut impossible à Castelnau de pouvoir causer en tête à tête avec Joffre : un officier dévoué trouvait toujours le moyen de rester en tiers. Au rapport du général en chef, ses avis étaient énergiquement discutés, avec plus de vivacité même que ne le comportaient la discipline et le respect dû à un homme aussi éminent. Le général s'en plaignit à ses fidèles qui prirent feu. M. Henri Simond, avisé de l'attitude du Quartier Général à l'égard de Castelnau, fit une démarche personnelle auprès de M. Briand pour le mettre au courant de ces faits qu'il ignorait sans doute. M. Briand voulut montrer

sa bonne volonté. Séance tenante, il demanda par téléphone le général de Castelnau au G. Q. G. La conversation qui s'engagea sous les yeux et, pourrait-on dire, sous les oreilles de M. Henri Simond, peut se résumer à peu près à ceci :

— Eh bien ! général, êtes-vous satisfait de votre nouveau poste?

— . . . .

— Tout marche-t-il à souhait?

— . . . .

— Vous ne désirez rien de plus, aucun changement à vos fonctions?

— . . . .

— Très bien, très bien, j'en suis heureux. C'est ce que je voulais savoir.

D'après les demandes, il était facile de deviner quelles réponses le général de Castelnau avait cru devoir faire aux questions qui lui étaient posées par le président du Conseil. Le général poussait trop loin le patriotisme, le respect de la hiérarchie, il était trop pénétré d'esprit militaire pour formuler la moindre plainte qui aurait pu avoir des conséquences graves contre son chef. Malgré son cabinet remuant et belliqueux, le général de Castelnau était pacifique. Il ne voulut finalement jamais se prêter à aucune intrigue et Dieu sait si l'on en trama autour de lui, aux diverses époques où ses partisans, convaincus qu'il y allait de l'intérêt de la France, voulurent le hisser au commandement suprême. Alors que ces événements se passaient il n'eût tenu qu'à lui d'y arriver. Une rupture violente avec le généralissime, que les procédés maladroits et vexatoires employés

par l'État-Major auraient parfaitement légitimée et M. Briand, malgré toute sa bonne volonté, n'aurait pu maintenir le général Joffre contre l'assaut de ses ennemis. Tant de loyauté et d'abnégation méritent d'être admirées.

Par un curieux hasard, l'auteur de ces lignes se trouvait, le jour même où M. Briand réclamait au téléphone le général de Castelnau, dans la pièce attenante au bureau du général Pellé qui servait de cabinet à son officier d'ordonnance. Il vit tout à coup le major-général la traverser en coup de vent, appeler le général de Castelnau et lui dire : « Mon général, M. le président du Conseil vous demande au téléphone. » Le général de Castelnau vint sur-le-champ. On avait probablement, à la demande du général Pellé, passé la communication dans la pièce de l'officier d'ordonnance. Le général de Castelnau prit l'écouteur. L'auteur de ces lignes sortit par discrétion. Le général Pellé resta présent. Était-ce la conversation que M. Henri Simond entendit qui s'engageait ? C'est possible. Mais il est bien étrange que le Central téléphonique, à la demande de communication du président du Conseil n'ait pas, comme il le faisait toujours, branché sa ligne sur l'appareil qui se trouvait dans le cabinet du général de Castelnau.

Le mécontentement du chef d'État-Major général, bien qu'il refusât d'en témoigner, était trop apparent pour qu'il n'y eût pas nécessité pour le G. Q. G. de donner le change. C'est alors que quelqu'un imagina les fameuses promenades de l'après-midi, destinées à montrer à tous l'accord parfait qui existait entre les deux chefs.

Chaque jour, vers une heure et demie, le général de Castelnau sortait de sa villa, située sur la pelouse, et venait prendre le généralissime chez lui. Tous deux se dirigeaient de conserve vers la forêt, suivis seulement à bonne distance de deux policiers chargés de veiller à leur sécurité. Puissant et massif, Joffre marchait les mains derrière le dos, la jambe gauche un peu en retard, ce qui faisait dire irrévérencieusement aux automobilistes du G. Q. G. : « Le cylindre de gauche tape mal. » Petit, robuste et vif, le « capucin botté » trottait un mètre en avant, fauchant les herbes de sa canne, puis faisait brusquement demi-tour pour se remettre au niveau du grand chef. Tous deux, en devisant, gagnaient un banc situé au carrefour du Portail, sur lequel ils s'asseyaient pendant un quart d'heure. Très souvent le généralissime, fatigué par la marche, s'assoupissait légèrement, tandis que Castelnau méditait sous les grands arbres. Ce banc appartient à l'histoire. M. Duplaquet, gendre de feu Mézières, conservateur du domaine de Chantilly, l'a fait remettre à neuf et l'entoure de sollicitude. Une plaque commémorative, placée par ses soins, après le départ du général Joffre, fut enlevée subrepticement quelques jours après par un amateur de souvenirs historiques. La pose de la plaque et la convoitise qu'elle suscita prouvent surabondamment dans quelle vénération on tenait le généralissime à Chantilly.

La sieste finie, les deux illustres chefs revenaient sur leurs pas. Les forestiers postés à tous les carrefours présentaient les armes; les promeneurs saluaient respectueusement et avaient la joie de recevoir en échange un sourire affable du général de Castelnau.

Puis, devant le Grand Condé, les deux hommes se séparaient. Joffre rentrait chez lui, Castelnau rejoignait son bureau. Par les fenêtres, les officiers assistaient à cette petite scène. « Service commandé, » disaient les malins. Mis au courant de ce propos, le général de Castelnau, caustique à son habitude, avait répondu : « S'il le faut, nous irons jusqu'à coucher ensemble. »

En fait, rien ne fut changé. J'en eus la preuve pendant la bataille de Verdun. Au mois d'avril, comme je sortais du 3e bureau, où je venais de prendre connaissance pour les besoins du communiqué d'un télégramme de l'armée, je rencontrai le général. Il m'interpella avec sa bienveillance coutumière : « Où courez-vous comme un petit zèbre? »

— Mon général, lui répondis-je, vous a-t-on communiqué la dernière feuille de Verdun?

Le général me fit alors cette réponse textuelle :

— Non, mon ami, on ne me communique rien à moi.

III

LES COULISSES DE LA BATAILLE DE VERDUN

Le front avait été assez agité pendant la dernière quinzaine de janvier et le début de février. A notre tentative de l'Hartmann, les Allemands répondirent par des attaques violentes dans la région de Neuville-Saint-Vaast, dans la boucle de la Somme où nous perdîmes Frise avec un bataillon qui fut fait prisonnier tout entier, et en Champagne. On devinait que l'ennemi méditait une large entreprise pour « briser dans l'œuf » notre campagne de printemps. Depuis la fin de décembre, en effet, le commandement français s'était mis d'accord avec les Britanniques pour une offensive combinée au nord et au sud de la Somme. Où se produirait la parade préventive allemande? Voilà qui faisait l'objet des discussions entre le 2e et le 3e bureaux.

Le général Dupont, avec une assurance impressionnante affirmait que le coup serait porté sur Verdun. Ses services de renseignements lui signalaient un renforcement constant des effectifs et des batteries dans la région au nord de Montfaucon, vers les jumelles d'Ornes et, généralement, sur les deux rives de la Meuse. Des divisions d'élite se massaient aux envi-

rons d'Hattonchâtel. Il avait constaté la présence de gros obusiers autrichiens ramenés du front oriental. Enfin, un peu partout dans la même région, des travaux étaient entrepris par l'ennemi, qui ne laissaient aucun doute en son esprit.

Mais avec son scepticisme habituel à l'égard du 2e bureau qu'il accusait ironiquement de dramatiser la situation, le 3e refusait de se laisser hypnotiser sur Verdun. La Champagne, l'Artois offraient également un terrain possible aux attaques. Est-ce que les chefs qui commandaient dans ces régions ne manifestaient pas, d'ailleurs, la même crainte d'être attaqués que ceux de Verdun? N'est-ce pas le travers habituel de tous de se croire toujours le point de mire de l'ennemi? Si l'Artois n'était guère favorable, étant donnée la saison, la Champagne en revanche offrait les plus larges avantages stratégiques à l'adversaire. C'est en Champagne que se produirait l'attaque principale; les autres ne seraient vraisemblablement que des attaques de diversion destinées à tromper le commandement. Mais si au G. Q. G., on penchait pour la Champagne, la croyance en l'offensive sur Verdun était si vive dans l'armée du général Herr, que de nombreuses plaintes émanant des combattants étaient arrivées au ministère sur l'insuffisance de l'organisation défensive. Le ministre s'était ému. Un échange de lettres aigres-douces aboutit à l'affirmation formelle du G. Q. G., que toutes les précautions avaient été prises en temps voulu pour parer à une tentative allemande de ce côté. Le G. Q. G. mit au jour des circulaires par lesquelles il avait prescrit les travaux nécessaires. D'autre part, l'officier de liaison de la

région fortifiée de Verdun (R. F. V.) n'avait cessé de se rendre compte par lui-même de la bonne exécution des ordres; il n'y avait rien à craindre. Enfin, le 20 janvier, le général de Castelnau s'était rendu à Verdun et avait donné des ordres pour compléter les travaux.

Et de fait, la confiance était entière. Énervé par les noises que Paris lui cherchait, exaspéré par le décret qui obligeait les officiers d'État-Major à faire un stage dans les unités combattantes et dont on rappelait chaque jour avec insistance l'obligation au Grand Quartier, le G. Q. G. souhaitait que l'attaque se produisît : « Qu'ils attaquent, ces Boches de malheur, ça fera taire au moins ces agités du parlement et du ministère. » Tels étaient les propos qu'on entendait tenir au 3e bureau. Assurément, si le G. Q. G. n'avait eu la certitude absolue que toutes les précautions étaient prises, aurait-il désiré l'événement ?

Huit jours avant l'offensive, y avait-il des incrédules qui persistaient à ne pas croire à l'assaut sur Verdun ? C'est probable. Mais la grande majorité du G. Q. G. que passionnait la lutte en perspective n'avait plus d'yeux que pour les deux rives de la Meuse. Des officiers des divers bureaux, brevetés pour la plupart, qui n'osaient se renseigner au 3e, redoutant l'accueil qui leur serait fait, venaient tous les soirs à la Section d'Information prendre connaissance des comptes rendus d'armée : « Eh bien, quoi de neuf ? Ont-ils commencé le bombardement? Vous verrez, ça ne tardera pas, » disaient-ils.

Et sur la carte appliquée au mur, ils faisaient à l'usage des réservistes que nous étions, un petit cours

de tactique. Certains, qui avaient passé par la troupe, hochaient la tête. L'un d'eux, un mutilé de la guerre, esprit positif et plein de bon sens, posait le doigt sur toute la zone boisée de Brabant à Ornes : « Ça manque de fils de fer par-là, je crains bien une sale histoire. » Le commandant Camus prédisait une histoire désagréable. J'ai toujours vu les officiers du G. Q. G., quand ils n'étaient pas directement intéressés à l'affaire et qu'ils étaient dépouillés des préjugés de bureau, raisonner avec une justesse parfaite. A plusieurs reprises, dans les circonstances graves, il y eut dans le G. Q. G. un courant d'opinion nettement contraire à ce que pensait le bureau des opérations. Mais il faut avouer que personne ne semblait se faire une idée exacte de l'ampleur qu'allait prendre l'offensive allemande. S'il y eut surprise, c'est d'abord dans ce sens qu'il faut la voir. Nul ne soupçonnait la puissance des moyens dont l'ennemi devait se servir et la méthode qu'il allait appliquer.

Enfin, la veille du jour fameux, une recrudescence d'artillerie se manifesta visiblement dans tout le secteur de la R. F. V. J'en tins compte dans le communiqué que je soumis au lieutenant-colonel Renouard. Il approuva de la tête. Il avait son air calme et souriant des grands jours. Se tournant vers les officiers qui se trouvaient là, il dit : « Ça vient, ça vient, mais si les Allemands attaquent à Verdun, sur quel bec de gaz vont-ils tomber ! »

Le 21, l'attaque commence. Nous perdons assez peu de terrain. Le 22 est plus dur à supporter. Le déchaînement de l'artillerie atteignait des proportions inconnues jusqu'à ce jour et brusquement tout plia

devant l'ennemi. Un malaise se perçoit dans le haut commandement. Il est facile de discerner dans l'attitude du bureau responsable que les événements le prenaient au dépourvu, en dépit des assurances formelles données par lui.

Le colonel Claudel, aide-major aux opérations est envoyé d'urgence pour se rendre compte sur place des événements. Il trouve la situation très grave et ne craint pas de le dire. Aussi, maugrée-t-on contre lui et dit-on qu'il perd de son sang-froid.

Il est difficile de savoir au juste, quand on n'est qu'un témoin extérieur à quoi correspond telle ou telle critique. Il faut se borner à donner l'impression qu'on recueille avec le plus de fidélité possible sans essayer de la prouver.

Que le colonel Claudel ait vu tout de suite les choses en noir, il n'y a pas lieu d'être étonné. Il eût fallu d'abord un singulier optimisme pour ne pas s'émouvoir; ensuite, par nature, le colonel Claudel prévoyait le pire. Ce colonial était aussi consciencieux que brave; mais son sens très aigu du scrupule devait fatalement paralyser son audace. Rarement, homme fut plus minutieux; il pesait longuement les termes d'une note ou d'un rapport; jamais le mot ne lui paraissait assez près de la vérité. Chez un militaire, ce don de critique était surprenant. Et, sans doute, cette qualité en temps normal était-elle appréciée, car le colonel Claudel resta au G. Q. G. jusqu'en 1917, dans un rôle un peu effacé, mais qu'on devinait de grande utilité. Il devait, à mon sens, pondérer les brillants esprits qui entouraient le commandement. Je le vois, grand et chauve, le regard inspiré se pro-

menant de long en large dans son cabinet les bras croisés, le menton dans la main, enfoncé dans des réflexions profondes, et analysant longuement le pour et le contre. Il était passionné de Maurice Barrès, dont il savait par cœur des pages entières qu'il déclamait d'une voix monotone et solennelle, altérée d'admiration. Or, Barrès est un mauvais maître pour qui doit juger vite et juste, ce n'est pas un modèle pour un officier d'État-Major. Voltaire convient mieux.

Tandis que du terrain de la bataille arrivaient les mauvaises nouvelles, une thèse se faisait jour au G. Q. G. Nous reculions? La belle affaire! Verdun, en somme, n'est qu'un point géographique, Verdun n'est pas toute la France, il ne s'agit pas d'avoir la superstition du terrain. Cette thèse, les jeunes officiers de l'entourage du général Joffre la soutinrent à table, devant M. Briand qui était venu aussitôt conférer avec le commandement sur les mesures à prendre. M. Briand avait déjà entendu des phrases semblables à Paris, lorsqu'il avait été question de ne pas défendre la capitale; c'est une thèse essentiellement militaire et qui ne manque généralement pas de vérité. Mais ici, comme pour Paris, le point de vue moral primait tout. M. Briand le dit nettement, avec une certaine véhémence. Le général Joffre, malgré son mutisme habituel, fut entièrement de son avis et affirma qu'il n'était nullement question de se replier sans combattre.

En effet, cette volonté se montre dès le 23. Brabant ayant été évacué par nos troupes, ordre fut donné de le réoccuper séance tenante. Il fallut l'évacuer, d'ailleurs, quelques heures après, notre position en flèche dans ce village, étant par trop hasardée.

Par contre, le repli de la Woëvre, décidé le 25 au soir, sans que l'ennemi ait attaqué, semble l'avoir été d'une façon un peu soudaine. Du moins, j'entendis soutenir cette opinion.

Ce repli fut annoncé au public en des termes fort élégants. La rédaction suggérée par le 3e bureau me montra une fois de plus que l'éducation militaire devait comporter un enseignement très poussé de la casuistique. Un des officiers de ce bureau que j'ai toujours considéré comme le plus habile, le commandant Fessard, proposa cette formule : « Les éléments avancés que nous tenions en Woëvre depuis les combats de l'année dernière et que nous avions gardés comme lignes de surveillance ont été rapprochés du pied des côtes de Meuse pour des raisons d'ordre militaire... » Bien qu'habitué par métier à jouer de l'euphémisme, je ne pus m'empêcher d'admirer l'adresse de cet aveu, qui devait plaire à l'esprit logique des Français, lesquels ont coutume de ne s'étonner de rien, à condition qu'on ait l'air de tout leur expliquer. Toutefois, on modifia légèrement la formule en remplaçant, ce que je regrettai, l'admirable phrase « pour des raisons d'ordre militaire », par « sur l'ordre du commandement ».

Le communiqué du 23 au soir, fut rédigé dans une atmosphère dramatique. M. Berthelot, directeur du cabinet du président du Conseil, venait de téléphoner, d'ordre du ministre, pour demander au général Pellé de corser le compte rendu et de mettre en valeur l'ampleur de l'attaque ennemie. Il fallait préparer le public aux pires éventualités pour le cas où la chose tournerait à la catastrophe. Et ce souci montre bien que ni au

G. Q. G., ni au ministère de la Guerre, le Gouvernement n'avait puisé des raisons d'avoir confiance. A mesure que M. Berthelot lui parlait, le général Pellé prenait note de ses paroles. Il me remit la feuille sur laquelle il avait inscrit les desiderata du Gouvernement, ainsi que l'ordre du jour du général von Deimling, qu'on avait trouvé sur des prisonniers et où il était question, à propos de cette attaque, de la suprême offensive engagée pour la paix. Le tout, bien utilisé, devait démontrer que l'Allemagne déployait un gigantesque effort, un effort sans précédent, et qu'elle attendait de sa réussite la fin de la guerre. D'où il était logique de ne pas s'étonner de notre recul. Quand, une demi-heure après, je descendis avec ma rédaction, je trouvai réunis dans le cabinet du colonel Claudel, alors absent, le major général, le général Janin, le colonel Dupont et le lieutenant-colonel Renouard. Craignant que je ne réussisse pas à donner l'impression cherchée, le général Pellé avait, de son côté, préparé un projet de communiqué. Je lus celui que je venais de faire. Il fut trouvé trop sobre. Celui du général Pellé, par contre, parut très alarmiste. J'avais négligé volontairement l'ordre du jour de von Deimling. L'insérer dans le communiqué, c'était rompre avec la formule à laquelle le public était habitué, c'était transformer celui-ci en une sorte de plaidoyer. On avait l'air de dire : « Comment voulez-vous que nous puissions résister ? » Il était à craindre que le public s'affolât de ce changement de ton et crût que tout était perdu. J'exposai mes raisons et proposai de donner à la presse, sous forme de note à part, le texte de Deimling.

Les avis étant partagés, le général Pellé alla prier le général de Castelnau de venir trancher en dernier ressort. Le général arriva souriant, tranquille et bon enfant, eut quelques mots plaisants sur ce conseil de guerre littéraire d'un nouveau genre et prit connaissance des textes. Il choisit le plus simple, donna plus de poids à la première phrase, glissa les mots : « ainsi qu'il avait été prévu », qui revêtent un caractère rassurant et fut nettement partisan de ne pas y insérer l'ordre du jour de von Deimling qu'on transmettrait aux journaux par une note spéciale. L'attitude du général de Castelnau marquait combien il était plein d'espoir, en dépit des mauvaises nouvelles, espoir que les autres partageaient à un moindre degré.

* * *

Quand j'arrivai chez le général Joffre pour soumettre à son approbation la rédaction définitive, je le trouvai dans le cabinet de ses officiers d'ordonnance. Il était assis entre les deux bureaux, à cheval sur une chaise, les bras croisés sur le dossier. Les deux officiers, chacun de leur côté, téléphonaient des ordres. Les yeux fermés, impassible, il écoutait, faisant le gros dos. Son visage ressortait plus rouge sous la chevelure blanche; ses sourcils froncés donnaient à sa physionomie quelque chose de farouche. Il avait l'aspect à la fois terrible et calme d'un vieux lion. Calme, certes il l'était, et son regard bleu, un regard ingénu d'enfant, contribuait à cet effet. Dans ces moments, on ne marchait autour de lui que sur la pointe des pieds. Il lisait avec une lenteur paisible

les dépêches qu'on lui apportait à signer. Il tenait à la main son stylo et, à mesure qu'il lisait, sa main droite vissait et dévissait le capuchon d'un geste machinal. C'était un langage muet dont ses familiers avaient saisi la clef. Vissait-il, le texte ne lui plaisait pas. Dévissait-il, il ne voyait pas d'inconvénient à apposer sa signature. Il passait chaque fois par ces alternatives. Si l'impression était finalement bonne, il écrivait son nom au bas de la page en caractères minuscules. Sinon, il remettait définitivement le stylo dans sa poche et faisait recommencer la dépêche. Ce soir-là, il lut avec soin le communiqué et l'approuva.

Pendant toute la période critique de ce drame de Verdun, il ne se départit point de sa sérénité.

Couché régulièrement à dix heures, sauf de rares exceptions, il dormait d'un paisible sommeil, jusqu'au matin. Deux ou trois fois, on vint pendant la nuit soumettre à son approbation des ordres urgents. La chose se passait ainsi. Après plusieurs appels le général s'éveillait, demandait à travers la porte de quoi il s'agissait. Puis, il sortait du lit, chaussait ses pantoufles et venait ouvrir, car il s'enfermait la nuit à double tour. Il se recouchait aussitôt et compulsait les papiers dans son lit. L'affaire expédiée, il allait refermer sa porte. Une fois, le commandant Thouzelier s'aperçut, dix minutes après être sorti de la chambre du général en chef, qu'il avait oublié sur la table de nuit un croquis qu'il fallait joindre au message destiné à l'armée. Il remonta, espérant que le général ne serait pas encore rendormi, mais, contrairement à son attente, Joffre était déjà retombé dans un profond sommeil.

Cette puissance de sommeil était devenue légendaire à Paris, grâce à M. Étienne.

Pendant l'affaire de Verdun, l'ancien ministre, ami personnel du généralissime, ne manquait pas de téléphoner tous les soirs, vers onze heures, au G. Q. G. pour avoir des détails sur la journée. Régulièrement, il trouvait au bout du fil un des officiers d'ordonnance.

— Eh bien ! comment vont les événements ? disait M. Étienne; le général, que dit-il ?

— Le général, répondait invariablement l'officier, il dort.

— Ah ! très bien, très bien, répliquait le bon M. Étienne complètement rassuré, si ça allait mal, il ne dormirait pas.

Ce qui ressort de toutes ces choses vues et entendues, c'est que, si l'attaque de Verdun surprit beaucoup de gens au G. Q. G. par son ampleur, sa violence et ses premiers résultats foudroyants, si elle créa dans les esprits un désarroi certain, elle ne réussit pas à émouvoir le commandant en chef. Nul doute qu'il faille lui attribuer les mesures excellentes qui furent prises. Il repoussa les solutions dictées par l'énervement du début, calma tout son monde et rétablit la confiance.

Entre autres légendes qui se sont créées, il en est une qu'il faut mettre au point. C'est celle qui a trait au rôle joué, à cette occasion, par le général de Castelnau. Voici exactement comment les choses se sont passées.

Le 24 février au soir, vers vingt heures trente, à la suite des renseignements adressés par le général commandant le Groupe d'armées du Centre, qui rendait

compte en particulier de l'impérieuse nécessité d'évacuer la Woëvre, les généraux de Castelnau, Pellé, Janin et le lieutenant-colonel Renouard se rendirent chez le général Joffre, afin de soumettre les événements à ses réflexions et de prendre une décision. Le général de Castelnau proposa de transporter à Verdun la 2e armée, commandée par Pétain, dont l'État-Major n'avait pas subi les remaniements causés par le décret sur le roulement des officiers et se trouvait le plus homogène. Cette proposition fut acceptée. Comme, à l'heure actuelle, on ignorait quelle était la situation exacte, il fut décidé que le rassemblement de ces forces aurait lieu sur la rive gauche de la Meuse. Le Quartier Général de la 2e armée fut fixé à Bar-le-Duc. La mission éventuelle de l'armée devait être, jusqu'à plus ample informé, de recueillir les éléments qui seraient refoulés sur la rive gauche et d'empêcher l'ennemi de franchir la Meuse. A vingt-trois heures, le général de Castelnau revenu au Grand Quartier après avoir pris connaissance d'autres dépêches, demanda par téléphone à l'officier de service du général en chef, si celui-ci était dans sa chambre. Sur sa réponse affirmative, il le pria d'aller demander au général Joffre l'autorisation de se rendre à Verdun pour y prendre les mesures que la situation commandait. Le général en chef fit répondre que l'autorisation sollicitée était donnée avec « pleins pouvoirs ».

A minuit trente, le général de Castelnau se met en route. Il fait une courte halte à Avize, quartier général du G. A. C. pour y prendre les nouveaux renseignements et lance un premier ordre annonçant son arrivée prochaine et prescrivant de tenir sur la

rive droite. Arrivé à Verdun, vers huit heures, il se rend au Quartier Bevaux (rive droite) et donne aux commandants des grandes unités les instructions nécessaires. Étudiant la situation d'ensemble, il juge qu'il est indispensable de remettre le commandement de la R. F. V. aux mains du commandant de la 2e armée.

Renseigné exactement sur l'itinéraire du général Pétain, en route pour Bar-le-Duc, il lui prescrivit, par message téléphonique adressé à Châlons, de se rendre immédiatement et directement à Souilly. C'est là, vers dix-sept heures qu'ils se rencontrèrent.

Quant à Pétain sur l'ordre qu'il avait reçu du G. Q. G., après la suggestion du général de Castelnau, il quitta Breteuil pour Chantilly où il arriva le 25. On a dit et même écrit (1) que le général Pétain, évitant Chantilly, passa par Paris où il vit le ministre de la Guerre. Ceci est inexact. Pétain vint à Chantilly prendre ses instructions et fila directement sur Châlons. A Châlons, il déjeuna avec le général Gouraud. Il poussa ensuite jusqu'à Souilly, où il se rencontra avec le général de Castelnau.

Le commandant Serrigny qui accompagnait le général Pétain, témoignait volontiers du calme olympien du général en chef pendant l'entrevue des deux hommes. La conversation se termina par ces mots de Joffre : « Eh ! bien, mon ami, maintenant vous êtes tranquille. » Le mot admirable devenait comique, quand on songe à la situation qu'allait trouver le général Pétain. Mais, dans la bouche de Joffre, il signifiait simplement : « Maintenant, vous savez ce

(1) MERMEIX : *Joffre et la première crise du Commandement.*

que vous avez à faire. » Il paraissait normal au généralissime qu'on fût tranquille quand on connaissait son devoir.

* * *

La nouvelle de la prise du fort de Douaumont fut connue par le communiqué sensationnel des Allemands le 26 et causa une véritable stupeur. Les Allemands déclaraient « avoir *pris d'assaut* » le fort le 25, dans l'après-midi. On ne s'expliquait pas comment la chose pouvait s'être produite, d'autant que le matin même, une partie du 20e corps ayant été engagée, la bataille commençait à prendre meilleure tournure. D'autre part, les comptes rendus de l'armée étaient muets là-dessus. Renseignements pris, la chose était malheureusement exacte, mais nul ne savait, au juste, comment l'événement était survenu. Cependant, nous ne pouvions nous taire plus longtemps.

Dans l'ignorance totale où l'on était à Chantilly, de la façon dont la prise d'assaut du fort avait eu lieu, on imagina dans le communiqué du 26 au soir des péripéties d'attaque qui avaient assurément mille chances pour une d'être vraies. Voici le communiqué, tel qu'il parut dans les journaux :

« Une lutte acharnée se livre autour du fort de Douaumont, qui est un élément avancé de l'ancienne organisation défensive de Verdun. La position enlevée ce matin par l'ennemi, *après plusieurs assauts infructueux qui lui ont coûté des pertes très élevées*, a été de nouveau atteinte et dépassée par nos troupes que toutes les tentatives de l'ennemi n'ont pu faire

reculer. » Rédaction à la fois précise et vague qui prêtait à l'équivoque et pouvait faire supposer, entre autres choses, que le fort était repris. Il n'était venu à personne l'idée que les ennemis s'en étaient emparés sans combat.

En réalité, le compte rendu de l'armée du 26, huit heures du soir, portait simplement ces mots : « Situation imprécise à Douaumont. Nos troupes seraient arrivées jusque devant le fort et se seraient installées dans les fils de fer. » Un message complémentaire ajoutait que nous dépassions le fort à droite et à gauche.

Or, la vérité, que l'on sut après enquête, était celle-ci. Pendant une relève des troupes qui combattaient aux environs du fort, on avait totalement négligé de s'inquiéter de ce qui se passait à l'intérieur nul n'ayant de consigne à ce sujet. Le fort était resté occupé par un gardien de batterie indépendant et quelques hommes. Des Brandebourgeois, voyant la porte ouverte, s'étaient glissés dans le fort, avaient fait prisonniers les hommes qui s'y trouvaient et la nouvelle sensationnelle avait couru le monde. Peu après, les Français, installés sur les pentes, avaient vu avec stupeur qu'on tirait sur eux du fort. La présence du gardien de batterie permit à l'ennemi de dire que le commandant du fort avait été fait prisonnier. D'où, au G. Q. G., la croyance que la forteresse avait été perdue après un violent combat.

La rédaction adoptée dans le communiqué du 26 fit croire à tout le monde que le fort était à demi encerclé. C'était beaucoup dire, le compte rendu d'armée n'en disait pas autant; il eût mieux valu

reproduire les termes dont il se servait et qui étaient ceux que je signale plus haut. La presse, selon sa coutume, força la note. Les chroniqueurs militaires concluaient de ce demi-encerclement que les Brandebourgeois, enfermés dans le fort, seraient bientôt contraints de se rendre. Au bout de quelques jours, ils commençaient à se demander, non sans humeur, pourquoi la garnison, manquant de vivres, ne s'était pas encore rendue, d'autant qu'on ne signalait aucun changement dans la situation. Il fallut, par l'intermédiaire du bureau de la presse, les prier d'abandonner le leitmotiv de l'encerclement.

Au vrai, il ne s'agissait nullement d'un siège. Nous avions dû, peu à peu, sous le feu terrible de l'ennemi, ramener nos troupes légèrement en arrière. D'autre part, les Allemands avaient creusé sur la face nord de l'ouvrage un boyau qui les mettait en communication avec leurs lignes. Cette aventure nous montra combien il était dangereux de faire luire dans le communiqué un espoir qu'on n'était pas sûr de voir se réaliser.

C'est pendant cette période que le général Pellé, comprenant qu'il fallait à tout prix renseigner la France et le monde entier sur les péripéties de la lutte, donna plein pouvoir à la *Section d'Information*. Le lieutenant de Tessan, officier informateur, se rendit en mission à la 2e armée. Chaque jour, il téléphonait directement au G. Q. G. un récit sur les combats que l'on transmettait le soir même à la presse. Le sous-lieutenant Madelin, puis le capitaine Henry Bordeaux vinrent ensuite participer à cette tâche. Par eux, notre admirable résistance fut connue dans ses

moindres détails, les effroyables pertes subies par l'agresseur dévoilées avec une insistance qui exaspérait l'ennemi.

Chaque soir, également, un télégramme résumant la situation partait à destination de nos attachés militaires. Bien plus, aucune des assertions fantaisistes et mensongères du communiqué allemand ne restait sans réponse. La tour Eiffel ne cessait de lancer des radios de démentis rédigés en style véhément qui réduisait à néant les effets de la propagande ennemie. Quelquefois, le ton de la polémique rappelait celui des héros d'Homère par la vivacité de l'invective. Le général Pellé, avec sa merveilleuse lucidité et son activité dévorante, avait l'oreille à tout, stimulait les efforts de ses collaborateurs, prenant part lui-même à la polémique engagée par la voie des airs, tout en accomplissant son écrasante tâche quotidienne.

Dans le même temps, l'aspect du 3e bureau ne manquait pas d'intérêt. On se rendait compte alors de ce que représente un État-Major bien organisé. Chaque officier avait son rayon déterminé. L'un s'occupait des mouvements de troupes et, d'un point du front à l'autre, mettait en marche d'un simple coup de téléphone les divisions de renfort. Un autre présidait aux mouvements des batteries et prélevait partout les canons inutilisés. Je me souviens d'un convoi de quatre-vingt-dix kilomètres de long qui fut mis en route séance tenante. Il fallait prévoir les croisements des convois, prescrire les arrêts, varier les itinéraires des troupes appelées à le rencontrer. D'autres, d'accord avec la D. A., réglaient les ravitaillements, les cantonnements, les transports. Le

colonel Ragueneau, chef de la Direction de l'arrière avec la collaboration du commandant Girard, chef du Service automobile, organisait cet admirable circuit de camions automobiles qui parvint à subvenir entièrement pendant six mois aux besoins de l'armée de Verdun. Le général Ragueneau multipliait les tours de force, aidé de son adjoint, un homme d'une terrible énergie, d'une autorité tyrannique, le lieutenant-colonel Payot. Tous ces hommes travaillaient nuit et jour, réparant à force d'ingéniosité et de labeur les imprévisions du début, tandis que les commissions de la Chambre et du Sénat s'indignaient, avec raison, de ce qu'on avait laissé si longtemps ce secteur menacé uniquement desservi par un chemin de fer à voie étroite et par une ligne transversale sous le canon de l'ennemi, sans essayer de l'améliorer. On ne s'imagine pas ce que peut déployer d'initiative, de souplesse et d'intelligence un État-Major français dans un moment pareil. L'on comprend qu'il faut, pour de telles besognes, des hommes spécialisés, rompus à ce genre de travail. La moindre erreur d'organisation compromet le sort d'une bataille, car les combattants ne peuvent attendre. Vivres, munitions, matériaux, tout doit être en place à l'heure voulue.

* * *

Une des caractéristiques les plus étonnantes de l'offensive sur Verdun a été la persévérance des Allemands à poursuivre leurs attaques. Jusqu'à ce jour, après la violence inhérente aux premiers assauts,

la lutte allait diminuant d'intensité ; elle s'arrêtait tout à fait après un délai de quinze jours, un mois au maximum. Mais, décidés à atteindre, coûte que coûte, la forteresse, les Allemands ne firent qu'amplifier leurs efforts. Le 6 mars, ils élargirent l'attaque à la rive gauche qu'ils s'étaient contentés de bombarder violemment depuis le 21 février.

Cette extension du front offensif était attendue par nous. Aussi l'ennemi se heurta-t-il à une résistance efficace. Les journées du 7 et du 8 mars entre autres se déroulèrent à notre avantage. D'abord maîtres du bois des Corbeaux, les Allemands en furent chassés par nos victorieuses contre-attaques. Le 9, ils engagèrent la lutte sur les deux rives à la fois. En dépit d'efforts violents, renouvelés toute la journée, ils furent repoussés partout avec des pertes considérables. Un radio triomphant signala leur défaite à l'univers que notre résistance inébranlable enthousiasmait. Selon la tactique employée, nous mettions en valeur l'importance des pertes allemandes.

Il ne se passait pas de jour, en effet, sans que le communiqué, avec une régularité qui commençait à agacer les puristes du bureau de la Presse au ministère, ne mît au compte des Allemands avec quelque apparence de raison, des pertes lourdes, extrêmement lourdes, ne parlât de sanglants sacrifices, de monceaux de cadavres, d'hécatombes. De même, nos radios utilisaient sans arrêt les statistiques du 2e bureau de Verdun dont le chef, le commandant de Cointet, avait inventé une méthode de calcul des pertes allemandes qui donnait évidemment de merveilleux résultats. Tous les quinze jours, le chiffre

augmentait d'une centaine de mille ou presque. Ces 300.000, 400.000, 500.000 hommes de pertes mis en avant à tout bout de champ, décomposés en pertes journalières, hebdomadaires, mensuelles, retournées sous toutes les formes, produisaient un effet saisissant. Nos formules variaient peu : « Au dire des prisonniers, les pertes allemandes au cours de l'attaque ont été considérables... » « Il se confirme que les pertes... » « l'ennemi épuisé par ses pertes n'a pas renouvelé son effort... » Certaines formules, que plus tard on dut abandonner parce qu'elles avaient trop servi, étaient employées chaque jour : « Sous nos feux d'artillerie et de mitrailleuses... Fauchés par nos feux d'artillerie et de mitrailleuses... » Cette répétition constante impressionnait les neutres et l'Allemagne elle-même, et contribuait à créer chez nos ennemis une hantise sanglante en dépit des démentis du *Nauen* qui tentait vainement de détruire le mauvais effet de ces redites perpétuelles.

Toutefois, la situation se gâta le 10 mars. L'ennemi, en fin de journée, lançait des bataillons sur le fort de Vaux et parvenait à s'installer dans les fils de fer. Il ne devait, après d'innombrables assauts, s'emparer définitivement de la forteresse que le 7 juin. Mais cette tentative désespérée il la fit pour réparer une erreur qu'il avait commise la veille. C'est, en effet, le 9 mars que se produisit le coup de théâtre de la fausse prise du fort de Vaux. Ce jour-là, à quatre heures du soir, le service de la T. S. F. du G. Q. G. vivement ému donnait communication au major général par un coup de téléphone que le *Nauen,* dont il déchiffrait les phrases, annonçait en termes pompeux la prise du

fort de Vaux. Avec la rapidité de l'éclair, la nouvelle se répandit dans tout l'Hôtel. Déjà Paris, avisé par la Tour Eiffel, demandait fébrilement des explications. La stupeur la plus complète régnait au 3e bureau. Justement c'était une journée relativement calme. Le compte rendu de la matinée ne signalait que des choses insignifiantes. Il semblait impossible qu'en cas d'une offensive imprévue de l'ennemi, l'armée n'eût pas immédiatement fait parvenir un message. L'État-Major de Souilly, sollicité aussitôt par téléphone, se montra aussi stupéfait que le G. Q. G. Un officier fut dépêché, séance tenante, pour se rendre compte sur place de la situation. A six heures du soir, la réponse arrivait. Le fort était non seulement entre nos mains, mais il n'avait pas même été attaqué. On se perdait en conjectures sur les mobiles qui avaient pu inciter l'État-Major allemand à semer cette fausse nouvelle. Notre démenti ne se fit pas attendre, comme on le pense, et toute la nuit des dépêches par voie des airs furent adressées à nos attachés militaires. J'ai conservé comme souvenir la note indignée que le général Pellé écrivit de sa main en réponse à ce mensonge. La voici à titre de curiosité :

« Le radio allemand du 9 mars affirme que dans une brillante attaque de nuit les régiments de réserve de Posen nos 6 et 19, sous la direction du général de l'infanterie von Guretzki-Cornitz, ont emporté d'assaut le fort cuirassé de Vaux ainsi que de nombreuses fortifications voisines.

« Cette assertion est fausse de tous points. A l'heure même où paraissait aujourd'hui le radio allemand,

Le radio allemand du 9 Mars ~~prétend audacieusement~~ affirme que dans une brillante attaque de nuit les Regts de réserve de Posen nos 6 et 19 sous la direction du Gal de l'infanterie von Guretzki-Cornitz, ont ~~enlevé~~ emporté d'assaut le ~~ro~~ fort cuirassé de Vaux ainsi que de nombreuses fortifications voisines

Cette assertion est fausse de tous points. A l'heure même où paraissait aujourd'hui le radio allemand un officier ~~de liaison français~~ d'État-major français entrait dans le fort de Vaux, constatait qu'il n'avait pas été attaqué et que la garnison était calme à son poste.

TEXTE ORIGINAL DU RADIO LANCÉ PAR LA TOUR EIFFEL LE 10 MARS
(Écrit de la main du général Pellé.)

un officier d'État-Major français entrait dans le fort de Vaux, constatait qu'il n'avait pas été attaqué et que la garnison était calme à son poste. »

Le lendemain, les Allemands qui s'étaient rendu compte de leur erreur, tentèrent d'arranger l'affaire avec leur impudence habituelle. Ils déclarèrent froidement que les Français « après plusieurs assauts désespérés qui leur avaient coûté de lourdes pertes » s'étaient de nouveau emparés du fort. Ce trait qui dépasse tout ce qu'on peut imaginer donne une idée des mensonges que contenaient les communiqués allemands.

On ne se figure pas quelles alertes habituelles nous valaient ces altérations de la vérité. Pendant toute la période de Verdun, un certain nombre de familiers des couloirs de la Chambre attendaient que le *Nauen* arrivât au Palais-Bourbon pour s'emparer de ce qu'il contenait et répandre l'alarme. Le G. Q. G. avait beau protester là contre; il avait toutes les peines du monde à faire croire qu'il ne cachait rien. Par une singulière aberration, c'était le *Nauen* qui, dans ce milieu, faisait article de foi. Le bureau de la Presse du ministère en était réduit à demander presque journellement des confirmations pour dissiper ces rumeurs. Il est vraiment extraordinaire que le Gouvernement n'ait jamais pris des mesures énergiques pour supprimer cet état de choses. Les officiers du bureau de la Presse avaient la naïveté de nous dire, quand ils nous mettaient au courant des bruits qui couraient : « L'opinion est très émue de telle affirmation du *Nauen*, » comme si l'on pouvait

assimiler le pays à cette poignée d'alarmistes.

Pour en revenir au fort de Vaux, une explication plausible de l'erreur initiale commise par les Allemands a été donnée plus tard par le général Nivelle qui commandait le secteur. A l'ouest du fort de Vaux se trouvait une petite redoute que les Allemands tentèrent ce jour-là d'enlever par surprise avec de faibles effectifs. Nos troupes les repoussèrent et leur firent des prisonniers qui furent dirigés aussitôt sur le fort. Un guetteur ennemi, voyant des soldats en uniforme gris-vert passer sur les glacis, dut croire que le fort était pris et lança une fusée spéciale. La nouvelle arriva au G. Q. G. allemand qui, sans vérifier, rédigea son bulletin de victoire.

* * *

Les attaques contre le Mort-Homme fournirent un autre exemple typique des moyens qu'employait l'ennemi pour créer le doute dans les esprits. Était-ce l'effet de ce nom funèbre ou pour quelque autre raison? Toujours est-il que l'opinion publique dans les deux pays attacha tout à coup une importance capitale à cette position : « Tenons-nous le Mort-Homme ? » telle fut, pendant un mois, la préoccupation dominante des journalistes français. La hauteur du Mort-Homme, orientée nord-ouest, sud-est, possédait deux sommets indiqués sur la carte au quatre-vingt millième par les cotes 265 et 295. Le 21 mars, les Allemands, dès qu'ils prirent pied sur la cote 265, annoncèrent triomphalement, selon leur coutume,

qu'ils étaient maîtres du Mort-Homme. Nous opposâmes un démenti formel. Le Mort-Homme étant évidemment constitué par les deux sommets, comme nous tenions le plus élevé, ils ne pouvaient dire qu'ils possédaient la hauteur. L'ennemi persista dans ses affirmations et déclara qu'il occupait 295 depuis plusieurs jours. Nous répliquâmes que c'était impossible, puisque 295 était au sud de 265, et qu'ils reconnaissaient eux-mêmes que leur ligne passait par la crête de 265. C'est alors que les Allemands imaginèrent de faire reproduire dans les journaux d'Outre-Rhin un fragment de la carte au quatre-vingt millième où le sommet 265 se trouvait au sud de 295. Inutile de dire que nous répondîmes par une reproduction des vraies cartes. Le résultat de ce mensonge fut que nos ennemis, le jour où ils s'emparèrent effectivement de 295, se virent contraints de ne pas l'annoncer. Et nous nous empressâmes, à notre tour, de garder le silence.

* * *

En dépit de ce drame qui se poursuivait avec une sanglante régularité sur le front de Verdun et dont on ne voyait point la fin, le calme régnait dans l'esprit de l'État-Major, sauf aux quelques jours de grand péril. Notre attitude passive, — qui, d'ailleurs, cachait la préparation de la bataille de la Somme, — semblait nous satisfaire puisque le résultat final de ces assauts infructueux devait être l'usure de l'armée ennemie. On échafaudait sur cet épuisement de l'adversaire des espoirs démesurés.

Il est vraiment curieux, à cette occasion, de constater que l'État-Major nourrissait des idées qu'il n'avait pu assurément dégager de l'enseignement des guerres précédentes, puisque jamais on n'avait assisté encore à une lutte semblable, où les nations mettaient en avant toutes leurs forces. A dire vrai, ces idées n'étaient pas exactement adéquates aux conditions du problème que nous avions à résoudre. Elles dataient pour la plupart, elles avaient un je ne sais quoi de désuet, et ce n'est que par une généralisation arbitraire que nos officiers les appliquaient aux circonstances présentes. Vraiment, ce n'est pas se montrer injuste à leur égard que de faire remarquer qu'ils ont manqué d'imagination. Avec une obstination étrange, ils s'efforçaient de faire cadrer leurs manuels de l'École de guerre avec les réalités nouvelles qui s'offraient à nous. Comme on eût aimé qu'un génie novateur balayât tout ce fatras inutile et sût faire la part de l'esprit des principes guerriers que je veux croire éternels et de la lettre caduque qu'en bons élèves ils tâchaient de suivre exactement. Il y aurait toute une étude à écrire sur la logique de ce Port-Royal militaire qu'est le G. Q. G. Ses syllogismes d'un ordre tout spécial, ont cependant pénétré dans le public qui s'y est vite accoutumé. Au début, je les suivais avec une certaine peine, car ils jaillissaient de cerveaux qui ne fonctionnaient pas de la même manière que le mien. Je reçus, par exemple, un jour, la note suivante du général Dupont, lequel l'avait rédigée sur la demande du 3e bureau. Je la transcris mot à mot :

« Le 3e bureau demande qu'à l'occasion de l'arrivée

sur le front de Verdun du XXIIe régiment ennemi, on indique à l'opinion, aux neutres et aux attachés militaires, qu'il y a là un succès. La forme suivante est proposée : « Alors que les réserves stratégiques de Joffre sont toujours disposées en arrière de tout son front aux nœuds de voies ferrées favorables à des concentrations rapides, nous voyons apparaître sur le front d'attaque allemand, après les forces disponibles du front de l'Oise à Belfort, celles de leurs réserves qu'ils gardaient précieusement et que le G. Q. G. de Guillaume ne voit partir qu'à regret. »

« Ce serait une occasion d'habituer et l'opinion, et les neutres, et les attachés militaires, et peut-être aussi les alliés à la valeur du succès mesurée à celle de l'effort dépensé par l'ennemi pour des résultats minimes. »

Si je me souviens bien du sens de ce papier en le relisant aujourd'hui, on tirait un grand motif d'espoir de ce fait que nos ennemis pour les besoins de leurs attaques de Verdun avaient engagé un élément de leurs réserves stratégiques, tandis que les nôtres étaient intactes. Ce point de vue statique appliqué à une guerre entre nations, alors que chaque belligérant disposait des ressources entières de son pays, il est bien étonnant tout de même qu'un 3e bureau l'ait eu encore dans la troisième année de la guerre, tout comme s'il s'était agi d'une simple bataille où l'engagement des réserves d'un adversaire constitue pour l'autre un symptôme favorable de prompte infériorité. Mais cette illusion de l'issue de la guerre par l'usure de l'ennemi, l'État-Major de Joffre l'a eue jusqu'à l'aveuglement. Pendant cette même offensive

de Verdun, le général Pellé, pourtant si avisé, écrivait de sa main ce thème de propagande auquel il croyait dur comme fer, ainsi que tout le G. Q. G :

« Cette offensive use les forces actives de nos adversaires, dont les ressources en hommes s'épuisent. Nous avons constaté que la classe 1916 est déjà sur le front. Il restera la classe 1917, qu'on commence à appeler et des ressources de troisième ordre (hommes au-dessus de quarante-cinq ans, ou anciens réformés). *Dans quelques semaines, les forces allemandes épuisées par cet effort se retrouveront en face de l'ensemble des forces de la coalition* (dix millions contre sept millions). »

Quand on songe que ceci se passait dans les premiers mois de 1916, et qu'il n'était alors nullement question de l'Amérique, on reste confondu. Par une extraordinaire aberration, on ne voyait que l'usure de l'ennemi; il semblait que nos forces à nous fussent inusables. Le général Nivelle partageait les mêmes idées. On a vu le résultat en 1917.

* * *

Je retrouve également touchant cette bataille de Verdun un des nombreux papiers rédigés au G. Q. G. et destinés soit à passer sous les yeux des Commissions de l'armée du Parlement, soit à fournir des thèmes d'articles de propagande. Lu à distance, il n'est pas sans provoquer un léger étonnement. Celui-ci est daté du 18 mars 1916. Il porte l'en-tête : Grand Quartier Général des Armées du Nord et du Nord-Est; État-Major, 3[e] bureau. Il s'exprime ainsi :

« *A la suite des offensives d'ensemble d'Artois et de Champagne, le général commandant en chef avait décidé que les groupes d'armées devaient s'établir momentanément dans une situation d'attente permettant d'arrêter toute offensive de l'ennemi (même si ce dernier attaquait en force avec le secours des troupes ramenées d'autres fronts).*

« *A cet effet, les réserves locales ont été articulées pour permettre* le déclenchement instantané des contre-attaques.

« *Les réserves d'armée et des groupes d'armées ont été disposées de façon à pouvoir être rapidement portées sur les points menacés : (régions de cantonnements déterminées en conséquence ; embarquements préparés de façon à pouvoir s'exécuter sur un ordre télégraphique ; un Etat-Major d'armée a été rendu disponible en vue de son emploi éventuel sur le front.)*

« *Pour la région de Verdun en particulier, les* procédés nécessaires avaient été depuis longtemps préparés de façon à permettre l'entretien de forces importantes dans cette région, dans l'hypothèse même où la voie ferrée Châlons-Verdun ne pourrait être utilisée.

« *Cette organisation avait fait ses preuves au moment de l'opération de Woëvre, en février* 1915. *Nous n'avions qu'à la perfectionner (amélioration de la voie du meusien Bar-le-Duc-Verdun, emploi intensif des moyens automobiles).*

« *Elle a donné toute satisfaction.* »

Ceci c'est la thèse du 3e bureau dans toute sa pureté ! Ainsi donc, il n'est pas vrai que nous ayons été, le moins du monde, pris au dépourvu lorsque les Alle-

mands ont attaqué le 21 février; toutes les troupes étaient à pied d'œuvre, le meusien donnait le rendement voulu, les circuits automobiles étaient prêts ! Et pourtant les débats secrets à la Chambre, mille dépositions recueillies, les discussions de Gallieni avec le G. Q. G., enfin ce qu'il nous a été possible de voir de nos yeux, tout cela n'existe pas. L'État-Major avait tout réglé, tout prévu et sa satisfaction a été complète !

Voilà comment on écrira l'histoire dans cinquante ans, quand, les témoins étant morts, les historiens consciencieux, désireux de remonter aux bonnes sources, liront les archives de l'État-Major.

Crions-leur tout de suite : « Casse-cou. » Mettons-les en garde contre cette vaste entreprise d'atténuation de la vérité que j'ai vue s'accomplir, jour à jour, sous mes yeux. Et s'ils n'en tiennent pas compte, ils nous feront douter de l'histoire tout entière. Quand je vois un historien aussi averti que Louis Madelin consulter gravement les archives officielles, se faire remettre et ouvrir avec un saint respect les registres du G. Q. G.; bien plus, y croire aveuglément sans essayer de les contrôler, de les critiquer par des témoignages ou, simplement, par les comptes rendus des comités secrets qui ont une valeur certaine puisque, le ministre de la Guerre y assistant, la contre-partie existe, je ne peux m'empêcher d'être déçu. Ah ! l'État-Major aura eu la chance d'avoir sous la main un historien de grand talent pour soutenir à la face du monde toutes ses thèses. Louis Madelin se console, peut-être, en disant qu'il fait une œuvre utile à la France. Il se trompe, c'est la vérité seule qui est utile au pays; quand il

verra les mêmes erreurs se reproduire, peut-être regrettera-t-il sa fidélité et son esprit d'obéissance. Il est mauvais qu'un historien ait été mobilisé; il reste toujours en lui du sous-lieutenant qui obéit à ses chefs sans observation, ni murmure.

Et tous les autres, hélas, à de rares exceptions près, ne sont-ils point pareils ?

Quand je songe qu'on cherchera la vérité sur l'affaire Nivelle et l'offensive du 16 avril dans le rapport rédigé par les trois arbitres militaires si imprudemment nommés par M. Painlevé, par un excès de conscience dont on ne lui a pas été reconnaissant, on ne peut que frémir. Foch, Gouraud, Brugère ayant consulté toutes les pièces, entendu tous les témoignages des intéressés ont conclu par un magnifique *satisfecit*, à peine nuancé du reproche d'imprudence. Ils applaudissent à l'audace, quand il n'y eut que coupable témérité et ignorance scandaleuse. « Pas de fautes professionnelles, » disent-ils, comme si ce n'est pas une faute immense pour un général d'arriver à cet échec qui a failli décourager à jamais l'armée française. Que Foch, Gouraud, Brugère se croient tenus d'agir de cette sorte, n'est-ce pas douloureux à penser ?

Certes, je ne marchanderai pas les éloges à l'État-Major au cours de ce livre, on vient de le voir; mais quant à adopter sans examen critique les papiers officiels du temps de Joffre et de Nivelle, jamais ! Il m'en est trop passé par les mains pour n'être pas fixé et j'en ai trop écrit moi-même. Lorsque Pétain vint, une sincérité relative commença à régner; d'abord parce que les justifications furent supprimées en partie, Pétain se contentant des ordres et des

dépêches comme sources futures d'histoire. Néanmoins, sa présence n'a pu arrêter le travail des bureaux et le jeu de l'antique solidarité guerrière. Il eût fallu changer l'esprit des brevetés, mais de cela nul n'était capable.

Un soir, au G. Q. G. de Chantilly, on me fit voir le fameux ordre de la Marne qui prescrivait de faire face au nord, écrit tout entier de la main du colonel Gamelin et signé Joffre. Magnifique pièce historique, sur papier rouge ! Enfin, j'allais savoir qui pouvait revendiquer l'honneur et la gloire d'avoir dit : « On s'arrêtera là, on sera victorieux à tel endroit. » Déception cruelle ! Le fameux ordre portait trois dates différentes surchargées. Ce n'est pas par lui que nous connaîtrons la vérité.

IV

SCÈNES DE LA BATAILLE DE LA SOMME

Tandis que la bataille de Verdun se prolongeait, le bureau des opérations du G. Q. G., avec une persévérance à laquelle il faut rendre hommage, continuait à préparer l'offensive de la Somme. Le lieutenant-colonel Renouard, dès les premiers jours, avait soutenu que le seul moyen de dégager Verdun était d'attaquer les Allemands sur un autre point du front. Malheureusement, la nécessité dans laquelle se trouvait le général Pétain d'opposer incessamment de nouvelles troupes fraîches aux assauts de l'ennemi allait à l'encontre des desseins du G. Q. G. Les disponibilités destinées à l'offensive future étaient peu à peu absorbées par la bataille de Verdun. D'autant que, la méthode du tourniquet, imaginée par le général Pétain, ne laissait les divisions qu'un minimum de temps sur la ligne de feu. En ne leur imposant qu'un tribut de pertes, relativement peu élevé, le général conservait intact le moral de ses troupes. Toute division qui partait à l'attaque savait qu'aussitôt après son effort, elle serait relevée. Mais ce procédé nécessitait l'entrée en jeu de très nombreuses divisions. C'est ainsi qu'au 25 mars seulement le général Pétain disposait de vingt-cinq divisions à la 2e armée

et de six divisions à la 3e. Le chiffre de quarante divisions françaises, prévues initialement pour l'offensive de la Somme, diminuait de jour en jour. Ce grignotage allait s'accentuer par la suite.

Le G. Q. G. essaya d'enrayer cette consommation. On fit des représentations au général Pétain en le conjurant de changer de système. Il n'en voulut rien faire. Il avait assurément ses raisons que le succès a démontrées. D'autant que les retards considérables, apportés par les Anglais à préparer leur action, laissaient toute liberté aux Allemands de redoubler leurs efforts sur le front de Verdun. On ne pouvait risquer d'affaiblir la défense sous peine de voir finalement Verdun tomber aux mains de l'ennemi, avant que la bataille de la Somme fût déclanchée. Tout le bénéfice de notre résistance, et surtout le bénéfice moral, eût été perdu, même si nous avions remporté une éclatante victoire sur la Somme. On peut croire que sans l'énergie du général Pétain qui tint bon, qui réclamait des divisions et ne craignait pas, dit-on, de s'adresser au gouvernement quand le G. Q. G. faisait mine de lui résister, on aurait immanquablement perdu la forteresse. Songez que le 13 juillet, alors que la bataille de la Somme était engagée depuis près de deux semaines, un effort désespéré des Allemands les conduisit jusqu'au fort de Souville. Ils n'étaient pas loin du but.

Néanmoins, le 3e bureau a toujours persisté à donner tort au général Pétain. On lui fit grief de ses exigences et on l'accusa d'avoir désorganisé la future bataille de la Somme. Le grand succès que nous avions remporté au sud de la rivière, où la surprise avait été

complète dans les trois premiers jours de la bataille, montrait bien, disait le colonel Renouard, quelle grande victoire nous aurions remportée si nous avions pu aligner trente divisions au lieu de dix. Dans sa pensée, le succès décisif, la rupture complète, pouvaient en sortir et dès lors qu'importait la perte de Verdun ?

Le colonel Buat, qui, en mars, avait été nommé aide-major général des opérations et s'était attelé avec son énergie et sa lucidité habituelles à préparer la Somme trouva le moyen de faire cesser ce marchandage en faisant attribuer, le 9 mai, un bloc de cinquante-trois divisions au général Pétain qui eut toute liberté de jouer avec elles.

Nul doute que ces griefs ont valu au général Pétain l'hostilité du 3e bureau, hostilité qui contribua, pour une large part, à écarter le vainqueur de Verdun du commandement en chef, quand Joffre le quitta.

La question ainsi posée est évidemment d'un puissant intérêt. Mais ma conviction reste que Pétain eut raison d'agir comme il l'avait fait. Conserver Verdun, d'abord. L'échec de l'Allemagne devant la forteresse, c'était là notre vraie victoire. Était-on sûr que la bataille de la Somme, même conduite dans toute son ampleur, eût consommé la victoire décisive ? Je n'en crois rien. Nous n'étions pas suffisamment riches en matériel pour entreprendre la bataille de rupture qui eût préludé à la poursuite. D'autre part, notre méthode d'exploitation était défectueuse. Et même en avions-nous une ? La victoire poussée à son comble nous eût permis de border tout de suite la Somme, sans plus. Cela n'aurait pas empêché les Anglais, à notre gauche,

de reperdre, dans la nuit du 1er au 2 juillet, comme ils le firent, une grande partie du terrain conquis. Un gain de six à huit kilomètres en profondeur n'aurait pas compensé la perte de Verdun. En s'appuyant sur nos expériences postérieures, l'histoire donnera entièrement raison au général Pétain. Et qui sait même si, Verdun tombant avant le 1er juillet, nous aurions pu ouvrir dans les mêmes conditions la bataille de la Somme ? Il ne faut pas oublier qu'à ce moment de fortes disponibilités allemandes en troupes et en matériel se trouvaient devant Verdun qui leur firent défaut le 1er juillet.

A chaque instant, dans cette guerre, on s'aperçoit que la victoire a été le fruit d'une collaboration. Des hommes de pensée et de tempérament différents arrivent à harmoniser leurs initiatives pour le plus grand bien du pays, à condition qu'un chef suprême sache associer leur effort, au lieu de les paralyser. Le mérite du lieutenant-colonel Renouard n'en reste pas moins entier. C'est à la ténacité de Pétain que l'on doit d'avoir remporté une victoire défensive à Verdun, mais c'est à l'énergie têtue du lieutenant-colonel Renouard que nous devons de l'avoir pu compléter par une victoire offensive qui a finalement dégagé la ville assiégée.

Jamais le chef du 3e bureau n'abandonna ce projet, même aux heures les plus critiques où il semblait que tout allait être perdu à Verdun. Dans ces moments, il subissait de nombreuses pressions pour que l'offensive projetée fût déclenchée séance tenante sans attendre les Anglais, ou avant qu'ils fussent suffisamment prêts. On disait partout que cette boucherie

ne pouvait indéfiniment se prolonger. La nervosité de la presse était extrême. Eh quoi ! depuis trois mois l'Allemagne lançait toutes ses forces sur nous, usait nos réserves, et nos alliés assistaient sans bouger à ce massacre ! Cela paraissait monstrueux. Un homme moins ferme n'eût pas résisté à cet énervement. Ajoutez à cela que de la 2e armée même arrivaient des invites pressantes. On réclamait une diversion sur un point quelconque du front destiné à nous soulager. Mais le lieutenant-colonel Renouard voulait engager une bataille de longue haleine et non tenter une diversion qu'il eût fallu arrêter bientôt. Pour arriver à ce résultat, il était nécessaire que les Britanniques fussent en possession de tous leurs moyens; il fallait réaliser d'immenses travaux, accumuler sur le front d'attaque un énorme matériel. On avait, d'autre part, convenu avec les alliés que l'attaque aurait lieu le 1er juillet; ils ne pouvaient être prêts avant cette date; les faire partir prématurément risquait de compromettre le succès de l'entreprise. Bref, au 1er juillet, comme il avait été prévu, depuis décembre 1915, avec une exactitude admirable, nos troupes passèrent à l'attaque, alors que l'ennemi nous croyant incapables de cet effort, ne pensait avoir à résister qu'à nos alliés.

Là encore, il faut rendre justice au général Joffre dont la magnifique impassibilité permit au bureau des opérations et à son chef de jouer la partie jusqu'au bout.

Le généralissime avait apporté à tous ces préparatifs une grande attention. Selon sa coutume, il refaisait lui-même les comptes des disponibilités en

munitions qu'on lui soumettait, vérifiant les additions pour voir si aucune erreur ne s'y était glissée. Les résultats de la matinée étaient excellents. Le général paraissait tout guilleret et se montrait plus loquace que d'habitude. Dans ces moments, il faisait volontiers des plaisanteries à table et disait, par exemple : « Ils doivent être bien embêtés les Boches. » Toutefois, il recommanda d'annoncer avec la plus grande prudence les premiers succès. Il partit pour le Quartier Général de Foch, dans l'après-midi. Il rentra le soir, non moins satisfait, mais persista dans cette attitude modérée. Il ne voulut pas que le communiqué fît mention de la totalité de nos gains et dit qu'il fallait garder pour le lendemain une partie de ces bonnes nouvelles. Le succès au sud de la Somme dépassait toutes nos prévisions. Nos troupes avaient bousculé l'ennemi surpris et balayé tous les obstacles. On pouvait croire qu'on serait à la Somme le lendemain, tant l'adversaire paraissait en désarroi. La journée du 2 juillet fut également excellente pour l'armée française. Malheureusement, des contre-attaques ennemies, très violentes, avaient réussi à refouler nos alliés en de nombreux points. L'attaque ayant lieu en direction du nord-est, vers Cambrai, nous ne pouvions songer à avancer sans être appuyés à notre gauche par les Britanniques. Il fallait les attendre.

A ce moment, le général de Castelnau, d'après ce que j'entendis raconter par un de ses officiers d'ordonnance, proposa de modifier le plan primitif. La surprise ayant joué dans le secteur français d'attaque, on devait en profiter pour rabattre franchement

face à droite, celles de nos troupes qui marchaient au sud de la Somme en direction de l'est. On prenait ainsi à revers les divisions allemandes qui s'échelonnaient dans le saillant de Chaulnes devant la 10e armée; ce mouvement pouvait contraindre l'adversaire à un large repli. En tout cas, on pouvait faire 50.000 prisonniers; d'autant que la 10e armée qui devait s'engager quelques jours plus tard, à la droite de la 6e, en intervenant immédiatement, aurait accroché l'ennemi de front tandis qu'une partie de la 6e armée le menaçait sur ses derrières. Si l'on songe au désarroi dans lequel se trouvaient les Allemands le 3 et le 4 juillet, il semble que le rabattement eût été possible ces jours-là. Les renseignements venus de la 6e armée ont montré que nous n'avions plus en ce moment en face de nous, au sud de la Somme, que des unités dispersées. Ce fait en témoigne : un régiment entraîné le 4 juillet par l'ardeur de la poursuite entra dans Barleux, dépassant les objectifs qui lui avaient été assignés. La méthode des objectifs limités était en pleine faveur et quoique Barleux ne fût pas défendu, un ordre formel du commandement obligea le régiment à se replier à l'ouest de ce village. Ce qui était possible ce jour ne le fut plus le lendemain et encore moins les jours suivants. L'ennemi, pendant la nuit, creusa en hâte des tranchées, jeta sur la rive gauche de la Somme des bataillons armés de mitrailleuses. Barleux, attaqué avec acharnement, ne put jamais être repris. Une barrière se dressait désormais devant nous, qui arrêtait toute progression vers le sud.

Le plan du général de Castelnau ne fut pas adopté. Assurément, il est délicat dans une aussi vaste entre-

prise, dont tous les détails ont été minutieusement réglés, conduite en liaison étroite avec une armée alliée, de bouleverser les plans établis. Ensuite le rabattement en question, malgré les garanties de succès immédiat qu'il offrait, n'avait pas le caractère grandiose de l'offensive en direction de Cambrai, qui visait à couper les grandes voies de communication de l'ennemi. Ce ne pouvait être qu'un heureux expédient. N'empêche que cette manière eût probablement donné d'un seul coup plus de résultat que la longue et dure bataille de la Somme qui, après l'avance rapide des premiers jours, ne progressa plus que pas à pas. Mais il fallait au commandement français d'autres expériences pour se rendre compte de l'inefficacité de ces batailles d'usure d'où le facteur surprise était banni.

La lutte se poursuivit donc avec la lenteur méthodique dont les Allemands nous avaient donné l'exemple pendant quatre mois à Verdun, mais avec une violence mieux appliquée et une utilisation plus raisonnée de la manœuvre.

* * *

Malgré les succès constants, que remportèrent les troupes franco-anglaises pendant le mois de juillet, il était visible que la bataille allait être sans issue. On n'espérait plus la rupture. Au train dont nous marchions, nous ne pouvions nous approcher suffisamment des voies de communication qui alimentaient le front ennemi pour les couper et contraindre les Allemands à un repli volontaire. L'objectif cherché, chaque fois,

était telle position dominante, tel observatoire qui devait nous permettre ensuite de commander un large espace de terrain. L'objectif atteint, l'avance ne se faisait pas plus rapidement.

Il y eut, pourtant, lors de l'attaque de Bouchavesnes, un grand espoir. La conquête du village avait été si vivement menée que l'ennemi, pris au dépourvu, se trouva sans ouvrages défensifs, en rase campagne, n'ayant à nous opposer que des débris d'unités prélevées en hâte sur les divisions voisines. De l'armée, ce soir-là, des nouvelles vinrent qui permettaient les plus belles espérances. L'officier informateur attaché à la 6e armée, le lieutenant de Brinon, signala à la *Section d'Information* qu'un immense enthousiasme animait les troupes. On annonçait partout la percée, on croyait que le lendemain la poursuite allait commencer. Hélas ! comme toujours, les éléments nécessaires pour exploiter la brèche ne purent intervenir assez vite. Dans ce terrain chaotique, bouleversé de fond en comble par le bombardement, il était impossible de progresser avec la rapidité voulue.

* * *

On avait fixé l'entrée en jeu de la 10e armée pour le 20 juillet. Le 3e bureau fondait de grands espoirs sur cette extension de front et montrait une confiance extrême dans les talents du général Micheler qui commandait la 10e armée. Je n'avais jamais vu ce chef, mais la façon dont j'en entendais parler me donnait grande envie de le connaître. Il vint au G. Q. G.

avant le déclenchement de la bataille de la Somme. Il fut reçu avec un empressement marqué. La déférence que lui témoignaient les officiers du 3e bureau me confirma dans l'idée que ce général pourrait bien être une des grandes figures de la guerre. Je communiquai cette impression à l'officier informateur de l'armée, le lieutenant de Brinon, qui ne la confirma point. Il me fit un portrait assez curieux du général Micheler. Par la suite, je pus vérifier la justesse de ses appréciations. A l'entendre, le commandant de la 10e armée était un homme intelligent, mais de peu de fermeté, dont les oscillations d'humeur contrariaient souvent les décisions. Une nervosité excessive gâtait sa vision. Ancien chef d'État-Major de Sarrail, il semblait avoir hérité de celui-ci le goût très vif de la politique et le désir de se faire une clientèle. Mais quelquefois, l'officier d'État-Major reprenant le dessus, il lançait de violentes diatribes contre tout ce qui touchait au pouvoir civil. Sa facilité de parole, vraiment remarquable, l'entraînait à tenir des propos mordants en public sur des personnalités qu'il avait portées aux nues quelques jours avant. Rien n'était plus étonnant que l'audace de ses causeries à table dont ses officiers se montraient souvent gênés. De là, il lui vint une réputation d'ambitieux, capable de changer d'opinion au gré de ses intérêts. Réputation qu'il ne méritait pas, l'homme étant, en fin de compte, un sincère que menait une humeur changeante.

A la veille d'une opération, il passait par des alternatives d'espoir démesuré et de crainte extrême. C'est que son esprit lui montrait tour à tour le faible et le fort de sa position. Il n'avait pas cette faculté d'in-

hibition qui, chez les hommes de volonté, leur fait rejeter, une fois la décision prise, tout ce qui peut la troubler.

Il jouissait d'un tel crédit au G. Q. G. que, contrairement à ce qui avait lieu pour les autres généraux d'armée, on n'osait pas discuter ses réclamations. C'est ainsi qu'il se refusa délibérément à laisser circuler, dans son secteur, quelques jours avant son entrée en jeu dans la Somme, l'opérateur de la section photographique. Les vues que celui-ci prenaient étaient destinées à notre propagande en Amérique; on garantissait au général Micheler que les clichés seraient mis sous scellés jusqu'àprès l'attaque. Il ne voulut rien entendre et, par trois fois, écrivit au généralissime qu'il déclinait la responsabilité des opérations si ce photographe continuait à prendre des vues dans son armée. Il fallut en passer par là. Malgré les espérances du général Micheler, la 10e armée ne modifia pas sensiblement la situation. En fait, cette armée n'avait à sa disposition que des moyens médiocres. Elle aurait dû attaquer en même temps que la 6e pour profiter de la première surprise, mais le pouvait-elle ? On prétendait qu'elle n'était pas prête. Le 20 juillet, il était trop tard.

De tels faits montrent quelle espérance d'en finir nourrissaient nos soldats. Pendant toute la guerre, ils ont cru à chaque grande offensive bouter l'ennemi hors de France. Aussi, de quel cœur ces braves gens se jetaient-ils à l'assaut. Hélas ! si la bravoure avait suffi, les Allemands n'auraient pas souillé si longtemps le sol de notre pays. Malheureusement, le problème devant lequel nous nous trouvions était plus com-

pliqué. Le commandement avait à résoudre des difficultés toujours renouvelées. Chaque jour de combat complétait son expérience et lui apportait des éléments nouveaux. Il faut rendre cette justice à l'État-Major, qu'il ne ménageait pas sa peine. Que de règlements de combat édifiés la veille étaient modifiés le lendemain ! C'était une perpétuelle recherche du mieux dans tous les domaines. Le préjugé de la doctrine existait beaucoup moins qu'on a voulu le dire. Les avis venant des combattants ont toujours été utilisés par l'État-Major du général Joffre. C'est ainsi qu'un remarquable travail sur l'assaut, rédigé par un jeune officier de troupes, inconnu de tous, le capitaine Laffargue, eut force de loi pendant un certain temps. Cet officier fut appelé au 3e bureau du G. Q. G., son opuscule tiré à des centaines de mille exemplaires et la méthode qu'il préconisait donnée comme modèle à suivre. De tels faits parlent en faveur de l'État-Major. Aussi faut-il écouter avec une certaine méfiance les accusations des généraux limogés et d'inventeurs méconnus comme le fameux M. Archer, que soutint avec tant de véhémence le général Percin. Le canon de tranchées, dit plus tard canon d'accompagnement, qu'il avait inventé, était manifestement insuffisant. J'ai vu les officiers qu'on accusait de ne vouloir à aucun prix de cet engin, l'étudier de très près et ne le rejeter qu'après certitude qu'on ne pouvait rien en attendre.

En somme, les trois ans de guerre d'usure ont été une longue période d'études pour le commandement français. Eût-il pu réussir à créer la méthode d'attaque qui devait finalement nous donner la victoire

sans ces coûteuses expériences ? Il est bien difficile de le dire. Oui, peut-être, aurait-on pu à moins de frais utiliser la main-d'œuvre vaillante qu'on avait à sa disposition et en tirer quand même des leçons profitables. Pourtant, dans le cas de la bataille de la Somme, c'est parce qu'elle fut poursuivie avec acharnement pendant près de quatre mois, sans autre résultat apparent que de petites avances journalières que toute la ligne des positions allemandes sur un espace de cinquante kilomètres fut ébranlée au point de contraindre nos ennemis à exécuter au printemps de 1917 leur immense repli. Il est vrai qu'en novembre, alors que les opérations furent arrêtées par l'hiver, nul ne soupçonnait cette résolution d'Hindenburg. Il est fatal que des chefs soient tentés de chercher le succès, même inutile, par désir d'assurer leur avancement. Nous avons connu des périodes où, manifestement, le sang de nos soldats servait à faire lever des étoiles. Cela se produisait chaque fois que le commandement supérieur laissait trop d'initiative aux divisionnaires. Pendant la Somme, après que le général Duval, chef d'État-Major de la 6e armée, eut été obligé, par raison de santé, de quitter son poste, il y eut une série d'attaques décousues qui ne visaient pas à d'autre résultat. Mais le G. Q. G. mit rapidement le holà.

Cette bataille de la Somme, si brillamment commencée et dont nous cueillîmes le fruit inattendu l'année suivante, amena la défaveur du chef éminent qui l'avait dirigée. Quand j'arrivai au G. Q. G., en novembre 1915, le général Foch jouissait de l'admiration de tous. Moins d'un an après, il n'y avait

qu'une voix au bureau des opérations pour déplorer amèrement que ce grand homme de guerre ne fût plus qu'une gloire passée. Ses manières originales, ses tics où l'on voulait voir jadis la marque du génie, semblaient maintenant déceler les faiblesses de l'âge. Le bruit que son état de santé était chancelant se répandit à plusieurs reprises. L'accident d'automobile dont il fut victime, à ce moment, donna plus de force à ces racontars. Le jour même où la nouvelle en arriva, je rencontrai dans l'ascenseur de l'hôtel un officier supérieur, un des plus brillants Jeunes-Turcs. Il me dit brusquement, avec cet accent âpre et rocailleux qui lui donnait l'air de mâcher son ambition, que le général Foch était au bout de son rouleau et qu'il fallait lui fendre l'oreille. J'en fus d'autant plus abasourdi que deux officiers d'un jugement très sûr, le lieutenant Pernot et le sous-lieutenant Madelin, ayant eu successivement l'occasion de passer plusieurs jours auprès de Foch, étaient revenus émerveillés de l'admirable intelligence, de l'esprit lucide, de la vivacité de corps et de cerveau du général. Je leur fis part de ce propos qui nous donna beaucoup à réfléchir.

Il était visible que nous nous trouvions en face d'une contre-préparation offensive en faveur du général Joffre imaginée par ses subordonnés dévoués. De fait, celui-ci en avait plus besoin que jamais. Il était au bout de son crédit. La mort de Gallieni survenue en mai avait mis fin en apparence à la lutte engagée entre le ministre de la Guerre et le commandement, mais n'avait nullement découragé les adversaires du G. Q. G.

Cette question de la disgrâce du général Foch me préoccupait quand, tout récemment, j'eus l'occasion de rencontrer l'un des trois ou quatre officiers qui ont vécu dans la familiarité de Joffre. Interrogé là-dessus, il me raconta que les premiers jours de décembre 1916, tandis qu'il se promenait dans la forêt de Chantilly avec le généralissime, celui-ci lui dit brusquement : « Il paraît qu'il est bien malade, Foch ? » L'officier se mit à rire et, avec cette franchise qui lui était habituelle et que son chef appréciait, il répondit : « Comment, mon général, vous aussi ? Je croyais que le cabinet du général de Castelnau était seul à croire à cette maladie. » Joffre eut un léger sourire et ne répondit rien. Quelques jours après, la note qui mettait Foch à la disposition du ministre de la Guerre parut, signée du nom de Pellé. Le général Foch vint à Chantilly et fit une scène si violente à Joffre que ses éclats de voix s'entendaient dans les pièces voisines. On dit que Joffre lui répondit en bredouillant : « Vous êtes limogé, je serai limogé, nous serons tous limogés. »

Détail piquant : la fameuse note, au changement de général en chef, fut remise au général Nivelle. Mais celui-ci se défendit vivement de l'accepter. Joffre l'emporta dans ses papiers. En 1918, M. Clemenceau, alors ministre de la Guerre, demanda qu'on voulût bien la lui communiquer, ce qu'on fit volontiers ; il s'empressa de la renvoyer trois jours après, disant qu'il n'avait aucun droit à l'avoir. Elle est probablement toujours entre les mains du maréchal Joffre. La note visant la mise en disponibilité de Sarrail avec le rapport de Dubail qui la motivait eut le même

sort; aucun des généraux qui se succédèrent au commandement en chef ne voulut s'en charger. *Timeo Danaos...*

* * *

Le général Roques avait pris la suite du général Gallieni. Cette nomination se présentait comme une victoire du commandement. Le général Roques, ami personnel du général Joffre, semblait devoir l'appuyer en toutes occasions et lui servir de rempart contre les assauts de ses ennemis de Paris. Du moins, le pensait-on au G. Q. G. et se réjouit-on vivement de cette présence au ministère.

Cependant, il fut très facile de percevoir, par la suite, que le général Roques modifiait son attitude vis-à-vis de son ancien supérieur. J'ai toujours eu l'impression que le ministre de la Guerre jouait un jeu personnel. Loin de s'atténuer, les vexations recommencèrent. Le pourchas des officiers de l'État-Major continua de plus belle. Le contrôle parlementaire trouvait l'appui dévoué du ministre. La mission du général Roques à Salonique au lieu d'aboutir, comme on l'espérait au G. Q. G. à la disgrâce de Sarrail, donna à Briand l'occasion de faire l'éloge de ce général à la tribune.

Bref, lorsque l'arrêt de la Somme et les désastres des Roumains eurent rejeté dans l'ombre les succès réels remportés sur le front français pendant tout le cours de l'année, le mécontentement contre Joffre monta à son comble. La reprise du fort de Douaumont, le 15 octobre, n'avait servi qu'au général Nivelle. Ce fut sur lui qu'on reporta toute la gloire de ce

magnifique exploit et, soudain, on commença à patronner la candidature de ce général. Le G. Q. G. dut s'en rendre compte et s'y résigner. A ce moment, on parlait dans les bureaux du général Nivelle en termes élogieux. Puisque Joffre était condamné, on préférait le vainqueur de Douaumont à tout autre. Le sous-chef d'État-Major de Nivelle, le lieutenant-colonel d'Alenson, avait appartenu assez longtemps au 3e bureau du G. Q. G. où il ne comptait que des amis et des camarades de promotion. Par lui, il est probable que le général Nivelle qui possédait au plus haut point l'esprit de finesse et qui connaissait la puissance des bureaux, dut savoir que l'on voyait sa nomination d'un bon œil au G. Q. G. Visiblement, le G. Q. G. abandonnait Joffre et Pellé que rien ne pouvait sauver et qui risquaient d'entraîner dans leur disgrâce l'État-Major. Le général Pellé surtout était combattu. Le 3e bureau l'accusait de compromettre la maison par ce qu'on appelait sa manie politique. « Faisons la guerre, disaient les prudents, et ne nous mêlons pas d'autre chose. » On lui reprochait d'avoir laissé la bride sur le cou à la *Section d'Information* et à certains services du T. O. E. qui, par leurs immixtions constantes dans les domaines extra-militaires, avaient soulevé le mécontentement des Affaires étrangères et du Gouvernement. Il n'est pas inutile d'esquisser l'histoire de cette Section d'Information dont on fit un si grand grief au général Pellé, et de ce T. O. E. qui fut la tunique de Nessus du vainqueur de la Marne.

V

GRANDEUR ET PREMIÈRE DÉCADENCE DE LA SECTION D'INFORMATION

A la fin de décembre 1915, la Section d'Information, jusque-là installée au premier étage parmi les puissances, avait émigré au quatrième étage de l'Hôtel du Grand Condé pour faire place au général de Castelnau. Ce service commençait à prendre une réelle importance. Il avait été assuré d'abord par M. André Tardieu qui assuma à lui seul, en 1914 et pendant quelques mois en 1915, la tâche de rédiger les communiqués quotidiens et les récits officiels.

Le talent de M. Tardieu, sa merveilleuse facilité de travail, l'amitié que lui témoignait le général Joffre dont il partageait la table lui avaient mérité la considération du Quartier Général et, en particulier, du 3e bureau dont il était l'idole. Journaliste et parlementaire, Tardieu par la seule vertu de son prestige avait dissipé les défiances que cette double qualité aurait dû faire naître dans un État-Major.

La situation qu'il occupait était unique et nul ne la retrouva après lui. Il était, peut-on dire, le grand conseiller civil du général en chef. J'ai retrouvé dans les papiers de la Section d'Information un projet d'armistice, rédigé par lui vers mai 1915, qui ressemble beaucoup à celui qui fut établi, longtemps

après, par le maréchal Foch. On y lit déjà la clause d'occupation de la rive gauche du Rhin et des têtes de pont sur la rive droite. Quoique un peu prématuré, il témoigne de la prévoyance du G. Q. G., mais surtout de la confiance excessive qu'avaient fait naître les attaques d'Artois. En novembre 1918, dès qu'on sut que les Allemands demandaient merci, je signalai ce projet au colonel Duchesne et lui en remis une copie. Il est possible qu'elle ait été transmise au maréchal Foch et que celui-ci s'en soit inspiré.

Un avancement rapide était venu récompenser ses services. Mais, sentant qu'on pouvait l'accuser de gouverner sous le manteau de Joffre, Tardieu avait passé d'abord à l'État-Major de Foch au grand regret du général en chef. Il demanda ensuite une compagnie de chasseurs à pied. Sa conduite fut très brillante et lui valut de très belles citations à l'ordre de l'armée. A cette époque, pris d'une sorte de congestion dans son poste de commandement en première ligne, il fut à deux doigts de la mort. La nouvelle en avait même couru un soir au G. Q. G. où, d'après l'affliction générale, je pus juger du souvenir qu'il y avait laissé.

Plus tard, il est vrai, à la suite de divergences de vues avec le G. Q. G., il parut désapprouver ce qui s'y faisait. On lui attribua des propos de couloirs peu obligeants et une série d'articles du *Petit Parisien*, critiquant le haut commandement. Ce fut, à Chantilly une douloureuse stupéfaction. Longtemps on le cita comme un modèle d'ingratitude. Ceux qui étaient enclins à jouer du sentiment dépeignaient la tristesse du général Joffre devant l'abandon de celui qu'il aimait comme un fils. Et de tous ces propos, dits à

mi-voix, il ressortait clairement qu' « on avait eu le plus grand tort de faire confiance à un journaliste ». C'est peut-être pour obéir à cet état d'esprit qu'on avait d'abord choisi pour remplacer Tardieu un diplomate, le capitaine Puaux, et un haut fonctionnaire de la Banque de France, le capitaine Haulpetit. Mais ces deux officiers ayant été appelés à d'autres fonctions, on en revint aux journalistes.

Le général Pellé, en effet, avait assez de philosophie pour s'élever au-dessus de ces considérations. Il avait reconnu l'utilité de la presse et le rôle qu'elle allait être appelée à jouer dans une campagne qui menaçait d'être longue. Le commandement ne pouvait se priver d'un instrument aussi précieux. Aussi, le général Pellé entreprit-il d'organiser à la manière d'une agence de presse la Section d'Information. Un certain nombre d'officiers, journalistes et hommes de lettres de profession, y furent appelés. Répartis dans les armées, ces officiers informateurs allaient avoir pour mission d'assister aux opérations militaires et de rédiger sur place des récits destinés à faire connaître au public, avec le plus d'exactitude possible, les actions héroïques de nos troupes et le détail des combats. On en espérait un double réconfort moral : pour le pays qui vivrait en pensée avec le front; pour les soldats, qui auraient la satisfaction de voir célébrer leur héroïsme.

C'est ainsi que le sous-lieutenant Louis Madelin et le capitaine Henry Bordeaux furent affectés, l'un à la région fortifiée de Verdun (R. F. V.), l'autre à la 1re armée. Déjà aux groupes des armées du Nord, auprès du général Foch, fonctionnait un ancien rédac-

teur du *Temps*, le sous-lieutenant René Puaux. Successivement des publicistes de talent comme François de Tessan, Georges Grappe, Fernand de Brinon, Henri Menabrea, Louis Gillet, Charles Tardieu qui, jusque-là. faisaient campagne dans la troupe, furent mis à la disposition du nouveau service que dirigea un éminent journaliste de politique étrangère, M. Maurice Pernot, correspondant du *Journal des Débats* à Rome et à Vienne. On songea également à s'assurer le concours des frères Tharaud, mais il fut impossible de faire comprendre au bureau du personnel les nécessités de la collaboration littéraire. Il voulait bien affecter l'un ou l'autre des deux frères, mais aucun règlement ne permettant de les placer tous les deux à un même poste, il fallut y renoncer. Après Verdun, la lecture d'un magnifique carnet de campagne que le capitaine Delvert rédigea au cours de cette bataille dont il fut un des héros, décida le général Pellé à s'adjoindre cet officier à la Section d'Information.

Ce ne fut pas sans une certaine appréhension que les États-Majors virent arriver ces hommes dangereux qui avaient la prétention de tout voir et de raconter ce qu'ils avaient vu. Il fallut, dans certains cas, l'intervention du général Pellé pour obtenir qu'on communiquât aux informateurs les renseignements dont ils avaient besoin. Fait inouï, on put voir des officiers de complément, lieutenants pour la plupart, pénétrer dans les bureaux les plus hermétiques, feuilleter le registre des ordres secrets, interroger les généraux sans la moindre discrétion.

Bien plus, pendant la bataille de Verdun, le général Pellé décida que, pour supprimer la lenteur des trans-

missions, l'officier informateur passerait directement par téléphone son article au G. Q. G. sans le soumettre au chef d'État-Major de l'armée à laquelle il était attaché. Cette mesure froissa tant de susceptibilités que les successeurs du général Pellé la rapportèrent et revinrent à la transmission hiérarchique.

La présence de photographes militaires qui devaient accompagner l'informateur et à qui l'on accordait également la plus grande liberté d'action sur le front, ajouta au mécontentement. Quand on vit qu'ils s'apprêtaient à photographier les emplacements de batterie, les observatoires, les premières lignes et même le départ des vagues d'assaut, cela parut exorbitant. Ils se montrèrent toujours pleins de courage, surtout lorsqu'ils furent dirigés par le sous-lieutenant Croze, un chroniqueur de théâtre qui poussait l'amour des premières jusqu'à ne pas manquer une attaque.

Les préventions tombèrent peu à peu. On s'accoutuma à voir apparaître, dans les secteurs, l'informateur flanqué du photographe. Certains généraux, éprouvant même un vif plaisir à lire dans les grands quotidiens les exploits des unités qu'ils commandaient, en vinrent à réclamer leur présence. Quant aux officiers de troupes, ils avaient reconnu tout de suite l'utilité de l'institution nouvelle. Mais l'anonymat qu'il était de règle d'observer enlevait à ces récits le plus clair de leur intérêt. Maintes fois, les officiers de la Section d'Information demandèrent, d'accord avec la presse, que l'autorisation fût accordée de citer les numéros des unités engagées et le nom des chefs, comme on le faisait dans l'armée allemande. On se heurtait à une opposition de principe. L'en-

tourage du général Joffre était résolument pour l'anonymat, car ces officiers, pour leur part, n'avaient en rien le goût de la popularité. L'orgueil et la joie du travail anonyme étaient en eux. Ils n'ont jamais eu que le plaisir de la domination réelle dans l'ombre du grand chef, ce qui est la marque des ambitieux de bonne trempe que la vaine gloriole d'être connu ne satisfait point. C'était, disait-on, une question de dignité morale; l'on risquait de donner à des troupes animées du plus pur esprit de sacrifice le goût malsain de la publicité. N'y aurait-il pas, en outre, des inconvénients à faire de la popularité autour des chefs ? D'autant que, sur ce terrain, les habiles sauraient tirer toute la couverture à eux. La question ne fut jamais franchement résolue. A des périodes d'extrême sévérité succédèrent des moments de liberté relative. En fait, il fut admis que l'on pourrait nommer les officiers jusqu'au grade de chef de bataillon inclus et les unités, après un délai de quelques semaines.

La mention au communiqué officiel ne fut accordée qu'une seule fois, pendant le règne du général Joffre, au profit du commandant Raynal, lors de la défense du fort de Vaux. Plusieurs fois on fut sur le point de citer le nom de Mangin, par exemple lors de la première reprise, éphémère il est vrai, de Douaumont le 22 mai 1916, mais toujours au dernier moment le 3e bureau obtint que l'on rayât son nom.

* * *

Les innovations du général Pellé ne furent pas très goûtées non plus du Gouvernement. A l'idée que le

G. Q. G. allait disposer de journalistes à sa dévotion, un certain émoi se répandit dans les milieux parlementaires. Les journaux sont naturellement dévoués à ceux qui leur fournissent des nouvelles. Laisser communiquer directement la Section d'Information avec la Presse, c'était donner au commandement le moyen de peser sur l'opinion publique. Le spectre du coup d'État militaire, au cours de cette campagne, a hanté l'esprit des hommes politiques. Défense expresse fut faite au G. Q. G. de rien communiquer aux journaux sans passer par l'intermédiaire du ministère de la Guerre.

Il est curieux de voir que de petits faits sont souvent au point de départ de grands événements. Le bureau d'Informations militaires de Paris, anciennement placé au ministère de la Guerre, avait été annexé à la Maison de la Presse, lorsque celle-ci fut, en 1916, organisée rue François Ier. C'est par ce bureau que la Section d'Information devait communiquer avec les journaux. Une rivalité s'établit entre les deux services qui ne tarda pas à dégénérer en hostilité ouverte. La Section d'Information accusait le B. I. M. et la Maison de la Presse en général, de contrarier son effort de propagande, et tâchait de se passer d'eux le plus souvent. Le B. I. M. de son côté, accusait le service rival et le G. Q. G. de faire de la politique en nouant avec la presse des relations directes. En outre, le B. I. M., persuadé de la suprématie du pouvoir civil, niait aux militaires toute aptitude à diriger l'opinion. Au G. Q. G., par contre, on se défiait de l'ignorance des bureaux de Paris et de leur légèreté.

On ne s'imagine pas ce que ces minimes disputes

purent engendrer de complications. La Maison de la Presse touchant au Gouvernement de très près par l'intermédiaire de M. Berthelot qui, l'ayant organisée, n'admettait pas qu'on contestât son utilité, contribua pour beaucoup à aggraver la défiance que le Gouvernement, à cette époque, nourrissait contre le G. Q. G.

* * *

C'est surtout en matière de politique étrangère que l'on accusait la Section d'Information de sortir de son rôle. Et il est vrai que, dans l'intérêt du pays, le major général avait entrepris de sa propre initiative une action de propagande chez les alliés et les neutres.

Le lieutenant Pernot, collaborateur expressément choisi par le général Pellé dans cette intention, n'ignorait rien de ce qui concernait la politique européenne. Il avait passé quinze ans de sa vie hors de France, dans les cercles diplomatiques des chancelleries, et avait connu le général Pellé à Berlin. Grâce à ses relations étendues, de nombreux publicistes, des hommes politiques alliés et neutres rendaient visite au G. Q. G. Ils y trouvaient un homme averti qui leur faisait toucher du doigt les nécessités de la situation. Le général Pellé, avec son tact si fin, son éloquence persuasive, plaidait devant eux la cause de la France, montrait la victoire certaine si l'on consentait les sacrifices nécessaires. Lord Northcliffe, entre autres, vint à plusieurs reprises et acquit, au cours de ces conversations, la certitude qu'il fallait instituer le service obligatoire en Angleterre. Cet homme de décision, de retour dans son pays, commença une campagne de presse en

faveur de ce projet qui aboutit malgré l'opposition de certains partis. Lord Burnham, directeur du *Daily Telegraph* et président du puissant Syndicat des propriétaires de journaux anglais, vint également s'inspirer à cette source. Il fit avec le lieutenant Pernot un accord par lequel nos informations étaient reproduites dans tous les journaux du syndicat en Angleterre et dans tous les Dominions, ce qui était pour l'influence française un immense avantage. Dans de pareilles circonstances, le général de Castelnau appuyait de tout son pouvoir le général Pellé. Sa rondeur de brave homme plaisait aux visiteurs, son accent de sincérité les touchait. Plus d'une fois, il réussit à les émouvoir jusqu'aux larmes en leur dépeignant le sacrifice héroïque des soldats français. Tous ceux qui l'avaient entendu, partaient ardemment dévoués à la cause française. Combien de personnalités américaines, dans cette période trouble où les mensonges de l'Allemagne suscitaient partout l'équivoque, furent définitivement conquises à la France après leur visite au G. Q. G. !

Le Quai d'Orsay et la Maison de la Presse voyaient d'un mauvais œil se déployer ces initiatives.

A plusieurs reprises, des conflits aigus éclatèrent. C'est ainsi que le Service diplomatique de la Maison de la Presse voulut joindre à une tournée de journalistes neutres sur le front un publiciste que le lieutenant Pernot avait rencontré jadis à Vienne dans des milieux suspects. Comme c'était son devoir, celui-ci mit au courant le général Pellé qui refusa d'admettre ledit publiciste. La Maison de la Presse, par amour-propre, s'entêta et réclama impérieusement qu'on lui donnât les raisons de ce refus. On la renvoya à la

Sûreté générale qui possédait en effet un dossier peu édifiant sur le personnage.

Cela aurait dû suffire à ouvrir les yeux du service diplomatique. Il n'en fut rien. Il fallut que le chef du 3e bureau qui ne craignait pas de prendre ses responsabilités interdît, par une note formelle, l'accès du front au publiciste accrédité par la Maison de la Presse. Une autre fois, contre l'avis du G. Q. G., on fit parcourir le front français à des journalistes neutres qui, rentrés dans leur pays, n'eurent rien de plus pressé que d'écrire contre nous des articles venimeux. Il faut convenir que si le G. Q. G. était un peu pointilleux, la Maison de la Presse, en matière aussi délicate, faisait preuve d'un amour-propre qui s'accordait mal avec les circonstances.

La question des attachés militaires acheva de la mécontenter. Utiliser les attachés militaires pour lutter contre les fausses nouvelles allemandes, c'était là une idée heureuse que l'on appliqua aussitôt. Pour cela, il fallait qu'ils fussent exactement tenus au courant de ce qui se passait sur le front. Un service de dépêches quotidiennes fut institué à leur usage. Si bien que, dans chaque ambassade, l'attaché militaire se trouva être l'homme capable de renseigner la presse sur les événements de la guerre. Naturellement, les journalistes étrangers prirent l'habitude de courir aux nouvelles chez l'attaché militaire qui grandissait en prestige, ce qui ne faisait que servir la cause française. Les avantages que nous valut cette organisation pendant la bataille de Verdun furent incalculables. Au service de dépêches s'ajoutaient des envois réguliers de photographies, de documents,

d'articles destinés à la presse et de nature à fortifier la confiance des neutres en notre victoire.

Lorsque la Maison de la Presse fut créée, le Service diplomatique prétendit monopoliser cette propagande extérieure et en charger ses agents aux dépens de l'attaché militaire dont ce n'était pas la fonction, affirmait-elle. Mais ceux-ci avaient donné trop de satisfactions pour qu'on cessât de les alimenter. Ils avaient acquis une grande expérience, il était absurde, pour la satisfaction d'un orgueil bureaucratique, de se passer de leurs services. Il y eut donc auprès des ambassades deux organes de propagande, ce qui était trop, qui se contrarièrent naturellement. Disons, à la vérité, que le maintien des Attachés militaires dans cette fonction était motivé par ce fait que la Maison de la Presse ne fut pas toujours heureuse, à ses débuts, dans le choix de ses propagandistes. Elle envoya des poétesses, des femmes du monde, des gens de cercle, tous personnages qu'en jargon de répétition générale on nomme le gratin de Paris, mais qui, déjà considérés comme excentriques en temps normal, devaient le paraître bien davantage à l'étranger pendant la guerre. Ce snobisme, mis au service de questions si importantes, exaspérait les officiers de la Section d'Information. Ce parallélisme des agents de propagande amenait des conflits incessants dont le B. I. M. et avec lui toute la Maison de la Presse faisaient remonter l'origine au général Pellé.

A la fin de 1916, le major général battu en brèche de tous côtés résolut de jeter du lest et de sacrifier le lieutenant Pernot. D'autres considérations le poussèrent à écarter cet officier. En effet, le G. Q. G. lui-

même se montrait hostile à l'œuvre de la Section d'Information. Témoins de l'extension incessante de ce service, les bureaux s'étonnaient qu'un organisme aussi important, qui ne comprenait pas moins d'une quinzaine d'officiers, fût dirigé par un simple lieutenant de réserve. L'argument était si fort que le major général, bien au-dessus pourtant de ces soucis de préséance, crut nécessaire de s'y ranger et d'en confier la direction au chef d'escadron d'artillerie breveté de Cointet.

Cet officier supérieur qui avait dirigé avec une haute compétence le 2e bureau de l'armée de Verdun, ne comprit pas que le principal tort que l'on faisait à la Section d'Information était son existence même. Il prit à cœur de la développer davantage encore dans les voies qu'elle suivait. Il conçut un projet de fabrication intensive d'articles de journaux pour alimenter toute la presse de Paris et des départements. Pour cela, le chiffre des officiers informateurs fut porté à trente.

Le commandant de Cointet eut également l'idée de se tenir en contact avec certains écrivains qui, chargés par leurs journaux de commenter la guerre, manquaient trop souvent de renseignements ou de compétence militaire et ne trouvaient pas, disait-il, au B. I. M. l'appui et les conseils qu'ils devaient recevoir. Il se rendait à Paris pour établir ces liaisons. Sa voiture était signalée à la porte des grands journaux dont il avait entrepris de stimuler les directeurs. En militaire innocent qui marche droit devant lui et remplit son devoir sans se soucier du qu'en dira-t-on, il ne se cachait nullement et remplissait le monde de la Presse de son zèle et de sa bonhomie.

Tant d'activité qui ne visait qu'à accroître l'ingé-

rence du G. Q. G. dans les questions de presse, provoqua un redoublement de colère du B. I. M. Il fallait décidément supprimer la Section d'Information. Le remplacement du général Joffre par le général Nivelle fournit le prétexte cherché. En décembre 1916, en même temps que le généralissime et le major général abandonnaient leur poste, le commandant de Cointet quittait le sien.

Rattachée aux services du lieutenant-colonel Toutain, lequel était chargé au G. Q. G. des relations entre les autorités civiles et militaires, la Section d'Information entra en agonie. Cet officier supérieur qui, pendant son passage dans la vie civile s'était initié aux mœurs politiques, savait par expérience que le moyen de faire vivre en bonne intelligence les deux pouvoirs consistait à enterrer l'affaire qui était susceptible de troubler leur accord. Avec une louable conscience, il dispersa les officiers informateurs aux quatre vents du front, interdit aux rares survivants de téléphoner au G. Q. G. et d'écrire autre chose que des notes de service. Appliquant strictement le principe des attributions, il dirigea sur d'autres bureaux les affaires dont la Section d'Information était chargée. Le soin d'organiser les tournées du « Théâtre aux armées » fut confié à la Sûreté et l'œuvre du « Théâtre au front » à l'Inspection des cantonnements. Les opérateurs photographiques mis à la disposition des armées se virent retirer, jusqu'à nouvel ordre, l'autorisation de circuler sur le front. Quant à l'information proprement dite, il en laissa tout le soin au bureau de Paris. Lorsque le G. Q. G. quitta Chantilly, la Section d'Information n'était déjà plus qu'un souvenir.

VI

LES EMBARRAS DU T. O. E.

Les premiers jours de 1916, en même temps que se développait la Section d'Information, le T. O. E. arrivait à l'existence. L'un et l'autre services correspondaient à cette vue du général Pellé d'organiser la politique de guerre du G. Q. G. Le besoin d'un commandement unique s'était dégagé tout naturellement de la doctrine du front unique, alors en honneur. M. Briand, qui avait lancé et peut-être inventé cette doctrine, ne pouvait qu'appuyer, semblait-il, toutes mesures qui tendaient à son application. Mais, par un curieux paradoxe, les organismes qui devaient la réaliser reçurent, des milieux politiques, le plus mauvais accueil. La question du T. O. E. a marqué le point critique de l'antagonisme qui a opposé le G. Q. G. aux divers ministères : Affaires étrangères, Blocus, Finances.

Le T. O. E. réalisait une sorte de petit État-Major dans le grand. Il comprenait un 3e, un 2e et un 1er bureaux.

L'idée qui avait présidé à la création du T. O. E. était celle-ci : posséder un organe chargé de coordonner les forces de l'Entente dans sa lutte contre l'Allemagne et cela, dans tous les domaines. Au 2e bureau, un service spécial, confié au commandant François

Marsal, ancien officier démissionnaire, directeur de Banque depuis plusieurs années, centralisait les questions financières et économiques. Le commandant François Marsal, entre autres problèmes, avait étudié les moyens efficaces d'aggraver les embarras alimentaires de l'Allemagne. Sur un point précis, il proposait l'achat des stocks de céréales de la Roumanie. Il ne cessait de démontrer l'inefficacité du blocus, la volonté de l'Angleterre de laisser commercer ses nationaux avec les pays neutres qui, visiblement, entretenaient l'Allemagne, de même que les infractions qui pouvaient se produire chez nous. Rien n'était plus simple à constater. En décembre 1915 les statistiques fournies par les bureaux de renseignements militaires de Folkestone, en relation avec des agents à nous en Hollande, Suède, Danemark, prouvaient que ces pays importaient dix et même vingt fois plus de denrées et de produits qu'en 1914, surplus qui passait visiblement en Allemagne. Le commandant François Marsal attirait également l'attention sur la nécessité de retenir en France les valeurs américaines déposées dans nos banques, ces valeurs étant la monnaie avec laquelle l'Allemagne achetait tout ce dont elle avait besoin aux États-Unis. Sous son inspiration, le commandement formula le désir de voir le Gouvernement s'employer avec énergie auprès des alliés et surtout auprès de l'Angleterre pour supprimer, autant que possible, cet état de choses. Mais il s'aperçut vite que les ministères intéressés, par un inexplicable mauvais vouloir qui prenait son origine dans le particularisme des bureaux, résistaient sourdement. M. Ribot, entre autres, qui a pour les militaires un mépris plus

grand peut-être que celui qu'il réserve à l'humanité entière, supportait mal ces ingérences dans le monde financier. Il voulut y mettre un frein en lançant contre le T. O. E. la Commission de l'Armée du Sénat déjà très hostile au général Joffre. La Commission du Sénat ne trahit pas ces espérances, elle combattit avec vigueur le T. O. E. dont elle ne cessa de souhaiter la disparition. Elle fut ainsi le plus ferme auxiliaire de cette politique des cloisons étanches. En pleine offensive de Verdun, M. Jeanneney déposa un rapport où il réclamait la suppression de ce service inutile, disait-il. J'estime, pour ma part, que ces rivalités aboutirent à entraver notre action. Quelle que fût la manière de procéder du G. Q. G. on ne peut lui donner tort. Il est difficile de se faire une idée du mauvais vouloir des bureaux civils. Si juste que fût l'observation présentée par un bureau militaire, elle était regardée comme stupide. « Qu'ils fassent donc la guerre et ne s'occupent pas du reste, » tel était le leitmotiv qui revenait sans cesse. A aucun moment, l'amour-propre des Administrations ne capitula devant les nécessités d'ordre général.

Sans être au courant du détail de ces luttes sournoises, il était visible pour quelqu'un qui, sans parti pris, recueillait les échos du G. Q. G. que celui-ci se heurtait à des difficultés sans nombre. L'on peut affirmer que, du côté commandement, le seul souci de l'intérêt français animait les officiers dont beaucoup, en ce qui concerne les questions économiques, financières et de propagande, étaient des civils à la compétence éprouvée qui ne fondaient aucun espoir d'avancement sur leur travail. Il est aisé de comprendre

qu'ayant tout abandonné des préoccupations de leur carrière, enfermés dans cet espèce de couvent militaire avec l'unique pensée de se rendre utiles, ils apportaient à l'étude des problèmes de la guerre une activité et une conviction qui contrastaient avec la lenteur administrative, l'incurie congénitale, l'inertie, la crainte des responsabilités, surtout l'ignorance des bureaux de Paris, trop souvent préoccupés de questions mesquines. Ce sont ces officiers de complément du G. Q. G. qui pourraient témoigner des entraves qu'apportaient certains ministères au règlement de questions, essentielles cependant, pour la Défense nationale. Que de temps perdu, de mesures insuffisantes furent prises, alors qu'une entente étroite et de la bonne volonté auraient donné d'excellents résultats !

Ce qu'il y a de plus étrange c'est que, de leur côté, les organismes exclusivement militaires du Grand Quartier raillaient ces efforts de leurs collègues. Pour eux, toutes les péripéties de la lutte contre l'Allemagne sur d'autres terrains que le terrain militaire leur semblaient puériles. « Il faut vaincre par les armes, disaient-ils, et rien de plus. Tant que nous n'aurons pas infligé de défaite militaire à l'Allemagne, tout sera à recommencer. »

A quoi rimait, je vous prie, cette guerre sur les fronts extérieurs ? Est-ce qu'il y avait d'autre front que le front occidental ? Attaquer les forces principales de l'ennemi, tel était le principe de Napoléon. Aussi le 3e bureau Nord-Est s'opposait sourdement et quelquefois ouvertement à toutes les demandes du T. O. E. On ne pouvait songer à distraire la moindre troupe des armées du Nord et du Nord-Est sans compromettre

aussitôt le succès de la guerre. On approuvait hautement au premier étage *l'Homme enchaîné* qui demandait le rembarquement immédiat des troupes de Salonique. Ce n'était pas tous les jours qu'on pouvait être du même avis que *l'Homme enchaîné.*

Le T. O. E. luttait de son mieux contre cette thèse, bien qu'en son for intérieur il la trouvât juste. Napoléon était un bien grand arbitre et il était difficile d'aller contre ses principes. Aussi aurait-on voulu que le général Sarrail remportât de grands succès sans demander de renforts. A chaque dépêche réclamant hommes et matériel, et Dieu sait s'il en arrivait, c'étaient des explosions de colère contre le satrape insatiable de Salonique.

Entre l'hostilité de Paris et l'indifférence de ceux qui, à Chantilly, présidaient aux destins du front nord-est, le T. O. E. ne pouvait mener qu'une existence précaire. Que pensait là-dessus le général Joffre ? Cela reste assez énigmatique. Croyait-il à l'efficacité d'une action combinée des alliés dans tous les domaines ? Il est difficile de le dire. En tout cas, il soutenait la diplomatie avisée du général Pellé. Et c'était moins peut-être parce qu'il comprenait la nécessité d'une union intime des alliés que parce qu'il ne lui déplaisait pas d'élargir son autorité.

Le général en chef, par nature, ne s'effrayait d'aucune responsabilité, si considérable fût-elle. Il se sentait à la hauteur de toutes les situations et acceptait avec tranquillité de porter tout le poids des décisions concernant la guerre. Chaque jour, il donnait une part de son temps à examiner les affaires de la coalition. Il approuvait les rapports sur les mesures

à prendre tant militaires qu'économiques et financières et signait les lettres par lesquelles le commandement attirait l'attention des départements ministériels sur ces problèmes. Appuyés sur cette force toute-puissante, ses collaborateurs multipliaient leurs efforts et ne ménageaient pas leur peine.

Il est certain, qu'en dépit des entraves de toute sorte, que le général Pellé et ses collaborateurs rencontraient dans leur tâche, on peut dire qu'à ce moment la direction générale de la guerre fut virtuellement entre les mains du Commandement français. Par ses agents de liaison, il entretenait des relations directes avec les gouvernements amis. Le commandant Berthier de Souvigny, par exemple, qui avait su se créer de sérieuses sympathies en Angleterre, éprouvait ce que valait le prestige du général Joffre auprès des Anglais. Nul doute que ce prestige agit partout avec la même efficacité. Grâce à lui, il eût été possible d'obtenir le maximum d'aide et la convergence de tous les efforts. Devant cet homme à l'encolure puissante, qui disait avec bonhomie des choses simples et nettes, les commandements de l'Entente s'inclinaient avec respect. Le décret du 2 décembre, en lui donnant une haute autorité sur toutes les forces françaises, allait permettre, à bref délai, l'établissement d'un commandement unique interallié.

Mais l'idée vint à Joffre que l'accroissement d'autorité que lui avait conféré le décret du 2 décembre cachait une manœuvre à son égard. Ne voulait-on pas le hisser si haut pour l'écarter du commandement réel? La nomination du général de Castelnau comme chef d'État-Major général redoubla sa défiance.

Dès lors, si l'on donnait trop d'ampleur au T. O. E., si celui-ci devenait le grand organe interallié qu'il aurait dû être pour unifier les efforts de la coalition, ne risquait-il pas d'absorber toute l'activité du généralissime à qui, logiquement, on retirerait le commandement du front français pour le laisser se consacrer à sa tâche de direction générale ?

Par suite de ces craintes aussi bien que par l'opposition des ministères, le T. O. E., au lieu de grandir, resta à l'état de bureau annexe avec une tâche mal définie de liaison entre alliés pour les fronts extérieurs et finit par se consacrer, presque uniquement, au front de Salonique. Dans ce dernier domaine encore, il fut pris entre son désir de pousser les opérations en Orient en accordant le plus large appui au général Sarrail et le scepticisme du 3e bureau nord-est. Visiblement, le général Joffre ne tenait pas, sous l'influence du 3e bureau, à donner de l'ampleur aux opérations d'Orient; d'abord, parce qu'il n'avait qu'une médiocre confiance dans le général Sarrail; ensuite, parce qu'il ne croyait pas à l'efficacité d'une campagne hardiment poussée contre les Bulgares. Le front principal seul comptait. Au contraire, cette armée de Salonique était la grande pensée de M. Briand. Si bien que commandement et gouvernement ne partageaient pas la même manière de voir et se trouvaient en opposition constante.

* * *

Puisque je suis amené à parler de l'expédition de Salonique, l'occasion est bonne de dire ce que je sais de l'origine de l'affaire. Quel homme eut l'idée de

créer le front d'Orient ? M. Briand a répondu : « *Moi.* » Mais je tiens du général de Castelnau, qui n'y attachait d'ailleurs qu'une importance relative, qu'il aurait quelques raisons de revendiquer la paternité de l'idée. Voici comment les choses se sont passées.

A la fin de 1914, au moment où l'Autriche, battue par les Russes et les Serbes, lâchait pied de toutes parts, le général de Castelnau qui commandait la 2e armée eut la conception de la guerre totale. Il lui parut évident que si, aux côtés de la Serbie, une force franco-anglaise entrait en action, son intervention était de nature à accélérer la défaite de l'Autriche et à rallier à notre cause les peuples des Balkans, fort hésitants sur le parti qu'ils devaient embrasser. Ces idées, le général de Castelnau les développait très souvent devant son État-Major, au cours de discussions animées auxquelles deux officiers de la D. E. S., le commandant Gervais, sénateur, et le capitaine Lasies, député, se mêlaient activement. M. Lasies eut même entre les mains une note du général de Castelnau qui, sous la forme d'une lettre à un ami, exposait succinctement cette doctrine. Il apparaît donc assez naturel que MM. Gervais et Lasies, soucieux de voir triompher des idées qu'ils jugeaient favorables à la prompte résolution de la guerre, les aient soumises à M. Briand avec qui ils entretenaient des relations suivies. Et c'est peut-être en partant de ces données que celui-ci formula les propositions qu'il présenta, à cette époque, au Conseil des ministres.

Je ne sais ce que M. Briand peut répondre à cela; même s'il est prouvé que la suggestion lui vint d'ailleurs, son mérite n'en est pas moins entier. A mon

sens, ce qu'il y a de plus curieux, c'est que l'idée de chercher à atteindre l'ennemi à son point faible, là où nous pouvions le toucher, c'est-à-dire sur le front oriental, soit seulement revendiquée par ces deux hommes éminents. Autant qu'il m'en souvient, il me semble que tout le monde, à cette époque, eut la même idée qui s'imposait aux gens de bon sens. Je suis persuadé qu'on retrouverait dans les journaux dix articles tendant aux mêmes conclusions. Dans l'hôpital du Midi où je me trouvais alors, le bruit courut que l'on allait demander des volontaires pour l'expédition de Serbie.

Chaque fois, d'ailleurs, que l'Autriche parut à la veille du désastre, l'on vit le même courant d'opinion se dessiner; par exemple, lorsque les Italiens remportèrent leurs premiers grands succès. Tant il est vrai qu'au cours de cette guerre la masse anonyme raisonna souvent avec beaucoup plus de justesse que ceux qui la dirigeaient.

De même, lorsque le *Gœben* et le *Breslau* se réfugièrent en Turquie, on fut persuadé qu'à la faveur de cette circonstance on allait occuper les détroits pour maintenir ouverte l'unique porte de communication que nous eussions avec la Russie ? En réalité, si l'opinion publique a souvent bien pensé, les dirigeants, dans tous les domaines, ont fait preuve d'une étroitesse d'idée inconcevable. L'histoire impartiale jugera avec sévérité les hommes qui ont eu entre les mains les destinées des pays en guerre avec l'Allemagne. Il a fallu des flots de sang, d'effroyables sacrifices pour réparer leur manque de prévoyance. Qu'une telle impéritie puisse être déjà oubliée par nous, c'est

ce qui étonnera le plus nos descendants pour qui la victoire ne constituera pas une amnistie totale.

Pour en revenir à l'expédition de Salonique, on sait avec quelle difficulté M. Briand parvint à amener notre État-Major à concevoir la création d'un front d'Orient. En décembre 1914, le G. Q. G. s'y opposa, comme il s'opposa à l'expédition combinée de terre et de mer contre les détroits, conçue par M. Winston Churchill, ainsi que ce ministre l'a exposé dans un discours récent aux Communes. Le G. Q. G. n'a consenti à participer à l'expédition des Dardanelles, qui succéda à l'échec de nos flottes dans les détroits, que parce qu'il fallait rendre à nos armes le lustre qu'elles y avaient perdu. De même, il n'a consenti à venir au secours des Serbes que poussé par la nécessité et alors qu'il n'était plus temps. Sans doute, les principes qui le guidaient n'arrivaient-ils pas aux mêmes conclusions que le simple bon sens.

Vers la fin de 1916, bien qu'il y eût une armée alliée sur le front de Macédoine, le G. Q. G. marchandait encore les forces nécessaires au général Sarrail. A ses réclamations incessantes, l'on faisait le plus souvent la sourde oreille. Tandis que Sarrail se plaignait de disposer d'effectifs et de matériel insuffisants, le T. O. E. déclarait bien haut qu'il avait tout ce qu'il fallait, à tous les points de vue, pour enfoncer le front bulgare. On mettait sur le compte de son inertie et de son incapacité l'attitude inactive qu'il conservait. L'histoire ne les a pas encore départagés.

Je rédigeais alors le communiqué de l'armée d'Orient et j'ai assisté maintes fois aux colères violentes du colonel Billotte, chef du T. O. E., et de ses officiers.

J'ai souvent pensé que ces hommes, dont la plupart appartenaient à l'armée coloniale, avaient peut-être des tendances à assimiler l'expédition de Salonique à une campagne, dirigée contre des nègres ou des Chinois, qui n'exigeait que des moyens de fortune.

En outre, il est fort probable que, brevetés avant tout, ils n'estimaient pas à sa valeur l'importance du front balkanique. Personne au G. Q. G., pas plus au 3e bureau qu'au T. O. E., n'aurait voulu croire un instant que la décision de la guerre pouvait survenir d'une offensive victorieuse de l'armée d'Orient. Je me souviens de l'étonnement profond, et pour ainsi dire de la piqûre d'amour-propre, qu'au triomphe du général Franchet d'Esperey on ressentit au G. Q. G. sauf, peut-être, le général Pétain qui, de longue date, fut un partisan de la guerre totale. Les succès immenses remportés peu après sur le front occidental ont rejeté dans l'ombre l'éblouissante victoire de cette armée d'Orient si dédaignée. Il semble même qu'on ait fait certains efforts pour atténuer les résultats sans précédent qu'elle avait obtenus. En tout cas, il apparaît bien qu'on a négligé d'exploiter jusqu'à ses dernières conséquences la situation magnifique qui s'offrait à nous de ce côté de l'échiquier. Sur ce front secondaire, la victoire devait rester secondaire. Elle le resta.

Et pourtant, une chose demeurera certaine, c'est que le 26 septembre la capitulation bulgare a marqué la date décisive de la guerre. Plus tard, quand les historiens pourront discuter froidement les faits, sans craindre d'exciter le réflexe patriotique qui supprime la réflexion, ils se demanderont si, au 26 septembre,

la guerre n'était pas gagnée. Ils émettront peut-être l'idée que le fruit de la victoire était mûr et qu'on pouvait attendre qu'il se détachât sans trop d'efforts. La défection de l'Autriche et de la Turquie était imminente. Qui donc aurait empêché les alliés d'obtenir le libre passage à travers l'empire des Habsbourgs déjà prêt à se rompre et de porter une terrible menace au cœur de l'Allemagne ?

Mais la doctrine du front principal, à ce moment encore, a gardé tout son prestige. C'est sur ce front que la victoire finale a été remportée, car il fallait qu'il en fût ainsi. L'État-Major français, malgré la ligne Hindenburg, a eu raison jusqu'au bout et sa gloire sera immense. Tout un peuple, d'ailleurs, désirait ardemment, par le concours même des circonstances, voir l'ennemi écrasé sur cette partie du sol national qu'il avait foulée odieusement. Le symbolisme immanent au sentiment patriotique se plaît à ces châtiments exemplaires, à ces retours de la fortune. Qui sait si, dans l'Empyrée, l'ombre de Napoléon voyant les données du problème et se ressouvenant de la gloire d'Ulm ne rêvait pas d'un gigantesque enveloppement capable d'imposer à l'ennemi, à peu de frais, la capitulation suprême ? Peut-être qu'à ce moment, il s'est demandé encore pourquoi les militaires n'avaient retenu, de son enseignement si vaste et si fécond, que la fureur offensive et non l'imagination qui crée les belles manœuvres.

* * *

En ce qui concerne le T. O. E., ce qu'on arrive mal à comprendre c'est que, sachant ce qu'il en était du

général Sarrail, puisqu'on l'accusait tous les jours d'inertie volontaire, et étant donné le manque de confiance qu'on avait dans le front d'Orient, on ait adopté une attitude aussi active dans la question de Roumanie. Car il est hors de doute qu'aux officiers de ce bureau, et notamment à son chef, revient la plus large part du mérite d'avoir entraîné la Roumanie dans la guerre. La tenace énergie du lieutenant-colonel Billotte pesa beaucoup dans la balance. Alors que les Roumains tergiversaient encore, il exerçait une pression très vive sur l'attaché militaire, le colonel Rudeanu, qui venait presque tous les deux jours au G. Q. G. Ni les flatteries, ni les pointes cruelles à son amour-propre, ni même les sorties violentes ne lui étaient épargnées. Littéralement, avec cette belle fougue et cette conviction de soldat qui caractérisaient le lieutenant-colonel Billotte, un homme de la trempe de Mangin, pour qui l'impossible même n'existe pas, il mettait le Roumain hésitant au pied du mur. Celui-ci sortait de ces séances extrêmement troublé; je le vois encore, si correct dans son magnifique uniforme tout brillant de dorures et de plaques, pâle sous son haut plumet, en proie, visiblement, à une terrible perplexité. Il n'ignorait pas les graves dangers que courait son pays en cas d'échec. L'armée d'Orient pourrait-elle retenir les Bulgares ? Sarrail foncerait-il sur eux avec assez de vigueur pour laisser à l'armée roumaine la liberté de ses mouvements ? On lui répondait : « Oui, cent fois oui, Sarrail a des forces importantes et des instructions ! » D'un autre côté, aux conditions précises que le colonel Rudeanu avait posées, le Quartier Général, après un temps de protestation, avait finalement

souscrit. Ces conditions, les voici : « Les Roumains seraient maîtres exclusifs de leur plan de campagne; ils voulaient attaquer en Transylvanie et non sur le front de Bulgarie. » On leur avait cédé sur tous les points tant on avait hâte d'en finir et ces concessions se terminaient toujours par ces mots : « Attaquez. »

Et pourtant, j'entendais des hommes de bon sens, et notamment le lieutenant Pernot qui se montrait bien renseigné sur la question, déclarer qu'il était imprudent d'engager les Roumains dans l'aventure. Il attirait l'attention sur leur manque d'artillerie lourde et leurs faibles disponibilités en munitions. Également tenace de sa nature et très franc de langage, le lieutenant Pernot ne cachait pas sa manière de voir au T. O. E. Il s'ensuivit une brouille entre ces officiers et lui qui, jusqu'à ce jour, entretenaient d'excellents rapports. Avec les obstacles, l'ardeur du T. O. E. croissait; il affirmait que les Roumains avaient reçu de nombreux canons lourds, qu'ils ne manqueraient de rien. « Et Sarrail ? » disait-on. « Il attaquera ! » Confiance étrange, après tant de manifestations de défiance.

Le moins convaincu de l'utilité d'une intervention roumaine, c'était le général Joffre. Pour toutes les raisons que le T. O. E. ne voulait pas voir, il hésitait. De plus, il avait bien l'impression que les Russes ne prêteraient pas aux nouveaux belligérants tout le concours qu'ils espéraient d'eux. L'armée russe était épuisée par sa dernière offensive qui lui avait coûté des pertes considérables. Ce renseignement, il le tenait du général Alexeieff lui-même et les rapports de son attaché en Russie ne lui donnaient pas grand espoir.

Était-ce bien le moment de faire sortir les Roumains de leur neutralité ?

Par contre, tout un parti au G. Q. G. soutenait l'intervention. Je me souviens de cette phrase qui fut dite au lieutenant Pernot, lequel exprimait avec ténacité ses doutes : « Cinq cent mille baïonnettes de plus, jetées dans la bataille, n'ont jamais nui à ceux qui en disposent. » Comme toujours, régnait une confiance irraisonnée en la valeur des contingents alliés. Enfin, le grand argument qui intervenait régulièrement dans ces circonstances, celui du 2e bureau, ne faisait pas défaut : « La situation des effectifs allemands n'était pas brillante. Il n'y avait pas de doute, qu'avec l'extension nouvelle de front qu'amènerait l'intervention roumaine, nos ennemis *n'auraient plus une seule division de disponible.* » Les espoirs les plus fous s'échafaudaient là-dessus. On escomptait, d'autre part, un effet moral écrasant, l'affolement de l'Autriche. Le général de Castelnau qui se ralliait volontiers, par tempérament, aux solutions optimistes, disait : « L'armée roumaine sera l'aile marchante de la masse russe. » Et il avait raison, à condition que les Russes voulussent bien tenir leurs promesses et nous aussi.

Mais, le plus désireux de tous de voir se déclencher la Roumanie c'était, à coup sûr, le Gouvernement français. M. Briand escomptait un gros succès politique de cette entrée en jeu. Rassuré probablement par le T. O. E., il ne s'expliquait la résistance du général Joffre que par un effet de la répugnance instinctive qu'on avait au Nord-Est pour toute opétion autre que celles du front occidental. Et puis,

il partageait, comme tout le monde, la croyance que, plus on serait d'alliés contre l'Allemagne, plus on aurait de chances de la vaincre. L'idée de guerre d'usure est une illusion qui a longtemps persisté.

On discernait mal encore la politique de guerre de l'État-Major allemand qui n'a cessé d'attaquer l'ennemi le plus faible, contrairement aux principes qui nous guidaient, lesquels nous imposaient, comme le dira plus tard le général Nivelle dans une formule expressive qui révèle le dessein constant du commandement français, « de détruire la masse principale des armées ennemies »; ce qui est assurément beaucoup moins facile à réaliser que le reste et surtout coûte beaucoup plus cher. Offrir à l'Allemagne un point faible dans l'ensemble du front, c'était lui donner la tentation certaine d'y courir. D'autant que, par ce moyen, elle entrait en possession d'immenses ressources qui commençaient à lui faire défaut.

A ce moment, il dut y avoir sur le général Joffre une pression très forte du Gouvernement. Il existe une lettre de M. Berthelot adressée à l'ambassadeur de France à Pétrograd où, au nom du Gouvernement, on lui disait de ne pas s'en tenir aux démarches de la mission militaire qui manquait d'ardeur et de poursuivre énergiquement sa pression sur le Gouvernement russe, sur le général Alexeieff, *de prévenir M. Sturmer* pour qu'il gagnât l'Empereur afin que l'intervention de la Roumanie fût décidée au plus tôt.

Le jour où la Roumanie déclara la guerre fut un triomphe. Dans la joie générale, tous les soucis d'avenir furent balayés. Sans perdre de temps, les félicitations et les récompenses s'abattirent sur le T. O. E., et il

n'en fallait pas perdre car les revers n'étaient pas loin. L'armée Sarrail attaqua mollement, à la grande fureur du T. O. E. qui parlait de faire fusiller Sarrail et lui lançait des télégrammes comminatoires. Puis les désastres arrivèrent. On sait la suite. L'Allemagne, à meilleur compte encore que lorsqu'elle était en paix avec la Roumanie, put s'approvisionner dans ce pays qui regorgeait de richesses.

Chose étrange, il semblait naturel que les artisans de l'intervention fussent consternés et non seulement ceux-là, mais encore le 3e bureau de qui dépendait la conduite de la guerre. Mais il n'en fut rien, on avait tenté un coup, il pouvait réussir; il avait échoué, tant pis. Les hommes d'action sont philosophes. Une chose demeurait vraie, c'est qu'il n'y avait encore que l'armée française pour faire son affaire au Boche et, à cette idée, tout le monde était content.

Néanmoins, le désastre de nos alliés nous faisait perdre le fruit de nos victoires de 1916. L'Allemagne se relevait à bon marché de sa défaite écrasante de Verdun et de six mois de reculs successifs sur la Somme. La situation générale, si brillante un mois auparavant, redevenait confuse; l'issue de la guerre reculait. Bien plus, les pronostics du 2e bureau touchant l'usure des divisions allemandes, sur quoi on fondait l'effondrement à bref délai de nos ennemis, s'avéraient assez fantaisistes. Après les premiers succès roumains sur l'Autrichien, quand on avait émis l'hypothèse qu'une concentration des troupes allemandes allait se produire pour dégager l'Autriche et refouler l'armée roumaine, le 2e bureau avait répondu : « Avec quoi voulez-vous qu'ils attaquent ? Il leur reste une

demi-division en réserve. » En fait, la demi-division s'était changée en une demi-douzaine. J'entendis alors un officier du 2e bureau, atterré, dire, en se tenant la tête à deux mains : « Mais où les prennent-ils, n... de D... ? »

* * *

Par contre, les officiers de la Section d'Information qui mangeaient à la même table que ceux du T. O. E. se montraient affectés de la fin malheureuse de l'aventure. Nous n'arrivions pas à comprendre pourquoi nos camarades qui, trois semaines auparavant, fondaient de si grands espoirs sur l'entrée en ligne de la Roumanie, paraissaient maintenant se désintéresser totalement de la question. Il y avait là une psychologie qui nous échappait; sur quel raisonnement logique pouvaient-ils bien s'appuyer pour rester quand même satisfaits ?

Nous eûmes l'explication de la façon la plus simple. Le colonel Pénelon, agent de liaison de la présidence de la République, partageait souvent nos repas. Son affabilité, son esprit, l'attrait de sa conversation variée, nous le faisaient rechercher avec empressement. Le colonel Pénelon possédait cette faculté remarquable, qu'il tenait sans doute de nature, mais que sa fonction n'avait fait que développer, de rendre avec la plus grande exactitude les conversations qu'il entendait. Sa mémoire auditive était prodigieuse; mot pour mot, il répétait le texte des propos qu'on disait autour de lui; il reproduisait même l'intonation et le jeu de physionomie de ses interlocuteurs. Souvent, nous avions vérifié l'exactitude de sa reproduction. On le

lui disait, et il en convenait en riant. Homme d'esprit, il prenait assurément un vif plaisir à exercer ce don. Mais ces imitations à demi conscientes avaient, en outre — sans qu'il y prît attention, — l'avantage de nous faire connaître la mentalité et l'opinion des gros bonnets du G. Q. G. Le colonel, en effet, visitait chaque jour les principaux chefs de service et discutait notamment avec les officiers du 3e bureau pour se tenir au courant des événements. Extrêmement dévoué au général Joffre et à son entourage, il adoptait sans les discuter les conceptions de l'État-Major. Y croyait-il toujours ? Je l'ignore. Dans le fond, il était assez détaché des opinions qu'il rapportait, et en changeait sans chagrin. Une longue pratique d'Anatole France, dont il citait des passages entiers par cœur, l'inclinait à un doux scepticisme. Mais, sa tâche étant de communiquer au pouvoir civil les idées du commandement, il s'en pénétrait de son mieux, les faisait siennes pour plus de scrupule, et mettait une verve, une chaleur, un brio extraordinaire à les développer.

A déjeuner, avant son départ pour Paris, devant les officiers de la *Section d'Information* dont il goûtait la liberté d'appréciation, il essayait les arguments qu'il devait lancer dans l'après-midi à l'Élysée, aux cabinets du ministre de la Guerre et des Affaires étrangères, et à ces ministres eux-mêmes. Car, on sait que les cabinets de ministres étant le sanctuaire même du mauvais esprit — selon la croyance militaire, — c'était là qu'il fallait porter la bonne parole, relever les courages et donner confiance.

Au moment de l'offensive allemande en Roumanie,

un jour que la consternation régnait sur nos visages, nous vîmes le colonel Pénelon manifester une satisfaction profonde :

— Eh ! quoi, nous dit-il, qu'est-ce qui vous afflige ?

— Mais, mon colonel, tout ce qui se passe : les défaites des Roumains...

— Bah ! qu'est-ce que ça peut faire ? Croyez-vous que cela changera la face des événements ? Pas le moins du monde ! Toutes ces victoires du Boche, voyez-vous, autant de *pets de lapin*.

D'abord ahuris par cette assurance, nous éclatâmes de fureur.

— Pet de lapin ! Et la prise de Bucarest ?

— Pet de lapin !

— Et les approvisionnements formidables ? Les récoltes de Valachie ? Les pétroles ?

— Pets de lapin, vous dis-je ! On tue du Boche pendant ce temps. Le front occidental tient ferme, il demeure intact, donc l'Allemagne n'a rien obtenu. Car, c'est là que se décidera la guerre. Pour la grandeur de la France et l'honneur de l'armée, il faut que la victoire soit remportée là, par nous. Et voilà ce qu'ils ne comprennent pas à Paris. Les victoires du Boche en Roumanie les consternent. Je vais essayer de leur expliquer la chose. Mais, bah ! ils vont encore m'engueuler et taper sur les militaires.

Et le bon colonel Pénelon, résigné à subir le contrecoup des craintes et des déceptions du pouvoir civil, montait dans sa voiture en répétant, d'un air déjà moins convaincu : « Pet de lapin, pet de lapin ! »

Certes, elles n'étaient pas toujours agréables ces

liaisons, d'après ce qu'on en devinait à travers les demi-mots du colonel. Le matin, quand il passait dans les bureaux, son visage reflétait un peu d'anxiété. De la bonne ou de la mauvaise marche des affaires dépendait sa journée. Si tout allait bien, il ne recueillerait que des sourires, la confiance régnerait partout, sa tâche lui serait légère. Mais s'il sortait de son sac une nouvelle fâcheuse, gare au choc en retour. Sa fidélité à servir ses chefs était mise à dure épreuve, car des deux côtés il était en quelque sorte rendu responsable des événements. Il nous faisait penser à ces malheureux messagers des cours asiatiques que l'on mettait à mort quand ils apportaient une mauvaise nouvelle.

Il nous racontait comment, un jour, entrant dans le cabinet d'un ministre à l'heure où l'on prenait le thé, il s'approcha innocemment d'Albert Thomas. Celui-ci, tasse en main, des débris de biscuit dans la barbe, l'œil fulgurant derrière son binocle, marcha sur le colonel et, avec un air d'indignation profonde, il fit : « Pff ! Pff ! » Le colonel, ahuri, ouvrit la bouche pour dire quelque chose. Mais Albert Thomas, marchant de nouveau sur lui, répéta : « Pff ! Pff ! » Le malheureux colonel, à ce souvenir, disait : « Qu'est-ce que j'avais bien pu faire encore ? »

A Chantilly, c'était la même chanson. Il assistait à des explosions terribles contre les pouvoirs civils, quand il revenait chargé de reproches : « Vous leur direz, Pénelon, qu'ils m'embêtent, vous m'entendez bien, vous le leur direz. » Car, le plus souvent, les hautes personnalités, sachant qu'il emploierait le langage parlementaire pour transmettre les deside-

rata des deux bords, déversaient leur bile en sa présence, en termes hardis. Le colonel, grâce aux grandes ressources de son vocabulaire, usait dans ce cas de tours de phrase d'une modération exquise; les litotes, les euphémismes se pressaient sur ses lèvres, si bien que toute espèce de mécontentement devenait l'expression du plus parfait plaisir. Le général Joffre, peu familier avec l'éloquence, ne saisissait pas toujours l'épine empoisonnée qui se cachait sous ces fleurs. Si bien qu'un jour, comme l'un de ses officiers d'ordonnance lui faisait remarquer le sens exact et assez désagréable du message, il s'écria dans un accès d'indignation stupéfaite : « Mais vous me trahissez, Pénelon ! »

Au demeurant, cet homme fin, courtois, cultivé et de beaucoup de bon sens rendait les plus grands services. Son dévouement constituait sa meilleure défense. On savait qu'il était incapable d'envenimer un propos, de travestir une pensée, de glisser à travers la trame de ses liaisons une maille d'intérêt personnel. On lui savait gré de joindre à ces qualités qui se trouvent le plus souvent alliées à un caractère triste, un grain de fantaisie, une bonne humeur et une bienveillance charmante qui l'avaient fait surnommer aux Affaires étrangères : « Sourire d'avril. »

* * *

Je ne puis risquer d'être incomplet sur le T. O. E. en ne donnant pas la physionomie de ce bureau qui a joué un si grand rôle. Tout organisme, quand il est

fortement différencié, a son caractère particulier, sa manière de vivre, ses déformations propres et ses traditions. Le T. O E. né pendant la guerre, mais répondant a un besoin réel, eut vite, de par son recrutement et son genre de travaux, un aspect original.

Créé dans les derniers jours de 1916, il se composa d'abord d'un seul homme, le lieutenant-colonel Billotte, officier brevété, audacieux et intelligent, de l'infanterie coloniale, qui en fut la cellule centrale. Autour de lui, on appela peu après d'autres officiers, la plupart coloniaux également ou, tout au moins, recrutés parmi les officiers qui avaient accompli des missions à l'étranger. Le commandant Œmichen, bras droit et frère d'adoption du commandant Billotte, le capitaine Rochas, le commandant Marchal, spécialiste des choses russes, le commandant Langlois, officier de liaison du G. Q. G. avec la Russie, le commandant Teissier, homme précis à l'esprit net et droit qui devint chef du 1er bureau, le capitaine Derougemont, un des plus brillants élèves de l'École de guerre, cerveau éminemment ouvert et souple, capable de tout s'assimiler en peu de temps. Enfin, le lieutenant-colonel Danvigne, qui fut chef du 2e bureau avant d'être choisi par Joffre pour être notre attaché militaire en Espagne où il acquit très vite une heureuse influence sur le roi. Ses manières rudes, son parler rocailleux de Pyrénéen, sa silhouette de vieux grognard accentuée encore par la grave blessure qu'il avait reçue et dont une de ses jambes était restée raide, lui composaient une physionomie très savoureuse. Mais son autoritarisme entra vite en conflit avec l'ambition assez âpre du colonel Billotte, chef du 3e bureau. Car, naturellement, le

3e bureau T. O. E. commença par affirmer sa supériorité et son dédain du 2e et du 1er bureaux. Le lieutenant-colonel Danvigne n'accepta point; étant donné son âge, cette prédominance du 3e bureau et de son chef. Les deux hommes entrèrent en conflit. On cessa de se parler, on se traita, entre chair et cuir, de vieille baderne et de féroce arriviste.

Par un comique retour des choses d'ici-bas, le 3e bureau Nord-Est, prenant ombrage des prétentions du 3e bureau T. O. E., ne lui cacha pas qu'il le considérait comme nettement inférieur à lui.

La méthode de travail du T. O. E. faisait le désespoir du Chiffre. A dix heures du soir tous ces officiers sentaient monter en eux une immense ardeur à la besogne. Jusqu'à deux heures du matin, quelquefois plus tard, ils abattaient d'énormes rapports, expédiaient de longues dépêches chiffrées sur tous les points du globe. Dans ces veillées laborieuses, on s'efforçait de résoudre des problèmes assurément ardus. Combien de fusils pour l'armée russe étaient susceptibles de transporter cent traîneaux attelés de rennes? Pouvait-on traverser l'Albanie en camion automobile, de l'ouest à l'est? A de certains jours, on cherchait partout quelqu'un qui connût l'Albanie ou la côte de Mourmansk.

Le retour des officiers de liaison du T. O. E. venant de Russie, de Salonique ou de Roumanie était une bonne fortune. Que de récits merveilleux rapportés de ces voyages! Pétrograd illuminé ne s'arrêtant ni nuit ni jour de boire ou de s'amuser. Les rendez-vous donnés à trois heures du matin à la sortie du spectacle pour festoyer encore. Les longues beuveries avec les officiers russes qui, attendris jusqu'aux larmes,

embrassaient sur la bouche les braves Français, leurs frères d'armes.

A côté de ces récits d'agapes, des détails navrants sur le désordre et l'incurie russes. Des milliers d'obus envoyés de France en panne le long des voies, des mitrailleuses, des fusils, des canons laissés à l'abandon dans les parcs de l'arrière mal surveillés, tandis que l'armée était démunie de l'indispensable. Et, brochant sur le tout, la bravoure des soldats, la loyauté de l'Empereur.

Ainsi, ce coin de T. O. E. apportait un élément d'inconnu et de fantaisie qui faisait oublier un instant la lutte sanglante et monotone du front occidental. Grâce à lui, les repas revêtaient un attrait que je n'avais pas connu avec ces Messieurs du 3e bureau.

En effet, par une décision qui ne me parut pas humiliante, le 3e bureau avait décidé que *la Section d'Information* qui jusque-là mangeait à sa popote, formerait une table nouvelle avec le T. O. E. dès que celui-ci serait constitué. Si honorable que ce fût de partager les repas du 3e bureau, la fonction manquait d'agrément. Le tour de la conversation était beaucoup trop militaire pour un réserviste que l'avancement préoccupait moins que la fin de la guerre. Une nostalgie aiguë m'envahissait certains jours où j'avais la sensation que cette affreuse lutte devait durer toujours puisque, par une décision ministérielle, on ne pouvait d'un seul coup nommer tous les brevetés de l'armée française général en chef.

Au T. O. E. les sujets les plus variés étaient jetés sur le tapis. Ces officiers, ayant beaucoup voyagé, savaient beaucoup de choses. Quelques-uns étaient

doués d'une verve pittoresque et intarissable comme le commandant Langlois, agent de liaison avec la Russie, de qui nous tenions toutes les belles histoires que j'ai effleurées plus haut, le commandant Requin qui possédait un talent remarquable de caricaturiste, le commandant Œmichen, célèbre pour la haine qu'il avait vouée aux gendarmes et qui, par une fatalité, en voyait cent par jour au G. Q. G. sous forme de plantons.

La liberté des propos était extrême et l'indépendance d'esprit de ces militaires de carrière mérite vraiment d'être admirée. L'armée coloniale compte parmi ses rangs des hommes de premier ordre qu'on ne peut aucunement comparer pour la mentalité à leurs collègues de la métropole.

On assistait parfois à des disputes homériques. Je me souviens qu'un jour le capitaine Henry Bordeaux en eut une particulièrement vive avec un capitaine, non colonial, il est vrai, très cultivé cependant, mais qui soutenait un thème cher aux militaires, difficilement acceptable pour des civils. Ce thème était celui-ci : il est bien juste que la guerre profite largement aux militaires de profession. Ils l'attendent depuis assez longtemps. C'est dans l'espérance de l'avoir un jour qu'ils ont consenti à embrasser la carrière d'officier et à mener pendant des années une existence médiocre, toute d'abnégation et de dévouement, alors qu'en se jetant dans les carrières civiles ils auraient gagné beaucoup d'argent et auraient eu d'autres jouissances que celles qu'ils ont eues en partage jusqu'ici.

Je laisse à penser quel tollé suivit ces paroles. Henry Bordeaux montra que professeurs, magistrats,

prêtres, fonctionnaires de tous ordres, mènent la même vie médiocre, de dévouement et d'abnégation, sans réclamer pour cela le bénéfice d'une catastrophe, destinée à leur apporter une compensation. Il conclut par ces mots terribles : « Quand on veut que la guerre vous profite, on la fait tout seul et on ne va pas chercher pour vous aider trois millions de civils. » L'orage se calma cependant et il n'en subsista aucun nuage.

Ce qui était plus curieux chez la plupart des officiers que le hasard avait groupés à cette table, c'était leur culture. Les coloniaux ont toujours aimé les lettres. On ne pouvait en dire autant de la grande majorité du G. Q. G. J'ai toujours été frappé de l'ignorance presque absolue de ces hommes, si distingués par ailleurs, en matière de littérature et d'art. Combien auraient pu discerner un Rembrandt d'un Rubens ? Combien avaient lu un sonnet de Heredia ? Un dénombrement sur ces points particuliers aurait donné bien des surprises. Bien entendu, il y a des exceptions à tout, comme ce commandant Duthillier, du 1er bureau, dont j'ai plaisir à prononcer le nom, qui était un sagace collectionneur d'objets d'art, et le capitaine Hanoteau qui n'ignorait rien des beautés archéologiques de Compiègne et de Provins et qui nous apprit à les admirer.

* * *

Le T. O. E. était destiné à finir le cycle de son existence dans une sorte d'apothéose. Au moment où, par un caprice de sa fortune, il allait devenir l'organisme central de l'édifice militaire, il s'écroula tout

d'un coup et se trouva réduit à rien. Ses membres épars furent dispersés entre plusieurs administrations et il cessa proprement d'exister en tant que pouvoir indépendant.

Toute cette partie de son histoire est liée à la disgrâce du général Joffre. On sait qu'en décembre 1916, pour donner satisfaction en quelque mesure à ceux qui réclamaient une réforme indispensable du commandement, le président du Conseil fit adopter la solution suivante. Le général Nivelle devenait commandant en chef des armées du Nord et du Nord-Est; le général Joffre, avec le titre de commandant en chef des forces françaises, remplissait auprès du Gouvernement le rôle de conseiller technique, en ce qui concernait la direction générale de la guerre. C'est-à-dire, comme on l'a dit alors, que Joffre devenait « le général des généraux », qu'il subordonnait tout le monde à son autorité. En réalité, son rôle devait se borner à étudier d'accord avec le Gouvernement les plans d'action que Nivelle et Sarrail seraient chargés d'appliquer.

Au G. Q. G., la solution avait paru satisfaisante, sinon à Joffre lui-même, du moins aux bureaux. En effet, d'une part, le 3e savait qu'avec Nivelle rien ne serait changé; d'autre part, les officiers de l'entourage du général allaient l'accompagner à son nouvel État-Major de surgénéralissime. Ce nouvel État-Major, on se mit à le constituer tout de suite. Il y eut de grandes compétitions parmi le personnel de la maison. Le T. O. E. devenait, de par le rôle qu'il avait joué jusqu'à ce jour, le noyau du nouvel État-Major. On parlait d'une installation magnifique, digne du

futur commandant en chef des forces de la coalition, car c'est à cela que devait tendre cette création. On chercha, aux portes de Paris, un site à la fois tranquille, pittoresque et facilement accessible. Et ces conditions de séjour accrurent davantage l'envie que chacun se sentait d'en faire partie. D'abord, il fut question de Bellevue; les hôtels modernes n'y manquaient pas qu'on pouvait réquisitionner. Finalement, le choix se fixa sur un immeuble spacieux à Neuilly. Avec le goût du luxe habituel aux États-Majors, on monta la maison sur un grand pied. Des officiers, choisis parmi les plus débrouillards, les plus agréables à vivre, furent tour à tour désignés. Le général Gamelin, nouvellement promu, était arrivé au G. Q. G. en toute hâte pour procéder à l'organisation du sur-État-Major, dont il devenait le chef effectif. Le général Pellé, autant qu'il m'en souvient, devait conserver auprès de Joffre ses fonctions de major général. Deux thèses étaient en présence : selon la première, on s'efforcerait de rattacher le plus grand nombre des services du G. Q. G. au nouvel organisme, afin de le rendre plus important; mais d'après la seconde, il valait mieux réduire au plus petit nombre possible le chiffre des officiers qui en feraient partie, d'abord pour que la sélection accrût le prestige de la maison et ensuite pour ne pas attirer l'attention des pouvoirs civils.

Un lieutenant, choisi parmi les officiers de la *Section d'Information* et promu à la dignité de popotier, partit immédiatement avec un officier d'administration à quatre galons pour aménager le local dont des photographies circulaient déjà. Il engagea des

frais importants de cire et de savon; fit entrer de grandes quantités de charbon et de bois de chauffage dans les caves. Les chevaux des officiers supérieurs, formés en convoi sous la conduite de quelques ordonnances, partirent à petites journées pour Neuilly. La veille du jour fixé pour l'exode qui devait se faire en automobile, les plantons apportèrent, selon les ordres reçus, les cantines et bagages dans le hall du Grand Condé ; les caisses d'archives du T. O. E. furent groupées sur le palier du quatrième étage. Le soir, dans les popotes, on but à la santé des heureux privilégiés. Les plaisanteries d'usage sur les bonnes fortunes qui les attendaient à Neuilly échangées avec la plus grande cordialité, on leur souhaita bon voyage, car, le départ étant fixé à la première heure le lendemain, nous ne devions pas les revoir.

Le lendemain, vers huit heures, les officiers de la Section d'Information en arrivant à leur bureau où ils comptaient procéder à la prise de possession des locaux du T. O. E., qu'on leur avait attribués d'après une nouvelle répartition, virent avec stupeur les bagages à la même place. Renseignements pris, le départ était ajourné d'après des ordres supérieurs. Le général Joffre, mandé à Paris, était parti en toute hâte. Pendant trois jours, les choses en restèrent là. Ceux de Neuilly, ouvraient de temps en temps leurs cantines pour prendre timidement un mouchoir, ou changer de faux col. Les chevaux rendus à destination mangeaient leur première avoine dans les boxes de l'hôtel désert, cependant que les ordonnances erraient comme des âmes en peine dans les locaux vides, ne sachant ce qui se passait.

Et brusquement, la décision en suspens fut connue. Le général Joffre, promu maréchal, prenait sa retraite. Le T. O. E. émigrait au ministère de la Guerre. Le nouvel État Major était dissous et les officiers qui devaient en faire partie reprenaient leurs anciennes fonctions. Ainsi fut fait. On parvint à revendre aux commerçants du quartier, cire, savon, charbon et bois. Il n'en coûta à la Princesse qu'un déficit de 140 francs et quelques centimes.

Le nouveau maréchal réunit à la villa Poiret ses chefs de service pour leur faire ses adieux. La cérémonie fut triste. Tous ces hommes étaient péniblement affectés à l'idée de se séparer de l'homme illustre qui les dirigeait depuis si longtemps. Chacun portait en soi le souci de l'avenir qui s'annonçait sombre. Le maréchal, qui par son rang avait droit à trois officiers d'ordonnance, demanda quels étaient parmi les présents ceux qui voulaient l'accompagner dans sa retraite. Seul, le commandant Thouzelier leva spontanément la main. Comme le maréchal s'en étonnait, le général Gamelin lui dit doucement : « Mon général, il ne faut pas en vouloir à ceux qui ont leur carrière à faire. » Et certes, Joffre ne leur en voulut jamais. Quand tout le monde fut parti, le maréchal jeta un dernier coup d'œil à la maison qui avait abrité tant de gloire. Puis, il eut un sourire et donnant une tape amicale à son fidèle Thouzelier, il dit son mot favori en passant la main sur son crâne : « Pauvre Joffre ! Sacré Thouzelier ! »

TROISIÈME PARTIE

LA TRAGIQUE AVENTURE DE NIVELLE

I

LES PREMIERS JOURS DU GÉNÉRAL NIVELLE

Un matin, vers onze heures, comme j'arrivais dans la salle d'attente du général Pellé, je trouvai la place occupée par un général de division inconnu, qui paraissait attendre avec une certaine impatience qu'on voulût bien le recevoir.

Grand, jeune, de tournure élégante, avec un beau visage fier et régulier, ce divisionnaire me fit la meilleure impression. Un peu poussé par la curiosité, et aussi par une sympathie naturelle, je lui demandai, en l'absence de l'officier d'ordonnance, s'il désirait être introduit auprès du major général.

Très grave, mais avec de la bienveillance dans la voix, il accepta mes services et me dit son nom : le général Nivelle. C'était le nouveau maître de ces lieux, le chef de toutes les armées françaises qui

venait prendre possession de son commandement, comme un simple particulier en quête de l'emploi auquel il a été désigné. Prévenu, le général Pellé se précipita au-devant de lui en s'excusant de l'avoir fait involontairement attendre et l'amena dans son cabinet. Je méditai alors, non sans émotion, sur la fortune de cet homme qui, colonel d'artillerie au début de la guerre, se trouvait deux ans et demi après élevé, brusquement, à la plus haute dignité. « Est-il l'homme élu par le destin pour sauver son pays ? me disais-je ; verrai-je se réaliser en lui une de ces carrières triomphales qui éblouissent l'imagination ? Est-il le soldat miraculeux que tant de Français attendent et qui mettra de l'ordre dans la démocratie après avoir vaincu l'ennemi ? Car, depuis Napoléon, tous les Français vivent dans l'espérance du miracle militaire et rien n'est plus propre à entretenir cette mentalité qu'une guerre de siège, longue et sanglante, dont on ne voit point l'issue. »

J'en étais là de mes méditations quand les deux généraux sortirent du cabinet. L'officier d'ordonnance du général Pellé n'étant pas encore revenu, je fus prié d'aller prévenir le général de Castelnau de l'arrivée du général en chef. Le général Nivelle était sur mes pas : après l'avoir annoncé, je m'effaçai pour le laisser entrer. Le général de Castelnau s'était levé de son siège et, debout derrière son bureau, sans avancer, il attendait. Le général Nivelle, dès le seuil du cabinet, dit : « Bonjour, mon général. » « Bonjour, Nivelle, » répondit Castelnau. Il fit un pas vers lui, la main tendue et ajouta : « Bonjour, mon général. »

Que de nuances dans cette petite scène ! Ce nouveau

généralissime abordant son supérieur d'hier, dont il était le chef aujourd'hui, tenait à lui montrer quelle déférence il conservait pour lui. Il semblait lui dire : « Je n'oublie pas dans ma dignité nouvelle qui vous êtes et le respect que je vous dois. » Et Castelnau, de son côté, dans sa fierté de vieux soldat, conscient de sa valeur, soulignait l'hommage par une familiarité d'une minute qu'autorisaient son âge et ses services, mais acceptait, aussitôt après, la domination de celui qu'imposait le sort. J'en fus heureux, comme d'un bonheur qui m'arrivait personnellement. Rien n'est plus agréable à discerner que la présence de l'intelligence chez des hommes auxquels une si grande tâche est confiée. Savoir l'armée française entre les mains de ce jeune chef, courtois, qui du premier coup venait de montrer sa finesse, son tact et une maîtrise de soi parfaite, voilà qui était bien fait pour réjouir quiconque porte en soi le souci de sa patrie. Je fis part de cette scène aux officiers que je rencontrai. Ils en furent, comme moi, séduits et l'acceptèrent comme un heureux augure. Le général Nivelle, bien qu'aux yeux de beaucoup ses mérites ne fussent pas comparables à ceux de Foch, de Pétain ou de Castelnau, bénéficiait, dès son arrivée, d'une confiance sans limite. On s'inclinait devant sa fortune; on y voyait le signe d'un destin plus fort que la hiérarchie et l'on espérait en son bonheur.

Le soir même de son arrivée je lui présentai le communiqué. Son premier jour de commandement coïncidait avec une mauvaise nouvelle. L'armée de Verdun, qu'il venait de quitter, avait subi un léger échec. L'ennemi s'était emparé de 1.200 mètres de

tranchées et avait fait un certain nombre de prisonniers.

Dans un petit bureau, voisin du cabinet du colonel Claudel, le général en chef travaillait, éclairé seulement par la lampe posée sur la table, toute la pièce restant dans l'ombre. Je le regardais, tandis qu'il examinait attentivement mon texte. Son visage avait revêtu une expression de gravité qui me frappa. On eût dit un de ces beaux portraits de Carrière qu'illumine la réflexion intérieure. Tout songe et méditation, il incarnait la pensée même. Ce n'était pas la physionomie d'un homme léger, certes, ni d'un audacieux. Le poids de sa responsabilité, la grandeur de sa tâche, il les avait déjà marqués dans les plis du front, dans le sérieux du regard. D'un trait de plume il biffa le paragraphe qui signalait notre recul : « Attendons à demain, dit-il, l'échec sera peut-être réparé. »

Je fus un peu surpris qu'un fait si minime prît à ses yeux une véritable importance. Le lendemain matin, la situation ne s'étant pas modifiée, je revins sur la nouvelle : le communiqué allemand allait paraître dans l'après-midi et ne manquerait pas de grossir l'échec, à son ordinaire : il convenait que nous prissions les devants pour réduire l'événement à ses véritables proportions. Il voulut attendre encore. Cette fois, je perçus dans sa voix une nuance d'agacement et dans son maintien un peu de nervosité. Je comprenais qu'il n'avait plus l'esprit libre. Cet homme sentait l'attention de la France fixée sur lui et il redoutait son jugement. Je me rappelai la confiance inébranlable du père Joffre que rien ne tirait de

son calme, tant il était sûr de sa popularité. Voilà l'inconvénient, pensais-je, d'être un homme nouveau. Lui fera-t-on confiance assez longtemps pour qu'il puisse donner sa mesure; et lui-même, saura-t-il guetter aussi longtemps qu'il le faudra l'occasion de se montrer pour n'agir qu'à coup sûr ? Désireux de justifier son élévation subite, ne sera-t-il pas tenté de jouer sa chance sur une carte hasardée ?

A quelques jours de là, je rencontrai le lieutenant Madelin, qui passait par le Quartier Général. Madelin, affecté jusqu'ici à la 2e armée, avait approché de très près le général Nivelle pendant la bataille de Verdun. Il était à son État-Major lors de la reprise de Douaumont et de Vaux, en même temps que le capitaine Henry Bordeaux. Tous deux avaient discerné la valeur du général et faisaient de lui le plus grand éloge.

Madelin venait, quand je le vis, de rencontrer le général Nivelle dans le vestibule du Grand Quartier. Je le trouvai un peu déçu. « Qu'il est difficile, me dit-il, de supporter la fortune. Voilà ce Nivelle qui n'est plus le même. Lui, si modeste, si paisible, il y a quatre jours, je viens de le voir transformé. Non pas qu'il ne se soit pas montré bienveillant à mon égard, mais j'ai perçu tout de même dans son attitude une sorte de hauteur satisfaite, un rayonnement de vanité qui m'a surpris. Et en même temps je l'ai trouvé un peu écrasé et las. Cet homme que je croyais un sage dans toute l'acception du mot, aurait-il déjà changé ? »

Tels étaient les indices qui nous guidaient dans la connaissance de l'homme à qui le Gouvernement venait de donner le mandat de vaincre.

Le général Nivelle avait amené de la 2e armée

trois officiers qui composèrent son cabinet : ses deux officiers d'ordonnance et un troisième, le lieutenant-colonel d'Alenson. Bien que le nom de ce dernier ne soit pas arrivé jusqu'au public, il importe de ne pas le laisser dans l'ombre. Il a joué un rôle considérable et son influence a beaucoup pesé sur la marche des événements. Breveté de l'École de guerre et l'un des plus brillants, le lieutenant-colonel d'Alenson avait la figure d'un ambitieux. Noir et grand, mais d'une grandeur qui dépassait les limites qu'on accorde même aux cuirassiers, il était, par surcroît, d'une maigreur excessive. Son long visage osseux et creusé, ses grands traits anguleux, son front bas, ne reflétaient pas, à première vue, l'intelligence; bien plutôt la volonté et même l'entêtement. Taciturne, parlant à peine, et d'une voix souvent inintelligible, il laissait tomber ses mots du haut de sa haute taille. Toujours habillé à la diable, la barbe et la chevelure mal faites, il passait dans les couloirs, la main enfoncée dans la ceinture de sa culotte, sans voir personne, perdu dans sa songerie, l'air d'un don Quichotte triste, ravagé par la dyspepsie. Malgré son abord maussade il ne manquait pas de bienveillance. Son air absent cachait une grande sagacité et une extrême finesse de jugement. Pour ma part, les quelques fois où il voulut bien me mettre sur le chapitre de ma profession, je le trouvai informé, familier avec les idées générales et assez drôle avec son parler un peu traînant qui donnait un cachet d'imprévu à ses ironies.

Mais, à dire vrai, ce portrait se rapporte plus exactement à l'homme que je vis au 3e bureau de Chantilly dans les premiers mois de 1916. Car le

commandant d'Alenson avait appartenu précédemment au G. Q. G.

Quand le général Nivelle prit le commandement de la 2e armée, en remplacement du général Pétain, placé à la tête du groupe d'armées du centre, le commandant d'Alenson, promu lieutenant-colonel, quitta le G. Q. G. et lui fut adjoint comme sous-chef d'État-Major. A cette époque, j'entendis parler de lui par des officiers de cette armée en des termes qui me surprirent fort. Je connaissais un homme réputé intelligent et l'on critiquait son esprit étroit; je l'avais jugé bon homme et l'on déplorait sa morgue, son ton cassant. « Un doctrinaire obtus et plein de lui, » telle était l'expression employée pour le peindre. Je m'expliquais mal ce changement d'appréciation mais je m'en étonnai moins par la suite. Il était de ces hommes à convictions arrêtées et à personnalité vigoureuse qui ne peuvent que s'attirer des partisans ou des ennemis parce qu'ils se refusent à faire la moindre concession sur les choses qu'ils croient vraies.

Quand il revint au Grand Quartier Général avec son nouveau patron, investi de sa confiance et tout illuminé, pour ainsi dire, des rayons de ce soleil levant, il me parut plus noir, plus sombre et plus creusé. Il avait incontestablement perdu de sa bonhomie. Déjà séparé du reste des humains par sa haute taille, il semblait désireux de s'en éloigner encore par sa propre volonté. Le premier jour de son arrivée, je le rencontrai dans un couloir et je lui présentai mes compliments. Je lui demandai s'il désirait examiner le communiqué avant qu'il fût soumis au général en chef. Il me répondit avec beaucoup de détache-

ment : « Le communiqué nous intéressera fort peu. Nous sommes ici pour travailler sans nous soucier de ce qu'on pensera de nous. » En quoi il se montrait mauvais prophète, car personne ne porta plus d'attention au communiqué, nul n'attacha plus d'importance à la façon de présenter les faits au public, que le général Nivelle et son chef de cabinet.

Ses anciens camarades du 3e bureau constatèrent eux-mêmes son changement d'humeur. Je sais qu'ils s'en montrèrent mécontents malgré la discrétion qu'ils gardaient en ces sortes d'affaires. Il était facile de voir qu'ils avaient préparé l'arrivée au pouvoir du général Nivelle et s'étaient ménagé, en retour, la certitude que tout le personnel de Joffre serait maintenu, — le colonel d'Alenson servant de négociateur. Ils espéraient bien que leur ancien camarade, le résultat obtenu, abdiquerait l'autorité qu'il avait acquise entre les mains du colonel Renouard, chef aimé du 3e bureau. Mais, apparemment, il n'en fut rien. La fonction de chef de cabinet qu'il se fit octroyer n'était pas réglementaire et venait à l'encontre de ces projets. Toujours placé entre le généralissime et le chef du 3e bureau qui, avec l'aide-major général des opérations. est le véritable maître de la conduite de la guerre, le chef de cabinet jouit d'un pouvoir d'autant plus fort qu'il n'est pas défini et qu'il est sans responsabilité. Collaborateur constant et intime du généralissime, il est mieux placé que quiconque pour faire accepter ses idées au détriment de celles des autres. Il se confond avec la personne du général en chef et sous le couvert de celui-ci, en usant de la formule « le général en chef désire telle ou telle

chose », il est à même de donner des ordres à tous.

Je le répète, nul ne me fit de confidence à ce sujet, mais à mesure que le temps passait, que les plans de la grande opération d'avril se précisaient, il était clair que le lieutenant-colonel d'Alenson grandissait en crédit et en autorité, qu'il ne laissait à personne le soin de mener cette grande affaire et qu'il trouvait des résistances autour de lui dont il ne tenait aucun compte dans sa volonté d'aboutir. Le géant taciturne et froid qu'on avait connu indifférent à tout ce qui n'était pas sa tâche, se révélait comme un autoritaire de premier plan, convaincu de la grandeur de son rôle et confiant jusqu'à la témérité dans son étoile. Miné par la maladie, épuisé par ses excès de travail, il offrait, à la veille de la partie décisive qu'on allait engager, en dépit des mille difficultés qui s'accumulaient chaque jour, parmi l'indifférence visible du 3e bureau qui n'avait pas la foi, il offrait l'aspect d'un illuminé transporté tout entier dans son rêve, sûr de sa réalisation et prêt pour le triomphe. Moi qui le voyais tous les jours et seul à seul à cette époque, j'affirme qu'il était beau de confiance et d'énergie; il atteignait à ces sommets d'enthousiasme que foulent les grands capitaines quand ils se sentent soulevés par le génie. Le général Nivelle a été porté par lui. Dans ce foyer il a pris le feu qui l'a brûlé. Entre cette flamme dévorante et cette forge pleine d'étincelles qu'était Mangin, comment n'aurait-il pas cru qu'il allait sauver la France ?

Mais n'anticipons pas. En décembre 1916 il ne s'agit point de si vastes projets. Le général Nivelle ne fait que d'arriver. Il est un peu ébloui par sa fortune; il

apparaît nerveux. Le lieutenant-colonel d'Alenson, à son exemple, quoique d'un calme parfait en apparence, sent fermenter en lui un levain d'ambition qui n'échappe pas aux yeux de ceux qui l'approchent.

Un autre personnage de l'entourage du général confirme par son attitude que nous allons vivre sous le règne de l'aventure. Le capitaine Guillaume, ancien officier d'ordonnance du général Lyautey, passé au service du général Nivelle, a pris au Maroc, à la Cour fastueuse du résident général, je ne sais quel ton à la fois cavalier et courtois que rehausse sa prestance naturelle, son masque précis et fin et son air de page audacieux.

Voilà les deux hommes nouveaux venus dans la vie du généralissime, deux hommes dont l'arrivée a coïncidé avec ses moments heureux et qui ne voient en lui que le futur vainqueur.

Mais, près du général, un autre homme fait un contraste parfait : le capitaine Déré, son plus ancien officier d'ordonnance, un timide, dévoué à son chef jusqu'à la mort. Il a sur son visage la même lumière de gravité douce qui brille sur les traits du général, le même genre de physionomie réfléchie, tempérée. Celui-là, il est dévoué sans plus, il a par moment comme une crainte de voir craquer l'édifice de grandeur, il tremble pour son maître.

II

LE G. Q. G. DE NIVEELLE

Le général Pellé et le colonel Bel furent à peu près seuls entraînés dans la disgrâce de Joffre. La campagne qui depuis plus d'un an était montée contre l'État-Major n'avait qu'imparfaitement réussi, puisque la plupart des Jeunes-Turcs restaient à Chantilly, en possession du bureau des opérations. Il eût été, d'ailleurs, d'une grande imprudence de vouloir, du jour au lendemain, remplacer ces officiers d'élite, instruits par une longue expérience, par de nouveaux venus, plus ou moins bien choisis. Comme major général, en remplacement du général Pellé, le général Nivelle désigna le général Pont. Ce choix seul montrait son désir de se concilier le 3e bureau. Le général Pont avait été comme colonel à la tête de ce bureau au début de la guerre, ensuite, il avait exercé les fonctions d'aide-major aux opérations. Malgré sa grosse moustache et sa forte voix c'était un brave homme dans toute la force du terme, honnête, consciencieux et bon. Mais il subissait incontestablement l'ascendant des hommes dont le 3e bureau était composé. Ce que je veux dire, c'est qu'avec le général Pont, le 3e bureau n'avait pas à craindre de voir ses conceptions rejetées, son autorité combattue, car le nouveau major général, si réelle que fût sa valeur, n'était pas de ces personnalités

devant qui tout doit plier. Il avait pris si à cœur ce qu'on attendait de lui, qu'il ramena à ses plus strictes limites militaires son rôle de major général. Il renonça avec joie à exercer une action diplomatique quelconque, et même une action d'influence sur l'opinion publique, refusant de recevoir les personnages du monde politique ou de la presse qui, jusqu'à ce jour, avaient continué de venir chercher au Grand Quartier une ligne de conduite. La Section d'Information, à qui on attribuait les malheurs du général Pellé, lui inspira tout de suite une vive défiance. Il se rangea à l'avis de la Maison de la Presse et des Affaires étrangères, accepta le principe de la subordination absolue du pouvoir militaire au pouvoir civil et, pour leur prouver sa bonne foi, il se choisit un chef de cabinet propre à lui épargner toutes les bévues dans ce domaine : le lieutenant-colonel Toutain.

Le lieutenant-colonel Toutain est une des figures les plus curieuses du Grand Quartier Général. Officier breveté démissionnaire, ancien professeur à l'École de guerre, il était dans l'industrie depuis plusieurs années, lorsque la guerre éclata. On n'oubliait plus le lieutenant-colonel Toutain quand on l'avait vu une fois. Sa corpulence prodigieuse, que rendait plus vaste encore sa petite taille, dépassait l'imagination. L'étonnement se peignait sur le visage de tous ceux qui l'approchaient, à mesure que leurs regards découvraient le détail de sa personne.

Dans cette enveloppe massive veillait un esprit aiguisé, retors et fin, une volonté et une ambition tenaces. D'un court passage dans la politique, il avait rapporté la haine et le mépris agissant des politiciens,

des fonctionnaires de l'administration, des institutions républicaines et du suffrage universel. Aristocrate jusqu'au fond de l'âme, il détestait le nom même de démocratie. Quant aux préfets et aux sous-préfets, dont il avait eu à souffrir dans la campagne électorale où il ne fut pas réélu comme conseiller général de la Sarthe, il gardait à leur endroit un désir non avoué de leur rendre le mal pour le mal.

Par un de ces paradoxes qui sont bien dans la tradition militaire, c'est à cet homme qui, d'instinct et de raisonnement détestait l'autorité civile, qu'on avait confié la charge délicate d'assurer les relations entre l'autorité militaire et l'autorité civile : S. R. A. C., ainsi se dénommait son service, c'est-à-dire *Service des relations avec les autorités civiles.* Remarquez que les maîtres des requêtes au Conseil d'État ne manquaient point dans l'armée, les sous-préfets abondaient, les préfets on en comptait, à cette époque, plusieurs sous l'uniforme, tous gens ayant la pratique des questions administratives et très capables d'éviter des froissements avec les administrations civiles de la zone des armées. Et je dois dire que le général Pellé, par le tour naturel de son jugement sûr, qui l'inclinait à mettre *the right man in the right place*, avait ménagé à quelques-uns d'entre eux des postes appropriés à leurs connaissances. Le G. Q. G. de son temps en comprit jusqu'à trois. Mais, le libéralisme d'esprit du général Pellé ne trouvait dans le milieu de l'État-Major que désapprobation.

Dans toute cervelle militaire une croyance ferme existe, à savoir qu'un breveté est apte à remplir tous les emplois. De même que la philosophie englobe toutes

les connaissances au dire des philosophes, la science militaire, qui est en même temps un art et une vocation comme chacun sait, rend apte celui qui l'a reçue à exceller dans toutes les branches de l'activité humaine. Un officier a-t-il commandé une compagnie d'infanterie coloniale, ou simplement a-t-il voyagé en Russie ou en Chine, on le déclare apte à diriger le théâtre des opérations extérieures et à régler les questions les plus ardues de politique étrangère. Comme le commandant de Cointet avait des dispositions pour l'aquarelle, il parut à tous qu'il devait exceller dans les questions de presse. Ce même goût pour l'aquarelle finit par imposer le colonel Defossa comme grand maître du camouflage. Parce qu'il s'était présenté au Conseil général, le commandant Toutain était seul à même de préserver le G. Q. G. des embûches et des perfidies que l'autorité civile n'allait pas manquer de tendre aux militaires.

Car, c'est à cela qu'on réduisait en dernière analyse la fonction du S. R. A. C.; et l'habileté du lieutenant-colonel Toutain consistait à entretenir le G. Q. G. dans cette idée, que rien n'était plus périlleux que de laisser en contact direct un militaire loyal et sans malice avec un représentant quelconque du pouvoir civil, par définition roublard, de mauvaise foi et attaché à nuire à l'armée. Il fallait voir les airs entendus du lieutenant-colonel Toutain, quand on annonçait la venue de tel député inoffensif, désireux de recommander un de ses électeurs ou de se renseigner bonnement pour un rapport : « Ah ! celui-là, disait-il, je le connais. » Il levait sa main grassouillette, clignait les yeux, hochait la tête tout en tirant de sa pipe éternelle de courtes

bouffées, et cette mimique en disait long. Le général Pont sentait alors son sang se glacer dans ses veines comme si la tête de Méduse allait lui apparaître. Sa conclusion régulière était : « Toutain le recevra. » Le péril était écarté. Même un homme lucide, informé comme le général Pétain, n'échappait pas à cette emprise. Si bien que l'autorité du lieutenant-colonel Toutain, appuyée sur cette connaissance parfaite qu'il avait de la psychologie militaire fut à son apogée avec le général Pétain. A Compiègne, il fit organiser un protocole inconcevable qui eut le don d'exaspérer tous les membres des Commissions de la Chambre et du Sénat. On mit une vaste salle luxueuse du palais à sa disposition pour qu'il pût recevoir tous les parlementaires en visite. Si le parlementaire avait à demander un renseignement à un officier de tel bureau, le lieutenant-colonel Toutain faisait appeler ce dernier comme un collégien au parloir, et c'est en sa présence que l'entrevue avait lieu. Le lieutenant-colonel Toutain écartait les questions prétendues délicates, il prévenait de l'œil l'officier, le conviant à la prudence, si bien que le malheureux ne sachant plus ce qu'il fallait dire ou taire, bafouillait lamentablement et donnait à son interlocuteur l'impression qu'il ne disait que des mensonges, et que le G. Q. G. dissimulait de grandes fautes. Un homme aussi éminent que le général Poindron, chef du 1er bureau, n'échappait pas toujours à ce scénario ridicule.

Pour compléter la consigne, il fut décidé qu'aucun civil ne pourrait être conduit au G. Q. G. sans passer par le commandement, tant on redoutait de voir les députés s'introduire dans les bureaux. M. Lémery,

sous-secrétaire d'État à la marine marchande, qui connaissait la plupart des journalistes de la Section d'Information, fut rencontré par hasard dans les rues de Compiègne par l'un d'eux et, par lui, amené directement dans son bureau. Ce fut un beau tapage. Des émissaires signalèrent le fait au lieutenant-colonel Toutain, qui protesta. Une autre fois, à Provins, comme le charmant Abel Ferry avait été invité à déjeuner à la popote de l'Information par un officier de réserve, son camarade d'enfance, il y eut de longs conciliabules pour savoir si la chose pouvait être autorisée. On mit Abel Ferry au courant de l'incident et il raconta en riant qu'il avait dit le matin même au lieutenant-colonel Toutain, lequel, suivant l'usage, s'apprêtait à assister à son entretien avec un officier : « Mon colonel, voulez-vous nous laisser seuls, je vous prie. » Il avait, d'ailleurs, obtenu gain de cause.

III
LE DÉPART DE CHANTILLY

Un autre fait vint prouver de façon plus topique encore la nervosité du général Nivelle et son souci de ne pas attirer sur lui l'hostilité du Parlement.

A peine installé, le généralissime s'était rendu compte que tous les propos qui circulaient sur la tenue des officiers et leur genre de vie à Chantilly ne reposaient sur rien. Son jeune fils, venu de Paris pour passer quelques jours au G. Q. G., avait dit d'un air déçu : « Je m'attendais à tomber dans une vie mondaine, à assister à des chasses et à des *rallye-papers*, après tout ce qu'on racontait, mais c'est un véritable couvent que le Grand Quartier et l'on s'y ennuie. » Dans ces conditions, le commandant en chef avait demandé au ministre de la Guerre, général Lyautey, s'il était bien utile de changer la résidence du G. Q. G. Aucune nécessité militaire ne commandait ce déplacement qui entraînerait de gros frais et troublerait le travail pour une semaine au moins. Le ministre avait pris sur lui de laisser les choses en l'état et il n'était plus question de partir, lorsque le sénateur Gervais vint rendre visite au nouveau généralissime.

Ses premiers mots furent :

— Eh bien ! général, vous quittez Chantilly ?

— Non, monsieur le sénateur, répondit Nivelle.

Et il expliqua qu'il n'y avait aucune raison militaire en ce moment pour légitimer ce départ.

— Peut-être, reprit M. Gervais, mais il y a tout au moins une raison de dignité morale.

Le général Nivelle bondit sous l'outrage. Séance tenante, il se résolut au départ. Le Parlement avait remporté la victoire.

C'est une scène bien curieuse qu'un déménagement du Grand Quartier. Il m'a été donné d'assister à plusieurs de ces opérations stratégiques et chaque fois j'ai admiré avec quelle régularité intervenaient les péripéties amusantes. Dans ces moments, l'on mesurait l'extension de plus en plus formidable que prenait l'organisme central des armées. A Chantilly, à la veille du départ, il ne comptait pas moins de quatre cent cinquante officiers, huit cents secrétaires et hommes de troupe. Deux trains complets et plusieurs centaines de camions parvinrent à peine à transporter le personnel, le matériel de bureau, les archives. Il fallait mobiliser dans plusieurs armées les sections automobiles pour cet exode, ceux de la réserve des autos ne suffisant pas. Évidemment, les armées, pendant ce temps, pâtissaient de cette réquisition qui, en cas d'opération pouvait offrir des inconvénients graves. Aussi, avait-on soin d'emprunter les camions des armées où régnait le calme. De ce fait, les déménageurs arrivaient de fort loin, quelquefois de Nancy. On se figure les frais considérables que ces allées et venues engendraient.

Dans le branle-bas énorme de l'opération, on entendait de violentes récriminations, dont beaucoup ne

manquaient pas de justesse : « N'est-ce pas de la folie, disait-on, de traîner après soi ce service des décorations avec ses monceaux de caisses, ses cinquante secrétaires mâles et femelles, ses casiers à fiches, ses machines à écrire ? Est-ce qu'il ne serait pas mieux installé à Paris ? » On s'apercevait ainsi qu'un tiers au moins du G. Q. G. aurait pu sans inconvénient être laissé à demeure à Paris, comme le ministère de la Guerre et les Commissions le demandaient. La nécessité d'alléger le G. Q. G. apparaissait à tous. Mais une fois arrivé en place, le commandement ne voulait plus rien savoir. Il craignait de diminuer son autorité en lâchant le moindre de ses services qui, à l'entendre, lui était indispensable, au même degré que les autres et dont l'éloignement l'aurait empêché de remporter la victoire. De Chantilly à Beauvais, de Beauvais à Provins, de Provins à Metz et de Metz à Chantilly, le G. Q. G., de plus en plus lourd, se déplaça en bloc sans abandonner un seul de ses membres.

J'ai dit qu'un déménagement était une opération stratégique. Rien n'est plus juste. Le secret le plus rigoureux présidait à son élaboration. Le chef du commandement, le généralissime, le major général et les aides-majors, peut-être les plus importants du 3e bureau, puisqu'il s'agissait d'une opération intéressant la guerre, possédaient seuls le secret. Mais des indices certains ne tardaient pas à révéler aux malins que l'on s'apprêtait à plier bagage. Le chef du commandement et son adjoint partaient en voyage, pour une destination inconnue. Après une absence de quarante-huit heures, on les voyait rentrer, dissimulant mal leurs préoccupations, car le déménagement

c'était le morceau de bravoure de ce service, la grande affaire d'où dépendrait l'avancement de tous. Pendant ce temps, à la porte du commandement apparaissaient des caisses et des cantines. Les policiers chargés du service d'ordre à la gare disparaissaient à leur tour. Puis, l'on apprenait que les ordonnances des officiers du 3e bureau avaient prévenu les blanchisseuses de la ville qu'ils désiraient retirer tout le linge de leurs patrons avant la fin de la semaine. Car, il était de tradition que, quelle que fût la circonstance, le départ devait être précipité. A Chantilly, un indice sérieux s'ajoutant aux autres, enleva tous les doutes. Un beau matin, les deux voitures de télégraphie militaire, immobiles depuis 1914 dans la rue du Connétable, le long du trottoir du Bureau de Poste dont elles renforçaient les services, se mirent en marche à petite allure par la route de Creil. On partait, c'était sûr. Mais pour où ?

Alors, les conjectures allèrent leur train, comme cela se produisait chaque fois. Selon la nature des opérations engagées et la position des armées, on déduisait quel devait être l'emplacement logique du G. Q. G.; la proximité de Paris étant un facteur qu'il ne fallait pas négliger à cause des liaisons fréquentes avec le Gouvernement. Le parti des purs stratèges, méprisant le pouvoir civil, rêvait notre installation au centre même du front français, vers Vitry-le-François ou Épernay. Ceux qui se piquaient de diplomatie mettaient en avant la nécessité de se trouver à portée des Anglais, car la vraie place du G. Q. G. était à la soudure des forces anglo-françaises.

En dépit de ces suppositions, rien ne transpirait

touchant le futur emplacement du G. Q. G.; les initiés gardant jalousement leur secret. Mais, régulièrement, le lendemain du jour où le départ était apparu comme possible, les officiers en entrant dans un magasin quelconque de la ville, apprenaient du boutiquier désolé que le G. Q. G. allait à tel endroit. Et c'était vraiment comique de voir le fameux secret, inconnu de la très grande majorité des officiers du G. Q. G., faire l'objet des conversations de toute une ville. Que si vous alliez à Paris, entre temps, vous ne manquiez point d'être abordé par une dizaine de personnes toutes également au courant de ce départ et de sa destination. Ces indiscrétions avaient le don de mettre en fureur les gros bonnets de la maison. Jusqu'au bout, ils refusaient d'avouer que l'on avait tapé juste.

Enfin, l'ordre d'opération, frappé à la marge du sceau traditionnel : *Secret*, était distribué aux bureaux. Le déménagement comportait deux échelons. La fleur de l'État-Major faisait partie du premier, c'est-à-dire le cabinet, le 3e et le 2e bureaux, et des éléments de chacun des services. Le reste suivait à six jours d'intervalle. Tout était organisé pour que le travail souffrît le moins possible. Le réseau téléphonique n'était enlevé à l'ancien quartier général que lorsque le nouveau était entièrement posé. Je ne sais combien de kilomètres de fils étaient ainsi employés, combien de milliers de lampes ! Rien qu'en rideaux destinés à aveugler la lumière, il y en avait pour sept mille francs. Les scieries et les ateliers du génie fabriquaient à la grosse, en vue de la prochaine installation, des tables pliantes, des étagères, des armoires, des casiers peints d'une affreuse couleur jaune. Pour le bureau du général en

chef et des officiers généraux, on fignolait des meubles élégants. Il y avait même un lot de tapis pour l'escalier du premier étage et les principaux cabinets, ainsi qu'un jeu de serrures dorées pour le cabinet du généralissime, qui nous suivaient à chaque déplacement. Les membres du 3e bureau eurent chacun, à cette occasion, une petite cassette fermée à clef fabriquée par le génie, contenant papiers à lettres, enveloppes, nécessaire de bureau; ce qui fit beaucoup de jaloux. Le fameux coffre-fort qui contenait les plans d'opérations était transporté à chaque déménagement dans le train du général en chef. Au sujet de ces fabrications des ateliers du génie, il est certain qu'on en abusait. Du moins, je me souviens de l'indignation manifestée à Provins, par le général Klein, chargé de ce service. « Savez-vous à quoi s'occupe l'atelier de X... dit un jour le général ? Eh bien ! il fabrique des tables de nuit pour des officiers du Grand Quartier. » Visiblement, le général Klein, connu pour son esprit frondeur et paradoxal, exagérait un peu.

Les officiers supérieurs partaient en automobile : le commun des mortels prenait place dans le train. Le lendemain même de l'arrivée toutes les popotes fonctionnaient, mais il fallait plusieurs jours pour que chacun fût installé à son aise dans les logis nouveaux. Pendant cet intervalle, c'était un tollé de réclamations qui pleuvaient sur le commandement chargé des logements. Si, par malheur, un oubli ou une négligence avaient été commis au détriment d'un officier du 3e bureau, la chose prenait les proportions d'une catastrophe. Aussi, le commandement avait-il le soin de loger d'abord le général, les aides-majors et

le 3e bureau. Pour le reste, il voyait venir sans crainte.

Le déménagement de Chantilly à Beauvais faillit tourner au tragique. Depuis deux ans qu'il était immobile, le G. Q. G. avait pris des habitudes sédentaires. En deux années, il avait triplé d'importance. Outre les archives, on décida donc d'emporter des tapis, des tables, un matériel de bureau considérable, car le logis où nous allions nous installer n'était pas meublé. Le lieutenant-colonel Loreau, chef du commandement, homme timide, que la vue d'une étoile faisait trembler, malade par surcroît, n'avait pas les qualités d'un grand organisateur. On s'en aperçut tout de suite à l'effroyable désordre qui s'ensuivit. Les histoires les plus comiques circulèrent au cours de ce déménagement qui ébranla son crédit.

On racontait que lorsqu'il partit pour Beauvais, en vue de s'enquérir d'un local propre à abriter le G. Q. G., il alla trouver le général commandant la place. Ne voulant pas dire de quoi il s'agissait, car il attachait une importance extrême au secret, il tint des propos vagues, parla d'une formation nouvelle comprenant un groupe d'officiers à qui il fallait aménager des bureaux et des logis. Le général fut à cent lieues de soupçonner qu'il était question du Grand Quartier. Il ne pouvait venir à l'idée de personne, en effet, qu'en cas de déplacement c'est à Beauvais, c'est-à-dire à quarante kilomètres de Chantilly, dans le même département, et plus en arrière encore des lignes, qu'on aurait l'idée saugrenue de l'installer. Ignorant tout, le général désigna un certain nombre de locaux, capables de contenir cinquante à cent officiers, ce qui dans son esprit correspondait à une formation

déjà importante. Le lieutenant-colonel Loreau remercia, visita les locaux indiqués, les trouva insuffisants et revint le soir même, fort tard, à Chantilly, annoncer qu'il ne fallait pas songer à se rendre à Beauvais, faute de place. La chose parut si énorme que le major général se fâcha.

A minuit, un coup de téléphone réveille le général commandant la place de Beauvais.

— Allô, allô. Ici, le major général des armées du Nord et du Nord-Est. Général, vous dites qu'il n'y a pas à Beauvais de quoi loger le Grand Quartier, c'est inconcevable... une préfecture de 1re classe, voyons ?

— Mon général, je n'ai jamais dit cela et l'on ne m'a rien demandé à ce sujet.

— Comment, vous n'avez pas reçu la visite du lieutenant-colonel Loreau ?

— Oui, mais cet officier ne m'a pas dit qu'il s'agissait du G. Q. G. Sans quoi je lui aurais indiqué tout de suite soit le grand lycée, soit l'Institut agronomique, etc..., etc...

On juge de la stupeur du major général. Premier savon. Le malheureux lieutenant-colonel repart, un peu penaud, hésite entre le magnifique lycée tout neuf qui s'étend sur une large esplanade et le vieil Institut agronomique tout poussiéreux, situé dans un dédale de vieilles ruelles, visite l'un, visite l'autre, tergiverse et, l'on ne sait pourquoi, choisit ce dernier.

Cette grande baraque vénérable offrait tous les signes de l'inconfort. Des équipes de plantons et d'ouvriers eurent beau s'escrimer pendant huit jours à le nettoyer, faire les réparations urgentes, notamment au chauffage central, rien n'y fit. Quand le général

Nivelle, escorté de ses officiers d'ordonnance, arriva, il tomba dans un caravansérail sans feu — (on était en janvier dans l'hiver le plus rigoureux de la guerre) — d'apparence sordide. De plus, il avait perdu une heure à chercher son chemin à travers le labyrinthe des petites rues de Beauvais : aucun gendarme n'avait été placé sur sa route pour le guider. Enfin, un embouteillage effroyable de camions l'avait arrêté et il avait dû finir la route à pied. On devine sa colère.

Ce fut bien pis, lorsque le lendemain il fut en présence de M. le préfet Raux. M. Raux n'était encore que préfet de l'Oise, mais il possédait déjà cette rudesse, ce ton cavalier et brutal des préfets à poigne. Célèbre pour ses colères et sa vulgarité, il ne voulut pas se montrer inférieur à sa renommée. La veille, au coup de téléphone de l'officier d'ordonnance qui lui annonçait d'un ton courtois que M. le général commandant en chef était arrivé, il avait répondu, d'une voix bourrue : « Il est arrivé, eh bien, tant mieux, tant mieux. » et avait raccroché sans façon en maugréant entre haut et bas : « Qu'est-ce qu'il veut que ça me foute à moi. » Dès qu'il vit le général Nivelle, le lendemain, M. le préfet lui dit violemment : « Où diable êtes-vous allé vous loger ? »

— Mais, répondit le général, un peu interloqué, vous savez bien que nous sommes à l'Institut agronomique ?

— Chez les curés, ah ! vous êtes chez les curés, j'ignorais... D'ailleurs, je ne sais pas où c'est, je ne fiche jamais les pieds ni dans cette boîte-là, ni dans ce sale quartier.

Si les termes de la conversation ne furent pas mot

à mot ceux que je rapporte, l'esprit en est rigoureusement exact, ainsi que les mots typiques. Le général Nivelle, prodigieusement agacé et fort inquiet, constatant à son retour que sur tous les murs de l'Institut s'étalait la devise *Cruce et aratro* et que la statue du bon abbé fondateur de la maison se dressait au milieu de la cour du logis comme pour bénir le G. Q. G., entra dans une violente colère dont les échos s'entendirent jusqu'au troisième étage. Devant lui, tremblant de tous ses membres, le lieutenant-colonel Loreau mesurait la grandeur de sa faute et comment il était cause que le général Nivelle était accusé de pactiser avec la calotte, lui qu'on avait choisi justement parce que de religion protestante. Séance tenante, il fut décidé qu'on optait pour l'éducation laïque et qu'on se transportait au lycée... Grâce à Dieu, une heure de réflexion suffit à calmer le général qui décida sagement de ne pas bouger, dût M. le préfet s'en formaliser à jamais.

Si notre départ avait semé le regret dans l'âme des hospitaliers Chantillois, notre arrivée, au contraire, souleva la colère des habitants de Beauvais. A Chantilly, le commerce gémissait en se voyant privé des ressources que lui valait notre présence et maudissait le nouveau général : « Ah ! ce n'est pas Joffre qui aurait pris une mesure aussi absurde que rien ne justifiait. S'ils allaient dans l'Est encore, on comprendrait ou s'ils se rapprochaient des lignes, mais à Beauvais ! Il faut avoir perdu la tête. »

A Beauvais, le commerce, pour d'autres raisons, poussait les mêmes gémissements. C'est qu'en prévision de l'installation du G. Q. G., qui ne saurait souffrir

dans ses parages aucune autre formation militaire, on avait expédié ailleurs l'école des officiers automobilistes, un cours d'officiers de réserve, les troupes de la garnison, une foule de Q. G. et d'États-Majors variés de l'arrière; le tout formant un ensemble respectable de joyeux gaillards au porte-monnaie bien garni, nantis d'épouses légitimes ou non et qui, en attendant la fin de leur stage ou le départ pour le front, s'amusaient ferme et dépensaient force argent pour le plus grand bien des commerçants du cru. La population avait été émue, en outre, par une terrible chasse à « la petite femme » faite par les soins du chef de la police du G. Q. G., le commissaire Sorel, qui obéissait impitoyablement aux ordres de ses supérieurs. Tous les jupons suspects de Beauvais, ou du moins étrangers à la ville, et Dieu sait s'il y en avait à ce moment, avaient été expulsés sans pitié. D'où, nouvelle source de déficit pour les commerçants. Ces précautions, cet excès de pudeur joint à notre installation dans une maison religieuse contribuèrent à nous donner une réputation d'austérité qui n'accrut pas notre prestige.

Naturellement, les règlements de police imposés par le commandement ne furent pas de nature à calmer l'irritation des habitants. Cafés et cinémas furent conviés à fermer à huit heures et demie du soir. Le gaz cessa de briller par crainte des avions : des patrouilles circulaient jour et nuit, à la recherche des espions, houspillant les habitants attardés, verbalisant chez les commerçants en retard pour la fermeture de leurs établissements. Bref, on ennuya copieusement, sous des prétextes futiles et sans la moindre utilité, une

population de 50.000 âmes qui ne se distinguera certainement pas à l'avenir par son amour de l'armée, ce qui est, au demeurant, fort compréhensible. Nous ne vîmes, pendant notre séjour, que des visages sévères sur notre passage. Une seule fois, le G. Q. G. fut acclamé chaleureusement : ce fut le jour de son départ.

M. le préfet eut l'occasion de venger sa ville et ne la laissa pas tomber. Il se mit à geler à pierre fendre pendant le mois de janvier. En février, le froid atteignit 20° au-dessous de zéro. Quelques officiers ayant remarqué dans le parc de la préfecture un bassin spacieux, eurent l'idée d'y patiner. Trois d'entre eux, un matin, après avoir demandé l'autorisation au concierge, s'amusaient à dessiner des arabesques sur la surface lisse, lorsqu'une voix rude les interpella. Au bord du bassin, un monsieur jetait sur eux des regards courroucés. C'était M. le préfet. Les officiers, s'excusant de la liberté qu'ils avaient prise, renouvelèrent leur demande d'autorisation au maître de ces lieux.

— Non, messieurs, non, répondit le préfet, je suis chez moi, ici, et je tiens à y rester seul. Si votre général avait un bassin dans son jardin, iriez-vous lui demander l'autorisation d'y patiner ? Non, n'est-ce pas ? Eh bien ! je ne vois pas pourquoi vous venez me la demander à moi. J'ai bien l'honneur de vous saluer, messieurs.

Et M. le préfet leur tourna le dos.

Tant bien que mal, on se logea donc dans l'Institut agronomique. Plus avisée, la Direction de l'arrière, faisant logis à part selon sa coutume, s'installa dans

une aile du lycée. Tandis que nous grelottions, malgré les radiateurs délabrés d'un appareil de chauffage qui s'obstinait à ne pas fonctionner et des poêles à pétrole fumants qu'on avait dû acheter à la douzaine, nos collègues de la D. A. jouissaient d'une tiède atmosphère, d'eau chaude, de tout à l'égout perfectionné ; ce qui nous faisait un peu comprendre la colère de M. le préfet voyant son lycée vide et si confortable dédaigné pour une baraque cléricale si incommode. Mais, somme toute, à part le froid, la maison avait ses avantages. Les bureaux, réunis dans un espace étroit, étaient fort près les uns des autres et communiquaient plus aisément.

IV

AU TEMPS DE BEAUVAIS

Au vrai, personne ne se consolait du départ de Chantilly qu'on persistait à trouver absurde. L'éloignement de Paris se faisait sentir à ceux qui étaient chargés des liaisons entre le G. Q. G. et le Gouvernement et, il faut le dire, à tous ceux qui se promettaient de petites fugues entre deux trains. Les retards étaient si grands sur la ligne de Paris-Beauvais qu'il fallait compter toute une journée pour un voyage d'aller-retour. Quant à la route, elle était telle qu'il fallait trois heures d'auto pour abattre les quatre-vingt-dix kilomètres. Cet état de choses fit croire aux optimistes qu'on aurait, au moins, l'avantage de ne plus recevoir la visite des parlementaires. Le général Nivelle lui-même s'était laissé aller à formuler cet espoir. Mais, hélas ! il fut de courte durée. Le lendemain de notre arrivée, on vit apparaître M. le sénateur Gervais qui venait jouir de son triomphe.

Quelques jours plus tard, nous reçûmes la visite de M. le Président de la République et de M. Briand, président du Conseil. L'un et l'autre, accompagnés du général Nivelle et du général Pont, firent le tour des bureaux où les officiers, rangés en ligne, leur furent présentés. M. Raymond Poincaré se montra d'une exquise affabilité, serra les mains de tous, eut

pour beaucoup un mot aimable et pour quelques-uns un mot malicieux. Visiblement, il n'ignorait pas la tâche qui était dévolue à chacun et quelle attitude tel bureau avait adoptée en certaines circonstances. Il fut parfaitement perceptible dans ses manières qu'il ne se leurrait pas sur le degré de sympathie que le pouvoir civil pouvait attendre du pouvoir militaire. A la Section d'Information, les trois officiers échappés au désastre attendaient mélancoliquement leur tour, en écoutant les aphorismes de leur chef, le lieutenant-colonel Toutain, qui évoquait la majesté de nos grands rois à l'occasion du simple appareil déployé par la visite du chef de l'État. Nourri d'histoire de France, il était fertile en anecdotes traditionnelles et ne dissimulait pas son mépris pour les médiocrités de la démocratie. Un bruit de voix dans le couloir, la porte s'ouvre et le cortège officiel apparaît. Le lieutenant-colonel Toutain s'avance avec ce dandinement qui lui était particulier et qui imprimait à sa masse un large mouvement de roulis. A sa vue, M. Poincaré ne put réprimer un sourire. « Je salue, dit-il gaiement en lui tendant la main, le plus ferme centre de résistance du Grand Quartier aux désirs du Parlement. » Saisi par cette allusion ironique à ses sentiments réactionnaires, le lieutenant-colonel Toutain devint tout rouge et ne put que balbutier, tandis que M. Briand, franchement amusé, riait de tout son cœur. Le Président du Conseil, la cigarette aux doigts, car il n'avait pu se résoudre à faire cette interminable visite sans fumer, l'œil malin et le cheveu long, avait l'air d'un poète romantique en visite aux champs. Il ne pouvait se lasser d'admirer, avec une sympathie

visible, la corpulence de l'officier qui, dans sa pensée, évoquait la joyeuse silhouette de Falstaff, comme je le lui entendis murmurer en sortant. De ce jour, je compris l'origine de l'indulgence que tous nos parlementaires avaient pour le lieutenant-colonel Toutain, qui les méprisait bien fort cependant. La démocratie, en effet, c'est le triomphe des gros hommes. Il est convenu, en style de démocrate, que tout homme gros est un bon homme. Renaudel lui-même, un jour que je lui parlais du lieutenant-colonel Toutain, m'avoua qu'il se sentait un vif attrait pour lui, à cause de son ampleur, de son bel appétit et de sa connaissance en vins fins.

Le général Pont, un instant interloqué par la malice du Président, reprit vite son sang-froid et, voulant se montrer conciliant, dit en désignant du geste les trois officiers qui tâchaient de garder leur sérieux : « M. le Président, voici la Section d'Information qui maintenant ne fait plus d'articles et se borne à transmettre à la Maison de la Presse les renseignements recueillis aux armées. » Cette allusion, un peu grosse, aux accusations dirigées contre le général Pellé, n'obtint aucune approbation de M. Poincaré qui ne releva pas le propos et sortit après quelques paroles bienveillantes.

Dans ce grand Institut, la visite des deux chefs du Gouvernement ressemblait assez à une tournée d'inspecteurs dans un pensionnat. Les commentaires sans fin qui continuèrent à ce sujet toute la journée dans les bureaux et à la popote furent bien, d'ailleurs, des commentaires d'élèves. C'étaient de grands élèves, à qui on ne la fait pas, que rien n'épate et qui dénigrent.

A cette occasion, on resservit toutes les vieilles histoires connues depuis dix ans sur la froideur de M. Poincaré, sur la paresse et les amours de M. Briand. On ne s'imagine pas combien les Français ont de propension à croire les anecdotes, plus ou moins apocryphes, qui circulent sur les personnalités et avec quelle joie ils s'en satisfont. On se serait cru au fond d'un café du Commerce de la province. C'est là qu'on voit la force de pénétration du *Cri de Paris* et qu'il a pour toute la France une valeur d'oracle.

Le Prince de Galles vint également faire le tour de la maison. La vue de ce grand garçon dégingandé et timide, qui avait le visage rond et frais d'un bon boy anglais, et qui semblait embarrassé de ses jambes et de ses bras, fit plaisir à tout le monde.

Nous étions à proximité du secteur britannique et l'accord entre nos alliés et le général en chef, à cause de l'offensive prochaine, paraissait très étroit. On annonçait qu'une partie de nos troupes allait être relevée par eux. Le général Wilson et sa mission s'installèrent dans une villa aux portes de Beauvais. Dès le mois de février, le bruit courut que l'offensive était imminente. On fondait sur elle d'immenses espoirs. Des camarades de promotion du colonel d'Alenson vantaient hautement son intelligence et son esprit de décision et disaient qu'il donnerait aux opérations une impulsion grandiose. On parlait des forces considérables que le généralissime mettrait en œuvre pour tenter l'assaut des lignes allemandes. Déjà on regardait sur les cartes le terrain où se dérouleraient les opérations. Les Britanniques, presque chaque jour, lançaient de larges coups de main conduits avec une

méthode impeccable et qui tous réussissaient en leur valant de nombreux prisonniers. Aussi était-on plein de confiance en eux. Cependant, à mesure que passaient les jours, on n'entendait toujours pas parler d'offensive. Le général Micheler venait souvent au G. Q. G. et l'on s'attendait, chaque fois qu'il rentrait à son Quartier Général, à voir se déclencher la bataille. Mais le G. A. R. n'avait pas achevé les travaux préparatoires à l'attaque. Rarement une impatience aussi vive anima les esprits. A vrai dire, on commençait à s'énerver; on trouvait que la chose annoncée depuis si longtemps tardait trop. Vers la fin de février, les attaques anglaises sur l'Ancre apportèrent un redoublement d'effervescence. Les Allemands reculaient devant nos alliés, d'abord contraints et forcés, puis de bon gré.

Ce n'était plus une bataille, cela devenait un repli.

Alors, comme une traînée de poudre, la nouvelle se répandit : « Les Allemands s'en vont. Ils brûlent leurs dépôts de matériel, ils font sauter les voies ferrées et les gares, ils évacuent les habitants. » On consultait fiévreusement les bulletins de renseignements du G. A. N. qui, chaque jour, signalaient de nouveaux indices. Pas de doute, nos ennemis renonçant à supporter le choc de l'offensive en préparation allaient battre en retraite. Jusqu'où iraient-ils ? A la Meuse ? La joie fut générale dans toute la maison. Mais, presque aussitôt, les officiers expérimentés firent constater que ce repli allait réduire à néant les préparatifs de l'offensive. Cette perspective, au reste, n'attrista personne : la joie de voir filer le Boche emportait tout. « Nous avons encore la ressource

d'attaquer tout de suite pour les surprendre en pleine retraite, disait-on, et leur infliger un désastre. C'est, d'ailleurs, ce que le général va faire tout de suite, évidemment. » Ces conversations, je les ai entendu tenir les premiers jours de mars. Au 2e bureau, au 1er, même au courrier, au chiffre, au service courant, on ne voyait plus que gens penchés sur les cartes et dissertant sur ce qu'il fallait faire.

Mais, au 3e bureau, on restait muet et énigmatique. Quand on leur parlait du repli, on ne récoltait que des sourires d'ironie. En réalité, le 3e bureau et le colonel d'Alenson ne croyaient pas à la retraite des Allemands. Des gens qui avaient donné tant de preuves de ténacité n'allaient pas abandonner sans combattre les gages territoriaux qu'ils tenaient. N'était-ce pas la monnaie d'échange dont ils espéraient user pour obtenir la paix sans grands dommages ? Et puis, ils étaient avant tout des militaires, et un militaire n'abandonne jamais l'espoir de vaincre. Or, cette retraite, si elle se produisait, ce serait l'aveu qu'ils n'espéraient plus nous battre. Jamais un vrai militaire, tant qu'il a des hommes et du matériel, ne consent à reconnaître une chose pareille. Tels étaient les arguments du 3e bureau. On oubliait que la retraite constitue, dans certains cas, une manœuvre. Depuis qu'on était accroché désespérément à des morceaux de terrain, qu'on arrachait lambeaux par lambeaux à l'ennemi, il semblait que tout l'art militaire fût réduit à disputer le sol pied à pied. Alors que j'avais entendu soutenir, au moment de Verdun, que le terrain n'avait pas d'importance, ici l'on affirmait qu'il était tout.

Chose curieuse, malgré son autorité, le 3e bureau ne

parvint à convaincre personne. Vers le 10 mars, un vent d'indignation souffla au Quartier Général. Pour la première fois, j'entendis durement critiquer par des brevetés mêmes l'entêtement aveugle du bureau des opérations. On trouvait monstrueuse notre inaction. Était-ce le bureau des opérations qui était coupable, en l'espèce, ou le général en chef et son chef de cabinet ? Voilà ce qu'il est difficile de savoir au juste. La suite nous a montré, en tout cas, que le généralissime, pour sa part, s'était refusé à croire, envers et contre tout, au repli allemand.

On sait qu'il avait répondu à Franchet d'Esperey, lequel l'avait avisé du mouvement de l'ennemi, que l'on ne pouvait s'appuyer sur une hypothèse aussi improbable.

Bref, le 15 mars, quand on apprit le résultat du coup de main profond qu'on s'était décidé à lancer dans la région de Crapeaumesnil, il fut impossible de ne pas croire à la retraite des Allemands. Les comptes rendus d'armée signalaient que partout les tranchées ennemies étaient vides. Quelques groupes de soldats armés de mitrailleuses avaient bien ouvert le feu contre nous, mais c'était pour donner le change. D'ailleurs, ces groupes s'étaient repliés aussitôt. L'ordre de poursuite fut alors lancé à toutes les unités du G. A. N. Une véritable consternation régnait au cabinet du général ; on ne voyait que visages sombres. L'offensive préparée avec tant de soins tombait dans le vide. Néanmoins, on se ressaisit suffisamment pour profiter de la situation qui, du point de vue moral, était fort belle. Je reçus mission de donner dans le communiqué l'impression que l'ennemi s'était replié

sous notre pression constante et que nous le poursuivions avec énergie, bousculant ses arrière-gardes et talonnant ses troupes. Bien mieux, on tâchait de me le persuader pour rendre ma tâche plus facile et je ne manquais pas de le croire volontiers. Seul, le lieutenant-colonel Renouard, quand il parcourait mes communiqués, ne pouvait cacher l'ironie qui brillait dans ses regards.

Le souci de paraître n'avoir pas été surpris, hantait l'esprit du commandement et j'imagine que nul au monde n'aurait été capable de faire avouer au général en chef que jusqu'à la veille du 15 mars il s'était mépris sur les intentions des Allemands. On vécut au G. Q. G. dans une atmosphère d'erreur qui devait fausser toutes les dispositions futures.

Tout de suite, d'ailleurs, les destructions opérées par l'ennemi dans la zone évacuée orientèrent les esprits vers l'indignation. On comprit quel parti on pouvait tirer de ce vandalisme aussi bête que monstrueux. Des officiers furent chargés de dresser des rapports sur les dévastations commises dans ces malheureuses régions. On envoya les photographes prendre des clichés des ruines amoncelées avec un raffinement barbare et particulièrement des arbres fruitiers coupés. La presse française tout entière flétrit ces procédés odieux et, dans la colère générale, on oublia la faute du commandement.

Quoi qu'il en soit, le pays respirait ; la ceinture de fer qui l'étouffait s'était relâchée. L'envahisseur reculait et sa menace suspendue depuis si longtemps sur Paris devenait vaine, puisque lui-même se décidait à abandonner la proie convoitée. Pour tous, ce repli

marquait le commencement de la fin. Le général Nivelle bénéficiait de cette heureuse solution; il était clair que le repli était la suite logique de la bataille de la Somme, il en recueillait les fruits alors que Foch et Joffre étaient en disgrâce, eux à qui tout le mérite aurait dû en revenir.

Si son ennui fut grand de voir l'offensive prévenue, il ne persista pas longtemps. La marche victorieuse de nos troupes qui entraient dans des villes délivrées, les manchettes enthousiastes des journaux ramenèrent vite le sourire sur ses lèvres. Nous vivions des heures admirables à lire les comptes rendus des armées qui, chaque soir, jalonnaient leur avance. Il semblait que cela devait continuer toujours. Le 18 mars au soir, je me rendis à son domicile, un joli hôtel sur cour, meublé avec goût, pour lui soumettre le communiqué qui annonçait l'entrée de nos troupes à Noyon. Le général était seul dans son cabinet. Il avait, ouvert devant lui, le *Tout-Paris,* ce qui ne laissa pas de m'étonner un peu. Or, à quelques jours de là, je ne sais quel journal annonça que le général Nivelle avait demandé au téléphone M. Clemenceau et lui avait dit : « M. le Président, les Allemands ne sont plus à Noyon, » allusion plaisante au *leitmotiv :* « Les Allemands sont à Noyon, » dont M. Clemenceau abusait depuis deux ans au grand énervement des militaires. Je n'ai jamais pu savoir si la chose s'était réellement passée ainsi, mais la présence du *Tout-Paris* sur la table du général ce soir-là, confère une certaine vraisemblance à l'anecdote. Ce n'est jamais qu'un recoupement, comme on dit en style de 2e bureau, et l'on sait ce qu'ils valent.

Pour marquer plus fortement l'avance de nos troupes, on résolut de pousser en avant le plus loin possible le Quartier Général. On annonça un nouveau départ. Malgré le secret habituel en ces occasions, tout le monde devina qu'il s'agissait d'occuper Compiègne. C'était mettre le G. Q. G. bien près des lignes et les prudents trouvaient qu'on allait cette fois trop près. Mais le vent était à l'avance et beaucoup pronostiquaient qu'on ne « moisirait pas dans le patelin ». D'ici peu, le G. Q. G. filerait à Laon, dès que l'offensive serait déclanchée. Car, du jour au lendemain, on se mit à reparler de la formidable offensive qui allait tomber sur le poil du Boche lequel n'avait pas fini de battre en retraite. On craignait même que nous ne fussions surpris par un nouveau repli. Les Allemands ne pouvaient guère s'arrêter qu'à la Meuse : leur position actuelle n'était qu'une ligne intermédiaire. Une chose cependant chiffonnait les optimistes : c'est que l'ennemi eût cru devoir conserver le massif de Saint-Gobain.

Pour entraîner le G. Q. G. à la marche victorieuse qui devait être la sienne, on fit cette fois le déménagement d'un seul coup, au lieu de procéder en deux étapes comme le voulait l'usage.

Dans ce déménagement, le colonel Loreau prit une brillante revanche de sa malheureuse arrivée à Beauvais. Tout marcha à merveille. Le 3 avril, l'énorme organisme fut transporté avec armes et bagages à Compiègne. Une seule journée avait suffi.

Pour ma part, je m'y rendis en automobile avec le commandant Fessart du 3e bureau dont la conversation caustique et les aperçus ingénieux avaient

toujours beaucoup de charme pour moi. Tout le long de la route, il me montrait des meules de foin et affir mait en riant que, si le fourrage manquait en France, c'est parce que le lieutenant-colonel Toutain avait imaginé de faire faire sa besogne par les préfets. Ceux-ci prétendaient, au contraire, que dans la zone des opérations, l'armée seule, disposant d'une main-d'œuvre abondante et gratuite, était à même de réaliser les travaux agricoles. Le débat s'éternisait et les meules pourrissaient sur place.

V

COMPIÈGNE — LA FIN D'UN RÊVE

La charmante ville de Compiègne groupe harmonieusement ses vieilles maisons et ses neuves villas autour du Palais. Enfin délivrée par l'éloignement de l'ennemi, du cauchemar que faisait peser sur elle la pièce à longue portée qui la bombardait sans relâche, elle nous reçut avec bienveillance. C'était un séjour digne d'un Grand Quartier Général; peu de mouvement, de larges avenues, un silence propice au recueillement.

Presque entièrement vide de ses habitants, elle offrait pour le logement des officiers de grandes commodités. On nous répartit dans des villas aménagées avec beaucoup de recherche et de goût. Les popotes des grands bureaux s'installèrent à leur aise dans les vastes cuisines en sous-sol des beaux logis de l'avenue Thiers.

Je parle des cuisines savamment, car j'eus l'occasion fréquente d'y pénétrer. C'était le côté pittoresque et plaisant de ma fonction. En effet, il m'arrivait souvent, pour ne pas perdre de temps, d'aller porter le communiqué à l'aide-major général des opérations et au général en chef à l'heure du dîner. L'hiver venu, on fermait hermétiquement portes et fenêtres des villas et on les aveuglait avec de grands rideaux,

de crainte des bombardements. Force m'était donc de m'introduire par la seule issue libre, le sous-sol des cuisines. Là, dans l'odeur des fricots qui aiguisaient mon appétit, j'attendais qu'un serveur me rendît le communiqué qu'il était allé présenter aux grands chefs alors à table, tout en causant avec les marmitons et les cuisiniers, gens à l'esprit fort juste en général. Je ne veux pas dire que j'ai puisé là tous mes renseignements, cela ferait trop de plaisir à certains, mais j'y recueillis sur la façon dont on jugeait la guerre des aperçus utiles qui différaient singulièrement de l'interprétation de l'État-Major.

Un soir que je sortais de ces profondeurs, je rencontrai sur la place du Palais un officier supérieur de la D. A. Il m'aborda avec la déférence due à l'homme qui, chaque jour, approchait les grands chefs :

— Toujours dans les grandeurs, me dit-il ; comment se porte le général ?

— Ma foi, lui répondis-je, en dissimulant une forte envie de rire, il va très bien, il a mangé de très bon appétit.

Et, de fait, par l'aspect de son menu, je pensais bien, ce soir-là, qu'il ne pouvait en être autrement.

Quand nous arrivâmes le 3 avril à Compiègne, toute la ville s'entretenait d'un tragique événement. Deux ou trois cents évacués de Noyon avaient été transportés en pleine nuit à Compiègne par des camions automobiles et jetés simplement sur la Place à deux heures du matin, sous une pluie battante, par un froid sinistre. Il y avait là des vieillards, des femmes, des enfants épuisés par trois années de privations. Personne n'avait avisé la municipalité ou la sous-

préfecture de cette arrivée. Le sous-préfet, réveillé en hâte, s'était prodigué toute la nuit avec le plus grand dévouement, sonnant aux portes, obligeant les habitants à héberger, de gré ou de force, ces malheureux qui n'en pouvaient plus. Mais, quelle que fût la diligence apportée par ce fonctionnaire, sept évacués, déjà malades, périrent de froid sur le pavé.

On pense bien que la chose fit un certain bruit. Quel était le responsable ? L'autorité militaire, représentée en l'espèce par le grand chef des évacuations, le lieutenant-colonel Toutain ? L'autorité civile qui semblait devoir être M. Raux, préfet de l'Oise ? Je crois bien que les deux services étaient fautifs. Ce qui le prouve, ce fut avec quelle unanimité touchante ils s'entendirent pour écarter de leur tête les responsabilités. Un officier du S. R. de la 3e armée assista à une sorte de conseil tenu au Palace-Hôtel de Compiègne où ces deux personnages et un troisième, délégué par l'Intérieur, examinèrent le problème. L'officier qui m'a rapporté le fait était jeune, imbu de son devoir, plein de générosité et de zèle; il se montra scandalisé des propos qu'il entendit tenir à ce moment. La préoccupation évidente des membres de la réunion tournait autour d'une eau-de-vie remarquable que l'hôtelier leur avait servie. Entre temps, on avait essayé de faire retomber toute la faute sur le sous-préfet. Mais finalement, je ne sais quel malheureux commandant d'étapes fut choisi comme bouc émissaire et déplacé.

L'autorité militaire, au reste, avait peu de goût pour les évacuations. Le sous-lieutenant Madelin m'a conté que, rendant visite vers la même époque au

lieutenant-colonel Toutain, il l'avait trouvé dans un état de violente exaspération. Sur son bureau s'empilaient des dépêches émanant de braves gens qui, apprenant l'affreux dénuement des malheureux Français des régions évacuées par l'ennemi, offraient spontanément des vivres, des vêtements, des abris. « De quoi se mêlent-ils, criait le lieutenant-colonel Toutain rouge de colère, est-ce qu'on leur demande quelque chose ? » Ce qui prouve que la bureaucratie militaire, blessée dans son amour-propre, peut être aussi malfaisante que la bureaucratie civile.

Je ne doute pas, d'ailleurs, que l'une et l'autre aient obtenu, en cette circonstance, des témoignages éclatants de satisfaction. Il en va ainsi, dans l'ordinaire des choses, mais il faut bien, à l'occasion, montrer les ombres du tableau sans espérer pour cela corriger personne.

L'installation dans le Palais de Compiègne, où vivait le souvenir de Napoléon, parut à tous de bon augure. L'aimable conservateur, M. Gabriel Mourey, mit à la disposition du G. Q. G. les plus belles pièces du Palais. Le général en chef, son cabinet, le 3e bureau s'installèrent dans les appartements de l'Empereur et de l'Impératrice, dans la partie du château donnant sur le parc. Instantanément, il y eut une telle extension des services qu'en deux jours le commandement crut qu'il manquerait de place. Gabriel Mourey consentit bien à meubler le bureau du général en chef, sur les murs duquel il fit disposer de fort belles tapisseries, et celui du major général, mais il trouva qu'on abusait quelque peu. Rien ne semblait assez beau pour les chefs de service. Ils se disputaient les fauteuils,

Un *Moïse* qui était resté sur le socle de la cheminée d'une salle servant de passage fut accaparé par l'un d'eux, sans que le conservateur fût prévenu. Le buste en marbre de l'Impératrice Eugénie fit plusieurs jaloux. Le lieutenant-colonel Toutain demanda même le lit de l'Impératrice, celui dont il disposait dans son logement s'étant rompu sous lui. Je ne pense pas qu'il l'ait obtenu.

Non seulement les bureaux d'élite entendaient être bien logés et grandement, mais ils exigeaient que leurs secrétaires fussent à côté d'eux. Et, comme dans cette partie du Palais on ne trouvait que des salles d'honneur, on vit des secrétaires taper à la machine sous des lambris dorés, ayant sous les yeux la vue du Parc, tandis que les officiers des services moins favorisés s'entassaient dans les pièces des domestiques, au fond de cours sombres.

La Section d'Information, comme on pense, fut parmi les plus mal logées. Sans air, sans cheminées, nous nous asphyxiâmes pendant ce mois d'avril glacial avec des poêles à pétrole; ce qui au demeurant ne nous désola point, car le spectacle de la curée dans le Palais, à laquelle nous ne participions pas, suffisait à nous réjouir. Mais nous vîmes bien, à cette occasion, que nous n'étions pas des guerriers. On reconnaît, en effet, le militaire de carrière à ce qu'il a le génie du commandement. Et ce génie s'applique d'abord à se faire bien servir par l'habitant ami en attendant de s'exercer sur l'ennemi.

Tout le Palais fut rempli jusqu'aux combles. Le troisième étage était composé d'un dédale de petites pièces donnant les unes sur les autres, de l'aspect le

plus pittoresque. Les bureaux qui s'y logèrent, tels que l'Aviation, la T. S. F. avec ses annexes : radiogoniométrie et autres, Contrôle postal, S. R. semblaient isolés du monde. Désormais, quand on s'ennuyait, il devint commode de se promener sans affronter le mauvais temps. Une simple visite dans un bureau du troisième nécessitait une heure de tours et de détours. Quelquefois l'on croisait un officier étranger au G. Q. G. venu en liaison des armées ou de Paris et qui, le visage inquiet, perdu dans le labyrinthe, tentait de s'orienter. Si l'amour-propre l'empêchait de demander son chemin, il en avait jusqu'au soir à chercher la sortie car, à chaque pas, l'on trouvait bien des escaliers, mais ces escaliers, munis de noms héroïques de l'ancien régime, aboutissaient à des cours intérieures condamnées et sans issue sur le dehors. Une telle disposition faisait la joie des plantons et des secrétaires qui pouvaient disparaître sans qu'on s'inquiétât d'eux. D'ailleurs, le nombre de ces modestes fonctionnaires augmenta encore, car les bureaux étaient tellement distants les uns des autres qu'il fallut organiser de véritables courriers réguliers pour communiquer les pièces.

J'ai remarqué que plus les locaux mis à la disposition des bureaux sont vastes, plus ceux-ci s'accroissent, plus ils s'éloignent les uns des autres et moins ils ont de rapport entre eux; les cloisons étanches s'épaississent. Il en résulte d'autres inconvénients. Pour remplir les salles vides, on réclame des officiers et des meubles. Comme je l'ai dit, on double les plantons pour porter les messages et les communications téléphoniques augmentant en nombre, il faut aug-

menter le personnel du téléphone. Le même État-Major qui, à part la D. A., tint tout entier dans le modeste Institut agronomique de Beauvais, faillit se trouver à l'étroit dans l'immense palais de Compiègne. Tant qu'un règlement ne fixera pas l'espace strictement dévolu aux Q. G., on aura des États-Majors trop nombreux.

Partis de Beauvais sous une rafale de neige, nous arrivâmes à Compiègne dans une tourmente de pluie. Tout le mois d'avril fut exécrable. Un froid glacial régnait dans le Palais. Le baromètre, installé en face de l'escalier d'Apollon dans le grand couloir du premier étage, ne cessait de marquer la tempête. Dieu sait si on le consultait en ce moment. La date fixée pour l'offensive approchait. Ce baromètre, il a trahi ingénument bien des secrets religieusement gardés par le 3e bureau. A l'heure du déjeuner, il suffisait d'observer ceux qui s'en approchaient pour flairer les nouvelles. Quand un gros bonnet faisait la moue en le consultant, ou si son visage s'épanouissait au gré de la courbe tracée par le couteau, c'est qu'il y avait une attaque en perspective.

Cette fois, d'ailleurs, il n'aurait servi de rien d'être perspicace. Nul n'avait pris soin de cacher la date de l'offensive. On en parlait ouvertement. Je me demande encore pourquoi on fit preuve, en cette circonstance, de tant de loquacité. On sut que l'attaque était renvoyée par suite du mauvais temps persistant, que les destructions n'étaient pas faites. Les plantons eux-mêmes s'inquiétaient du temps qu'il allait faire et hochaient la tête d'un air soucieux en regardant le ciel. C'était vraiment la première fois que l'on

parlait ouvertement d'une offensive en préparation. Je ne sais quel relâchement secret régnait, sous ce rapport, dans la discipline. Et peut-être bien à cause de cette communauté de préoccupations, l'espoir qui animait tout le monde était-il plus grand encore.

Si des désaccords existaient dans le haut commandement, on ne l'a su que plus tard dans le commun des bureaux et si le Gouvernement était saisi de plaintes des exécutants, comme cela a été avéré par la suite, le G. Q. G., en dehors des principaux organes, l'a ignoré en ce moment-là. Le prestige du général Nivelle, dans son État-Major, restait intact. Le général se montrait d'une grande bienveillance vis-à-vis de tous et la sympathie à son égard fut toujours très vive.

Pour ma part, j'ai trouvé rarement un accueil aussi bienveillant que durant son règne. Les encouragements ne m'étaient point ménagés. Mon humble besogne était l'objet de son attention et jamais il ne manqua de souligner mon effort d'un mot aimable qui montrait qu'il l'avait compris. Les polémiques qui se sont engagées par la suite sur le 16 avril ont fait voir que le général Nivelle avait su se concilier des partisans. Tous ceux qui l'ont approché, quand ils n'ont pas eu en eux l'amour de la vérité plus fort que toute reconnaissance, sont demeurés ses défenseurs envers et contre tout.

Mais après le 6 avril, date de la fameuse réunion du Comité de guerre à Compiègne, je perçus quelles difficultés le général en chef rencontrait dans l'exécution de ses desseins. Ces difficultés nous furent surtout révélées vers le 10 avril par les officiers informateurs

affectés à la 6e et à la 5e armées. Ils racontaient le mot d'un divisionnaire à qui le colonel d'Alenson, expliquant la manœuvre, tandis que sa main voltigeait sur le plan directeur en relief du Chemin-des-Dames, avait dit : « On passe là, là, puis là et l'on y est. » Le divisionnaire, mettant sa main à plat sur le plan, avait alors montré qu'on se heurtait partout au plateau du Chemin-des-Dames et répondu : « On passe ou on ne passe pas. »

Egalement, un de nos camarades de l'État-Major du général Micheler nous fit part des inquiétudes non dissimulées de son chef. Il racontait qu'en pleine table, devant M. Clemenceau, Micheler s'était laissé aller à se plaindre vivement du général Mangin qui ne tenait aucun compte de ses observations et montait son attaque avec une témérité dont il n'augurait rien de bon. M. Clemenceau avait répondu brutalement : « Quand un subordonné désobéit, on le brise, sinon on n'est pas un chef. »

Je sus également que le 3e bureau commençait à désapprouver l'opportunité de l'attaque. Il semblait impossible à ces hommes, qui n'ignoraient rien des erreurs de l'organisation et des difficultés de la tâche, qu'on pût réussir surtout avec le temps effroyable qui ne s'arrangeait pas. Ils soulevaient des objections et j'ai su depuis que le colonel Renouart, chef du 3e bureau, avait cru devoir dégager sa responsabilité par une lettre adressée au général en chef. Il ne fut fait aucune réponse à cette lettre. Bien plus, un officier du 3e bureau m'affirma qu'elle avait disparu du dossier du 16 avril, mais il en possédait une copie

L'âme de l'offensive continuait d'être le colonel

d'Alenson. Sa volonté tendue faisait face à toutes les difficultés. Son tempérament dominateur brisait les résistances. Les ordres qu'il a rédigés se reconnaissent tous à un certain ton impérieux qui est sa marque. Le général Nivelle était de nature plus souple. La note qu'il a adressée aux généraux, le 5 avril, pour remonter leur confiance, est d'un tour persuasif assez curieux. Elle émane assurément de sa main. Le colonel d'Alenson ne savait pas employer des termes aussi conciliants. On lui attribuait la brouille qui avait surgi au début entre le maréchal Douglas Haig et le général Nivelle et les lettres impératives adressées aux généraux Pétain et Anthoine. C'était un beau tempérament de joueur que le colonel d'Alenson. Ce qui le prouve, c'est cette réponse qu'il fit au lieutenant-colonel Fétizon, sous-chef du 3e bureau, un homme calme, méthodique et de beaucoup de bon sens : « Et si nous échouons, lui disait le lieutenant-colonel Fétizon, qu'arrivera-t-il ? » « Eh bien, si nous échouons, nous passerons la main. »

On vivait vraiment sous le signe de la *baraka*. La partie qu'on jouait c'était celle du général en chef et de son cabinet et non celle de l'État-Major. Le capitaine Guillaume, avec son habileté et sa rare souplesse, s'ingéniait à servir son chef à sa manière. Il nouait directement des relations avec la Presse et téléphonait de son cabinet à Marcel Hutin. Comme la Section d'Information désorganisée n'avait plus aucun lien avec les journaux, tout ce travail de propagande se faisait en dehors d'elle. Le capitaine Guillaume fit venir à Compiègne notre confrère du *Matin*, Nord-

mann, mobilisé comme lieutenant d'artillerie, tout dévoué au général Nivelle et, de cette visite, sortit un grand article dans le *Matin* qui vantait la nouvelle méthode offensive du général.

La veille de l'attaque, je téléphonai à l'un des officiers informateurs de la 6e armée, pour régler avec lui l'heure d'arrivée des renseignements du lendemain. Je lui dis : « Est-ce que ça marche là-bas ? Est-on content ? » Il se borna à faire « hum, hum, » dans le téléphone d'un ton peu encourageant, que la suite justifia parfaitement.

Néanmoins, un grand espoir nous soulevait. Cet état d'âme, je l'ai connu à chaque veille d'offensive, mais rarement aussi intense que cette année. Sur la carte préparée dans notre bureau, nous examinions les bonds prévus et une véritable hallucination s'emparaît de nous. On rêvait que la barrière était enfin brisée, nous marquions des traits au fusain vers le Nord et nous imaginions quelle joie serait la nôtre si les résultats étaient conformes à nos espérances. Nous avions beau savoir que toute la région de l'offensive était hérissée de difficultés, nous attendions le miracle. Le fameux quart d'heure qui voit le courage de l'ennemi tomber tout à coup et se lever la déroute, allait-il sonner cette fois ? J'estime que toute la France était dans le même état d'impatience que nous. La longueur de la guerre devenait intolérable, il fallait en finir, chacun eût donné dix ans de sa vie pour être au jour de la victoire. On a appelé avec raison cette psychose de guerre, la fièvre obsidionale ; nul mot ne la peint mieux et je crois qu'aucun gouvernement n'aurait été assez fort pour suspendre l'offen-

sive qui allait se déclencher. Le général Nivelle, quelle que soit sa responsabilité, subissait la poussée instinctive, la griserie de cette foule immense de Français qu'énervait l'attente, qui espéraient en un miracle et réclamaient la fin du cauchemar à tout prix.

Le 16 avril, l'espoir fut de courte durée. A onze heures du matin, le 3e bureau n'avait pas encore envoyé les comptes rendus d'armée; or, dans les périodes d'offensive, les télégrammes se succédaient d'heure en heure, depuis le commencement de l'attaque. C'était mauvais signe. Il pleuvait à torrents, une véritable tempête abattait des masses d'eau sur Compiègne, le baromètre était au plus bas. Je me rendis au 3e bureau. Le silence des jours néfastes y régnait. On manquait de renseignements, disait-on, mais les premières nouvelles étaient satisfaisantes. Je connaissais le refrain et je n'espérais nullement savoir exactement ce qui s'était passé. A de pareils moments, je me bornais à demander s'il fallait faire un communiqué de victoire ou rester sur une note prudente, et quelle ligne on pouvait annoncer comme atteinte par nos troupes. Mais on me répondit qu'il valait mieux attendre le communiqué du soir pour annoncer des résultats, ceux qu'on connaissait à cette heure étant trop imprécis. Mesure excellente qui fut appliquée en cette circonstance pour la première fois, mais dont on usa avec raison par la suite. Toutefois, il était visible que l'avance faite par nos troupes était hors de proportion avec les résultats cherchés.

Le soir, en dépit de l'attente de la journée, les progrès n'étaient pas plus importants. On s'attacha à mettre en valeur dans le communiqué la vive résis-

tance opposée par l'ennemi qui avait groupé des forces importantes. On annonça que nous nous étions emparés de la première position entre Soissons et Craonne, ce qui n'était pas strictement exact; en de nombreux points, immédiatement à l'ouest de Craonne, nous avions été rejetés dans l'après-midi sur nos tranchées de départ. Mais il fut impossible d'annoncer le nom d'un village pris par nous, bien que cette région en fût truffée. De même, l'attaque sur Brimont n'avait rien donné; à peine avions-nous pu nous maintenir le long du canal de l'Aisne, mais dans la plaine, vers Juvincourt, on avait pu atteindre la deuxième position et y pénétrer légèrement. Le chiffre des prisonniers, par bonheur assez élevé, rassura le colonel d'Alenson, qui trouvait le communiqué peu brillant dans l'ensemble. Dix mille prisonniers, cela enthousiasmerait le public! Il est vrai, l'absence de tout canon capturé faisait ombre au tableau. Il n'y avait pas à s'y tromper, nos troupes n'ayant pas atteint la position d'artillerie se trouvaient sous le feu des canons et le lendemain serait très dur. Pourtant, le colonel d'Alenson faisait preuve d'un tenace espoir. L'attaque de Champagne devait se déclencher le 17, à la première heure. Entre Soissons et Reims, l'assaut allait reprendre.

J'apportai le communiqué préparé au général Nivelle dans la villa qu'il occupait. Je le trouvai soucieux. Depuis un mois, d'ailleurs, le général perdait de sa bonne mine. Sa taille semblait se tasser, des bouffissures empâtaient son visage au dessin net et ferme. Il portait de grosses bottes d'artilleur, qui rendaient sa démarche plus lourde et comme accablée.

Rarement l'on voyait son œil s'illuminer. Sa physionomie, naturellement grave, était empreinte de tristesse. Il lut le communiqué attentivement, selon sa coutume, et de sa main ajouta quelques mots. En sortant, je vis qu'il avait corsé le passage qui faisait allusion aux forces de l'ennemi. Machinalement, il avait signé le communiqué de son paraphe, ce qu'il ne faisait jamais.

Les nouvelles de la nuit qui arrivèrent le 17 au matin, étaient mauvaises. L'ennemi avait contre-attaqué en force et nous avions perdu du terrain. Dans la région de Laffaux, le 1er corps colonial avait été ramené sur ses tranchées de départ; nous avions reperdu Berméricourt et reculé vers Juvincourt. Nos troupes venaient de faire l'expérience de la nouvelle méthode de combat allemande et notamment de la contre-attaque de profondeur. Au 3e bureau régnait la stupeur. Cette fois, les officiers ne se cachèrent pas pour exprimer leur avis. Que se passait-il ? A quoi tenait ce succès foudroyant des contre-attaques ennemies ? Plusieurs exprimaient leur crainte que nos troupes ne fussent plus aussi vaillantes qu'autrefois : « Ce ne sont plus les soldats de la Somme, » disaient-ils. En cela, ils se montraient injustes. Mais ils ignoraient encore l'excellence des procédés mis en œuvre par nos ennemis au cours de l'offensive.

L'attaque de Champagne apporta quelques satisfactions et permit d'ajouter des noms de sommets au communiqué, mais très vite, elle se révéla bloquée aux deux ailes. Il fut impossible de réaliser aucun progrès sur le front de l'Aisne, où partout l'on reprenait la préparation d'artillerie.

La soirée du 18 marqua un regain d'espoir. L'armée Mangin voyait l'ennemi se dérober devant elle; le corps de Mitry, par des télégrammes successifs, annonçait des canons capturés et un important matériel. Nous avions pris Ostel, Braye-en-Laonnois, Nanteuil-la-Fosse, et nos troupes continuaient d'avancer. Ce fut un moment de grande joie. Les officiers du 3e bureau s'amusèrent à m'apporter les télégrammes de l'armée l'un après l'autre pour voir monter mon enthousiasme. Ils arrivaient en criant : « Encore cinq canons, encore quatre canons, encore six canons, cent quatre-vingts mitrailleusess. » On se demandait sérieusement si le repli de l'ennemi allait s'étendre à tout le front d'attaque, car depuis le 16 mars, on ne rêvait plus que retraite d'ensemble. Les bulletins de renseignements signalaient des explosions, des incendies et comme ces signes avaient été précurseurs du repli du 16 mars, on était dans l'attente d'un événement semblable qui nous eût amenés jusqu'à la Meuse.

Hélas! le mouvement de retraite fut bref. Nous prîmes encore Jouy-Sancy, Aizy, Laffaux, qu'on annonça le 19 et ce fut tout. On signala également la prise du fort de Condé, évacué depuis deux jours, mais que nos troupes n'avaient pas encore occupé de crainte qu'il fût miné. A partir de ce jour, en dehors de quelques brillants succès dans la région de Moronvilliers, on eut l'impression nette que l'offensive était bloquée. Nous avions tout de même conquis 20.000 prisonniers et une centaine de canons. Les Allemands triomphaient grossièrement dans le *Nauen*, après avoir le premier jour éprouvé une vive crainte, qui

transparaissait nettement dans le lyrisme échevelé de leur premier compte rendu. Comme toujours, ils s'efforcèrent de réduire à rien nos succès et prétendirent que nous n'avions pas à notre actif plus de sept mille prisonniers. Le mensonge était trop fort. On demanda aux armées de nous transmettre la liste exacte des prisonniers qu'elles avaient entre les mains, en indiquant les unités auxquelles ils appartenaient. Avec ces données, je rédigeai cinq radios successifs vraiment accablants pour l'ennemi. Chose admirable, en refaisant le dénombrement, nous trouvâmes que nous avions fait trois mille prisonniers de plus que nous n'avions annoncé. Les Allemands alléguèrent je ne sais quelle excuse qui légitimait le chiffre de sept mille indiqué par eux, et n'insistèrent pas.

Il semblait bien que l'offensive fût finie. Les journaux qui avaient commencé par chanter victoire sur un mode triomphal ne recevant plus de la Section d'Information l'aliment qu'elle leur fournissait jadis pour soutenir leur enthousiasme, allèrent d'eux-mêmes aux sources en interrogeant soit les blessés qui arrivaient à Paris, soit les combattants mêmes que le jeu des relèves amenait vers Châlons et Épernay. Il se fit un brusque revirement et, du jour au lendemain, la presse parla de l'échec de l'offensive en termes amers. On sait à quel pessimisme un journaliste peut se livrer en pareil cas.

Au Grand Quartier, à cette constatation, ce fut de l'affolement. On s'aperçut tout à coup que la Section d'Information rendait de grands services. Le 3e bureau criait que c'était de la folie d'avoir brisé un instrument aussi précieux, qui avait soutenu

l'opinion publique au moment de Verdun et de la Somme. On accusait la faiblesse du général Pont, qui avait capitulé devant la Maison de la Presse, laquelle, d'ailleurs, pleine de sceptiques, n'était pas à même de donner le ton aux journaux. On rejeta finalement toute la faute sur le lieutenant-colonel Toutain, auteur direct de la désorganisation de ce service. Le général Pont fut investi, catéchisé. Le colonel d'Alenson déclara qu'il fallait à tout prix arracher la Section d'Information à l'autorité du lieutenant-colonel Toutain et lui redonner son lustre ancien. Il y eut des conciliabules secrets entre le 3e bureau et le capitaine Moulin, un homme lucide et dévoué, un des rares militaires de carrière qui aient saisi l'utilité de la presse en temps de guerre, et qui nous dirigeait sous le lieutenant-colonel Toutain. Le cabinet s'en mêla. Le général Pont décida que nous serions rattachés de nouveau au 2e bureau; et de fait, le général Dupont nous donna des directives. On fit revenir d'anciens officiers qu'on avait balancés dans les États-Majors. Nous pûmes croire que nous étions délivrés de la tyrannie et du règne de l'obscurantisme qui nous étouffait. Mais le lieutenant-colonel Toutain affectait de ne s'apercevoir de rien, faisait le pire sourd, feignait de prendre à cœur l'initiative de réorganiser notre service, en conférait gravement avec le major général qui n'osait rien lui dire. C'était du dernier bouffon.

Sur ces entrefaites, il arriva au major général une aventure stupéfiante. Un matin qu'il expédiait les affaires courantes, il reçut la visite du général Debeney, commandant en chef la 7e armée. Un peu étonné de voir cet officier général qu'il n'avait pas convoqué, il

lui dit avec sa jovialité ordinaire, tout en maniant ses dossiers et en donnant des signatures : « Qu'est-ce que tu fais là, toi, quel bon vent t'amène ? »

— Tu vois, répondit le général Debeney, j'arrive. Comment vas-tu ?

— Bien, parbleu, et toi ?

La conversation continua paraît-il un bon moment, sur ce ton assez vague. Puis enfin le général Pont, assez intrigué, demanda à son visiteur :

— Mais enfin, qu'est-ce que tu viens faire ?

— Comment, répondit le général Debeney, tu ne sais pas ? On ne t'a rien dit ?

— Quoi ? Qu'est-ce qu'on ne m'a pas dit ?

— Eh bien ! que je te remplace. Je suis nommé major général. Vois plutôt.

Et il lui montra sa feuille de service.

La foudre tombant aux pieds du général ne l'aurait pas ahuri davantage. Il eut un accès de colère folle, bondit sur ses pieds, hurla que de tels procédés étaient dégoûtants, qu'il ne se laisserait pas débarquer ainsi, alors qu'il n'avait rien à se reprocher, qu'on aurait bien pu le prévenir, etc..., etc...

Et de fait, une exécution aussi brutale, aussi dénuée de formes, devenait une cruelle offense et constituait une injustice sans nom à l'égard d'un homme de devoir aussi respectable que le général Pont. Mais ce sont là procédés courants dans l'armée. Est-ce une conséquence de la bonne camaraderie qui règne entre ces hommes étroitement liés, souvent depuis l'École de guerre ou Saint-Cyr, en tout cas, par un travail en commun de tous les instants ? N'osant attrister leur collègue en l'avisant de la décision prise, ils préfèrent

laisser jouer la mutation. Est-ce dureté naturelle de militaire ? Est-ce plutôt automatisme brutal des bureaux chargés de procéder aux changements ? Je ne sais. Toujours est-il qu'il m'a été donné de voir se renouveler à de nombreuses reprises ces procédés fâcheux.

Je ne sais trop si le général Pont obtint cette fois quelque chose en compensation de son départ. Je crois bien qu'il fut nommé divisionnaire à titre définitif et reçut un corps d'armée, je ne me souviens plus exactement. Ce qui me fait supposer qu'il ne s'en alla pas les mains vides, c'est qu'il disait, à propos du général Pellé, lequel attendit plus d'un an sa nomination de divisionnaire, après son départ du G. Q. G. : « Ce sont des choses qu'il faut obtenir immédiatement, avant de partir, sans quoi les promesses ne sont jamais tenues. » Quant au général Pellé, sa longue et injuste disgrâce, d'autant plus injuste qu'il devint un des plus brillants commandants de division de l'armée à titre temporaire et qu'il remporta au Chemin-des-Dames de vifs succès, était attribuée à la rancune tenace du commandant Heilbronner, maître des requêtes au Conseil d'État dans le civil, fort puissant au cabinet du ministre et qui le faisait rayer des états à chaque proposition.

En réalité, le remplacement du général Pont, quelque bonne raison qu'on pût en donner, fut le point de départ d'une série de manœuvres préventives du général Nivelle, qui cherchait à se maintenir au pouvoir en dépit de l'échec de son offensive. Il jetait du lest, comme on dit, et tâchait de détourner les responsabilités. Cela ne fait pas de doute et de nombreux faits

en témoignent. Ces précautions gâtent un peu, à mon avis, la figure du général Nivelle, qui jusque-là apparaissait comme un chef animé d'un haut dessein et que la fortune a trahi. S'il avait, à ce moment, passé la main, sans phrases, comme disait son chef d'État-Major, un jour qu'il était bien inspiré, il eût laissé à ses collaborateurs un grand souvenir attristé.

Mais il est certain qu'il se multiplia pour tenir tête à l'orage qu'il sentait planer sur lui ; il se jeta à corps perdu dans l'intrigue et fit tout au monde pour rester au commandement suprême. On sait maintenant, de source certaine, qu'il essaya de se débarrasser de Mangin. M. Painlevé a raconté qu'il le supplia à plusieurs reprises de nommer Mangin à un autre poste; qu'il tenta même d'obtenir de M. Maginot, ministre des Colonies, que Mangin fût nommé gouverneur de l'Afrique occidentale. A quoi, M. Maginot, d'après mes renseignements personnels, répondit : « Que, d'abord, Mangin n'accepterait pas de s'en aller en pleine bataille (ce qui était bien jugé) et qu'ensuite, il se souciait peu d'envoyer un homme aussi remuant dans une colonie qui lui donnait déjà assez de souci. » C'est alors que le général Nivelle proposa, lui-même, au ministre de relever son subordonné, en alléguant qu'il avait perdu la confiance de ses soldats. Mais le général Mangin apprenant la nouvelle, fit front avec sa terrible énergie et déclencha une sortie si violente contre son supérieur hiérarchique qu'il lui redonna instantanément confiance en lui. Il était trop tard, il est vrai, pour arrêter la décision déjà prise par le Conseil des ministres.

Entre temps, le général Nivelle tentait la même

Un *Moïse* qui était resté sur le socle de la cheminée d'une salle servant de passage fut accaparé par l'un d'eux, sans que le conservateur fût prévenu. Le buste en marbre de l'Impératrice Eugénie fit plusieurs jaloux. Le lieutenant-colonel Toutain demanda même le lit de l'Impératrice, celui dont il disposait dans son logement s'étant rompu sous lui. Je ne pense pas qu'il l'ait obtenu.

Non seulement les bureaux d'élite entendaient être bien logés et grandement, mais ils exigeaient que leurs secrétaires fussent à côté d'eux. Et, comme dans cette partie du Palais on ne trouvait que des salles d'honneur, on vit des secrétaires taper à la machine sous des lambris dorés, ayant sous les yeux la vue du Parc, tandis que les officiers des services moins favorisés s'entassaient dans les pièces des domestiques, au fond de cours sombres.

La Section d'Information, comme on pense, fut parmi les plus mal logées. Sans air, sans cheminées, nous nous asphyxiâmes pendant ce mois d'avril glacial avec des poêles à pétrole; ce qui au demeurant ne nous désola point, car le spectacle de la curée dans le Palais, à laquelle nous ne participions pas, suffisait à nous réjouir. Mais nous vîmes bien, à cette occasion, que nous n'étions pas des guerriers. On reconnaît, en effet, le militaire de carrière à ce qu'il a le génie du commandement. Et ce génie s'applique d'abord à se faire bien servir par l'habitant ami en attendant de s'exercer sur l'ennemi.

Tout le Palais fut rempli jusqu'aux combles. Le troisième étage était composé d'un dédale de petites pièces donnant les unes sur les autres, de l'aspect le

plus pittoresque. Les bureaux qui s'y logèrent, tels que l'Aviation, la T. S. F. avec ses annexes : radiogoniométrie et autres, Contrôle postal, S. R. semblaient isolés du monde. Désormais, quand on s'ennuyait, il devint commode de se promener sans affronter le mauvais temps. Une simple visite dans un bureau du troisième nécessitait une heure de tours et de détours. Quelquefois l'on croisait un officier étranger au G. Q. G. venu en liaison des armées ou de Paris et qui, le visage inquiet, perdu dans le labyrinthe, tentait de s'orienter. Si l'amour-propre l'empêchait de demander son chemin, il en avait jusqu'au soir à chercher la sortie car, à chaque pas, l'on trouvait bien des escaliers, mais ces escaliers, munis de noms héroïques de l'ancien régime, aboutissaient à des cours intérieures condamnées et sans issue sur le dehors. Une telle disposition faisait la joie des plantons et des secrétaires qui pouvaient disparaître sans qu'on s'inquiétât d'eux. D'ailleurs, le nombre de ces modestes fonctionnaires augmenta encore, car les bureaux étaient tellement distants les uns des autres qu'il fallut organiser de véritables courriers réguliers pour communiquer les pièces.

J'ai remarqué que plus les locaux mis à la disposition des bureaux sont vastes, plus ceux-ci s'accroissent, plus ils s'éloignent les uns des autres et moins ils ont de rapport entre eux; les cloisons étanches s'épaississent. Il en résulte d'autres inconvénients. Pour remplir les salles vides, on réclame des officiers et des meubles. Comme je l'ai dit, on double les plantons pour porter les messages et les communications téléphoniques augmentant en nombre, il faut aug-

menter le personnel du téléphone. Le même État-Major qui, à part la D. A., tint tout entier dans le modeste Institut agronomique de Beauvais, faillit se trouver à l'étroit dans l'immense palais de Compiègne. Tant qu'un règlement ne fixera pas l'espace strictement dévolu aux Q. G., on aura des États-Majors trop nombreux.

Partis de Beauvais sous une rafale de neige, nous arrivâmes à Compiègne dans une tourmente de pluie. Tout le mois d'avril fut exécrable. Un froid glacial régnait dans le Palais. Le baromètre, installé en face de l'escalier d'Apollon dans le grand couloir du premier étage, ne cessait de marquer la tempête. Dieu sait si on le consultait en ce moment. La date fixée pour l'offensive approchait. Ce baromètre, il a trahi ingénument bien des secrets religieusement gardés par le 3e bureau. A l'heure du déjeuner, il suffisait d'observer ceux qui s'en approchaient pour flairer les nouvelles. Quand un gros bonnet faisait la moue en le consultant, ou si son visage s'épanouissait au gré de la courbe tracée par le couteau, c'est qu'il y avait une attaque en perspective.

Cette fois, d'ailleurs, il n'aurait servi de rien d'être perspicace. Nul n'avait pris soin de cacher la date de l'offensive. On en parlait ouvertement. Je me demande encore pourquoi on fit preuve, en cette circonstance, de tant de loquacité. On sut que l'attaque était renvoyée par suite du mauvais temps persistant, que les destructions n'étaient pas faites. Les plantons eux-mêmes s'inquiétaient du temps qu'il allait faire et hochaient la tête d'un air soucieux en regardant le ciel. C'était vraiment la première fois que l'on

parlait ouvertement d'une offensive en préparation. Je ne sais quel relâchement secret régnait, sous ce rapport, dans la discipline. Et peut-être bien à cause de cette communauté de préoccupations, l'espoir qui animait tout le monde était-il plus grand encore.

Si des désaccords existaient dans le haut commandement, on ne l'a su que plus tard dans le commun des bureaux et si le Gouvernement était saisi de plaintes des exécutants, comme cela a été avéré par la suite, le G. Q. G., en dehors des principaux organes, l'a ignoré en ce moment-là. Le prestige du général Nivelle, dans son État-Major, restait intact. Le général se montrait d'une grande bienveillance vis-à-vis de tous et la sympathie à son égard fut toujours très vive.

Pour ma part, j'ai trouvé rarement un accueil aussi bienveillant que durant son règne. Les encouragements ne m'étaient point ménagés. Mon humble besogne était l'objet de son attention et jamais il ne manqua de souligner mon effort d'un mot aimable qui montrait qu'il l'avait compris. Les polémiques qui se sont engagées par la suite sur le 16 avril ont fait voir que le général Nivelle avait su se concilier des partisans. Tous ceux qui l'ont approché, quand ils n'ont pas eu en eux l'amour de la vérité plus fort que toute reconnaissance, sont demeurés ses défenseurs envers et contre tout.

Mais après le 6 avril, date de la fameuse réunion du Comité de guerre à Compiègne, je perçus quelles difficultés le général en chef rencontrait dans l'exécution de ses desseins. Ces difficultés nous furent surtout révélées vers le 10 avril par les officiers informateurs

affectés à la 6e et à la 5e armées. Ils racontaient le mot d'un divisionnaire à qui le colonel d'Alenson, expliquant la manœuvre, tandis que sa main voltigeait sur le plan directeur en relief du Chemin-des-Dames, avait dit : « On passe là, là, puis là et l'on y est. » Le divisionnaire, mettant sa main à plat sur le plan, avait alors montré qu'on se heurtait partout au plateau du Chemin-des-Dames et répondu : « On passe ou on ne passe pas. »

Egalement, un de nos camarades de l'État-Major du général Micheler nous fit part des inquiétudes non dissimulées de son chef. Il racontait qu'en pleine table, devant M. Clemenceau, Micheler s'était laissé aller à se plaindre vivement du général Mangin qui ne tenait aucun compte de ses observations et montait son attaque avec une témérité dont il n'augurait rien de bon. M. Clemenceau avait répondu brutalement : « Quand un subordonné désobéit, on le brise, sinon on n'est pas un chef. »

Je sus également que le 3e bureau commençait à désapprouver l'opportunité de l'attaque. Il semblait impossible à ces hommes, qui n'ignoraient rien des erreurs de l'organisation et des difficultés de la tâche, qu'on pût réussir surtout avec le temps effroyable qui ne s'arrangeait pas. Ils soulevaient des objections et j'ai su depuis que le colonel Renouart, chef du 3e bureau, avait cru devoir dégager sa responsabilité par une lettre adressée au général en chef. Il ne fut fait aucune réponse à cette lettre. Bien plus, un officier du 3e bureau m'affirma qu'elle avait disparu du dossier du 16 avril, mais il en possédait une copie

L'âme de l'offensive continuait d'être le colonel

d'Alenson. Sa volonté tendue faisait face à toutes les difficultés. Son tempérament dominateur brisait les résistances. Les ordres qu'il a rédigés se reconnaissent tous à un certain ton impérieux qui est sa marque. Le général Nivelle était de nature plus souple. La note qu'il a adressée aux généraux, le 5 avril, pour remonter leur confiance, est d'un tour persuasif assez curieux. Elle émane assurément de sa main. Le colonel d'Alenson ne savait pas employer des termes aussi conciliants. On lui attribuait la brouille qui avait surgi au début entre le maréchal Douglas Haig et le général Nivelle et les lettres impératives adressées aux généraux Pétain et Anthoine. C'était un beau tempérament de joueur que le colonel d'Alenson. Ce qui le prouve, c'est cette réponse qu'il fit au lieutenant-colonel Fétizon, sous-chef du 3e bureau, un homme calme, méthodique et de beaucoup de bon sens : « Et si nous échouons, lui disait le lieutenant-colonel Fétizon, qu'arrivera-t-il ? » « Eh bien, si nous échouons, nous passerons la main. »

On vivait vraiment sous le signe de la *baraka*. La partie qu'on jouait c'était celle du général en chef et de son cabinet et non celle de l'État-Major. Le capitaine Guillaume, avec son habileté et sa rare souplesse, s'ingéniait à servir son chef à sa manière. Il nouait directement des relations avec la Presse et téléphonait de son cabinet à Marcel Hutin. Comme la Section d'Information désorganisée n'avait plus aucun lien avec les journaux, tout ce travail de propagande se faisait en dehors d'elle. Le capitaine Guillaume fit venir à Compiègne notre confrère du *Matin*, Nord-

mann, mobilisé comme lieutenant d'artillerie, tout dévoué au général Nivelle et, de cette visite, sortit un grand article dans le *Matin* qui vantait la nouvelle méthode offensive du général.

La veille de l'attaque, je téléphonai à l'un des officiers informateurs de la 6e armée, pour régler avec lui l'heure d'arrivée des renseignements du lendemain. Je lui dis : « Est-ce que ça marche là-bas ? Est-on content ? » Il se borna à faire « hum, hum, » dans le téléphone d'un ton peu encourageant, que la suite justifia parfaitement.

Néanmoins, un grand espoir nous soulevait. Cet état d'âme, je l'ai connu à chaque veille d'offensive, mais rarement aussi intense que cette année. Sur la carte préparée dans notre bureau, nous examinions les bonds prévus et une véritable hallucination s'emparaît de nous. On rêvait que la barrière était enfin brisée, nous marquions des traits au fusain vers le Nord et nous imaginions quelle joie serait la nôtre si les résultats étaient conformes à nos espérances. Nous avions beau savoir que toute la région de l'offensive était hérissée de difficultés, nous attendions le miracle. Le fameux quart d'heure qui voit le courage de l'ennemi tomber tout à coup et se lever la déroute, allait-il sonner cette fois ? J'estime que toute la France était dans le même état d'impatience que nous. La longueur de la guerre devenait intolérable, il fallait en finir, chacun eût donné dix ans de sa vie pour être au jour de la victoire. On a appelé avec raison cette psychose de guerre, la fièvre obsidionale ; nul mot ne la peint mieux et je crois qu'aucun gouvernement n'aurait été assez fort pour suspendre l'offen-

sive qui allait se déclencher. Le général Nivelle, quelle que soit sa responsabilité, subissait la poussée instinctive, la griserie de cette foule immense de Français qu'énervait l'attente, qui espéraient en un miracle et réclamaient la fin du cauchemar à tout prix.

Le 16 avril, l'espoir fut de courte durée. A onze heures du matin, le 3e bureau n'avait pas encore envoyé les comptes rendus d'armée; or, dans les périodes d'offensive, les télégrammes se succédaient d'heure en heure, depuis le commencement de l'attaque. C'était mauvais signe. Il pleuvait à torrents, une véritable tempête abattait des masses d'eau sur Compiègne, le baromètre était au plus bas. Je me rendis au 3e bureau. Le silence des jours néfastes y régnait. On manquait de renseignements, disait-on, mais les premières nouvelles étaient satisfaisantes. Je connaissais le refrain et je n'espérais nullement savoir exactement ce qui s'était passé. A de pareils moments, je me bornais à demander s'il fallait faire un communiqué de victoire ou rester sur une note prudente, et quelle ligne on pouvait annoncer comme atteinte par nos troupes. Mais on me répondit qu'il valait mieux attendre le communiqué du soir pour annoncer des résultats, ceux qu'on connaissait à cette heure étant trop imprécis. Mesure excellente qui fut appliquée en cette circonstance pour la première fois, mais dont on usa avec raison par la suite. Toutefois, il était visible que l'avance faite par nos troupes était hors de proportion avec les résultats cherchés.

Le soir, en dépit de l'attente de la journée, les progrès n'étaient pas plus importants. On s'attacha à mettre en valeur dans le communiqué la vive résis-

tance opposée par l'ennemi qui avait groupé des forces importantes. On annonça que nous nous étions emparés de la première position entre Soissons et Craonne, ce qui n'était pas strictement exact; en de nombreux points, immédiatement à l'ouest de Craonne, nous avions été rejetés dans l'après-midi sur nos tranchées de départ. Mais il fut impossible d'annoncer le nom d'un village pris par nous, bien que cette région en fût truffée. De même, l'attaque sur Brimont n'avait rien donné; à peine avions-nous pu nous maintenir le long du canal de l'Aisne, mais dans la plaine, vers Juvincourt, on avait pu atteindre la deuxième position et y pénétrer légèrement. Le chiffre des prisonniers, par bonheur assez élevé, rassura le colonel d'Alenson, qui trouvait le communiqué peu brillant dans l'ensemble. Dix mille prisonniers, cela enthousiasmerait le public! Il est vrai, l'absence de tout canon capturé faisait ombre au tableau. Il n'y avait pas à s'y tromper, nos troupes n'ayant pas atteint la position d'artillerie se trouvaient sous le feu des canons et le lendemain serait très dur. Pourtant, le colonel d'Alenson faisait preuve d'un tenace espoir. L'attaque de Champagne devait se déclencher le 17, à la première heure. Entre Soissons et Reims, l'assaut allait reprendre.

J'apportai le communiqué préparé au général Nivelle dans la villa qu'il occupait. Je le trouvai soucieux. Depuis un mois, d'ailleurs, le général perdait de sa bonne mine. Sa taille semblait se tasser, des bouffissures empâtaient son visage au dessin net et ferme. Il portait de grosses bottes d'artilleur, qui rendaient sa démarche plus lourde et comme accablée.

Rarement l'on voyait son œil s'illuminer. Sa physionomie, naturellement grave, était empreinte de tristesse. Il lut le communiqué attentivement, selon sa coutume, et de sa main ajouta quelques mots. En sortant, je vis qu'il avait corsé le passage qui faisait allusion aux forces de l'ennemi. Machinalement, il avait signé le communiqué de son paraphe, ce qu'il ne faisait jamais.

Les nouvelles de la nuit qui arrivèrent le 17 au matin, étaient mauvaises. L'ennemi avait contre-attaqué en force et nous avions perdu du terrain. Dans la région de Laffaux, le 1er corps colonial avait été ramené sur ses tranchées de départ; nous avions reperdu Berméricourt et reculé vers Juvincourt. Nos troupes venaient de faire l'expérience de la nouvelle méthode de combat allemande et notamment de la contre-attaque de profondeur. Au 3e bureau régnait la stupeur. Cette fois, les officiers ne se cachèrent pas pour exprimer leur avis. Que se passait-il ? A quoi tenait ce succès foudroyant des contre-attaques ennemies ? Plusieurs exprimaient leur crainte que nos troupes ne fussent plus aussi vaillantes qu'autrefois : « Ce ne sont plus les soldats de la Somme, » disaient-ils. En cela, ils se montraient injustes. Mais ils ignoraient encore l'excellence des procédés mis en œuvre par nos ennemis au cours de l'offensive.

L'attaque de Champagne apporta quelques satisfactions et permit d'ajouter des noms de sommets au communiqué, mais très vite, elle se révéla bloquée aux deux ailes. Il fut impossible de réaliser aucun progrès sur le front de l'Aisne, où partout l'on reprenait la préparation d'artillerie.

La soirée du 18 marqua un regain d'espoir. L'armée Mangin voyait l'ennemi se dérober devant elle; le corps de Mitry, par des télégrammes successifs, annonçait des canons capturés et un important matériel. Nous avions pris Ostel, Braye-en-Laonnois, Nanteuil-la-Fosse, et nos troupes continuaient d'avancer. Ce fut un moment de grande joie. Les officiers du 3e bureau s'amusèrent à m'apporter les télégrammes de l'armée l'un après l'autre pour voir monter mon enthousiasme. Ils arrivaient en criant : « Encore cinq canons, encore quatre canons, encore six canons, cent quatre-vingts mitrailleusess. » On se demandait sérieusement si le repli de l'ennemi allait s'étendre à tout le front d'attaque, car depuis le 16 mars, on ne rêvait plus que retraite d'ensemble. Les bulletins de renseignements signalaient des explosions, des incendies et comme ces signes avaient été précurseurs du repli du 16 mars, on était dans l'attente d'un événement semblable qui nous eût amenés jusqu'à la Meuse.

Hélas ! le mouvement de retraite fut bref. Nous prîmes encore Jouy-Sancy, Aizy, Laffaux, qu'on annonça le 19 et ce fut tout. On signala également la prise du fort de Condé, évacué depuis deux jours, mais que nos troupes n'avaient pas encore occupé de crainte qu'il fût miné. A partir de ce jour, en dehors de quelques brillants succès dans la région de Moronvilliers, on eut l'impression nette que l'offensive était bloquée. Nous avions tout de même conquis 20.000 prisonniers et une centaine de canons. Les Allemands triomphaient grossièrement dans le *Nauen*, après avoir le premier jour éprouvé une vive crainte, qui

transparaissait nettement dans le lyrisme échevelé de leur premier compte rendu. Comme toujours, ils s'efforcèrent de réduire à rien nos succès et prétendirent que nous n'avions pas à notre actif plus de sept mille prisonniers. Le mensonge était trop fort. On demanda aux armées de nous transmettre la liste exacte des prisonniers qu'elles avaient entre les mains, en indiquant les unités auxquelles ils appartenaient. Avec ces données, je rédigeai cinq radios successifs vraiment accablants pour l'ennemi. Chose admirable, en refaisant le dénombrement, nous trouvâmes que nous avions fait trois mille prisonniers de plus que nous n'avions annoncé. Les Allemands alléguèrent je ne sais quelle excuse qui légitimait le chiffre de sept mille indiqué par eux, et n'insistèrent pas.

Il semblait bien que l'offensive fût finie. Les journaux qui avaient commencé par chanter victoire sur un mode triomphal ne recevant plus de la Section d'Information l'aliment qu'elle leur fournissait jadis pour soutenir leur enthousiasme, allèrent d'eux-mêmes aux sources en interrogeant soit les blessés qui arrivaient à Paris, soit les combattants mêmes que le jeu des relèves amenait vers Châlons et Épernay. Il se fit un brusque revirement et, du jour au lendemain, la presse parla de l'échec de l'offensive en termes amers. On sait à quel pessimisme un journaliste peut se livrer en pareil cas.

Au Grand Quartier, à cette constatation, ce fut de l'affolement. On s'aperçut tout à coup que la Section d'Information rendait de grands services. Le 3e bureau criait que c'était de la folie d'avoir brisé un instrument aussi précieux, qui avait soutenu

l'opinion publique au moment de Verdun et de la Somme. On accusait la faiblesse du général Pont, qui avait capitulé devant la Maison de la Presse, laquelle, d'ailleurs, pleine de sceptiques, n'était pas à même de donner le ton aux journaux. On rejeta finalement toute la faute sur le lieutenant-colonel Toutain, auteur direct de la désorganisation de ce service. Le général Pont fut investi, catéchisé. Le colonel d'Alenson déclara qu'il fallait à tout prix arracher la Section d'Information à l'autorité du lieutenant-colonel Toutain et lui redonner son lustre ancien. Il y eut des conciliabules secrets entre le 3e bureau et le capitaine Moulin, un homme lucide et dévoué, un des rares militaires de carrière qui aient saisi l'utilité de la presse en temps de guerre, et qui nous dirigeait sous le lieutenant-colonel Toutain. Le cabinet s'en mêla. Le général Pont décida que nous serions rattachés de nouveau au 2e bureau ; et de fait, le général Dupont nous donna des directives. On fit revenir d'anciens officiers qu'on avait balancés dans les États-Majors. Nous pûmes croire que nous étions délivrés de la tyrannie et du règne de l'obscurantisme qui nous étouffait. Mais le lieutenant-colonel Toutain affectait de ne s'apercevoir de rien, faisait le pire sourd, feignait de prendre à cœur l'initiative de réorganiser notre service, en conférait gravement avec le major général qui n'osait rien lui dire. C'était du dernier bouffon.

Sur ces entrefaites, il arriva au major général une aventure stupéfiante. Un matin qu'il expédiait les affaires courantes, il reçut la visite du général Debeney, commandant en chef la 7e armée. Un peu étonné de voir cet officier général qu'il n'avait pas convoqué, il

lui dit avec sa jovialité ordinaire, tout en maniant ses dossiers et en donnant des signatures : « Qu'est-ce que tu fais là, toi, quel bon vent t'amène ? »

— Tu vois, répondit le général Debeney, j'arrive. Comment vas-tu ?

— Bien, parbleu, et toi ?

La conversation continua paraît-il un bon moment, sur ce ton assez vague. Puis enfin le général Pont, assez intrigué, demanda à son visiteur :

— Mais enfin, qu'est-ce que tu viens faire ?

— Comment, répondit le général Debeney, tu ne sais pas ? On ne t'a rien dit ?

— Quoi ? Qu'est-ce qu'on ne m'a pas dit ?

— Eh bien ! que je te remplace. Je suis nommé major général. Vois plutôt.

Et il lui montra sa feuille de service.

La foudre tombant aux pieds du général ne l'aurait pas ahuri davantage. Il eut un accès de colère folle, bondit sur ses pieds, hurla que de tels procédés étaient dégoûtants, qu'il ne se laisserait pas débarquer ainsi, alors qu'il n'avait rien à se reprocher, qu'on aurait bien pu le prévenir, etc..., etc...

Et de fait, une exécution aussi brutale, aussi dénuée de formes, devenait une cruelle offense et constituait une injustice sans nom à l'égard d'un homme de devoir aussi respectable que le général Pont. Mais ce sont là procédés courants dans l'armée. Est-ce une conséquence de la bonne camaraderie qui règne entre ces hommes étroitement liés, souvent depuis l'École de guerre ou Saint-Cyr, en tout cas, par un travail en commun de tous les instants ? N'osant attrister leur collègue en l'avisant de la décision prise, ils préfèrent

laisser jouer la mutation. Est-ce dureté naturelle de militaire ? Est-ce plutôt automatisme brutal des bureaux chargés de procéder aux changements ? Je ne sais. Toujours est-il qu'il m'a été donné de voir se renouveler à de nombreuses reprises ces procédés fâcheux.

Je ne sais trop si le général Pont obtint cette fois quelque chose en compensation de son départ. Je crois bien qu'il fut nommé divisionnaire à titre définitif et reçut un corps d'armée, je ne me souviens plus exactement. Ce qui me fait supposer qu'il ne s'en alla pas les mains vides, c'est qu'il disait, à propos du général Pellé, lequel attendit plus d'un an sa nomination de divisionnaire, après son départ du G. Q. G. : « Ce sont des choses qu'il faut obtenir immédiatement, avant de partir, sans quoi les promesses ne sont jamais tenues. » Quant au général Pellé, sa longue et injuste disgrâce, d'autant plus injuste qu'il devint un des plus brillants commandants de division de l'armée à titre temporaire et qu'il remporta au Chemin-des-Dames de vifs succès, était attribuée à la rancune tenace du commandant Heilbronner, maître des requêtes au Conseil d'État dans le civil, fort puissant au cabinet du ministre et qui le faisait rayer des états à chaque proposition.

En réalité, le remplacement du général Pont, quelque bonne raison qu'on pût en donner, fut le point de départ d'une série de manœuvres préventives du général Nivelle, qui cherchait à se maintenir au pouvoir en dépit de l'échec de son offensive. Il jetait du lest, comme on dit, et tâchait de détourner les responsabilités. Cela ne fait pas de doute et de nombreux faits

en témoignent. Ces précautions gâtent un peu, à mon avis, la figure du général Nivelle, qui jusque-là apparaissait comme un chef animé d'un haut dessein et que la fortune a trahi. S'il avait, à ce moment, passé la main, sans phrases, comme disait son chef d'État-Major, un jour qu'il était bien inspiré, il eût laissé à ses collaborateurs un grand souvenir attristé.

Mais il est certain qu'il se multiplia pour tenir tête à l'orage qu'il sentait planer sur lui ; il se jeta à corps perdu dans l'intrigue et fit tout au monde pour rester au commandement suprême. On sait maintenant, de source certaine, qu'il essaya de se débarrasser de Mangin. M. Painlevé a raconté qu'il le supplia à plusieurs reprises de nommer Mangin à un autre poste; qu'il tenta même d'obtenir de M. Maginot, ministre des Colonies, que Mangin fût nommé gouverneur de l'Afrique occidentale. A quoi, M. Maginot, d'après mes renseignements personnels, répondit : « Que, d'abord, Mangin n'accepterait pas de s'en aller en pleine bataille (ce qui était bien jugé) et qu'ensuite, il se souciait peu d'envoyer un homme aussi remuant dans une colonie qui lui donnait déjà assez de souci. » C'est alors que le général Nivelle proposa, lui-même, au ministre de relever son subordonné, en alléguant qu'il avait perdu la confiance de ses soldats. Mais le général Mangin apprenant la nouvelle, fit front avec sa terrible énergie et déclencha une sortie si violente contre son supérieur hiérarchique qu'il lui redonna instantanément confiance en lui. Il était trop tard, il est vrai, pour arrêter la décision déjà prise par le Conseil des ministres.

Entre temps, le général Nivelle tentait la même

manœuvre d'exclusion à l'égard du général Micheler. Cette fois, voulant procéder par la persuasion, il se rendit en personne à Dormans, quartier général de Micheler. Celui-ci était trop malin pour ne pas saisir du premier coup que le général cherchait un bouc émissaire. D'ailleurs, il s'attendait à cette visite. Aussi, dès qu'on lui annonça le général, il ouvrit toutes grandes ses fenêtres qui donnaient sur un jardin, afin que ses officiers réunis dans les pièces voisines entendissent tout ce qu'il dirait. Aux premiers mots, il arrêta le général et d'une voix formidable qui s'entendait de toute la maison, il lâcha ce qu'il avait sur le cœur. La scène m'a été rapportée par un de ses officiers, qui y assista et n'en perdit pas un mot : « Ce fut quelque chose d'effroyable, me dit-il, nous ne savions où nous cacher. »

— Mon général, criait Micheler, c'est une infamie que vous allez commettre, c'est moi que vous voulez rendre responsable des fautes commises, moi qui n'ai cessé de vous les signaler. Savez-vous comment s'appelle un acte pareil? Eh bien ! c'est une lâcheté...

Le général Nivelle sortit brusquement de la pièce et remonta dans son auto sans que personne se présentât pour l'accompagner. Il chancelait comme un homme ivre, ajoutait le narrateur.

Il tenta de nouvelles démarches auprès d'amis politiques et celles-ci lui valurent l'appui de M. Malvy. Or, si l'on songe que le général Nivelle était assurément prévenu depuis quelque temps contre ce ministre par les officiers de son contrôle postal, l'on demeure un peu étonné de le voir lier partie avec lui. M. Malvy, en effet, était nettement accusé par le directeur du

Moral, M. Gaston Bruyant et son chef le lieutenant Jacques Duval, de fermer les yeux sur les menées des défaitistes qui tentaient une campagne de démoralisation dans l'armée. Le patriotisme de ces officiers était trop grand pour que leur premier devoir n'ait pas été d'aviser le général en chef de ce qu'ils soupçonnaient, alors qu'ils se laissaient aller quelquefois à dire, entre intimes, tant leur indignation était grande : « Qu'il fallait mettre en prison Malvy. » Quoi qu'il en soit, ce fut l'intervention de M. Malvy qui, à deux reprises, empêcha le Conseil des ministres de consommer la disgrâce du général Nivelle et réussit à la retarder de quelques jours.

Efforts inutiles, le général Nivelle était irrévocablement condamné. Le général Pétain, nommé chef d'État-Major général le 5 mai, était immanquablement appelé à prendre sa suite. Nivelle espérait encore se maintenir, que l'on savait déjà à Compiègne que le changement était imminent. Pendant les dix jours qui nous séparaient de l'événement, on remporta quelques beaux succès sur le Chemin-des-Dames. Le cabinet du général s'efforçait de chauffer l'enthousiasme de la presse. J'entendis le capitaine Guillaume téléphoner de son cabinet à Marcel Hutin dans les termes les plus chaleureux : « C'est vous, mon vieux ? lui disait-il ; je vous annonce aujourd'hui des choses magnifiques, nous tenons le Chemin-des-Dames sur quarante kilomètres. » Près de lui, le général Debeney lisait le communiqué que je venais de lui apporter avec cette lucidité froide et ce net bon sens qui étaient sa marque. Il leva la tête un peu surpris : « Doucement, Guillaume, dit-il, n'allez pas trop fort. »

Au 3e bureau, l'on revivait les mauvais jours de la disgrâce de Joffre. Pétain se levait à l'horizon et Foch apparaissait derrière lui, dans son sillage. Pétain et Foch, les deux hommes si savamment écartés en 1916 ! Les Jeunes-Turcs sentaient que la fin de leur règne était proche. Mais toujours beaux joueurs, maîtres d'eux, habiles à dissimuler leurs véritables sentiments, ils affectaient une sérénité parfaite.

Le départ du général Nivelle se fit sans aucun apparat. Rarement généralissime disparut de la scène au milieu d'une pareille indifférence. Il était encore le maître qu'il avait, pour tous, cessé d'exister. Le vrai maître, on l'attendait tous les jours avec une impatience à peine dissimulée. Le jour où l'on annonça sa présence à Compiègne, il y eut comme un frémissement de joie dans toute la maison, hormis peut-être au 3e bureau. Le prestige qui émanait de cet homme avait quelque chose de surnaturel. Venu presque seul dans son auto, il avait d'abord passé inaperçu, quand on signala qu'il arpentait l'avenue plantée d'arbres qui, du Palais, aboutissait au Rond-Royal. Plusieurs officiers sortirent en hâte pour tâcher de le voir; en vain, il s'était déjà éclipsé.

Avec le général Nivelle partirent le colonel d'Alenson et ses officiers d'ordonnance. Leur première résidence fut Senlis, le Limoges du front. Le colonel d'Alenson, malade, épuisé de travail, prit très vite un congé. Il mourut chez lui moins de deux mois après, de maladie mais, j'en jurerais, aussi de chagrin. Sa mort me frappa douloureusement. De tous les acteurs de cette guerre immobile, dont bien peu ont surgi avec une personnalité marquée, il incarne, à mes yeux, la figure la

plus originale. Sorte de personnage romantique, brûlé d'ambition, il n'était pas, par son audace, à l'échelle de notre époque. Ce taciturne, longtemps modeste et renfermé, entreprit tout à coup de brusquer la fortune avec une fougue et une volonté dignes des temps où les aventuriers se taillaient des royaumes. Par son tempérament volontaire, son ardeur d'illuminé, son aisance à se mouvoir dans les grands desseins, il m'a toujours fait penser à un Napoléon sans génie.

Parmi les hommes qui abandonnèrent en ce moment le pouvoir, il convient de consacrer une mention spéciale au colonel Renouard. J'ai eu longuement, au cours de ce récit, l'occasion de parler de ce brillant officier qui possédait les plus belles qualités d'intelligence et de caractère. Fut-il entraîné dans la disgrâce et rendu plus ou moins responsable de l'échec du 16 avril, ou son départ fut-il simplement motivé par le fait que Pétain amenait avec lui les meilleurs d'entre ceux qui avaient servi sous ses ordres? Je n'ose formuler une opinion, de crainte de me tromper. Mais son départ donna lieu à une manifestation de sympathie qui est à son honneur. Le 3e bureau tout entier, tel qu'il le dirigeait depuis deux ans, tint à lui faire cortège jusqu'à la gare. Cette fidélité éclatante, si peu dans les habitudes de l'État-Major, en dit long sur le prestige du colonel Renouard et le dévouement qu'il avait su inspirer à ses subordonnés.

Par la suite, je revis à plusieurs reprises le général Renouard à Compiègne, ce qui prouve que le nouveau chef le considérait d'un bon œil. Nommé commandant d'une division, il eut une magnifique conduite pendant les durs combats de mars-avril 1918. Son

unité, fort éprouvée et en cours de recomplètement, tenait un secteur du Chemin-des-Dames, au mois de mai. Elle fut de celles qui reçurent le terrible choc inattendu de l'ennemi, le 27. Emporté par sa fougue, le général Renouard fit contre-attaquer sa division, avec une témérité peut-être excessive. Accablée sous le nombre, la division fut détruite ou capturée presque en entier. Le général Renouard, profondément affecté de ce désastre, mourut de la grippe à Dormans peu de temps après, sans avoir vu se lever la victoire pour laquelle il avait tant travaillé.

FIN DU PREMIER VOLUME

TABLE DES MATIÈRES

TROISIÈME PARTIE

LA TRAGIQUE AVENTURE DE NIVELLE

Paris. — Imp. Paul Dupont (Cl.). — 910.12.19.